

Chômage en hausse

Le nombre de chômeurs a augmenté en août pour le quatrième mois consécutif

11 000 demandeurs d'emploi supplémentaires

Lionel Jospin compte sur le « patriotisme économique » des consommateurs et des chefs d'entreprise pour soutenir l'activité

Lire page 13

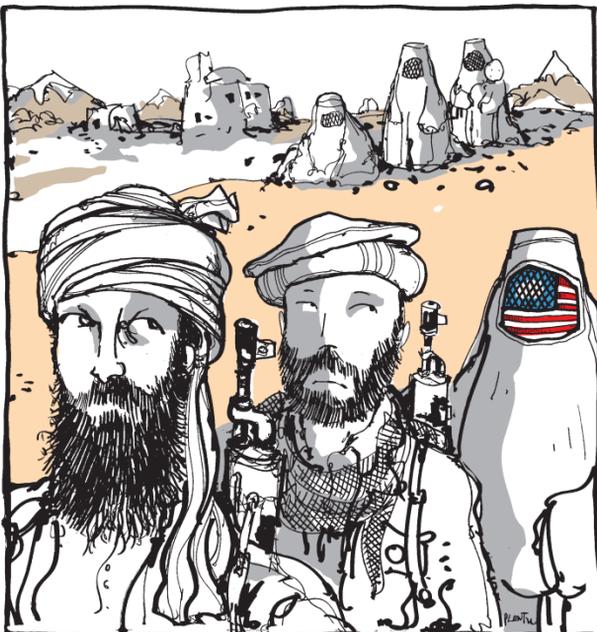
Quel avenir pour les Afghans ?

George W. Bush parie sur la décomposition du régime de Kaboul et paraît décidé à retarder les frappes militaires • Les Etats-Unis préparent l'après-talibans • Enquête dans le nord du pays sur l'opposition afghane • Témoignages de réfugiés et de talibans entrés en dissidence

SOMMAIRE

L'Afghanistan sous la menace : Notre envoyée spéciale, Natalie Nougayrède, décrit l'opposition au régime taliban, rassemblement hétéroclite de chefs de guerre régionaux et d'anciens proches du commandant Massoud. L'Alliance du Nord envisage de constituer un gouvernement de transition avant d'organiser les premières élections. Reportage parmi les réfugiés du Nord. Témoignages de talibans en rupture avec le régime de Kaboul. p. 2 et 3

L'action judiciaire et diplomatique : A Paris, deux procès d'islamistes. Les Quinze veulent mettre en place avant la fin de l'année l'Europe de la justice. Tony Blair rassure la communauté musulmane britannique. Réactions indignées en Europe et dans le monde arabe après les déclarations de Silvio Berlusconi sur la « supériorité » de l'Occident chrétien. p. 4 et 5

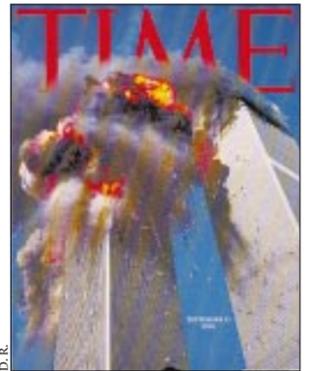


Les Etats-Unis face à l'antiaméricanisme : George W. Bush modifie sa stratégie. Il retarde les frappes contre l'Afghanistan et tente de précipiter la décomposition du régime taliban. Enquête et reportages sur la montée de l'antiaméricanisme, à la télévision des Emirats arabes unis, en Egypte et au Kenya. p. 6 et 7

Un an d'Intifada : Le soulèvement qui a embrasé les territoires palestiniens le 28 septembre 2000 a conduit à une impasse totale entre Israël et la Palestine. Entretien avec Mohamed Dahlan, chef de la sécurité pour la bande de Gaza. p. 8

Horizons-Débats et Analyses : Deux points de vue de Bruno Ory-Lavollée et Yaël Binder. Les analyses d'André Fontaine et de Jacques Isnard. Notre éditorial : « La "gaffe" de Berlusconi ». p. 11 et 12

www.lemonde.fr/1septembre2001



MÉDIAS

L'argent des photos

Des milliers de clichés ont été pris lors des attentats à New York. Les agences ont modifié leurs pratiques commerciales avec la presse magazine. Paris-Match a ainsi payé pour obtenir un droit de « première vision » des photographies. Le Monde analyse les images les plus emblématiques publiées par la presse internationale et revient sur les risques judiciaires courus par Paris-Match, qui publie cette semaine les photos des victimes de l'explosion de l'usine AZF à Toulouse. p. 20

Soupçons et colère à Toulouse

LES INCERTITUDES demeurent sur les causes de l'explosion de l'usine AZF à Toulouse, dont le bilan fait état de 29 morts et de milliers de blessés. Les habitants de la ville, ulcérés par l'attitude des industriels et des autorités, qu'ils accusent d'avoir menti sur la réalité des risques courus par la population, déposent des plaintes et exigent des coupables. Les enquêteurs ont recueilli plusieurs témoignages évoquant la présence d'« éléments extérieurs » aux abords de l'usine au moment de l'explosion. Ajoutés aux interrogations des scientifiques, ces éléments pourraient renforcer la thèse d'un acte de malveillance.

Lire page 14

www.lemonde.fr/toulouse

Check-list pour la dernière nuit du kamikaze Mohamed Atta

LES ENQUÊTEURS du FBI ont retrouvé dans les bagages du terroriste d'origine égyptienne Mohamed Atta, le chef présumé des attentats du 11 septembre, un document de cinq pages qui fournit conseils techniques et aide spirituelle aux kamikazes à la veille d'une opération-suicide.

Selon le *Washington Post*, qui publie des extraits du manuscrit, vendredi 28 septembre sous la plume de l'un de ses journalistes vedette Bob Woodward, le thème qui revient de manière lancinante dans le texte est la promesse d'une vie éternelle. A la page 3, indique le journal, est ainsi décrite « la dernière nuit ». « Souvenez-vous que, cette nuit, de nombreux défis vous attendent. Mais vous devez y faire face et les comprendre à 100 % », indique le texte écrit en arabe. « Le temps de l'amusement et du gaspillage est fini. Le moment du jugement est arrivé. Nous devons donc utiliser ces quelques heures pour demander pardon à Dieu. Vous devez être convaincu qu'il ne vous reste presque plus de temps à vivre. Après, vous commencerez une vie de béatitude, le paradis infini. Soyez optimiste. Le Prophète était toujours optimiste. »

Cette dernière nuit, Mohamed Atta, 33 ans, et Abdulaziz Al-Omari, 29 ans, l'ont passée dans la chambre 232 de l'hôtel Comfort Inn de South Portland, dans le Maine. Le mardi matin 11 septembre, les deux hommes ont embarqué à l'aube dans un vol Portland-Boston, avant de monter à bord du Vol AA11 de l'American Airlines, qui devait être le premier à être précipité sur le World Trade Center de New York. « Priez, jeûnez, demandez l'aide de Dieu. Continuez à prier pendant toute la nuit », conseille le texte, qui admet que, certes, « tout le monde hait la mort ; tout le monde craint la mort ». Mais, poursuit-il, « souvenez-vous toujours de ces versets qui disent que vous souhaiteriez la mort, avant de la rencontrer, si seulement vous aviez connaissance de ce que sera la récompense après ».

Des consignes plus techniques figurent ensuite dans cette « check-list » des dernières heures du kamikaze. Avant de partir : « Vérifiez toutes vos affaires - votre sac, vos vêtements, couteaux, votre testament, vos papiers d'identité, votre passeport, tous vos papiers. Surveillez votre sécurité avant de partir. Assurez-vous que person-

ne ne vous suit. » Et, recommande même la note, « assurez-vous que vous êtes propre, que vos vêtements sont propres, y compris vos chaussures ». Le matin : « Tentez de prier avec le cœur ouvert ». L'embarquement : « En entrant dans l'avion » : « Ô Dieu, ouvre toutes les portes pour moi. Ô Dieu, qui répond aux prières, je demande ton aide. »

Le sac de Mohamed Atta qui n'était pas dans l'avion avait été retrouvé dès le lendemain des attentats par les enquêteurs américains. Le *Washington Post* ne révèle pas la date à laquelle ce texte a pu être écrit. Rien ne permet d'autre part d'établir qui en est l'auteur. Cependant, selon le *Dallas Morning News* de jeudi 27 septembre, un texte manuscrit en arabe aurait aussi été retrouvé dans les débris du Boeing 767 de United Airlines qui s'est écrasé en Pennsylvanie. La cinquième page porterait ce même titre de chapitre terrifiant : « Quand vous entrez dans l'avion », accompagné du dessin d'une épée en forme de flèche entourée d'arabesques.

Corine Lesnes



ARMÉE

Marines contre « chaos »

Recrutés avec soin, formés à la psychologie de la guerre et à tous les arts du combat, les marines forment l'élite de l'armée américaine, un corps autosuffisant, doté de sa propre aviation, de ses navires, de son artillerie et de ses blindés. Pour ces soldats, endoctrinés et habités par la certitude de leur supériorité au combat, le monde civil et leurs ennemis sont le « chaos ». p. 10

Musiques du Pakistan



RIZWAN ALI KHAN

TROIS ALBUMS dans les bacs des disquaires résonnent avec l'actualité : celui de deux frères pakistais, Rizwan et Muazzam Ali Khan, natisés du Pendjab ; celui de Dhol Foundation, groupe anglo-pakistais ; enfin, une compilation de morceaux new wave titrée *Anti NY*.

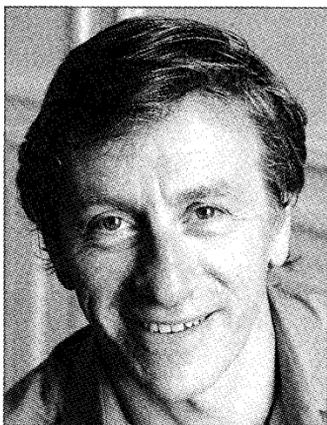
Lire page 29

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 10 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 48 FB ; Canada, 2,50 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 900 F CFA ; Danemark, 15 KR ; Espagne, 250 PTA ; Gabon, 900 F CFA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 E ; Italie, 3000 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3,30 FL ; Portugal, 300 PTE ; Réunion, 10 F ; Sénégal, 900 F CFA ; Suède, 16 KR ; Suisse, 2,20 FS ; Tunisie, 1,4 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 929 - 7,90 F - 1,20 €



JEAN-CHRISTOPHE RUFIN



Rouge Brésil

roman

Un chef-d'œuvre : laissez vous cannibaliser par ce grand roman voltairien.

Gérard de Cortanze, *Le Magazine Littéraire*



POINT DE VUE

Vous avez dit « crise humanitaire » ?

par Rony Brauman

L'HEURE est aux déploiements militaires et aux annonces martiales. Cette série d'attentats inédits appelle naturellement une riposte, encore à venir au moment où ces lignes sont écrites. Rien ne peut justifier la mise à mort délibérée de milliers de civils et, d'ailleurs, nul ne semble contester, dans le monde, le droit des Etats-Unis à rechercher et punir les auteurs et les complices de ces actes ignobles.

La seule question qui se pose à ce sujet est celle de la proportionnalité, ou plus exactement du ciblage des représailles, placées désormais sous le signe énigmatique de la « liberté immuable ». Parmi les alliés des Etats-Unis comme au sein de la société et de l'administration américaines, des voix s'élèvent, qui appellent à la raison et à la mesure. Les risques d'enchaînement catastrophique menant à un embrasement régional sont suffisamment sérieux pour que ces appels à la retenue ne soient pas disqualifiés comme une vulgaire « morale d'ambulantier », mais pris pour ce qu'ils

sont : une obligation de responsabilité politique.

Des centaines de milliers d'Afghans, qui ont connu l'épreuve des bombardements de haute altitude à l'époque de l'occupation soviétique, ont préféré prendre les devants et s'éloigner autant qu'ils le peuvent des zones potentiellement visées. On veut croire que leur angoisse ne sera pas justifiée par les faits à venir et l'on veut rappeler ici qu'une partie suffisante des sommes gigantesques débloquées pour financer l'aide aux victimes doit leur être attribuée. Ils sont eux aussi victimes des talibans, de leur mentor Ben Laden et des lamentables calculs de ces experts en géopolitique qui croient encore que l'ennemi de leur ennemi est leur ami.

L'Afghanistan est menacé, paraît-il, d'une « terrible crise humanitaire ».

Lire la suite page 11

Rony Brauman est ancien président de Médecins sans frontières.



INDUSTRIE CULTURELLE

Les doutes d'Hollywood

L'inquiétude et le doute ont saisi les studios de Californie au lendemain du 11 septembre. La sortie sur les écrans d'une quarantaine de films au contenu « sensible » a été différée, les tournages sont rapatriés à Los Angeles et l'écriture des scénarios révisée. Les studios s'interrogent sur l'avenir des scènes de violence au cinéma. p. 28

International.....	2	Aujourd'hui.....	24
Horizons.....	10	Abonnements.....	27
France-Société.....	13	Jeux.....	27
Carnet.....	16	Culture.....	28
Régions.....	17	Guide culturel.....	30
Entreprises.....	18	Kiosque.....	31
Communication.....	20	Télévision.....	32
Tableau de bord.....	21	Radio.....	32

AFGHANISTAN L'Alliance du Nord, l'opposition afghane armée dirigée par le commandant Massoud jusqu'à sa mort, dans un attentat, le 9 septembre, cherche à se positionner

comme solution de rechange au régime des talibans, au pouvoir à Kaboul depuis 1996. ● CE REGROUPEMENT hétéroclite de chefs de guerre régionaux ne contrôle que 5 % à 10 % du

pays, selon les estimations, et disposerait de 15 000 hommes en armes. La cohésion de cette opposition, qui prône un islam modéré, est une inconnue. ● DONALD RUMSFELD, secrétaire

américain à la défense, a déclaré, jeudi 27 septembre, que les Etats-Unis n'allaient pas « se précipiter » dans une guerre contre le terrorisme et qu'ils allaient avancer « d'une

façon mesurée ». ● UNE DÉLÉGATION de religieux pakistanais est arrivée, vendredi, à Kandahar, pour d'ultimes tractations visant à obtenir l'extradition d'Oussama Ben Laden.

L'Alliance du Nord, une réponse incertaine pour l'« après-talibans »

Née en 1996 après la prise de Kaboul par les fondamentalistes, cette coalition, privée du commandant Massoud, son chef charismatique, tué dans un attentat, ne semble pas fortement unie. Ses dirigeants prônent l'instauration d'un gouvernement islamique « modéré »

DJABAL-UL-SARAJ
(Afghanistan)

de notre envoyée spéciale

« La paix, et le droit du peuple afghan à l'autodétermination » : tels sont les objectifs que se fixe le successeur « politique » du commandant Massoud, appelé ici « docteur Abdullah » en raison des études de médecine qu'il a suivies autrefois à Kaboul.

L'Alliance du Nord, l'opposition afghane armée, cherche à se positionner comme solution de rechange au régime des talibans, considérant que la campagne anti-terroriste lancée par les Etats-Unis a d'ores et déjà sonné le glas du régime en place à Kaboul depuis cinq ans. « Nous sommes favorables à l'instauration d'un gouvernement islamique modéré où la démocratie serait la règle du jeu », affirme le docteur Abdullah dans un anglais parfait. « Nous sommes pour les droits de l'homme, les droits de la femme. »

La solution politique avancée par l'Alliance du Nord pour ce pays meurtri par plus de deux décennies de guerre – dix ans de résistance contre l'occupant soviétique, sept années de luttes entre factions moudjahidines, puis cinq ans d'affrontements entre les talibans et l'opposition – consiste à proposer un gouvernement de transition « où seraient représentés tous ceux qui partagent les mêmes valeurs », avance le docteur Abdullah sans autre précision. Ce cabinet serait chargé d'organiser des élections – une tâche ardue puisqu'il s'agirait des premières dans l'histoire de l'Afghanistan.

Le docteur Abdullah considère que la tenue d'élections est « la seule façon d'éviter les luttes » fratricides qui avaient déchiré la mouvance moudjahidine – dont est issue l'Alliance du Nord – après le retrait des troupes sovié-



■ TERRITOIRES CONTRÔLÉS PAR L'ALLIANCE DU NORD ET POCHE DE RÉSISTANCE DU FRONT ANTITALIBANS

Source : HCR/Le Monde

ques en 1989 et après la chute du régime Najibullah en 1992. « Oui, nous avons été très divisés dans le passé, mais nous sommes unis aujourd'hui, et nous bénéficions de l'aide de pays étrangers ».

Mais les précautions oratoires que prend le docteur Abdullah

facteur important. Ceux qui pensent différemment de nous devraient aussi avoir leur mot à dire ». Dans ce pays fracturé entre ethnies, entre provinces, entre zones de guerres, l'Alliance veut se présenter comme partisane du dialogue.

« Oui, nous avons été très divisés dans le passé, mais nous sommes unis aujourd'hui, et nous bénéficions de l'aide de pays étrangers »

témoignent de la difficulté de l'entreprise projetée. Conscient des faiblesses de l'Alliance, cet ancien représentant de Massoud à l'extérieur du pays, ministre des affaires étrangères du gouvernement Rabbani, précise : « Ce ne sera pas nous [l'Alliance] qui établirons le nouveau régime. Nous en serons un

A-t-elle les moyens de ses ambitions ? L'opposition ne contrôle qu'une petite partie du pays (5 % à 10 % selon les estimations). Elle disposerait de 15 000 hommes en armes, son arsenal militaire apparaît consistant (chars, lance-roquettes, mitrailleuses) mais il dépend d'approvisionnements

passant par le Tadjikistan, le long de routes de montagne hasardeuses. L'Alliance dispose de huit hélicoptères soviétiques, son lien principal avec le monde extérieur, reliant le Panjshir à ses bases de soutien au Tadjikistan.

Les territoires qui lui sont ralliés sont morcelés. La mort du commandant Massoud, tué dans un attentat le 9 septembre, a porté un coup au moral des troupes, avant que celles-ci ne soient galvanisées par la perspective de frappes aériennes américaines contre l'ennemi taliban. Mais le décès du chef, s'il a donné lieu à un flottement pendant plusieurs jours, n'a pas débouché sur des dissensions ouvertes, même si la rumeur veut que le docteur Abdullah et le chef « militaire » de l'Alliance, le général Fahim, rivalisent d'influence. Le premier, âgé de 41 ans, dépourvu d'expérience militaire, était, de 1992 à 1996, le porte-parole de Massoud à Kaboul, tandis que le second, âgé de 44 ans, dirigeait d'une main de fer les services de sécurité.

La question de la crédibilité de l'Alliance à l'échelle de tout le pays est posée. Quelle que soit l'impopularité du régime des talibans, il est loin d'être acquis que la population afghane, notamment les régions pachtones, dont l'attitude sera décisive, veuille confier son sort à un regroupement hétéroclite de chefs de guerre régionaux et d'anciens proches de Massoud, dont l'identité ethnique dominante est tadjike, et dont le passage au pouvoir à Kaboul, de 1992 à 1996, a marqué la population.

Le traumatisme laissé par les combats de l'époque entre groupes moudjahidines rivaux, et les exactions commises contre les civils, expliquerait les réticences des commandants de l'Alliance à pénétrer aujourd'hui l'arme au

poing dans la capitale. La cohésion de l'opposition est aussi une inconnue. Le général ouzbek Rachid Dostom, commandant une poche de résistance anti-talibans dans la région de Mazar-e-Sharif, est connu pour avoir changé de camp à bien des reprises au cours de la guerre civile. Une demi-douzaine de commandants régionaux tiennent leurs territoires comme autant de fiefs où ils font la loi. Plusieurs factions au sein de la coalition ont, par le passé, guerroyé entre elles.

L'Alliance du Nord est née en 1996 en réaction à la prise de Kaboul par les talibans. Autour du

Un rôle futur pour les talibans ?

Le représentant spécial de l'ONU pour l'Afghanistan, **Francesc Vendrell**, a déclaré, jeudi 27 septembre, que le mouvement intégriste des talibans pourrait jouer un rôle dans un futur gouvernement afghan. « Je pense qu'il y a un rôle pour chacun en Afghanistan, y compris pour les talibans », a déclaré l'assistant du secrétaire général des Nations unies, lors d'une conférence de presse à Islamabad. Toutefois, **Francesc Vendrell** a souligné qu'il était temps pour les talibans, au pouvoir à Kaboul depuis cinq ans, de considérer la demande de Washington, qui souhaite les voir livrer leur hôte, **Oussama Ben Laden**.

L'émissaire de l'ONU souhaiterait la mise en place d'un gouvernement rassemblant toutes les tendances et a cherché en vain à organiser des rencontres entre les talibans et l'opposition, qui contrôle toujours une petite partie du nord de l'Afghanistan. – (Reuters.)

commandant Massoud, représentants du Panjshir, chefs hazaras (chiïtes) et commandants ouzbeks décidèrent d'unir leurs forces contre les talibans, perçus comme une force d'occupation extérieure téléguidée par le Pakistan, et pour convenir d'un processus « constitutionnel ». Privée de son chef charismatique (Massoud), et peut-être, bientôt, de son ennemi commun (les talibans), l'Alliance saura-t-elle survivre ?

L'expression officielle pour désigner l'opposition afghane est « Front islamique d'Afghanistan ». « Il s'agissait de ne pas laisser les talibans confisquer l'identité musulmane », note Roland Bariseel, un réalisateur français ayant suivi le commandant Massoud pendant trois mois avant son assassinat. « Quant au roi, il est perçu comme une figure symbolique, mais Massoud ne voyait pas en lui la principale solution », ajoute cet observateur. L'Alliance prône un islam « modéré », mais on trouve aussi en son sein un fondamentaliste, Abdul Rasul, le général Sayaf.

La culture de la guerre, de la discipline militaire, mêlée aux traditions afghanes de prise de décisions par le biais des « conseils » des anciens, imposées à tous, pèsent aussi. Si les femmes peuvent librement travailler et recevoir une éducation – choses interdites à Kaboul par les talibans – dans les régions de l'Alliance, elles n'en portent pas moins le tchadri. Et il est aussi, en théorie, interdit de fumer dans la vallée du Panjshir, le commandant Massoud ayant considéré en son temps, explique-t-on dans la région, que le tabac représentait une perte inutile de ressources pour la partie pauvre de la population, qui en fut donc privée.

Natalie Nougayrède

Les réfugiés affluent dans les montagnes situées au nord de Kaboul

KHAMSARGAR (Afghanistan)

de notre envoyée spéciale

La piste se faufile au pied de monts arides, dont les sommets escarpés découpent le ciel bleu vif. L'air est sec. Les hameaux se

REPORTAGE

« Les talibans veulent nous forcer à faire le djihad et à prendre les armes contre l'Alliance du Nord »

succèdent dans la pierraille : hauts murs en torchis, enfants jouant dans la poussière, femmes entièrement voilées de tchadri, silencieuses et fugitives.

La vie dans ces contrées montagneuses, au nord de Kaboul, est celle d'une agriculture de subsistance, petits champs de maïs, blé, vergers, qui souffrent de la sécheresse et dont les maigres ressources pourraient

être rapidement épuisées en cas d'afflux massif de réfugiés fuyant la capitale.

Ceux-ci arrivent pour l'heure par petits groupes, quelques centaines de personnes par jour, au terme d'une longue journée de voyage marquée par l'angoisse du franchissement de la ligne de front, celle qui oppose les troupes talibanes aux forces de l'opposition afghane qui tiennent le nord-est du pays.

Familles entassées dans des bus brinquebalants, bébés assoupis dans la torpeur, vieillards aux expressions ahuries : scènes mille fois répétées dans un pays qui a connu vingt ans de guerres et où tout le monde, semble-t-il, se serait mis en mouvement, dans la crainte d'une nouvelle déflagration de violence. Ceux qui fuient Kaboul en prenant la direction du plateau de Shomali et des gorges du Panjshir, vers les zones contrôlées par l'Alliance du Nord, sont tous d'ethnie tadjike. Ces familles expliquent qu'il n'est rien de plus

naturel que les Tadjiks aillent vers le nord, tandis que les Pachtons iraient au sud, vers le Pakistan. Kaboul se viderait-elle lentement ainsi, selon des lignes ethniques ?

« Seuls ceux qui ont de l'argent peuvent partir », précise un homme âgé, qui émerge d'un autobus soviétique Volga. Comme d'autres, il a décidé d'évacuer sa famille au cas où des zones de Kaboul seraient bombardées par l'aviation américaine, et pour fuir les nouvelles pressions exercées par les talibans (recrutement forcé de jeunes hommes).

UNE SOURDE PEUR

Il fuit aussi parce qu'il éprouve une sourde peur : la crainte que des opérations militaires contre l'Afghanistan puissent déclencher une violence interethnique, une vague de haine où Pachtons (le groupe d'appartenance des talibans) et non-Pachtons en viendraient à s'affronter, dans les rues et dans les quartiers. « Les Américains, s'ils

bombardent, doivent tenir compte de cela, et ne pas oublier que ce sont les pauvres qui restent dans la ville. Ce sont eux les plus exposés. » La tension s'est accrue dans Kaboul, répètent ces réfugiés, partis le matin même, dès l'aube, de la capitale. « Les talibans passent dans les maisons, dans les rues, pour arrêter des gens, envoyer nos fils au front pour creuser des tranchées et pour combattre », raconte Sherokho, un commerçant.

« Les talibans veulent nous forcer à faire le djihad et à prendre les armes contre l'Alliance du Nord », dit un étudiant en médecine juché sur un camion. « Ils arrêtent aussi tous les hommes avec des barbes courtes, comme la mienne », ajoute un commerçant en se caressant le menton. A Kaboul, des problèmes d'approvisionnement en aliments commencent à apparaître.

« Les talibans nous interdisent de faire sortir de la nourriture. Ils disent que cela affaiblirait l'économie locale. Au passage de la ligne

de front, ils fouillent nos sacs. Nous ne pouvons presque rien emporter », racontent ces déplacés. Et de fait, ces familles n'ont pratiquement rien pris avec elles : quelques ballots de vêtements tout au plus.

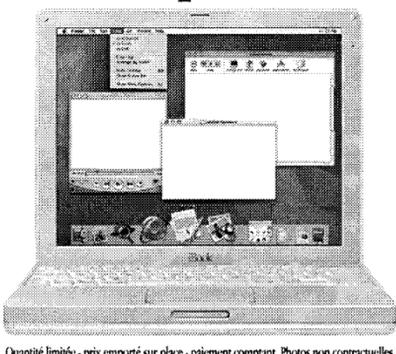
Quitter Kaboul vers le nord, le long des chemins abrupts qui contournent les points les plus sensibles de la ligne de front, coûte l'équivalent de 10 dollars en passeurs (ceux-ci louent des véhicules, puis il faut marcher deux ou trois heures dans la montagne), ce qui est le salaire mensuel d'un fonctionnaire.

Quitter Kaboul vers le Pakistan coûterait 100 dollars en pots-de-vin. Outre l'aspect financier, ces réfugiés disent aussi préférer la route du nord « parce qu'ainsi on reste chez nous, dans notre propre pays, que les Américains vont bientôt libérer des terroristes ». Tous espèrent prochainement rentrer chez eux.

N. N.

Apple Center IC. Le prix. La disponibilité.

iBook Magnesium
128 Mo - graveur CD-RW
Disque dur 10 Go
avec : Mac OS X - iMovie 2 - iTunes -
Apple Works 6 - Tout pour utiliser
Internet. Prêt pour l'ADSL et le câble *



14.499 Fttc
12.123 Fht
2.211 €ttc

Jusqu'au
13 octobre 2001
Des prix "expo"
sur 1000 autres produits

et aussi :
Avignon 04 90 89 22 22
Marseille 04 91 00 32 32
Montpellier 04 67 15 94 94
Nantes 02 40 47 08 62
Reims 03 26 87 80 20
Toulouse 05 61 25 62 32
Tours 02 47 64 41 21

La seule chaîne d'Apple Center en France à Paris : 26, rue du Renard - 75004 - 01 44 78 26 26

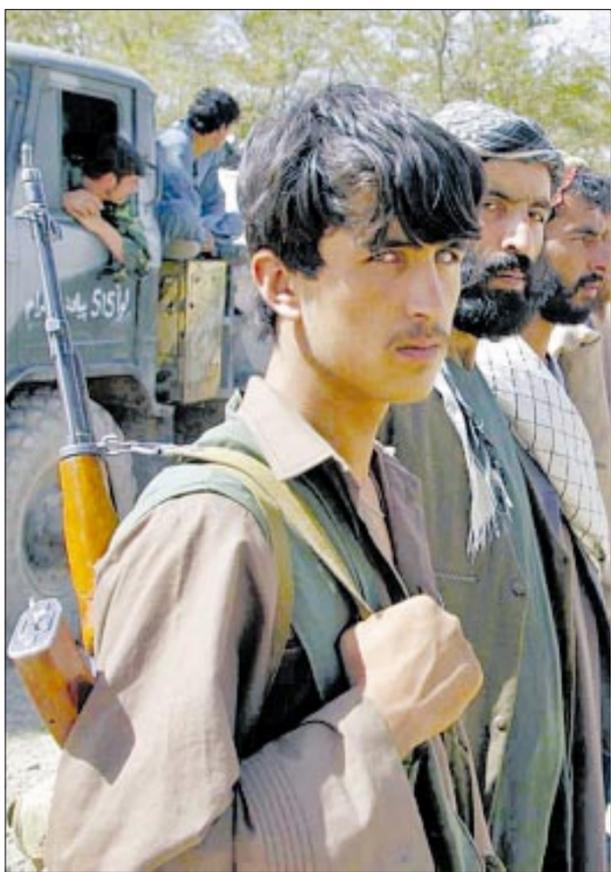
L'ONU veut éviter une catastrophe humanitaire

LE SECRÉTAIRE général de l'ONU, Kofi Annan, a lancé, jeudi 27 septembre, un appel urgent d'un montant de 584 millions de dollars (648 millions d'euros) pour éviter une catastrophe humanitaire en Afghanistan. Cette somme demandée à la communauté internationale doit venir en aide à 7,5 millions d'Afghans dont la situation a empiré depuis les attentats contre les Etats-Unis.

Les donateurs, réunis au même moment à Berlin, se sont engagés de leur côté à fournir « plusieurs centaines de millions d'euros » d'aide d'urgence. La conférence extraordinaire, convoquée par l'Allemagne, qui exerce la présidence du « Groupe de soutien à l'Afghanistan », rassemblait les représentants de quinze pays donateurs ainsi que de l'UE, des agences humanitaires des Nations unies et de la Croix-Rouge internationale.

« Les perspectives de survie de millions d'Afghans sont plus sombres que jamais », déclare l'ONU, contrainte par les talibans, le 15 septembre, de quitter le pays. Les fonds demandés sont destinés en priorité au Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR, 268 millions de dollars) et au Programme alimentaire mondial (PAM, 188 millions de dollars).

La somme allouée au HCR doit permettre à l'agence de faire face à l'afflux attendu de 1,5 million d'Afghans en cas de riposte américaine. 3,7 millions d'Afghans sont déjà réfugiés dans les pays voisins, principalement au Pakistan et en Iran. Un million de personnes ont aussi abandonné leurs foyers, selon l'ONU, qui affirme qu'il est de plus en plus difficile de faire parvenir la nourriture à travers les frontières fermées par les six pays voisins de l'Afghanistan. – (AFP.)



MICHAËL METZELAP

■ **BAGRAM (AFGHANISTAN).** Un jeune combattant de l'Alliance du Nord écoute les instructions d'un officier avant de partir en opérations, mardi 25 septembre, sur le front près de l'aéroport de Bagram, un objectif stratégique situé à environ 30 kilomètres au nord de Kaboul. De violents combats opposent, depuis plusieurs jours, dans cette région, les forces talibanes et les troupes de l'opposition afghane.

Des religieux pakistanais en délégation à Kandahar

Une délégation de religieux pakistanais, dont certains très proches des talibans, devait se rendre, vendredi 28 septembre, à Kandahar, pour s'entretenir avec le chef des talibans, mollah Mohammed Omar, de la situation et du cas d'Oussama Ben Laden. Selon l'ambassadeur des talibans à Islamabad, Abdul Salam Zaef, Ben Laden a désormais reçu la recommandation des oulémas afghans, datée du 20 septembre, puis avalisée par mollah Omar, lui demandant de quitter l'Afghanistan, de son plein gré et à une date qui lui conviendrait. Une deuxième délégation de religieux pakistanais devrait aussi se rendre à Kandahar, ce week-end, pour s'entretenir avec mollah Omar. Officiellement, ces délégations relèvent d'initiatives privées, mais le porte-parole du ministère pakistanais des affaires étrangères a souligné qu'Islamabad accueille favorablement toute initiative pouvant aboutir à une solution pacifique de la crise.

Pierre Centlivres, ethnologue

« Il y a peu de chances que l'Alliance puisse constituer à elle seule une solution de rechange »

« L'Alliance du Nord, la principale force d'opposition aux talibans va, semble-t-il, servir d'appui à une éventuelle intervention américaine dans ce pays. Peut-elle, à votre avis, constituer une solution de rechange crédible au régime des talibans ou n'est-elle qu'une coalition militaire ?

– L'Alliance anti-talibans ou, formellement, le Front national islamique uni pour le salut de l'Afghanistan, est une coalition tout à fait disparate. Elle ne contrôle pas un territoire d'un seul tenant. Ses différentes composantes et leurs chefs se sont combattus dans le passé. Après la prise de Kaboul, en 1992, des combats ont opposé le général Dostom, les Hazaras chiïtes et les forces d'Ahmed Shah Massoud. Le liant est donc faible au sein de cette coalition. Ce qui rapproche ses différentes composantes, c'est la lutte contre les talibans. Il y a peu de chances que l'Alliance puisse constituer à elle seule une solution de rechange acceptée par l'ensemble de la population afghane.

» On peut donc supposer que les Américains cherchent une solution acceptable par l'ensemble des groupes ethniques et des populations de l'Afghanistan. En un mot, ils cherchent un Pachtoun. La question est actuellement discutée entre les Américains, l'ONU et

peut-être des représentants des puissances voisines.

– Quelles sont, à votre connaissance, les solutions envisagées ?

– L'une d'elles est le retour du roi Zaher Shah. Ce dernier a récemment déclaré qu'il était prêt à réunir une "grande assemblée" (la *Loya Jirga* en pachtou) pour former un gouvernement provisoire. Mais les Américains pensent aussi à d'autres figures – d'anciens leaders pachtouns de la résistance – qui ne sont pas dans le camp des talibans.

– N'y a-t-il pas un risque, celui de voir surgir les antagonismes ethniques en privilégiant une solution qui laisse de côté les Pachtouns ?

– Il est clair que soutenir l'Alliance, c'est s'appuyer sur des chefs militaires et de partis qui ne sont pas acceptés par l'ensemble de l'Afghanistan. Cette coalition a peu de chance d'être considérée comme une formule satisfaisante. D'où la recherche de figures pachtounes.

– Par ailleurs l'Alliance du Nord n'a pas laissé que de bons souvenirs à la population afghane...

– Certains commandants se sont illustrés, dans tous les partis, dans le Nord comme dans le Sud, par toutes sortes d'exactions et de pillages. Aujourd'hui, l'Alliance est un allié bienvenu pour les Etats-Unis mais, à mon avis, plusieurs de ses

QUETTA
de notre envoyée spéciale
Ils ont tous les deux la trentaine et ils ont tous les deux en commun d'avoir servi loyalement les tali-

REPORTAGE

« J'ai vu qu'ils étaient plus intéressés à se remplir les poches qu'à travailler pour le pays »

bans pendant quatre ans. Puis ils ont abandonné la partie, il y a un mois et demi pour Massoud, huit mois plus tôt pour Mohammed Hassani. Tous deux, comme beaucoup de leurs concitoyens, avaient accueilli avec espoir, il y a cinq ans, quasiment jour pour jour, la prise de Kaboul par ces « étudiants en religion » qui avaient déjà débarqué Kandahar, Hérat et Jalalabad des seigneurs de la guerre moudjahidins qui vivaient sur le peuple.

« Au début, de vrais purs Afghans étaient avec les talibans. Ils voulaient une réelle loi islamique en Afghanistan et nous étions très fiers d'eux », confie Massoud. « Nous étions si fatigués des moudjahidins », souffle-t-il, en repensant au règne sanglant de ces derniers, de 1992 à 1996, qui reste pour beaucoup d'Afghans la période la plus noire de leur histoire récente et explique pourquoi les talibans ont été accueillis d'abord comme des sauveurs.

Originaire de la province du Logar, Massoud a travaillé au ministère des affaires étrangères à Kandahar, le siège du mouvement taliban et le lieu de résidence de son chef, mollah Omar, puis à Kaboul, où il a été transféré il y a six mois. « Jeune, je voulais faire quelque chose pour mon pays et j'ai rejoint les talibans car je pensais qu'ils travaillaient pour le développement de l'Afghanistan », dit-il. La désillusion est vite venue, car les talibans n'ont jamais, en fait, su ou

voulu constituer une véritable administration. « Ils n'ont jamais respecté les jeunes instruits et diplômés. Ils viennent des basses couches de la société et ils ne savent pas diffrencier les gens », poursuit Massoud. « Au début, ils nous disaient d'être patients, qu'ils feraient plein de choses, mais qu'il fallait d'abord qu'ils contrôlent tout le pays ». Il traduit le sentiment de tous ceux qui, au-delà de la paix et d'une relative sécurité toujours portées au crédit des talibans, attendaient un début de développement économique pour survivre. Mais la guerre, bien réelle, a servi d'alibi aux talibans pour expliquer leur peu d'empressement à couvrir les besoins primaires des Afghans.

La pureté originelle du mouvement s'est aussi pervertie assez vite, avec l'incorporation de nombreux moudjahidins volant au secours de la victoire après la prise de Kaboul. La dégradation économique aidant, la corruption s'est répandue. « De jour en jour, j'ai vu qu'ils étaient plus intéressés à se remplir les poches qu'à travailler pour le pays », confie Massoud. « Beaucoup de gens changeaient de position très souvent et il y avait toujours de nouveaux visages ». Pour Massoud, le coup de grâce a été l'arrestation dans le Logar d'un de ses cousins, accusé de cacher une arme chez lui. « Nous avons tout essayé pour le sortir de là » confie Massoud, « mais rien n'y a fait et ils l'ont battu à mort. J'ai alors décidé d'installer ma famille à Quetta et, après quelques mois, je suis venu moi aussi ».

Mohammed Hassani est, lui, un ancien militaire qui a fait toutes les garnisons, Kandahar, Hérat, Helmand, Ghazni, et tous les fronts d'une guerre qui n'en finit pas. Ancien moudjahidin, puis recrue des talibans sur ses terres de la province de Kandahar, il affirme : « Nous avions combattu auparavant. Mais, à l'époque des talibans, nous ne savions plus qui était notre ennemi ». Comme beaucoup de

combattants, dont certains commandants talibans, Mohammed Hassani avait aussi peur de la présence de plus en plus importante des combattants venus des pays arabes. « Sur la ligne de front, près de l'aéroport de Bagram [nord de Kaboul], nous étions en première ligne, 62 talibans et notre commandant », raconte Hassani. « La deuxième ligne était composée de Pakistanais, des jeunes issus des écoles coraniques, et les Arabes étaient en troisième ligne. Quand le front a été enfoncé de nuit, nous avons voulu nous replier, mais les Arabes nous en ont empêchés. " Pourquoi ne voulez-vous pas nous battre ? ", disaient-ils, en menaçant de nous tuer »,

« Quand le front a été enfoncé, nous avons voulu nous replier, mais les Arabes nous en ont empêchés en menaçant de nous tuer »

poursuit Hassani, corroborant de nombreux récits de jeunes combattants. « Les Afghans ont peur et s'enfuient tout de suite », nous disait, il y a quelques mois à Kaboul, un jeune Saoudien qui ne cachait pas son mépris pour les combattants talibans.

Dans les rangs, les rapports entre Afghans et Arabes n'ont jamais été amicaux. « Nous n'avons pas le droit d'aller dans leurs camps », confirme Hassani. « Mais les Arabes nous fouillaient, contrôlaient nos voitures ». La montée en puissance des combattants arabes parmi les militaires marque, pour beaucoup de talibans, une ligne de fracture. « Quand nous avons pris Kaboul en 1996, il n'y avait pas d'Arabes avec nous, et on les voyait

rarement. A Kandahar, ils vivaient près de l'aéroport, sous la direction du maulavi Mahmood Mansour. Mais petit à petit, leur nombre s'est accru, ils sont venus dans la ville, ont loué des maisons, acheté les derniers modèles de voitures avec des vitres noires opaques, et nos problèmes ont commencé ». Hassani fait remonter l'arrivée des Arabes sur les fronts à la fin de l'été 1998, après les bombardements américains sur les camps supposés d'Oussama Ben Laden près de Khost, en représailles aux attentats contre les ambassades des Etats-Unis au Kenya et en Tanzanie.

Selon Hassani, qui est revenu brièvement à Kandahar la semaine précédente, deux Arabes ont été tués dans le quartier de Deh Kodja et leurs corps ont été jetés dans la rivière. « Quand je suis sorti de la mosquée, il y avait un attroupement et le mollah m'a expliqué ce qui s'était passé. Mais les talibans sont venus et ont fait jurer sur un Coran aux gens qui étaient là qu'ils ne diraient rien ». Mais les talibans sont venus et ont fait jurer sur un Coran aux gens qui étaient là qu'ils ne diraient rien ». Pour de nombreux Afghans qui avaient mis leurs espoirs dans les talibans, ceux-ci sont considérés désormais davantage comme des agents du Pakistan ou des « Arabes » – un qualificatif rédhitoire pour des gens qui se veulent farouchement indépendants. Mais ils rejettent aussi l'opposition de l'Alliance du Nord, dont les membres ne sont que des « agents d'autres pays ». Pour Massoud comme pour Hassani, la solution réside dans le retour des différentes élites afghanes, seules capables de trouver une solution interne et pacifique pour l'avenir. « Si l'on donne des armes aux Afghans, ils en auront vite terminé avec les Arabes, car ils savent où ils se trouvent », affirme Hassani. « Les Etats-Unis et le monde doivent faire confiance aux Afghans et les laisser résoudre tous ensemble leurs problèmes ».

Françoise Chipaux

Politique

Union européenne

Astronomie

The Economist. Regardez de plus près.

Le Front anti-talibans, une coalition disparate

Selon Pierre Centlivres, auteur de l'ouvrage *Les Boudhas d'Afghanistan*, publié aux Editions Favre, à Lausanne, en 2001, l'Alliance du Nord est « une coalition tout à fait disparate » dont il détaille ainsi la composition : « L'Alliance est constituée d'anciens chefs de la résistance aux communistes, mais également du général ouzbek Rachid Dostom, un soutien du régime. Rachid Dostom était à la tête de la milice ouzbèke, une minorité ethnique implantée dans le nord du pays. Depuis son renversement par les talibans, il partage son existence entre la Turquie, l'Ouzbékistan et l'Iran. La principale composante est celle du commandant Massoud [récemment assassiné], qui représente la minorité tadjike du Nord, à laquelle appartient le président Rabbani. Il y a aussi le Parti de l'unité, de la minorité hazara chiite, présente dans le centre de l'Afghanistan. Son chef, Karim Khalili, est sur le terrain, probablement à l'Ouest de Bamian. Enfin, il y a Ismael Khan, un ancien officier, chef de la résistance anticommuniste, jadis maître de Hérat, à l'Ouest. Il tient la campagne dans le Nord-Ouest. L'Alliance est donc une coalition dispersée, qui a peu de cohésion et qui est composée, pour l'essentiel, de non-Pachtouns. »

Propos recueillis par Marie Jégo

Le procès de 24 islamistes soupçonnés d'appartenir au Takfir s'ouvre à Paris

Tandis que l'enquête sur un réseau français proche d'Oussama Ben Laden progresse, le tribunal correctionnel de Paris devait examiner, à partir de vendredi, un dossier de trafic d'armes derrière lequel apparaît l'ombre du milliardaire saoudien. Au cours de l'instruction, des projets d'attentats avaient été évoqués

LES HASARDS du calendrier judiciaire offrent parfois de troublantes coïncidences : alors que les services antiterroristes pensent avoir démantelé, le week-end dernier, un réseau islamiste – dirigé par Djamel Beghal, un Franco-Algérien interpellé à Dubaï – proche de la mouvance d'Oussama Ben Laden, la 16^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, présidée par Hervé Stephan, devait juger, à partir du vendredi 28 septembre, vingt-quatre personnes soupçonnées d'appartenir au Takfir-wal-Hijra, un mouvement extrémiste sunnite d'origine égyptienne (*Le Monde* du 26 septembre) en relation avec le milliardaire d'origine saoudienne soupçonné d'être l'inspirateur des attentats du 11 septembre aux Etats-Unis. A posteriori, des responsables de la lutte antiterroriste voient dans cette affaire, dont l'instruction, close en juin, était passée inaperçue, un signe avant-coureur des actions terroristes menées sur le territoire américain et des projets d'attentats en France révélés par le démantèlement du groupe dirigé par Djamel Beghal (*Le Monde* du 21 septembre).

L'un des prévenus, Nacer Eddine Mettai, a ainsi relaté sur procès-verbal, en 1999, des préparatifs en

vue d'actes terroristes visant des lieux publics dans la région de Marseille : l'agence d'Air Algérie située près de la gare Saint-Charles, le local des transports maritimes algériens sur le port de la Joliette, et deux lignes d'autobus, l'une faisant la navette entre la gare Saint-Charles et l'aéroport de Marseille-Marignane, l'autre reliant Marseille à Aix-en-Provence. Il a également dévoilé les liens entretenus par les membres de son groupe, affilié au Takfir, et une organisation proche d'Oussama Ben Laden. Citant deux de ses complices – qui n'ont pas pu être identifiés –, il a indiqué : « *Salim et Toufik m'ont dit que l'ensemble du réseau Takfir-wal-Hijra en Europe avait rejoint le Front islamique mondial (FIM) d'Oussama Ben Laden.* »

Dès novembre 1994, lors des premières interpellations dans l'affaire Chalabi qui aboutit au « maxi-procès » de l'automne 1998, dans lequel furent jugés 138 prévenus, les policiers avaient pu constater l'intérêt des militants islamistes pour de nouvelles formes d'actions. Ils avaient découvert, lors de perquisitions, des documents sur le maniement des explosifs et des formules chimiques pour empoisonner l'eau. C'est en poursuivant leurs investigations sur la branche marseillaise du réseau Chalabi que les policiers de la direction de la surveillance du territoire (DST) avaient mis au jour une autre structure, disposant de ramifications

dans plusieurs pays européens (Italie, Allemagne, Pays-Bas, Suisse) et qu'ils soupçonnaient de préparer des attentats.

Ces découvertes avaient motivé, en avril 1996, l'ouverture d'une information judiciaire pour « *association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste.* »

Un projet d'attentat à Montréal découvert en 1999

Au cours de l'enquête, les policiers ont découvert, en 1999, dans un appartement occupé par des membres du réseau à Marseille, des documents indiquant qu'un attentat au Canada avait été envisagé. Ils ont saisi une « *fiche technique* », sans doute à usage interne, au contenu menaçant : « *Sur chacune des lignes du métro de Montréal, il y a une bombe. Si nos textes ne sont pas rendus publics à la radio et à la TV internationales, les trois bombes seront déclenchées simultanément par trois frères combattants à l'heure que nous jugerons (le 4 mars entre 8 heures et 22 heures).* » Le document, signé du « *Front islamique mondial pour promouvoir l'internationalisation de la lutte armée* » – une organisation inconnue dont la dénomination rappelle celle de Ben Laden –, est accompagné d'un texte où il est indiqué que, « *devant la double et inéluctable faillite du modèle américain et du modèle soviétique, [l'islam] peut redonner une espérance à un monde menacé dans sa survie par ce double échec.* » Il semble cependant que ce texte n'ait jamais été envoyé aux médias.

L'instruction, confiée aux juges Jean-Louis Bruguière et Gilbert Thiel, mit en lumière le rôle joué par deux Algériens, Nacer Mamache et Mohamed Kerrouche – qui sera condamné dans l'affaire Chalabi –, au sein d'une organisation spécialisée dans le trafic d'armes et de voitures. Des véhicules étaient volés en Suisse par des membres du groupe, puis acheminés à Mar-

seille. Là, des intermédiaires dissimulaient des armes dans les voitures, qui étaient convoyées par bateau vers l'Algérie, afin d'alimenter les maquis tenus par le Groupe islamique armé (GIA).

Au cours de l'année 1997, plusieurs personnes étaient arrêtées à Marseille. Parmi elles, Nacer Met-

tai se montra le plus loquace. Ses déclarations, corroborées par Djamel Djebbar et les frères Asli notamment, résonnent aujourd'hui comme un avertissement.

Le 15 juillet 1999, il déclarait dans le bureau des juges : « *Salim et Toufik m'ont expliqué qu'après la campagne d'attentats du GIA en France [en 1995 et 1996] et la répression policière qui s'en est suivie, l'activisme des groupes islamistes avait décliné voire même disparu, et que les éléments les plus actifs avaient quitté la France pour s'établir en Italie ou au Royaume-Uni. Ils m'ont également expliqué que, depuis cette date, des éléments radicaux du GIA et le Takfir-wal-Hijra s'étaient entendus sur une idéologie commune pour s'entraider au plan logistique et opérationnel pour conduire des actions terroristes. Oussama Ben Laden aurait, quant à lui, cautionné cette alliance et accepté de financer cette mouvance radicale en Europe dès lors que cette organisation pouvait l'aider à appliquer son propre programme. (...) Dans ce contexte, mes deux interlocuteurs ont voulu me confier la mission de constituer un réseau de poseurs de bombes pour agir en France, mais aussi dans les pays arabes et africains contre les intérêts américains.* »

Le fonctionnement du groupe s'apparente à celui que les policiers français ont découvert pendant l'enquête conclue par le démantèlement du réseau constitué sous la direction de Djamel Beghal :

même répartition des tâches, même dimension européenne. Nacer Mettai avait expliqué que l'explosif – du TNT – et les détonateurs provenaient de Pologne.

LA « VEDETTE » DES AUDIENCES

« *Les leaders, basés en Angleterre, avait-il ajouté, étaient responsables du financement mais définissaient également les objectifs. J'ai également appris que le groupe de Suisse était responsable du stockage et de la distribution des explosifs alors que la structure italienne implantée dans le nord, plus précisément à Bergamo, était chargée de la préparation des attentats et de la fabrication des bombes. D'anciens combattants afghans étaient chargés d'apporter une aide technique à la structure italienne. Les réseaux hollandais et belges n'étaient pas directement impliqués dans la lutte armée.* »

Les services antiterroristes espèrent que ces éléments seront confirmés au cours du procès Mamache, qui doit s'étaler sur cinq semaines. Les déclarations des prévenus pourraient apporter des précisions sur l'organisation de la nébuleuse islamiste en France et en Europe, et sur le rôle précis qu'y joue Oussama Ben Laden. Le milliardaire d'origine saoudienne, plusieurs fois cité dans l'instruction, pourrait être la « vedette » des audiences.

Pascal Ceaux
et Fabrice Lhomme

Six ans de prison ont été requis contre deux membres du groupe Fateh Kamel

Les deux prévenus, Zoheir Shoulah et Saïd Atmani, auraient participé entre 1996 et 1998 à un trafic de faux passeports pour des militants islamistes

MUSULMANS pacifistes ou terroristes islamistes ? Le 6 avril, le tribunal correctionnel de Paris avait tranché une première fois, en condamnant, par défaut, Zoheir Shoulah et Saïd Atmani à cinq années de prison avec mandat d'arrêt et interdiction définitive du territoire français. Extradés de Bosnie au cours de l'été, ces deux membres présumés du groupe Fateh Kamel comparaissaient à nouveau, jeudi 27 septembre, devant la même juridiction, pour leur « *participation à une association de malfaiteurs à caractère terroriste* » punie d'une peine maximale de dix ans de prison et leur « *complicité de falsification de documents administratifs* ». Entre 1996 et 1998, les deux prévenus auraient directement participé à l'organisation d'un trafic de faux passeports à destination de militants islamistes, entre Roubaix, le

Canada, la Turquie et la Belgique. Ils auraient agi sous les ordres de Fateh Kamel, un Algéro-Canadien de quarante ans considéré comme proche d'Oussama Ben Laden et condamné en avril à huit ans de prison par le tribunal de Paris.

« TOUT LE GOTHA DU TERRORISME »

La barbe fournie et le cheveu court, les deux religieux étaient cette fois dans le box des accusés pour protester de leur innocence. « *Je suis un musulman pratiquant, pas un terroriste ou un sectaire* », s'indigne Zoheir Shoulah dans un français presque parfait. « *Mes études théologiques ne m'ont jamais appris à voler ou à tuer des innocents* », proteste ce Bosno-Algérien de trente-sept ans, qui s'est battu pendant un an et demi contre les Serbes, en Bosnie, au sein d'un bataillon de moudjahidines.

« *Je respecte l'islam qui interdit toute action terroriste* », renchérit, à ses côtés, Saïd Atmani, né à Tanger (Maroc) en 1966, qui s'exprime par l'intermédiaire d'un traducteur. Les faux passeports ? « *C'était pour aller au Canada avec la famille, parce qu'il n'y avait pas d'autre moyen d'obtenir un visa* », précise M. Shoulah, pour qui cette pratique, certes illégale, « *est utilisée chaque jour par des centaines de personnes pour quitter leur pays* ».

Les deux hommes se connaissent bien. Ils se sont rencontrés en Bosnie, là où M. Shoulah a aussi fait la connaissance de Christophe Caze, ce Français converti à l'islam le plus radical, membre du gang de Roubaix tué en mars 1996 à Courtrai, en Belgique. « *Il y avait des mercenaires et des aventuriers, on recevait une formation d'un mois pour utiliser les armes* », se souvient-il. Seulement, pour ces moudjahidines, les hostilités ne se seraient pas terminées avec les accords de Dayton, en 1995, quand les combattants étrangers ont été jugés indésirables en Bosnie, rappelle Georges Holleaux, avocat de l'association SOS Attentats, qui s'est constituée partie civile. « *Ils ont décidé de continuer sur*

d'autres cibles : les gens désarmés dans les pays en paix. » Une partie d'entre eux, celle du gang de Roubaix, se serait alors reconvertie dans le braquage de banques, tandis que le groupe de Fateh Kamel apportait son soutien au terrorisme, notamment aux actions du GIA algérien... Avec, déjà, « *l'instruction de porter le feu en Amérique du Nord* », assure M^e Holleaux.

L'accusation en veut pour preuve cet appartement de Montréal, que Saïd Atmani a partagé, avant d'être

expulsé du Canada en 1998, avec Kamel et Ahmed Ressay, cet Algérien arrêté en décembre 1999 à Seattle en possession de 70 kilos d'explosifs, accusé d'avoir projeté des attentats à Los Angeles à l'occasion des fêtes du millénaire. Dans les relations des proches de Kamel, « *on retrouve tout le gotha du terrorisme international*, s'exclame le procureur, Marc Trevidic, du GIA algérien à la Gamaa islamiya égyptienne, en passant par l'ancien responsable du recrutement des moudjahidines en

Afghanistan ! ». Zoheir Shoulah et Saïd Atmani, à l'encontre de qui ont été requises six années de prison et l'interdiction définitive du territoire français, n'allaient pas forcément poser une bombe, poursuit le magistrat. « *Ils faisaient simplement partie d'un ensemble de personnes qui rendent des services et dans lequel on trouve de tout, jusqu'au jour où tout cela débouche sur un attentat.* »

A partir des mêmes faits, les avocats de la défense proposent « *une autre vérité* » pour demander la relaxe de leurs clients : celle d'immigrants en quête d'un « *meilleur avenir* », se faisant arrêter à Taiwan, comme M. Shoulah, en possession d'un passeport grossièrement falsifié, aux antipodes des mille précautions et de la soigneuse organisation d'un réseau international décrit par l'accusation. Ou encore celle du long parcours international de Saïd Atmani, qui part demander l'asile au Canada au fond d'une cale de cargo, embarqué clandestinement à Rotterdam... Entre le terroriste et l'immigrant clandestin, le tribunal se donne jusqu'au 25 octobre pour trancher.

Alexandre Garcia

Les rescapés du « gang de Roubaix » jugés mardi à Douai

Trois membres du « *gang de Roubaix* » sont renvoyés à partir du mardi 2 octobre devant la cour d'appel de Douai, pour des attaques à main armée et une tentative d'attentat dans le Nord au début de l'année 1996. Mouloud Bouguelane, trente et un ans, Omar Zemmiri, trente-cinq ans et Hocine Bendaoui, vingt-quatre ans, trois Français d'origine algérienne, sont les rescapés d'un groupe de dix hommes à mi-chemin entre le grand banditisme et le terrorisme islamique.

Cinq d'entre eux sont morts : quatre lors de l'assaut, le 28 mars 1996, par les policiers du Raid d'une « *planque* » du gang à Roubaix ; le cinquième alors qu'il avait pris la fuite sur une autoroute en Belgique. Deux membres du groupe sont en fuite : Seddik Benbahloul et surtout Lionel Dumont, condamné à vingt ans de prison en Bosnie après la mort d'un policier bosniaque lors du braquage d'une station-service mais qui s'est évadé en mai 1999. Le procès doit durer trois semaines.

Tony Blair tente de rassurer la communauté musulmane britannique

LONDRES

de notre correspondant

Ils viennent – eux, leurs parents ou leurs ancêtres – des quatre coins du monde, et d'abord du sous-continent indien. Ils sont 2 millions – 1 habitant sur 30 – mais, depuis le 11 septembre, leur rôle politique est sans commune mesure avec leur poids démographique. A leur corps défendant, les musulmans de Grande-Bretagne se retrouvent sur le devant de la scène. Ils s'inquiètent à la fois de ce qui se passe ici, où une infime minorité de leurs compatriotes les malmène, et de ce qui se prépare là-bas, en ces jours de veillée d'armes, notamment en Afghanistan et au Pakistan, d'où beaucoup sont originaires. Leurs représentants officiels ont d'emblée dénoncé les attentats anti-américains et les discours incendiaires de quelques leaders islamistes, qu'ils tiennent pour marginaux.

Dès le lendemain de l'attaque contre le World Trade Center, Tony Blair avait mis en garde l'opinion publique contre tout

amalgame entre islam et terrorisme. Depuis, chaque jour ou presque, il martèle cette antienne. Jeudi 27 septembre, le premier ministre l'a fait à nouveau, avec une solennité délibérée, lors d'une conférence de presse, en compagnie des chefs de la communauté musulmane, qu'il venait de recevoir à Downing Street.

DEUX MOSQUÉES INCENDIÉES

« *Ce qui est arrivé en Amérique, a-t-il dit, n'est pas l'œuvre de terroristes islamiques, ni même de terroristes musulmans. C'est l'œuvre de terroristes, un point c'est tout. Notre combat n'est pas dirigé contre l'islam, ni contre le peuple afghan, mais contre ceux qui ont préparé ces terribles atrocités et contre ceux qui les abritent. Quiconque lit ne serait-ce qu'une partie du message du Coran comprendra que l'islam est une religion pacifique et que les valeurs qui la sous-tendent sont des valeurs en lesquelles nous, chrétiens, pourrions aisément nous reconnaître.* » On était loin des propos peu aimables pour l'islam tenus la veille par son homologue

et grand ami italien, Silvio Berlusconi (*lire ci-contre*). Interrogé à ce sujet, Tony Blair, un brin embarassé, a botté – diplomatiquement – en touche : « *Je n'ai pas étudié dans le détail ses propos.* »

Le contenu et le ton apaisants des déclarations de Tony Blair ont été bien accueillis par la communauté musulmane préoccupée par les actes et les insultes « *racistes* » dont elle a été victime depuis deux semaines, notamment l'incendie de deux mosquées et l'agression d'un chauffeur de taxi. D'autant que le premier ministre est allé plus loin en proposant la mise en place d'une « *coalition humanitaire* » pour aider le peuple afghan. Un projet, a-t-il précisé, dont il a déjà parlé à Kofi Annan, le secrétaire général des Nations unies, à Rudd Lubbers, le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés, et dont il entretiendra le premier ministre japonais et le commissaire européen aux relations extérieures, Chris Patten.

C'est ce que la presse britannique surnomme déjà la politique

« *des bombes et du pain* ». Pour Tony Blair, il s'agit à la fois de cibler avec précision Oussama Ben Laden et ses protecteurs afghans comme seuls ennemis de la coalition antiterroriste et de faire un geste envers les musulmans britanniques, qui s'alarment du sort de leurs proches vivant en Afghanistan et au Pakistan. Dans l'immédiat, Londres donnera 25 millions de livres supplémentaires (40 millions d'euros) à un fonds international humanitaire pour l'Afghanistan. Ces mots et ces actes répondent à un souci majeur : maintenir la cohésion du tissu communautaire de la Grande-Bretagne déjà mise à mal par les émeutes raciales d'Oldham, fin mai, et de Bradford, début juillet. Ce souci politique explique, pour l'essentiel, l'extrême ménagement avec lequel les autorités ont toujours traité les leaders islamistes vivant ou réfugiés sur leur sol. Du moins jusqu'au 11 septembre.

Jean-Pierre Langellier

BANG & OLUFSEN JOURNÉES DE L'OCCASION

- SAMEDI 29 SEPTEMBRE,
 - DIMANCHE 30 SEPTEMBRE,
 - LUNDI 1^{er} OCTOBRE
- de 9h00 à 20h00.

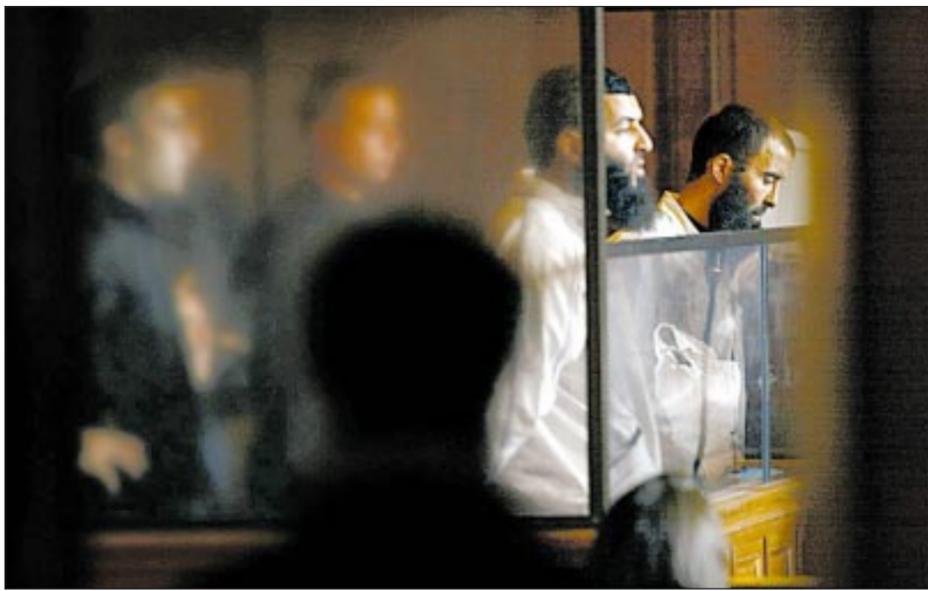
BANG & OLUFSEN :

222, bd. St-Germain - Paris 7^{ème}
12, av. F. D. Roosevelt - Paris 8^{ème}
3, av. Mozart - Paris 16^{ème}
104, av. Victor Hugo - Paris 16^{ème}
14, av. Niel Paris - 17^{ème}
124, av. Charles de Gaulle
Neuilly-sur-Seine

OFFRES
EXCEPTIONNELLES
SUR MATÉRIEL
D'OCCASION

BANG & OLUFSEN

B&O



■ **PARIS.** Zoheir Shoulah et Saïd Atmani, extradés de Bosnie au cours de l'été, ont comparu à Paris jeudi 27 septembre, devant la 10^e chambre correctionnelle. Membres présumés du groupe de Fateh Kamel, réputé proche d'Oussama Ben Laden, ils avaient été condamnés par défaut, le 6 avril, à cinq années de prison avec mandat d'arrêt et interdiction définitive du territoire français. Ils ont été rejugés pour « participation à une association de malfaiteurs à caractère terroriste » et pour « complicité de falsification de documents administratifs ». Ils auraient participé à un trafic de faux passeports entre 1996 et 1998. Le tribunal tranchera d'ici au 25 octobre.

THOMAS COEX/AP

La mise en place d'Eurojust facilitera la coordination policière des Quinze

Début 2002, Bruxelles devrait instituer un mandat d'arrêt communautaire

BRUXELLES

de notre bureau européen

L'Europe de la justice pourrait voir le jour au début de l'année prochaine. Les attentats aux Etats-Unis ont en effet convaincu les Quinze de la nécessité de mieux coopérer contre le terrorisme. Les ministres chargés de la justice et des affaires intérieures (JAI), réunis à Bruxelles, jeudi 27 septembre, ont confirmé qu'ils entendaient adopter, lors de leur réunion des 6 et 7 décembre, une loi européenne instituant le mandat d'arrêt communautaire, conformément à l'instruction donnée par le dernier Conseil européen.

La Belgique, qui préside l'Union européenne, a prévu que des hauts fonctionnaires se réuniront à mar-

che forcée en octobre et novembre pour examiner les deux principales difficultés que présente ce texte, destiné à remplacer la lourde procédure de l'extradition par un mécanisme de transfert automatique (*Le Monde* du 2 septembre).

La première difficulté concerne la suppression du principe de la double incrimination. Les Etats ne devront plus exiger que les faits pour lesquels une personne est poursuivie soient prévus dans leur législation, mais reconnaître les décisions de justice de leurs voisins. « Est-on prêt à livrer à l'Italie une personne qui aurait commis le délit de blasphème, qui n'existe pas dans un pays laïque comme le nôtre ? », demande un haut fonctionnaire français. La seconde diffi-

culté concerne l'extradition des nationaux. Il est, certes, anormal qu'un Français ayant commis des crimes en Belgique ne puisse être livré à la justice belge, estiment la plupart des experts. Mais le transfert automatique ne risque-t-il pas de porter atteinte aux libertés individuelles, se demandent-ils, en évoquant la crainte que certains pays de l'Union européenne n'abandonnent un jour leurs valeurs démocratiques, hypothèse que l'exclurait automatiquement de l'Europe.

Un certain nombre de ces experts pensent que la proposition rédigée par la Commission va trop loin, dans la mesure où elle couvre la quasi-totalité du spectre des codes pénaux puisqu'elle s'applique aux prévenus passibles d'un an de prison. Un accord pourrait selon eux être trouvé en décembre, si les ministres limitaient le champ d'application de la loi aux crimes transnationaux les plus graves, tels que la traite des êtres humains, le trafic de drogue ou le terrorisme.

TRANSFERT DE SOUVERAINETÉ

Les ministres ont par ailleurs adopté, jeudi, les principaux articles d'un texte permettant d'instituer l'Unité de coopération judiciaire appelée Eurojust. Elle avait été prévue par le conseil européen de Tampere, en 1999, dans le but de faciliter la coordination des enquêtes couvrant le territoire de plusieurs Etats membres. Un magistrat français chargé d'instruire un trafic de voiture volées en France, maquillées en Belgique et revendues en Pologne après avoir transité par l'Allemagne, pourra faire appel à Eurojust – collège de juges et de procureurs détachés par les différents Etats membres – pour que celui-ci traduise et transmette ses commissions rogatoires.

Eurojust pourra aussi demander aux Etats d'entreprendre des enquêtes. Ce qui constitue une petite révolution, en matière de transfert de souveraineté, même si les Etats ont la possibilité de refuser. Toutefois, cet organisme ne va pas aussi loin que le souhaiteraient ceux qui réclament un parquet européen. Ce parquet impliquerait l'existence d'une législation commune européenne (les juges appliquant la loi), et non d'une simple harmonisation des législations.

Au cours d'une conférence de presse, Marylise Lebranchu, ministre française de la justice, a rappelé que c'est sous l'impulsion de la France, et notamment d'Elisabeth Guigou, que les Quinze ont décidé d'installer à partir du 1^{er} mars un groupe informel baptisé « Eurojust provisoire », qui a commencé à travailler à Bruxelles dans les locaux du Conseil.

Laurent Zecchini

Rafaële Rivais

Tollé après les propos de Silvio Berlusconi sur la « supériorité » de la civilisation occidentale

ROME

de notre correspondant

Déclarations « dangereuses », « indignes et qui font mal à l'image de la nation italienne », « racistes » : les réactions en Italie ont été immédiates dès qu'a été connu l'appel à la croisade « au nom de notre civilisation supérieure » lancé depuis Berlin, jeudi 26 septembre, par Silvio Berlusconi. Le tollé a été général dans l'opposition, et la critique s'est insinuée dans les rangs mêmes de la majorité.

Certains alliés parlementaires du chef du gouvernement ont accusé les opposants d'« isoler les phrases de leur contexte ». Dans un éditorial de son quotidien polémiste *Il Foglio*, Giuliano Ferrara, compagnon de route du président du conseil, lui accorde quelque excuse sous le titre « Scandaleux Berlusconi » : au fond, l'intéressé a « le style d'un entrepreneur lombard entré en politique à la soixantaine dans un pays dévasté par une guerre civile qui ne dit pas son nom et une offensive justicialiste contraire à l'esprit libéral », écrit-il. On doit accepter dans une certaine mesure sa liberté de s'exprimer. Dans une certaine mesure : tout est dans ces trois mots. »

Dès jeudi, les leaders de l'opposition s'étaient indignés. Pour Piero Fassino

(Démocrates de gauche), « il ne sert à rien, en ce moment, de parler de supériorité d'une civilisation sur l'autre, pas plus que de déclarer qu'il faut conquérir des peuples au nom de la civilisation occidentale ».

Parmi les premiers à réagir, l'ex-présidente des communautés hébraïques italiennes Tullia Zevi trouve « très dangereux d'établir des hiérarchies entre civilisations. Avant de dire que la nôtre est supérieure, il faut étudier l'Histoire car la nôtre est riche de génocides et de guerres de religion ». Francesco Rutelli, à la tête de la coalition de l'Olivier (centre gauche), a jugé l'attitude du chef du gouvernement « irresponsable ».

Silvio Berlusconi s'était exprimé depuis Berlin. La classe politique lui reproche d'avoir, de surcroît, choisi cette tribune internationale. Le chef du gouvernement s'en est pris aussi à ce qui fait figure pour lui d'ennemi intérieur, les militants de « l'antiglobalisation », « qui ont critiqué de l'intérieur le mode de vie et de pensée de notre société occidentale, curieusement au moment où l'islam veut arrêter la contamination et la corruption de la civilisation occidentale ». « Il existe une singulière coïncidence, a estimé M. Berlusconi, entre l'action terroriste et le mouvement anti-

globalisation qui s'est manifesté depuis un an. »

Sur ce point aussi le rejet a été immédiat. Luciano Violante, le chef du groupe de l'opposition à la chambre des députés, a dénoncé cet « amalgame infondé, dangereux pour la démocratie ». L'accusation est tombée pile au moment où les mouvements anti-globalisation se réunissaient à Naples et manifestaient à quelques milliers « contre la guerre et contre le terrorisme » aux côtés de Palestiniens, de Kurdes et de militants de Refondation communiste.

« TU ES COMME BEN LADEN »

Vittorio Agnoletto, leader du Forum italien antiglobal (GSF) a aussitôt dénoncé « la mise en cause du droit au désaccord qui est à la base de notre constitution démocratique ». Et Luca Casarini, leader des Tute Bianche, d'interpeller le chef du gouvernement : « Cher Berlusconi, au fond tu es comme Ben Laden. »

Les propos de Silvio Berlusconi ont également suscité des réactions à l'étranger. Le ministre égyptien des affaires étrangères Amr Moussa, qui est aussi le secrétaire général de la Ligue arabe, a exprimé son « indi-

gnation ». Il a déclaré que les Arabes « attendent des excuses du gouvernement italien ».

« Ces propos peuvent avoir des conséquences dangereuses : plutôt que de favoriser une rencontre des civilisations, cela peut alimenter un sentiment d'humiliation », a déploré le premier ministre belge Guy Verhofstadt, président en exercice de l'Union européenne, avant de partir en visite officielle aux Etats-Unis.

Il a rappelé que les Quinze, lors de leur sommet extraordinaire du 21 septembre, avaient rejeté « tout amalgame ou toute assimilation entre les groupements terroristes et fanatiques et le monde arabo-musulman ». Le président de la Commission de Bruxelles, l'italien Romano Prodi, avait pour sa part indirectement répondu lors d'un discours prononcé le matin même devant la communauté musulmane à la Grande Mosquée de Bruxelles : « Ce que l'Europe et les Etats-Unis veulent combattre, c'est le terrorisme, pas l'islam. Nous ne tomberons en aucun cas dans une guerre de civilisation. Celle-ci porterait atteinte à la racine de notre histoire et réduirait notre avenir à néant. »

Danielle Rouard

En visite au Caire et à Riyad, les représentants de l'UE sont renvoyés à la question palestinienne

RIYAD, LE CAIRE

de notre envoyé spécial

Les dirigeants saoudiens et égyptiens qui ont reçu les 26 et 27 septembre les représentants de l'Union européenne en tournée dans le monde musulman ne croient pas au succès d'une stratégie de lutte contre le terrorisme qui ne s'accompagnerait pas d'efforts pour résoudre le conflit israélo-palestinien.

A Riyad, la délégation européenne a insisté sur la nécessité de tarir les sources de financement du terrorisme, un sujet sur lequel la réputation du royaume saoudien n'est pas sans zones d'ombre. Leurs hôtes s'y sont engagés, tout en soulignant que les Européens doivent,

sur ce point, balayer devant leur porte : le respect des libertés individuelles et le secret bancaire ont leur revers, a expliqué le prince, dans la mesure où ils permettent à certains mouvements terroristes de s'épanouir en Europe.

Tout en réitérant sa solidarité avec la coalition internationale contre le terrorisme, le prince Abdallah n'a, en revanche, pas voulu prendre d'engagement sur l'utilisation de bases militaires par les Américains comme point de départ pour des frappes en Afghanistan.

L'impasse de la situation au Proche-Orient, a expliqué le prince à ses interlocuteurs, « provoque une telle frustration au sein de la population arabe que tant qu'une solution

n'est pas apportée au conflit il y aura toujours des fous (des terroristes), et des gens acceptant de travailler pour eux ».

Ce message a été formulé avec plus d'insistance encore au Caire par le président Mubarak. M. Mubarak a évoqué le risque de mouvements de protestation incontrôlables dans les pays arabes et conseillé à Washington de ne pas « ouvrir deux fronts à la fois » (sous-entendu en Irak).

Son ancien ministre des affaires étrangères, Amr Moussa, devenu secrétaire général de la Ligue arabe, a estimé que la diplomatie et « tous les moyens légaux » à la disposition de la communauté internationale devaient prévaloir sur l'utili-

sation de la force. Enjoignant les Quinze de « protéger les populations arabes et musulmanes vivant en Europe », il a demandé aux représentants de l'Union européenne de réévaluer leur politique proche-orientale à l'aune du blocage des négociations israélo-palestiniennes et des récents attentats terroristes.

Le président Mubarak a suggéré, comme il l'avait fait lors de sa visite à Paris il y a quelques jours, l'organisation d'une conférence internationale sur le terrorisme sous l'égide des Nations unies.

La délégation européenne (le représentant pour la politique étrangère Javier Solana, le commis-

saire aux relations extérieures Chris Patten, ainsi que les ministres des affaires étrangères belge et espagnol) a approuvé le principe, mais ils ont quelques réticences.

Echaudés par la conférence de Durban sur le racisme, ils se méfient d'une nouvelle « grand-messe », qui risque d'étaler de profondes divergences entre participants sur la définition même du terrorisme, un exercice que les Quinze eux-mêmes ne sont pas sûrs de mener à bien. Une telle conférence « doit se solder par un succès, et donc être très bien préparée. En outre, nous devons prendre un peu de recul », a souligné le ministre belge Louis Michel.

Laurent Zecchini

Rafaële Rivais

Prada Tel +39 02 546701

Al-Jazira, la « CNN du monde arabe et la voie de l'antiaméricanisme »

Le canal, créé il y a cinq ans par l'émir de Qatar, est le seul à avoir deux correspondants dans l'Afghanistan contrôlé par les talibans. L'envoyé spécial à Kandahar, le fief de Mollah Omar, a le ton un peu compassé. Hors antenne, il explique au « Monde » la censure dont il est l'objet

DOHA (Qatar)

de notre envoyée spéciale

Depuis le départ des journalistes occidentaux de Kaboul, Al-Jazira, la chaîne satellite d'information qui, par sa liberté de ton, bouleverse le paysage audiovisuel du monde arabe, vit de nouvelles heures de gloire. Les deux correspondants en Afghanistan de cette chaîne arabe privée, créée il y a cinq ans par l'émir de Qatar, sont les seuls à être encore présents en territoire contrôlé par les talibans.

A chaque bulletin d'information, Taysir Alwani de Kaboul et Mohammad Khayr Al-Bourini de Kandahar, font des directs pour témoigner, notamment, de la catastrophe humanitaire qui ne cesse de s'y aggraver pour les Afghans. Le correspondant de Kaboul, qui dispose d'une station de transmission par satellite et d'une voiture, a ainsi montré les scènes de l'attaque de l'ambassade américaine, puis jeudi 27 septembre, celles de distributions de sacs de farine saisis dans les bâtiments de l'ONU.

De Kandahar, en revanche, le journaliste ne communique que par vidéo-téléphone, répondant aux questions du présentateur de la chaîne. Ses réponses sont laconi-

ques, compassées : « Oui, certaines familles ont répondu à l'appel du Mollah Omar et sont revenues à Kandahar ; d'autres ne sont pas revenues, mais certaines encore ont sans doute été dissuadées, par cet appel, de quitter cette ville désertée. »

La chaîne la plus regardée dans les pays arabes

Al-Jazira est devenue, en cinq ans d'existence, la chaîne d'information qui, incontestablement, est la plus regardée dans tous les pays arabes. Elle a aussi un site Internet performant (www.aljazeera.net) et lance plusieurs sondages d'opinion chaque mois. C'est ainsi que, grâce à cette chaîne qatariote, l'antiaméricanisme arabe a pu, pour la première fois, être mesuré. A la question : « Soutenez-vous une alliance des pays arabes avec l'Amérique contre ce qu'elle appelle le terrorisme ? », posée le 19 septembre, la réponse, apparue le 25, a donné 89,6 % de « non ». Les nuances ne viennent qu'avec la question : « Pensez-vous que les attaques contre New York et Washington vont pousser les Etats-Unis à changer de politique extérieure ? », qui a reçu 52 % de « oui ». - (Corresp.)

Mais, hors antenne, le grand reporter d'Al-Jazira à Kandahar, un jordanien interrogé au téléphone par *Le Monde*, parle plus librement. « Il y a beaucoup de choses dont je ne pourrais jamais parler, dit Al-Bourini. Je n'ai jamais connu une situation pareille, les dangers sont partout : les talibans nous interdisent de filmer,

alors que les partisans de l'Alliance du nord veulent se venger des Arabes, ceux de Ben Laden ; on dit que ces opposants attendent les bombardements pour sortir de leurs caches, on dit aussi qu'ils ont déjà massacré beaucoup d'Arabes à Kaboul ; mais

n'importe qui aussi peut tuer un étranger pour prendre son argent. Moi et mon technicien nous dormons dans une chambre qui ne ferme même pas à clé, avec un seul accompagnateur afghan. »

La conversation téléphonique se déroule dans le bureau du directeur de la chaîne, Mohammed Jassem

Al-Ali, qui a tenu ce que soit connu le courage de ses correspondants. Il reprend l'écouter et émaille sa conversation de conseils : « Tenez bon ! Partez si vous voulez ! Habillez-vous comme eux ! » Leur dialogue est interrompu par un direct du collègue de Kaboul. « Nous avons signé un contrat avec CNN qui a la priorité de nos images, avant qu'on ne les vende ailleurs », dit-il sans plus de précisions. Une représentante sur place de CNN n'est pas plus loquace. Mais leur collaboration ne gêne nullement le directeur d'une chaîne dont l'anti-américanisme est par ailleurs sans faille, à l'image de celui de son public.

BOYCOTTAGE SAOUDIEN

De même qu'ils ne parlent pas de « terrorisme islamiste » mais de « ce que l'Amérique appelle terrorisme », les présentateurs d'Al-Jazira ne qualifient pas non plus Ousama Ben Laden de « terroriste » ni même de « dissident saoudien », mais simplement de « chef du mouvement Al-Qaida ». Son portrait apparaît régulièrement à l'écran, comme censure entre deux sujets et la chaîne continuerait à avoir des rapports privilégiés avec les talibans.

Alors que l'Alliance du Nord -

encore sous le coup de l'assassinat de Massoud par deux faux journalistes et vrais kamikazes arabes - lui refuse toujours l'accès de son territoire. Al-Jazira se rattrape en donnant la parole à ses chefs Rabbani et Dostom. Mais c'est Ben Laden qui reste son meilleur coup journalistique, avec son interview datant de décembre 1998, rediffusé plusieurs fois après le 11 septembre, pour la première fois intégralement.

C'est aussi au bureau d'Al-Jazira à Kaboul que le « suspect numéro un » des Etats-Unis a fait remettre un fax, le 24 septembre, pour exhorter les Pakistanais à résister « aux forces croisées américaines ». L'authenticité de ce fax, dont une photocopie est affichée dans un couloir de la chaîne, fut mise en doute par le quotidien saoudien *Al-Sharq al-Awsat*. Cette attaque est la seule forme de pression exercée par un Etat arabe sur la chaîne depuis le 11 septembre que veut bien citer son directeur. Lequel rappelle avec fierté, en revanche, celles des années passées, qui se sont traduites par des fermetures de bureaux et même des rappels d'ambassadeurs en poste à Qatar. Des pressions exercées par la Jordanie, le Koweït, la Tunisie, la Libye, le

Maroc, etc, sans parler de l'Arabie saoudite, qui boycotte la sulfureuse chaîne qatariote.

De source diplomatique, on assure pourtant que des dirigeants arabes s'inquiètent de plus en plus de la tribune offerte aux talibans par une chaîne dont ils pensent qu'elle crée l'opinion arabe plus qu'elle ne la reflète. « La chaîne pratique le politiquement correct vis-à-vis d'une opinion arabe, qui, dans son antiaméricanisme, est la même dans le Golfe qu'ailleurs, mais qui risque peu de se traduire en troubles dans les riches, et très sévèrement policées, monarchies du Golfe. Ainsi, Al-Jazira peut y servir d'exutoire, ou de police d'assurance à des dirigeants qui veulent se faire pardonner d'accorder des facilités militaires aux Américains », commente un expert local. Une analyse qu'ose partager, sous le sceau de l'anonymat, un des responsables d'Al-Jazira, interrogé sur le côté langue de bois des correspondances envoyées d'Afghanistan, qui s'expliquerait par le danger qu'il y a à déplaire aux talibans, mais aussi par la « schizophrénie » qui guette une chaîne qui se veut une « CNN arabe ».

Sophie Shihab

Critiques africaines contre d'éventuelles frappes à Kaboul

PLUS DE DEUX SEMAINES après les attentats anti-américains, l'émotion s'est éteinte dans les capitales africaines.

● **AU KENYA**, à Nairobi, sur le terrain vague qui, à deux pas de l'ambassade des Etats-Unis, fait office de terminal pour les taxis collectifs, les silhouettes qui guettent une place à bord des minibus bondés dans la nuit sont inquiètes. « Bien sûr, j'aimerais que les criminels qui ont tué des innocents à Nairobi ou aux Etats-Unis soient punis, mais effrayer les Afghans au point qu'ils essaient de quitter leur pays, j'appelle cela du terrorisme, pas de la justice », explique Charity Kijira, employée d'un supermarché.

A quelques pas, James Kariuki, en route vers un travail de nuit pour payer ses études de médecine est plus amer : « Que les Américains frappent, très bien, mais qu'on ne nous demande pas de participer. Lorsqu'il y a eu deux cents morts africains à Nairobi (il y a trois ans dans un attentat attribué à Ben Laden), le reste du monde a à peine versé une larme. A présent, on parle de croisade. Ce mot est mauvais. Cela risque de créer des divisions chez nous ».

En équilibre délicat sur sa mosaïque d'ethnies et de religions, le Kenya a tout à redouter d'une crispation entre chrétiens et musulmans. Deux événements, jeudi 27 septembre, sont venus alimenter cette appréhension. Dans la province du Nord-Est, peuplée de Somalis, deux églises ont été incendiées par des musulmans, tandis qu'à Mombasa, sur la côte de l'océan Indien, où la population est également majoritairement musulmane, des imams ont, selon l'Agence France Presse, appelé leurs fidèles à descendre dans la rue pour signifier leur opposition à la coopération militaire entre Nairobi et Washington. Il y a néanmoins peu de chance qu'une manifestation rassemble des foules de Kenyans contre les Etats-Unis. L'infinie lassitude des habitants d'un pays qui se juge condamné à payer pour des erreurs commises ailleurs ne s'est encore jamais transformée en véritable colère.

● **EN AFRIQUE DU SUD**, les sondages en témoi-

gnent, l'opinion publique serait également défavorable à une participation du pays à une opération militaire aux côtés des Américains. Moderne, bien inséré dans le commerce mondial, lié à l'Occident par l'économie, le pays cultive une indépendance sourcilieuse du point de vue politique. En témoignent les déclarations de Nelson Mandela. « Il faut éviter toute action qui serait aussi impopulaire que celle des terroristes », a expliqué l'ancien chef de l'Etat qui a cosigné, avec deux autres prix Nobel de la Paix, l'ancien président Frédéric de Klerk et l'archevêque Desmond Tutu, un texte appelant à la « sagesse » des gouvernants contre toute décision qui « aggraverait les tensions et les divisions dans le monde ».

● **EN AFRIQUE DE L'OUEST**, majoritairement musulmane, l'attraction du modèle américain se conjugue avec des critiques très virulentes à l'encontre des Etats-Unis. « C'est bien fait pour eux, ils l'ont cherché », peut-on entendre dans les rues de Dakar ou d'Abidjan. Le soutien à Israël et ce qui est considéré comme un déni de justice fait aux Palestiniens, mais aussi le fait que les Etats-Unis aient, début septembre, claqué la porte de la conférence sur le racisme en Afrique du Sud, bref leur arrogance, voilà ce qui ne passe pas.

« Les Etats-Unis récoltent ce qu'ils ont semé. Ils sont à la base de toutes les injustices dans le monde », estime un étudiant ivoirien avant de rappeler le soutien des Américains au président Mobutu au Zaïre. Les commentaires de la presse reflètent la réémergence d'une pensée tiers-mondiste. Ainsi, *Fraternelle-Matin* s'interroge sur ce que l'Afrique pourrait demander en échange de son soutien à la « croisade » : « Dans ce contexte de compassion à récompense, George W. Bush peut annuler la dette des pays africains (...) ou davantage s'impliquer dans la lutte contre le sida », suggère l'éditorialiste.

(avec nos correspondants en Afrique)

En Egypte, hostilité sans précédent à l'égard de Washington

LE CAIRE

de notre correspondant

« L'ennemi de mon ennemi n'est pas mon ennemi, même s'il l'a été par le passé. » C'est ainsi que ce

REPORTAGE

Dans les rues du Caire, les talibans restent des « cousins musulmans » face aux « pro-israéliens »

militant de gauche explique l'attitude apparemment contradictoire de l'opinion publique égyptienne à l'égard d'Ousama Ben Laden, le principal accusé dans les attentats du 11 septembre. Le millionnaire ex-saoudien n'a jamais été en odeur de sainteté en Egypte. On lui en a même voulu pour l'attentat de Louxor en 1997 où cinquante-huit touristes avaient été tués. Un attentat qui avait mis l'industrie du tourisme à genoux et, avec elle, asséché la principale source de revenus de millions d'Égyptiens. Mais aujourd'hui, depuis le début de l'intifada, il y a exactement un an, le 28 septembre 2000, l'ennemi est devenu la puissante Amérique, qui est perçue comme la cause indirecte de la « répression israélienne contre les frères palestiniens ».

« C'est Washington qui donne le feu vert, arme et finance les sionistes », affirme le militant de gauche

pour expliquer pourquoi il est contre toute participation de l'Égypte à une coalition antiterroriste. Une opinion partagée par une grande partie de la rue égyptienne, où l'antiaméricanisme a atteint des sommets inégalés depuis les années 1960. C'est la raison pour laquelle on a entendu des Égyptiens se féliciter juste après les attentats contre le World Trade Center et le Pentagone. Ils y voyaient « un coup de maître » contre « l'arrogance » Américaine. Au fil des jours et de l'horreur qui se dévoilait, le sentiment est devenu plus complexe. Condamnation des attentats mais en même temps justification. « Cela ne serait pas arrivé si les Américains avaient été moins injustes à l'égard des Palestiniens » ou « ce sont les Américains qui ont créé Ben Laden sans nous demander notre avis, qu'ils se débrouillent maintenant sans nous » sont des phrases qui reviennent dans toutes les conversations.

PRUDENCE PRÉSIDENTIELLE

Dans les milieux populaires, on explique le refus de s'en prendre à l'Afghanistan par un dicton : « Moi et mon frère contre mon cousin et moi et mon cousin contre l'étranger » ! Même si le « cousin » n'est pas forcément sympathique, les liens culturels et religieux priment. Les talibans ont beau avoir été qualifiés de « forcenés » pour leur interprétation extrémiste de l'islam, ils restent « des musulmans comme nous » quand ils sont la cible des « pro-israéliens ». L'usage du mot « croisade » par le président américain Bush, et plus récemment l'affirmation de la « supériorité de la civilisation occidentale » par le premier ministre italien, Silvio Berlusconi, (lire page 5) ne sont pas pour arranger les choses.

La presse officieuse n'a pas tenté d'aller à contre-courant, comme lors de la crise du Golfe en 1990 quand il fallait justifier une participation égyptienne à la coalition dirigée par les Etats-Unis. Des journaux indépendants ont même renforcé le sentiment endémique de « conspiration sioniste » et d'implication du Mossad (services de renseignement israéliens). On a ainsi pu lire une information non sourcée selon laquelle « cinq mille juifs travaillant au World Trade Center ne s'y étaient pas rendus le jour de l'attentat ». Pour un journal comme *Al-Ousbou*, l'objectif est tout simple, « dominer ou occuper le monde arabe et musulman ». Des éditorialistes de la presse officieuse ont mis en doute « la capacité des Arabes et des musulmans d'organiser des attentats aussi sophistiqués ». « On l'aurait vu en Palestine ! », concluait l'éditorialiste. Même sur la télévision étatique, on ne cache pas sa méfiance quant aux « objectifs réels de la coalition ». « Lors de la guerre du Golfe,

ils devaient simplement libérer le Koweït. Dix ans après ils sont toujours là », expliquait un analyste.

Autant de raisons poussant le président, Hosni Mubarak, à exercer une prudence extrême dans son approche de la coalition. Toutefois, on sent déjà un changement dans la presse officieuse. Le directeur du journal *Al Ahram*, un proche du raïs, estime que l'Égypte doit soutenir la coalition pour empêcher « toute dérive »

20 000 GI et 1 200 soldats français déployés dans le nord du pays

Des unités militaires, notamment américaines et françaises, sont en cours de déploiement dans le nord de l'Égypte, pour les besoins d'un exercice, baptisé « Bright star » (étoile brillante), qui doit réunir pas moins de 70 000 hommes en octobre. C'est depuis 1995 que les Etats-Unis et l'Égypte ont pris la responsabilité de cette série de manœuvres tous les deux ans. A eux seuls, les Américains ont décidé de mettre en ligne 20 000 hommes, dont des forces spéciales et des Marines. La France, deuxième contributeur, est en train de déployer 1 200 hommes à terre et des avions de combat. L'Égypte doit fournir l'essentiel, avec 40 000 hommes.

Une vingtaine d'autres pays, parmi lesquels, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Espagne, la Grèce, la Jordanie, les Emirats arabes unis ou Koweït, participent à « Bright star », qui a été maintenu malgré les événements, comme l'a été l'exercice « Swift sword » (épée rapide) dans lequel sont engagés quelque 24 000 soldats britanniques à Oman.

allant contre les intérêts de l'Égypte et des Arabes. Reste à savoir quelle sera la forme de ce soutien. S'il est discret, l'opinion publique, qui commence à se préoccuper des retombées économiques de la crise, pourrait fermer les yeux sur « réalisme ». Reste à savoir quelle sera l'attitude de l'université et surtout des islamistes, qui, jusqu'à présent, ont gardé un profil bas et quelle forme prendra le conflit. Des images de femmes et d'enfants afghans tués par des bombardements américains, une participation israélienne active ou des raids contre l'Irak rendraient tout soutien égyptien à la coalition très difficile, même dans les milieux les plus occidentalisés.

Alexandre Bucciati

Polo Match® avec Contrat Volkswagen :
Financement • Entretien • Services



● Le nouveau Contrat Volkswagen comprend le financement, l'entretien et l'assurance. Profitez de votre Polo Match® sans contraintes, sans surprises. Contrat Volkswagen s'occupe du reste.

Polo Match®

Une liste d'équipements de série incroyable

Polo Match® 1.4, 3 portes avec Contrat Volkswagen

1660F/mois

253,07 €/mois

3615 Volkswagen (012 franc l'accès, 1,28 franc la minute) • 0 825 20 25 25 (0,96 franc la minute). Consommations 99/100 CE (l/100 km) poids à vide minimal - maximal : cycle urbain / extra-urbain / mixte : 8,5 - 8,8 / 4,9 - 5,0 / 6,2 - 6,4 / CO₂ (g/km) : 149 - 154.

Espace Suffren

40 ter, av. de Suffren - Paris 15

Tél. : 01 53 58 10 00

CONCESSIONNAIRE VOLKSWAGEN

* Contrat Abrégé Location. Location avec option d'achat pendant 36 mois, avec assurance Garantie Capital Auto incluse. Exemple pour une Polo Match® 1.4 essence, 3 portes, au prix de 73 335,99 F TTC (11 180 euros TTC) tarif au 02/09/2001. Dépot de garantie de 11 000,40 F (1 677 euros) et un premier loyer majoré de 11 073,73 F (1 688,18 euros), suivi de 36 loyers de 1 224,71 F (186,71 euros) assurance Garantie Capital Auto incluse. Option d'achat en fin de contrat : 31 534,48 F (4 807,40 euros) ou reprise du véhicule en fin de contrat suivant engagement sous conditions de votre concessionnaire VOLKSWAGEN. Coût total en cas d'acquisition 86 697,77 F (13 216,99 euros). Loyer completé par une cotisation mensuelle de 166 F TTC (25,31 euros), correspondant à l'option "Entretien-Réparations" incluant les opérations d'entretien prévues par le plan d'entretien du constructeur, le remplacement des pièces d'usure (hors pneumatiques), pour un kilométrage annuel parcouru de 15 000 km, pour le modèle défini ci-dessus. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31 octobre 2001, chez tous les concessionnaires participant à l'opération, sous réserve d'acceptation du dossier par VOLKSWAGEN FINANCE SA, 11 avenue de Boursonne 02600 Villers-Cotterêts - RCS SOISSONS B 442 032 148. Cette offre inclut une proposition d'assurance "tous risques" Assurance Contrat Volkswagen (incluant la garantie du conducteur et l'assistance) d'un coût mensuel de 267,50 F (40,78 euros) pour un paiement par prélèvement fractionné sur 12 mois de la prime annuelle, pour un assuré habitant Paris, bénéficiant de 50% de bonus, n'ayant pas eu d'accident ces 2 dernières années et utilisant son véhicule en promenade et trajet travail. La franchise correspondant à ce tarif est de 1 400 F (213,43 euros) sous réserve d'acceptation du dossier par ALIUMA. Tarifs garantis pendant 36 mois sauf modification concernant l'assurance, le bonus/malus et les taxes légales. La présentation des garanties du contrat Assurance Contrat Volkswagen est effectuée par ALIUMA COURTIAGE société anonyme de courtage en assurance et réassurance au capital de 5 337 500 euros - siège social : 11 boulevard Louis Lardy 79000 Niort - RCS NIORT B413 990 102 - garantie financière et assurance responsabilité civile professionnelle conformes aux articles L530-1 et L530-2 du Code des Assurances. Les garanties sont souscrites auprès d'ALTIMA ASSURANCES société anonyme à directeur et conseil de surveillance au capital de 30 489 800 euros. Siège social : 11 boulevard Louis Lardy 79000 Niort - RCS Niort 431 942 838 - Entreprise régie par le Code des Assurances.

Le premier anniversaire de la deuxième Intifada célébré dans la morosité

Le soulèvement qui a durablement embrasé les territoires palestiniens à la suite de la répression sanglante de manifestations suscitées par la visite d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées, le 28 septembre 2000, a conduit à une impasse totale

GAZA

de notre envoyé spécial

Conformément aux conclusions de la rencontre du mercredi 26 septembre entre Yasser Arafat et Shi-

ANALYSE

Douze mois d'affrontements ont mené l'économie au bord d'un gouffre

mon Pérès, les services de sécurité israélien et palestinien devaient tenir une première réunion conjointe, vendredi matin, dans la perspective d'une reprise prochaine de leur coopération sécuritaire. Cela sur la base des conclusions du rapport dressé au printemps par la commission internationale présidée par l'ancien sénateur américain George Mitchell, et dont l'objectif est la reprise du dialogue politique gelé depuis près d'un an. Cette rencontre et la perspective d'un retour à la case départ coïncident avec le premier anniversaire de la deuxième Intifada qui devait être célébré vendredi dans la morosité à Gaza comme en Cisjordanie. Le soulèvement

qui a durablement embrasé les territoires palestiniens à la suite de la répression sanglante de manifestations suscitées par la visite d'Ariel Sharon, alors chef de l'opposition israélienne, sur l'esplanade des Mosquées, le mont du Temple pour les juifs, semble en effet avoir conduit à une impasse totale. Douze mois d'affrontements sans précédents et de bouclages à répétition ont mené l'économie et la société palestiniennes au bord d'un gouffre qu'aucun résultat politique probant ne peut aujourd'hui justifier.

Contrairement au premier soulèvement, en 1987, qui avait témoigné au contraire de l'extraordinaire vivacité d'une société civile placée alors sous un régime d'occupation, l'Intifada actuellement en cours a été rapidement militarisée et « privatisée ». Peu désireuse, en effet, de conforter un mouvement de masse par nature incontrôlable alors que sa popularité était écornée par les accusations récurrentes de corruption et d'inefficacité, l'Autorité palestinienne a sous-traité plus ou moins volontairement le soulèvement à une myriade de petites milices. Peu efficaces, ces dernières ne sont jamais parvenues à

remettre en question le puissant dispositif militaire israélien dans les territoires occupés. Bien au contraire. Leurs opérations ont en effet souvent fourni de bons prétextes à l'armée israélienne pour reprendre pied à l'intérieur des zones autonomes, ou bien à mettre en pratique unilatéralement, dans le nord-ouest de la Cisjordanie, le principe d'une séparation.

De même, les Palestiniens ne sont pas parvenus à glisser un coin entre l'opinion publique israélienne et la présence israélienne dans les territoires qu'assurent les militaires et les colons, contrairement à la première Intifada au cours de laquelle une partie de cette opinion publique avait pris ses distances avec la politique suivie par les gouvernements israéliens successifs. Les colonies, loin d'avoir été rejetées comme sources de tous les maux, ont été au contraire « renationalisées » au fur et à mesure des attaques palestiniennes. La dérive qu'a constituée la multiplication des opérations en Israël a conforté une majorité croissante d'Israéliens dans une certitude : les coups portés contre les colonies ne sont qu'une première étape avant l'in-

luctable remise en cause d'Israël soi-même. La violence meurtrière des attentats-suicides a également rétabli une manière d'équilibre tragique de la souffrance, alors que le nombre des victimes palestiniennes reste pourtant très supérieur à celui des Israéliens et les conditions de vie insupportables dans les terri-

Les Palestiniens se sont retrouvés privés de toute perspective politique claire

toires, tout en brouillant à l'extérieur l'image de l'Intifada.

A l'intérieur de leurs zones autonomes, les Palestiniens ont été privés depuis le début de la crise de toute perspective politique claire. Silencieux depuis le début des affrontements, Yasser Arafat, chef d'une Autorité palestinienne parfois accusée sans preuves convaincantes d'en être le chef d'orchestre, a donné l'impression de se laisser porter par les événements. Cette

gestion par défaut, minimaliste, n'a pour autant suscité en retour aucune critique organisée ni fondé aucun message alternatif, chacun étant passivement contraint par une solidarité de devoir. La société palestinienne s'est abîmée dans le silence. Faute d'un pouvoir central fort, cette société est aujourd'hui menacée d'un émiettement accéléré par les bouclages à répétition, par l'importance accrue donnée à des milices tenues par autant de « seigneurs de la guerre » potentiels, et par la déliquescence d'un embryon de pouvoir privé à la fois de ressources (le produit des taxes collectées par Israël en lieu et place de l'Autorité) et de liberté de mouvement, parfois même à l'intérieur des zones autonomes.

Les attentats du 11 septembre perpétrés au Etats-Unis ont cependant changé la donne. Même si Yasser Arafat n'est pas encore parvenu à internationaliser le conflit – son seul objectif depuis de longs mois, – ils ont conduit les Etats-Unis, tactiquement pour l'instant et peut-être stratégiquement à l'avenir, à reconsidérer leur rôle d'une manière plus équilibrée. La rencontre entre Shimon Pérès et le chef de

l'Autorité palestinienne, dont le premier ministre israélien Ariel Sharon ne voulait pas, en est la première manifestation. Côté palestinien, où le souvenir d'avoir été dans le mauvais camp lors de la guerre du Golfe reste cuisant, les attentats du 11 septembre ont également redéfini des priorités et des objectifs communs. Le cessez-le-feu, même s'il reste perçu par les milices comme une reddition sans condition, semble avant tout un choix obligé, et le Hamas et le Jihad islamique avouent exclure pour l'instant toute opération en Israël. Le chemin reste encore long, pour le chef de l'Autorité, pour revenir sur un pied d'égalité avec les Israéliens devant les Etats-Unis puisqu'il n'a toujours pas été invité à Washington par la nouvelle administration républicaine. Mais les impératifs de la coalition contre le terrorisme que cette dernière souhaite bâtir passe peut-être par Gaza, aujourd'hui plus que par le passé. Il y a urgence, car la radicalisation des deux sociétés, de plus en plus tentées par les solutions militaires et par la force, ne cesse de croître.

G. P.

Dressé par une ONG, un premier bilan du soulèvement fait état de la mort de plus de cinq cents personnes

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Un bilan malheureux en tous jours en cours de la deuxième Intifada a été dressé le 23 septembre par une organisation non gouvernementale, le Palestinian Human Rights Monitoring Group (PHRMG).

Moins de quinze jours après les premiers morts, le 29 septembre, le lynchage de deux soldats israéliens à Ramallah, le 12 octobre, provoque le premier bombardement de bâtiments officiels de l'Autorité palestinienne.

Le 21 octobre, les tanks sont employés pour la première fois pour répliquer à des tirs palestiniens provenant de Beit Jala, près de Bethléem, dans le quartier de Gilo, à Jérusalem, construit en zone annexée.

Le 9 novembre, un responsable militaire du Fatah est tué « préventivement » par des missiles tirés par hélicoptère près de Bethléem. Le 1^{er} avril, l'armée israélienne entre pour la première fois en zone autonome palestinienne à Ramallah. Cette incursion est suivie d'autres, à Khan Younés et à Beit Hanoun, dans la bande de Gaza.

Le 19 mai, les avions de combat F-16 sont employés pour la première fois à la suite d'un attentat-suicide meurtrier perpétré à Nétanya, qui sera pourtant suivi d'une opération terroriste encore plus meurtrière à Tel Aviv quelques jours plus tard. Le 10 août, à la suite d'un nouvel attentat-suicide perpétré à Jérusalem, la Maison de l'Orient, siège officieux de l'OLP à Jérusalem est fermée et occupée par les Israéliens.

Le bilan provisoire de l'Intifada – aujourd'hui déjà dépassé – dressé le 23 septembre par le PHRMG fait état de 560 morts palestiniens, soit un nombre proche du double de celui enregistré, côté palestinien, au cours de la première année de la première Intifada, de 1987 à 1988.

Selon les chiffres retenus par l'ONG palestinienne, 88 victimes (soit 15,7 % du total) appartenaient à des services de sécurité. Le total retenu ne comprend pas les 13 Palestiniens de nationalité israé-

lienne tués au début des troubles, ni les 26 kamikazes morts à la suite d'actions terroristes perpétrées en Israël ou dans les territoires, ni 51 décès dont les causes n'ont pas été clairement établies (par exemple, un décès imputable à l'inhalation de gaz lacrymogènes, mais que seule une autopsie aurait pu déterminer avec certitude), ni les 24 « collaborateurs », ou supposés tels, tués dans les territoires (dont deux à la suite de procès instruits par l'Autorité palestinienne), ni les 3 personnes retrouvées mortes dans les prisons de l'Autorité palestinienne.

ENQUÊTE EN COORDINATION

Parmi les 560 victimes, 59 étaient âgées de moins de quinze ans (dont deux bébés de moins de quatre mois à Gaza), et 81 avaient entre quinze et dix-huit ans.

En coordination avec l'organisation non gouvernementale israélienne B'tselem, fondée au début de la première Intifada par des membres de la Knesset et par des personnalités de la société civile

israélienne, le rapport du PHRMG dresse le décompte tout aussi macabre des victimes israéliennes de la deuxième Intifada qui était estimé, le 23 septembre, à 163 morts. Le rapport distingue 117 civils et 46 membres des forces armées ou des services de sécurité israéliens.

Parmi les civils (dont 65 ont été tués dans les territoires palestiniens et 52 en Israël), B'tselem dénombre 28 enfants de moins de dix-huit ans (dont un bébé de moins d'un an à Hébron), dont 22 ont péri en Israël et 6 dans les territoires.

Parmi les militaires et membres des services de sécurité, 34 sont morts dans les territoires et 12 en Israël. En revanche, à l'instar de nombreux autres bilans, le rapport de PHRMG (qui précise que son champ d'opération est constitué avant tout par les territoires palestiniens) ne fait pas état du nombre des blessés israéliens, civils ou militaires, touchés dans les territoires palestiniens comme en Israël.

G. P.

La vague de « descente » (émigration) qui inquiète Israël...

JÉRUSALEM

correspondance

Le sujet reste tabou. Près de trente ans après la grande vague d'émigration qui a suivi la guerre du Kippour, les Israéliens répugnent toujours à parler de ceux qui, à la faveur d'une crise, quittent le pays. Le terme hébreu *yerida* désignant l'émigration est lui-même péjoratif. Littéralement, il signifie « descente » par opposition à la « montée » en Israël, qualifiant l'immigration. Cependant, ces derniers mois, quelle que soit la discrétion des uns et des autres, l'Intifada a incité nombre de citoyens israéliens à partir, ou au moins à s'y préparer.

Tous les indices vont dans ce sens ; l'augmentation du nombre de visas pour certains pays, la hausse du nombre d'inscriptions d'étudiants israéliens dans des universités à l'étranger, la multiplication des déménagements vers l'Europe et les Etats-Unis. Parallèlement, le flot des nouveaux immigrants, notamment en provenance de Russie, s'est sensiblement tari en 2001. Cet été, les entreprises de déménagement israéliennes ont enregistré une progression de 20 % à 35 % pour les départs vers l'étranger et une baisse de 35 % à 45 % pour les arrivées.

D'après Yehuda Lévy, directeur de la société Globus, « il n'y a pas de profil type du nouvel émigrant. Toutes les catégories sont touchées, soit parce que les gens ont peur, soit à cause de la situation économique. Il y a même des gens qui habitaient dans les territoires qui sont partis ». A Tel Aviv, nombre de jeunes « yuppies » nés en Israël, qui subissaient la crise économique de la « high tech » et aspiraient à une vie sans histoires pour leurs enfants, ont préféré s'en aller. Leurs destinations favorites : le Canada, les Etats-Unis et l'Europe. D'autres soulignent que, pour des raisons logistiques et psychologiques, le

phénomène d'émigration touche plus les *olim*, les nouveaux immigrants arrivés ces dernières années, de Russie ou d'ailleurs.

La possession d'un second passeport, l'intégration encore partielle dans la société israélienne, des liens familiaux forts existant dans leur pays d'origine, sont autant de facteurs qui plaident pour le départ. « *Souvent, les jeunes au chômage sont repartis les premiers. Puis leurs parents, qui étaient venus les rejoindre en Israël, les ont suivis* », remarque un autre transporteur.

« ON NE SAIT JAMAIS... »

Les Russes choisissent majoritairement le Canada, l'autre grand pays de la neige et du froid. Il y a aussi tous ceux qui ne partent pas, mais qui y pensent et prennent leurs dispositions en conséquence. « *C'est le syndrome du "On ne sait jamais..."* », remarque Françoise Le Moign, consul de France à Tel Aviv, dont les services ont été submergés par des demandes de régularisation faites par les « double nationaux » pendant l'été, habituellement calme.

« *Il y a eu une hausse constante tout au long de l'année, mais le phénomène a connu un pic après l'attentat du Dolphinarium [l'attentat-suicide commis dans une discothèque de Tel Aviv le 1^{er} juin, qui a fait vingt et un morts] qui a créé un gros choc* ». Les uns qui, jusque-là, avaient négligé de déclarer aux autorités françaises leurs enfants nés en Israël les ont fait inscrire comme ressortissants français ; les autres, installés en Israël depuis vingt ou trente ans, ont fait mettre à jour leurs papiers, réactivant ainsi leur nationalité française.

Catherine Dupeyron

Mohamed Dahlan, chef de la sécurité préventive pour la bande de Gaza

« Ariel Sharon et l'armée ne cessent de travailler pour que Shimon Pérès échoue »

GAZA

de notre envoyé spécial

« **Il y a un an éclatait la deuxième Intifada. Quel bilan en dressez-vous aujourd'hui ? Ne pensez-vous pas qu'il s'agit d'un échec pour les Palestiniens ?** »

– Non, nous ne regrettons rien. Nous ne regrettons pas ce que nous avons refusé [à Camp David]. Nous ne regrettons pas une paix conçue selon la seule logique israélienne. Nous restons attachés à la Palestine dans les frontières de 1967, c'est-à-dire Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est.

– **Vous avez participé, mercredi, à la rencontre entre Yasser Arafat et Shimon Pérès. Etes-vous optimiste pour la suite ?**

– Nous croyons qu'il faut remettre le processus de paix sur les rails. Nous ne voulons pas affaiblir Shimon Pérès. Nous le respectons même si, par le passé, il a pu commettre des erreurs. C'est un homme qui croit en la paix et qui défend les intérêts d'Israël, mais nous avons également besoin de résultats concrets sur le terrain si nous voulons convaincre les Palestiniens.

« Le problème est que Shimon Pérès est faible au sein d'un gouvernement où l'extrême droite et les colons sont bien représentés. [Ariel] Sharon et l'armée ne cessent de travailler pour que Shimon Pérès échoue. Ils ont travaillé avant la réunion pour empêcher

qu'elle ait lieu, ils ont travaillé pendant et ils travailleront après pour éviter qu'elle produise des résultats. Au cours de la réunion, j'ai appris, hier, qu'un jeune Palestinien venait d'être tué à Rafah et, cette nuit, une incursion israélienne a encore fait trois morts, alors que nous étions parvenus à ramener le calme sur place les jours précédents. Nous payons le prix de querelles internes israéliennes, et il n'y a pas de raison à cela ! Sharon et l'armée nous provoquent sciemment : ils veulent nous faire tomber dans un piège. Aujourd'hui, ils souhaitent ainsi organiser des réunions sur la sécurité sans la présence des Américains, ce qui est inacceptable.

– **Croyez-vous par ailleurs que les Palestiniens soient prêts à vous voir reprendre une coopération sécuritaire avec les Israéliens ? Les plans avancés pour mettre un terme aux violences sont-ils d'ailleurs suffisants pour espérer ramener le calme ?**

– On ne peut pas faire comme s'il ne se passait rien sur le terrain. Il y a eu cette réunion, hier, et, dans la nuit qui a suivi, cinq personnes ont été tuées, d'autres blessées et des maisons ont été rasées ! Que voulez-vous, dans ces conditions, que je dise aux Palestiniens ?

« Le mémorandum Tenet [le directeur de la CIA], le rapport Mitchell existent, mais nous n'avons besoin en fait que d'une seule

chose pour que l'on se remette en route : de la bonne volonté de la part des Israéliens. Or nous sommes convaincus que [Ariel] Sharon ne veut pas s'engager dans cette voie. Il met des obstacles. Le monde entier a salué la proclamation de cessez-le-feu faite par le président Arafat le 18 septembre, sauf [Ariel] Sharon.

« Nous ne demandons pas aux Israéliens de nous aider. Nous leur demandons simplement de ne pas nous compliquer le travail comme ils le font actuellement en multipliant les agressions et les opérations sur le terrain. Ce sont ces agressions qui entraînent des réactions de la part des Palestiniens. On ne peut pas dire des Palesti-

niens qu'ils ont un goût prononcé pour le recours à la violence. Ils ne font que se défendre.

« **Le monde entier a salué la proclamation de cessez-le-feu faite par le président Arafat le 18 septembre, sauf [Ariel] Sharon »**



MOHAMED DAHLAN

niens qu'ils ont un goût prononcé pour le recours à la violence. Ils ne font que se défendre.

– **Est-ce que vous redoutez que certaines formations palestiniennes, comme le Hamas ou le Jihad islamique, figurent à l'avenir sur une "liste noire" du terrorisme dressée par les Etats-Unis, ce qui vous obligerait à agir contre elles ?**

– Non, tout le monde sait très bien que les Palestiniens n'ont rien

à voir avec ce qui s'est passé aux Etats-Unis le 11 septembre. Le Hamas et le Jihad islamique l'ont dit : ils ne s'en sont jamais pris aux intérêts américains ou aux intérêts européens, ni dans le passé, ni dans le présent, ni dans le futur.

– **Les Israéliens vous ont-ils remis, mercredi, une liste de personnes qu'ils souhaitent voir rapidement arrêter ?**

– Pour nous il n'y a pas de liste noire ; il n'y a que des personnes qui ont défendu les intérêts des Palestiniens. Nous aussi, nous pouvons présenter des listes de colons ou de militaires responsables d'assassinats.

– **Est-ce que vous vous interdisez à l'avenir d'arrêter qui que ce soit ?**

– Pour nous il n'y a pas de tabous. Si un véritable accord est conclu et appliqué pleinement par les deux parties, nous ne nous déroberons pas devant nos responsabilités. Arrêter des militants du Hamas ou du Jihad islamique, nous l'avons fait par le passé et nous le ferons si c'est conforme aux intérêts des Palestiniens. Cependant, nous ne le ferons qu'à deux conditions : premièrement, qu'un réel processus de paix soit en route ; deuxièmement, qu'il n'y ait plus aucune agression israélienne. »

Propos recueillis par Gilles Paris

3e cycle du CNAM

MARKETING INDUSTRIEL

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS

Cours et séminaire d'études de cas (150 h. sur 9 mois : soirs et samedis) coût : 1 400 F/an.

Brochure sur demande écrite au : CNAM Marketing Industriel 292, rue Saint-Martin - 75003 PARIS Tél. : 01.58.80.84.17 mail : nehme@cnam.fr



BOSS
HUGO BOSS

Boutiques BOSS Sport
352, rue Saint-Hippolyte PARIS 1^{er}
3, rue du Casino BEAUVILLE
Centre Commercial Belle Epine THIAIS
12/14, Rond-Point des Champs Elysées PARIS 8^{ème}
Atrium du Palais des Congrès Place Porte Maillot PARIS 17^{ème}
Chez Maitellos 23, boulevard de la Madeleine PARIS 1^{er}
Place Jean Mermoz DIJON

www.hugoboss.com

Pour les femmes aussi, l'entraînement des marines est un chemin de croix.

Il est 7 h 45, le petit matin est glacial, le ciel bleu, et les puces de sable piquent férocement. Au centre de formation de Parris Island, Caroline du Sud, un petit groupe d'officiers et de parents attendent devant le monument aux héros d'Iwo Jima, symbole de l'héroïsme des marines face aux Japonais en février 1945. Soudain, une sorte de rap guttural éclate dans le lointain, se rapproche et arrive au pas cadencé ; 311 hommes déboulent, hâves et suant dans leur treillis crotté, écrasés sous le poids d'un sac à dos. L'épuisement se lit sur leur visage quand les instructeurs aboient un garde-à-vous. Mais aussi l'émotion de ces « recrues » sur le point de devenir de vrais marines à l'issue de onze semaines d'entraînement forcené et de cette épreuve d'endurance dite du « *crucible* » (creuset). Puis, alors que les larmes coulent sur leurs joues, ils reçoivent de leurs instructeurs – ou DI, pour Drill Instructors –, comme on reçoit la communion, l'insigne noir de l'aigle, de l'ancre et du globe. Ils sont désormais membres de l'US Marine Corps (USMC), l'élite de l'élite de l'armée américaine et, affirment-ils, du monde entier. Une douche, et c'est leur premier repas d'« *hommes* », ce plantureux « *petit déjeuner du guerrier* » où ils avalent leur premier café depuis trois mois.

Sur le stade tout proche, 113 jeunes femmes avaient paradé la veille, uniforme et cheveux impeccables, en hurlant des chants de marche. Sabre au clair, chapeau à la Baden Powell, la sergent-chef Denise Rosario conduisait la manœuvre d'une voix forte. Huit jours après leur « *crucible* », elles faisaient leur entrée dans cette « *famille de 174 000 membres* », presque les effectifs de l'armée de terre française ! L'unique différence entre hommes et femmes est que l'on exige d'elles des performances moins élevées en saut et en course, qu'elles remplacent les « *pompes* » par des tractions et gardent coiffure et dessous de leur choix. Pour le reste, le chemin de croix est le même. Parents et amis étaient là, premier rappel de ce monde extérieur dont elles étaient coupées depuis trois mois – à l'exception d'un coup de fil à Noël et du courrier. Ni café ni thé – ça excite et ça déshydrate –, ni télévision ni journaux, vingt-quatre heures sur vingt-quatre sous l'œil impitoyable du DI.

Le mauvais temps a empêché les parents de Zeraïda de venir. « *J'ai appris la force du mental, le respect de moi-même. Si vous vous y mettez tout entière, il n'y a rien que vous ne puissiez accomplir* », récite-t-elle avant de reconnaître qu'elle a souvent voulu abandonner. Melinda a dû rompre avec son ami – « *mais ça en valait la peine* » – et a quitté son emploi pour une aventure « *fantastique et dure* » ; elle rêve d'être garde de sécurité dans une ambassade. Venue voir, la femme d'un instructeur est moins impressionnée : « *Ces DI femelles ont parfois trop de testostérone* », dit-elle, avant d'ajouter que si son mari aboie à la caserne, à la maison « *C'est moi qui crie !* »

Les femmes sont passées au moule séparément des hommes dans cette véritable usine à soldats ; elles font partie intégrante du « *Corps* », dont elles représentent moins de 10 % des effectifs. Cette séparation des sexes va à l'encontre du reste des forces armées où garçons et filles sont formés ensemble, au nom du politiquement correct. Au risque, disent les critiques, que cet entraînement ressemble trop à un camp de vacances. Chaque année, 21 000 jeunes, dont 2 700 filles, passent par Parris Island ; 17 % des garçons et 25 % des filles abandonneront en cours de formation. Ils ont été triés dans les centres de recrutement à travers le pays, comme celui de la banlieue de Washington où officient les sergents-chefs Nottingham, blond et grand, et Smith, noir et râblé. Ces recruteurs parcourent les rues, les écoles et les entreprises à la recherche de matière première « *moralement qualifiée* ». Leur langage est un curieux cocktail de gloire militaire et de jargon commercial. Sanglés dans leur uniforme bleu bardé de médailles – que le sergent-chef Smith appelle « *du bon-bon pour les yeux* » –, ils enflamment l'imagination de jeunes lycéens avides d'aventure.



T. STODDARD/TIPC/COSMOS

Les marines contre le « chaos »

Soigneusement recrutés, sélectionnés, endoctrinés, dressés à tuer et à combattre dans les conditions les plus extrêmes, les marines nomment le monde civil et leurs ennemis le « chaos ». Plongée dans l'élite de l'armée américaine

« *Je distribue ma carte de visite, je fais des conférences auprès des jeunes. Parfois je vais chez McDo. Je demande aux vendeurs s'ils ont vraiment envie de passer leur vie derrière le comptoir ! Je leur parle du métier dur mais exaltant des marines* », explique son collègue Nottingham. Il ajoute : « *Nous sommes à l'avant-garde du contrôle de qualité* ». Il est en effet chargé de trier les demandes, certaines sérieuses, d'autres plus douteuses, de donner un coup de main aux recrues potentielles auxquelles il manque un tout petit quelque chose pour remplir les critères, et de préparer les candidats retenus au choc culturel qui les attend. Car, dès la signature de leur contrat, certains ont ce qu'il appelle « *le regret de l'acheteur* ». Mais le résultat est positif : en trente mois, il a recueilli des centaines de candidatures, dont 72 sont entrés dans la « *famille* ». Le recrutement est crucial. On y détache souvent les meilleurs éléments, et son budget est important même si, selon le sergent-chef Smith, « *nous sommes bien loin des 40 millions de dollars par an que l'armée dépense en publicité* ».

Le premier contact avec Parris Island est réglé comme un spectacle. Arrivées au milieu de la nuit après un long voyage en bus, les « *recrues* » sont accueillies par une grande gueule de sergent qui leur hurle aux oreilles, mises en rangs sur des traces de pas peintes sur l'asphalte, terrorisées au point que presque toutes diront qu'à ce moment elles n'avaient qu'une seule envie, s'enfuir. C'est là que, la boule à zéro, commence « *l'endoctrinement, pas le lavage de cerveau* », précise le capitaine Faust. Il faut éradiquer l'individualisme pour recréer un individu nouveau, « *façonner une marine à partir d'un morceau de boue, de pâte* », ajoute la sergent Hubbard, blonde, chignon tiré sur la nuque. « *C'est un défi que de former des "couch potatoes" [ceux qui passent leur temps devant la télé] qui, avant de venir ici, n'avaient aucun sens de ce qu'elles voulaient faire de leur vie. On leur instille des valeurs morales* ». Le « *je* » est proscrié, on devient « *la recrue untel* », membre d'un peloton où tous sont solidaires, à commencer dans les punitions.

Les marines ont compris avant les autres les relations publiques et n'ont pas eu les graves problèmes de recrutement qu'ont connus les armées pendant les années de prospérité et de plein emploi qui vien-

ment de s'achever en Amérique ; la vague de patriotisme qui a suivi les attentats du World Trade Center et du Pentagone fera sans aucun doute grimper les vocations. Pas de racisme – du moins avoué : on n'est ni noir ni blanc, mais « *vert* ». En dépit, ou peut-être à cause de la férocité de l'apprentissage, l'image est positive, même si beaucoup la trouvent un peu trop machiste. On ne vous promet que du sang, de la sueur et des larmes, disent les sergents recruteurs, même pas un bon salaire puisqu'un marine débute à moins de 900 dollars par mois avant impôts. Mais certaines recrues sont attirées par la promesse de prise en charge d'une partie des études supérieures à la fin du contrat.

La formation n'est peut-être pas plus sélective qu'ailleurs, mais les marines ont su lui donner une dimension héroïque hollywoodienne. Mais pas de casier judiciaire et « *tolérance zéro* » pour la drogue. L'ancienne pratique du Sud, où le shérif donnait à un jeune délinquant le choix entre « *quatre ans de tôle ou autant chez les marines* », n'est plus de mise, car la demande dépasse l'offre. Un exemple qui pourrait intéres-

ser les militaires français, lesquels découvrent un quart de siècle après les Américains que l'armée de métier est, elle aussi, confrontée à la loi du marché. Partout, tout le temps, en rangs, ils ou elles marchent, courent, sautent, font l'exercice, s'entraînent, tirent, boxent ou luttent, rappelés à chaque instant à l'ordre par les hurlements de leurs DI. Ils apprennent à se servir de leurs jambes, membres de moins en moins utilisés par les GI, habitués à être véhiculés, et à viser juste : chaque marine, du cuisinier à l'officier, est avant tout un tireur. Dans la chambrée du 1 043^e peloton, le sergent Manzano, cheveux ras, mâchoire carrée, érupte des ordres à des jeunes arrivés depuis trois semaines qui s'embrouillent les pieds. Pour toute

faute, il faut recommencer, et encore recommencer. Seuls répit, les repas avalés en silence, huit heures de sommeil et une heure de détente utilisée à cirer ses bottes. Slogans et informations à apprendre par cœur sur les murs et jusque dans les toilettes. On se soulage même face à un tableau indiquant le degré de déshydratation et le nombre de litres à boire pour y remédier, les grades, les « *onze instructions générales* ». Bref, jamais une seconde à perdre.

Après onze semaines épuisantes, l'épreuve n'est pas terminée : depuis 1996, le général Krulak y a ajouté ce « *crucible* », épreuve initiatique censée exalter la performance physique et l'esprit collectif. Au terme de cinquante-cinq heures – avec trois heures de sommeil par nuit et une demijournée –, entrecoupées par une douzaine de « *stations* » à l'image de celles du Calvaire dans lesquelles ils doivent tout donner et plus, ils parcourent en courant les neuf derniers miles qui les mènent au nirvana des marines. Tout est fait pour sacraliser cette formation. Obéissance aveugle au DI, qui se définit lui-même com-

Dotés d'une aviation, de navires, de blindés et d'artillerie, autosuffisants, les marines regardent avec mépris leurs camarades d'armes ; la rivalité est intense entre ceux qui se considèrent comme d'invincibles justiciers et la piétaille

me un père. Dans son livre, *Making the Corps*, Thomas Ricks cite un aumônier qui définit Dieu comme « *le DI suprême* ». On dénigre ce qui est civil pour mieux faire la différence entre l'idéal des marines – dont la devise est « *Semper fidelis* » (Toujours fidèles) et le mot d'ordre « *Honneur, courage et engagement* » – et le monde des civils, laxiste, immoral, miné par la criminalité et parfois qualifié de « *chaos* », mot qui désigne également l'ennemi.

Déconstruit et reconstruit, le nouveau marine a cessé de ressembler à un zombie. Finis les hurlements des DI ; maintenant on lui explique qu'il s'agissait de le mettre en situation de stress, comme dans la réalité. Cet idéal héroïque résistera-t-il aux faits ? Il aura fallu attendre les années 1980 pour que cessent les bri-

mes qui ont parfois conduit à de mortels incidents ; et encore, certains sous-officiers regrettent le bon temps où l'on fermait les yeux sur les vexations. Encouragés à lire des ouvrages militaires, certains découvriront peut-être que les guerres n'ont pas toujours été propres, en particulier au Vietnam. Ils s'interrogeront peut-être sur cette justice de caste qui a vu un jury de marines acquitter un pilote qui, au cours d'acrobaties aériennes, avait rompu le câble d'un téléphérique en Italie, faisant vingt morts parmi le « *chaos* » civil. Peut-être aussi se demanderont-ils si cette coupure manichéenne entre marines et civils qui leur a été inculquée ne risque pas d'être nuisible pour une société démocratique.

En attendant, les marines se forment à la guerre de demain, qui est aussi celle d'aujourd'hui. Coup de poing de l'Amérique projeté vers les zones hostiles, ils étudient depuis les années 1930 les « *petits conflits* », ont adopté le concept de « *guerre des trois pâtés de maison* » – dans l'un, on fait de l'humanitaire, on se bat dans le second, et, dans le troisième, on pratique « *l'action psychologique* » –, ainsi que celui de guerrier urbain, explique le colonel Kearney, chef des commandements unifiés et de la formation. Ils se préparent à des situations où les marines, seuls ou en petits groupes, devront prendre leurs décisions sans contact avec la hiérarchie. Dotés d'une aviation, de navires, de blindés et d'artillerie, autosuffisants, ils regardent avec mépris leurs camarades d'armes ; la rivalité est intense entre ceux qui se considèrent comme d'invincibles justiciers et la piétaille.

Ils se sont dotés d'une capacité d'intervention à travers le monde en temps réel. A Guam dans le Pacifique, à portée du Japon et de la Chine, à Diego Garcia, dans l'océan Indien à proximité du Golfe, et en Méditerranée, ils ont prépositionné des forces maritimes, ou MPF : ces navires chargés jusqu'à la gueule sont prêts à apporter, là où il faudra intervenir, armement lourd et léger, vivres et médicaments. C'est là, sur le terrain – peut-être bientôt autour de l'Afghanistan, où leur orgueil exigera qu'ils soient les premiers envoyés pour débusquer Oussama Ben Laden –, que le « *crucible* » se transformera en réalité pour ces hommes formés à tuer, mais qui, pour la plupart, n'ont jamais vu de près ou de loin une vraie guerre.

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 202 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0-803-022-021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

La « gaffe » de Berlusconi

A peine commençait-on à oublier la malheureuse formule de George W. Bush appelant à la « croisade » contre le terrorisme qu'un autre dirigeant occidental, Silvio Berlusconi, tenait à son tour des propos inacceptables en affirmant la « supériorité » de la civilisation occidentale. Propos doublement inacceptables. D'abord parce qu'ils tendent à idéaliser les valeurs de l'Occident tout en démonisant celles du reste du monde, au risque d'une excessive simplification des unes et des autres. Ensuite parce qu'ils relancent l'idée dangereuse d'un « choc des civilisations » dont le christianisme et l'islam seraient deux des protagonistes.

Les déclarations du président du conseil italien ont suscité une vague de réprobation justifiée, notamment de la part des dirigeants arabes et de la plupart des dirigeants européens. Le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, les a jugées « racistes » avant de demander « des excuses ». Louis Michel, le ministre belge des affaires étrangères, qui dirige la troïka européenne chargée d'expliquer la position de l'Union, a affirmé qu'elles n'étaient « pas acceptables », le chef de la diplomatie espagnole a parlé d'une « profonde erreur » et le premier ministre néerlandais de propos « très regrettables ». Le premier ministre britannique, tout en refusant de commenter ces déclarations, a appelé à établir entre les religions « une plus grande compréhension » plutôt qu'à les diviser. Les paroles de Silvio Berlusconi,

qualifiées par son vieil adversaire italien Massimo D'Alema de « gaffe planétaire », ne vont pas dans ce sens.

Elles sont en contradiction avec la position adoptée par les chefs d'Etat et de gouvernement européens, qui ont rejeté, au cours de leur réunion extraordinaire du 21 septembre, « tout amalgame entre les groupes de terroristes fanatiques et le monde arabe et musulman ». Le chancelier Schröder avait eu, à cette occasion, une heureuse formule en disant que le combat contre le terrorisme devait être un combat « pour la culture » et non entre les cultures. Il s'agissait, certes, pour les Quinze de ménager les Etats arabes modérés en refusant d'assimiler l'islam à l'islamisme, mais, par-delà ces considérations tactiques, leurs analyses étaient certainement plus conformes aux « valeurs » de l'Europe que celles de M. Berlusconi. Même Jean-Marie Le Pen, en France, a refusé de lancer l'anathème contre les musulmans, laissant pour le moment à son rival d'extrême droite Bruno Mégret le quasi-monopole de la vindicte contre l'islam.

Céder à la tentation de l'affrontement des cultures serait à coup sûr faire le jeu des terroristes. Les Américains ont su jusqu'à présent éviter le piège. Les Européens doivent montrer clairement qu'ils n'ont pas davantage l'intention d'y tomber. Il est dommage pour eux qu'en ces circonstances l'Italie soit si mal représentée. Et M. Berlusconi si conforme à l'image que se faisaient de lui, avant son élection, ses plus sévères détracteurs.

La guerre « asymétrique » entre les terroristes et les Etats-Unis

SUR UNE INCITATION ferme de l'administration Bush, les armées américaines ont ressuscité un ennemi qui leur faisait défaut depuis le démantèlement de l'empire soviétique et l'écroulement de l'armée rouge. Elles ont troqué l'absence d'un adversaire ciblé pour la désignation publique d'un ennemi formalisé et identifié en tant que tel : le terrorisme international.

« Le cap est fixé », a dit Louis XV, avant la bataille de Fontenoy, en 1745, quand le roi de France, voulant montrer la voie à suivre, donna ses consignes au maréchal de Saxe face aux Anglais et aux Hollandais. Désormais, les armées américaines, emmenées par Donald Rumsfeld, secrétaire à la défense, savent contre qui se mobiliser : les réseaux d'Oussama Ben Laden, leurs affidés dans une soixantaine de pays et les complices qui sont accusés de les abriter.

C'est par une ironie de l'histoire que les forces américaines en sont arrivées là. Une aventure relativement récente et inédite. Sans remonter au conflit vietnamien, le Pentagone avait affirmé, après la guerre du Golfe, qu'il y aurait un avant et un après 1990-1991, puis, au lendemain des raids de l'OTAN au Kosovo et en Serbie, qu'il y aurait un avant et un après 1999. Ce qui voulait signifier que les conflits étaient en train de changer de forme, d'intensité et, presque, de nature.

Dépassant le concept de stratégie indirecte, qui s'oppose à celui d'une bataille frontale et qui, un temps, a fait florès, l'establishment militaire, outre-Atlantique, a alors imaginé qu'il lui fallait modifier ses modes de raisonnement et ses pratiques éventuelles sur le terrain. C'est l'apparition du concept, cher aux stratèges américains et, plus spécialement, au sein de l'armée de l'air, de « guerre asymétrique ». Il

faut entendre, par là, la capacité militaire que sont censées procurer la technologie et la sophistication des équipements ou des procédures de mener des actions précises en un point, choisi pour sa vulnérabilité, d'un dispositif adverse submergé par la supériorité qualitative – pas nécessairement quantitative – des nouveaux outils de bataille. Délivrée à l'instant qu'il convient, dans les délais requis, sur une portion bien sélectionnée du territoire ennemi, la frappe devenait alors décisive pour la suite des événements dès lors qu'on parvenait à maîtriser ses effets.

Pour les Américains, la « guerre asymétrique » ne se confond pas obligatoirement avec les affrontements entre pays développés et pays pauvres, ni avec la « guerre zéro mort », cette nécessité, vis-à-vis de l'opinion aux Etats-Unis même, d'avoir, dans son propre camp, le moins possible de pertes. C'est plutôt le triomphe assuré de la technologie et l'effet de surprise garanti. L'illustration de cette thèse, qui en a pris beaucoup au dépourvu quand la démonstration a eu lieu, fut, au printemps 1999, l'usage, par les avions américains au-dessus de Belgrade, des bombes au graphite qui ont atteint au moral la population en la privant d'énergie et en la contraignant à vivre momentanément dans le noir.

UNE LEÇON BIEN APPRISE

Les attentats de New York et de Washington montrent que, d'une certaine façon, les terroristes ont appris – et appliqué à la lettre – la leçon que les Etats-Unis avaient commencé d'inscrire dans leurs manuels de stratégie. Sans copier nécessairement, mais en adaptant, à leur manière, la théorie de la « guerre asymétrique ». Voire, aussi, comme le fait un disciple imaginaire, en la retournant contre son maître d'école.

Les cibles, d'abord. Le moins qu'on puisse constater, c'est qu'elles ont été choisies pour le symbole singulier qu'elles représentaient de la puissance américaine, pour le retentissement médiatique immé-

diat de l'action entreprise et pour la vulnérabilité exceptionnelle de tels objectifs. On est donc bien dans la « guerre asymétrique ».

Les méthodes, ensuite, et c'est là que les terroristes ont pris à contrepied la théorie américaine tout en respectant l'esprit. Ils ont écarté toute idée de technologie de pointe et s'en sont tenus à un seuil d'agression qui était à leur portée. Certes, ils ont détourné quatre Boeing, le fleuron de l'aéronautique civile aux Etats-Unis, sur le sol national. Mais ils ont dicté leur propre ordre de bataille et leur propre sens de la manœuvre à Washington, en les réduisant l'un comme l'autre à des modes d'action relativement rudimentaires et en donnant la priorité à leurs effets brutaux. Ce type de terrorisme, par le secret dont il entoure ses initiatives et par sa radicalité, impose son champ de bataille, autant que la « guerre asymétrique », menée par les Américains quand et là où ils décident d'y avoir recours, est censé déterminer ses propres lois et enjeux.

Dans la « guerre asymétrique », chacun des adversaires en appelle à des moyens différents, à son niveau, sans chercher à rivaliser avec l'autre et, en fin de compte, en évitant de s'affronter face à face.

Aujourd'hui, Washington tente de reprendre la main. Chef des armées, George W. Bush n'hésite pas à parler publiquement de ces actions clandestines (*covert actions*) – pas seulement de renseignement – qu'il sera amené à assigner ou qu'il a déjà confiées à ses services spéciaux, qu'ils relèvent ou non du Pentagone. Certains dénoncent un « terrorisme d'Etat ». Pour ces opérations, des armées régulières ne sont pas les mieux placées. Mais, sur elles, le président des Etats-Unis a jeté un voile opaque et il a laissé dire que son administration maniait le mensonge. Au point, a encore ajouté M. Bush, qu'elles ne seront pas revendiquées, pas davantage que ne l'ont été les derniers attentats.

Jacques Isnard



Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.
Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhometu
Directeur artistique : Dominique Royette ; adjoint : François Lichon
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer
Rédaction en chef centrale :
Alain Frachon, Eric Fottorino, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre
Rédaction en chef :
Alain Deboue (International) ; Anne-Line Roccati (France) ; Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Serge Marti (Le Monde Economie)
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pillaux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourme (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 166 859 €. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Hausse des prix et subventions

LE SALAIRE minimum garanti a été relevé de 15 % environ, et l'ensemble des salaires va augmenter dans une proportion voisine de ce pourcentage. Les prix des charbons français ont été majorés de 20 % au départ de la mine. Cela a une répercussion directe sur les prix de l'acier. Mais d'autres causes encore rendaient inévitable le relèvement des prix des produits sidérurgiques. Ceux-ci, qui n'avaient pas bougé depuis octobre 1948, avaient été relevés de 18 % en moyenne le 26 avril. Les industriels avaient déclaré cette majoration très insuffisante, car, d'après eux, elle ne leur permettait pas de financer leurs amortissements. Depuis lors, les salaires et les prix des charbons et de la ferraille ont encore monté. Aussi les sidérurgistes demandaient-ils une nouvelle hausse de 25 %. Le gouvernement a décidé que la majoration moyenne serait de 22 %.

Quelles seront les répercussions directes de cette décision sur les autres produits ? On a parlé d'une hausse de 3 % à 4 % sur les prix des automobiles. Cependant, cette information est prématurée. En effet, le gouvernement n'a pas terminé sa tâche. Il lui reste, notamment, à fixer les tarifs de l'électricité. Il devra aussi se préoccuper de l'aggravation du déficit de la SNCF à la suite de la hausse des salaires. Majorera-t-on les tarifs ou se résignera-t-on à des subventions nouvelles ? Il va falloir aussi fixer les prix du lait et des betteraves. La hausse du coût de la vie restera-t-elle dans les limites que lui a assignées le gouvernement, et ne dépassera-t-elle pas de 15 % par rapport au niveau du mois de mars ?

M. T.

(29 septembre 1951.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-89. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Du Far West au Moyen-Orient

« L'OUEST EST L'OUEST et l'Est est l'Est, disait Kipling, et ces deux-là ne se rencontreront jamais. » L'attaque des tours du World Trade Center et du Pentagone et la manière dont les Etats-Unis y réagissent donnent à penser que ce jugement n'a rien perdu de sa valeur. Les auteurs des attentats se sont-ils imaginé que les Américains allaient se dégonfler ? C'est tout le contraire qui s'est produit, puisqu'on a assisté à un formidable réflexe patriotique. Mais ce réflexe relève pour l'essentiel, ce qui n'est pas surprenant, surtout avec un président texan à la barre, de la logique du Far West, et n'a donc pas beaucoup de chances d'impressionner leurs ennemis.

Qui pouvait croire que les talibans allaient livrer Ben Laden ? Les mollahs lui ont conseillé, certes, de quitter « de son plein gré » l'Afghanistan, ce qu'il a peut-être déjà fait à l'heure actuelle, la frontière avec le Pakistan, qui sépare artificiellement en deux le même peuple pachtout, étant pratiquement impossible à boucler. Si tel est le cas, il sera encore plus difficile à retrouver, quand ce ne serait que parce que le Pakistan est plus grand, la structure tribale de sa région du Nord-Ouest particulièrement impénétrable, ses montagnes encore plus hautes, leur neige bientôt encore plus dense. Et surtout parce que la population, dans sa grande majorité, est très loin d'approuver la politique de coopération avec les Etats-Unis du général-président Moucharraf.

De toute façon, ce n'est pas seulement Ben Laden que George W. Bush exige de se faire livrer mort ou vif. Dans le discours qu'il a prononcé le 20 septembre au Congrès, il a réclamé la remise aux Etats-Unis de tous les leaders de l'organisation Al-Qaïda qui se cachent en Afghanistan, la fermeture de tous les camps d'entraînement des terroristes et la possibilité pour les Américains d'y pénétrer, pour s'assurer qu'ils ont bien cessé de fonctionner. Il ajoute que ces requêtes ne sauraient faire l'objet de négociations et que, si les talibans ne livrent pas

les terroristes, ils partageront leur sort. Autrement dit, ils doivent capituler sans conditions.

Est-ce le bon moyen de convaincre les égarés de leur erreur ? Le président des Etats-Unis ne prête pas la moindre attention aux mobiles d'un fanatisme dans lequel on les a, dans la plupart des cas, enfermés dès l'école, sans comprendre qu'il les enferme ainsi un peu plus dans leur aveuglement.

Déjà, dans de précédentes interventions, il avait employé un vocabulaire manichéen qui paraissait imaginé pour fournir des arguments à Ben Laden : ainsi de l'encouragement à l'esprit de « croisade », alors que les exploits, trop souvent sanglants, des croisés ont laissé assez de mauvais souvenirs en Orient pour que l'un des mots d'ordre dudit Ben Laden soit la lutte « contre les sionistes (ou contre les "juifs") et les croisés ».

IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

Rien n'est fait ou dit, en dehors de la menace, pour détourner ces larges fractions de l'opinion musulmane qui, sans nécessairement approuver les attentats du 11 septembre, applaudissent tout ce qui affaiblit une puissance ayant par trop, pour parler comme François Léotard, « médiatisé la richesse », et que son hégémonie fait volontiers considérer comme la principale responsable des malheurs des autres. « Carry a big stick and speak softly », disait-il y a un siècle l'un des principaux apologistes de l'impérialisme américain, le président Theodore Roosevelt. Son actuel successeur fait tourner son big stick à la ronde, mais néglige de parler doucement...

On en revient au binôme de la guerre froide : il y avait les *statu quo powers*, les puissances qui défendaient l'ordre établi, et les autres, les *anti-statu quo powers*, qui cherchaient d'une manière ou d'une autre à le remettre en question. La nouveauté est que le camp des premières s'est fantastiquement élargi. Non seulement l'OTAN, qui s'est étendue à l'ex-RDA, à la Pologne, à la Hongrie et à la République tchèque, a, pour la première fois de son histoire, considéré sans restriction aucune que

la menace contre les Etats-Unis constituait une menace contre l'Alliance dans son ensemble, alors que le pacte sur lequel elle repose avait essentiellement pour objet de faire protéger par l'Amérique sa partie européenne. Mais la Russie et la Chine ont donné leur caution à la coalition, trop contentes de faire oublier, dans le cas de la première, la guerre de Tchétchénie, dans celui de la seconde, l'assimilation méthodique du Tibet et du Xinjiang, le Turkestan chinois.

SOUTIENS ENCOMBRANTS

La Syrie, qui avait déjà soutenu en 1990 l'action alliée contre Saddam Hussein, revient à la charge, en dépit des propos antisémites récemment tenus par son actuel président. Il n'est pas jusqu'à l'Iran, hier encore l'un de ces « *Etats voyous* » contre lesquels George W. voulait déployer son bouclier antimissile, qui n'encourage le « *Grand Satan* » jadis dénoncé par Khomeiny à le débarrasser de ces talibans dont le comportement le gêne fort. Quant à Yasser Arafat, qui a payé cher le fait de se tromper de coalition il y a dix ans, il proclame haut et fort, cette fois, son appartenance au camp pro-américain.

L'histoire des derniers siècles devrait pourtant nous amener à montrer quelque circonspection à l'égard de tels soutiens, commodes sur le moment, mais qui peuvent se révéler bien encombrants par la suite. Personne n'ignore plus que les Américains ont fortement contribué à l'arrivée des talibans en Afghanistan, où ceux-ci étaient aux premières loges dans la lutte contre les Soviétiques, alors soupçonnés de vouloir s'assurer un accès aux mers chaudes quand ils cherchaient surtout à contenir la poussée islamiste, ni que Ben Laden a longtemps travaillé pour la CIA. Il s'agissait aussi de préserver le tracé d'éventuels gazoducs de la Caspienne à l'Océan Indien. Si la situation a basculé, c'est, comme Ben Laden l'explique lui-même, parce qu'à la faveur de la guerre du Golfe les Etats-Unis ont installé quelque dix mille soldats en territoire saoudien, à deux pas des Lieux saints

de l'islam. Aux yeux des islamistes, c'était là un insupportable blasphème.

On peut penser qu'il n'est pas seul de son avis et que sa déchéance de la nationalité saoudienne n'empêche pas un certain nombre de Saoudiens non seulement de lui donner raison, mais de l'aider, grâce notamment aux moyens financiers dont ils disposent. George Bush va-t-il s'intéresser à cet aspect des choses ? Pour le moment, il s'est contenté de faire geler les avoirs de vingt-sept individus ou organisations soupçonnés, probablement à juste titre, d'alimenter le terrorisme, et il est resté bien discret sur le rôle de ces paradis fiscaux que l'argent sale engraisse à longueur de journée.

Il serait pourtant surprenant que tant de trafics irréguliers ne créent pas chez l'un ou l'autre quelques tentations plus matérielles. « Il n'y a qu'un moyen de se débarrasser de Ben Laden, nous disait récemment une personnalité de la région, c'est celui qui a conduit à l'assassinat de Massoud : la trahison. » Manière de dire que, même chez les islamistes, il y a des gens prêts à se faire acheter. Sans recourir à ce moyen extrême, ne peut-on imaginer quelque action sur les trafics dont ils vivent ?

André Fontaine

RECTIFICATIF

PARIS ET LA COURONNE

Notre carte sur les 22 communes de la petite couronne (*Le Monde* du 28 septembre) comportait une inversion de légende entre le boulevard des Maréchaux et le boulevard périphérique.

PRÉCISION

SECOURS ISLAMIQUE

L'organisation non gouvernementale (ONG) Secours islamique à travers le monde (Islamic Relief Worldwide), fondée en Grande-Bretagne en 1984, précise qu'elle n'a aucun lien avec l'ONG saoudienne International Islamic Relief, contrôlée par le groupe BinLadin (*Le Monde* du 15 septembre).

EMPLOI Le nombre de chômeurs s'est accru en août pour le quatrième mois consécutif, selon les statistiques publiées, vendredi 28 septembre, par le ministère de l'emploi et

de la solidarité. En hausse de 0,5 % (+ 11 100), il atteint 2 127 800, soit 9 % de la population active. Mais sur un an, le chômage a baissé de 8,3 % (- 192 600). ● LIONEL JOSPIN a

demandé aux acteurs économiques, jeudi, à Nantes, lors des journées parlementaires du PS, de faire preuve de « patriotisme économique » pour soutenir l'activité. Il a reconnu que

le chômage « n'est plus spontané-ment à la baisse ». ● LE PLEIN-EMPLOI, que le premier ministre fixait encore récemment comme un objectif à l'horizon 2010, reste une

perspective « pertinente », assure Jean Pisani-Ferry, président délégué du conseil d'analyse économique, dans son livre intitulé « La Bonne Aventure » (La Découverte).

Le chômage augmente pour le quatrième mois consécutif

Le nombre de demandeurs d'emploi s'est accru de 0,5 % en août (+ 11 100). La confirmation de cette tendance, enregistrée avant les attentats aux Etats-Unis, contraint le gouvernement à en appeler au « patriotisme économique » des entreprises et des consommateurs

À NOUVEAU, le chômage est à la hausse. En août, selon les statistiques publiées vendredi 28 septembre par le ministère de l'emploi, 11 100 demandeurs d'emploi supplémentaires se sont inscrits à l'ANPE, soit une progression de 0,5 %. Moins préoccupant que les 39 600 chômeurs de plus enregistrés en juillet, ce nouveau bilan mensuel confirme cependant la tendance enregistrée depuis quatre mois. En cumulé, près de 65 000 personnes sont venues grossir les rangs des chômeurs, annulant ainsi le nombre, quasi identique, des créations d'emploi au deuxième trimestre 2001. Le taux de chômage calculé par le Bureau international du travail est remonté à 9 % de la population active en août (8,7 % en mars).

Surtout, le chômage de longue durée a cessé de diminuer : le nombre de personnes à la recherche d'un emploi depuis un an ou plus augmente de 0,8 %. Avec cet indicateur, le gouvernement perd l'un de ses principaux motifs de satisfaction. Jusqu'ici orienté à la baisse, il prouvait, en effet, que l'amélioration du marché du travail n'était pas simplement conjoncturelle. « Nous devons intégrer le fait que la pente naturelle de l'emploi n'est plus spontanément à la baisse du chômage », a convenu Lionel Jospin, jeudi soir, à Nantes, en marge des journées parlementaires du PS (lire page 14). « Je pense que, si nous traversons cette période de quelques mois, nous pourrions retrouver le mouvement qui nous a conduits à faire diminuer le chômage d'un million de personnes », s'est empressé d'ajouter le premier ministre.

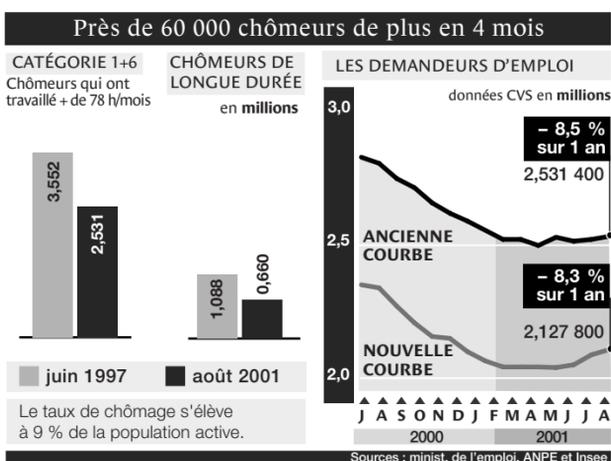
Après ces derniers mois marqués par un ralentissement économique, et plus encore depuis les attentats aux Etats-Unis, le gouvernement bataille contre son pire enne-

mi : le pessimisme. Convaincu que l'économie est aussi affaire de « psychologie », il en appelle désormais au « patriotisme économique ». Cette formule lancée par Jean-Marc Ayrault, le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a été reprise par le chef du gouvernement dans un entretien publié jeudi par *Ouest-France*. « La responsabilité presque civique des chefs d'entreprise et des consommateurs » est engagée, a-t-il souligné.

Vendredi, il a reçu le soutien du président du Medef. « L'appel à cette mobilisation nous convient et nous l'avons relayé dans nos troupes », a déclaré Ernest-Antoine Seillière sur France-Inter. « Les entreprises françaises et le Medef sont fondamentalement patriotes » et font « tout pour qu'il y ait le maximum d'emplois et de croissance », a déclaré le patron des patrons. « Mais les mots ne suffisent pas », a-t-il ajouté en exhortant le gouvernement « à établir un partenariat avec les entreprises ».

Français, Françaises, consommez ! Gardez confiance ! Le pire des scénarios serait que les suppléments de revenus distribués par le gouvernement à travers la baisse des impôts et la prime pour l'emploi, gonflent l'épargne plutôt qu'ils n'alimentent la consommation. « Les partisans du pessimisme ne nous apportent strictement rien si ce n'est le fardeau de la résignation », a fustigé Laurent Fabius, également présent à Nantes. Repoussant l'idée d'une « récession », le ministre de l'économie a défendu le taux de croissance de 2,5 % en 2002 établi par Bercy. Une prévision aujourd'hui contestée par la plupart des économistes, mais aussi par M. Seillière, qui la juge « irréaliste ».

Dans ce contexte tendu, les chif-



fres du chômage pèsent de tout leur poids. Fait rarissime, le gouvernement avait d'ailleurs commencé à les commenter avant même leur

publication, dans l'espoir de « déminer » le terrain. En août, le nombre global des demandeurs d'emploi a atteint 2 127 800. Si l'on

inclut ceux qui ont exercé une activité réduite de plus de 78 heures dans le mois (+ 0,2 %), ce nombre passe à 2 531 400. L'accroissement des demandeurs d'emploi est particulièrement marqué chez les personnes âgées de 50 ans ou plus (+1,5 %), ainsi que pour les adultes de 25 à 49 ans (+0,6 %), tandis que le nombre de jeunes reflue légèrement, cette situation profitant exclusivement aux jeunes femmes.

Si les sorties de l'ANPE continuent de progresser (+ 2,8 %), celles consécutives à une reprise d'emploi ou à une entrée en stage diminuent nettement (-7,5 % et -12 %). Preuve que les entreprises jouent désormais la carte de la prudence. Légèrement en repli par rapport au mois précédent, les licenciements économiques, en variations des corrigées saisonnières, sont en hausse de 3,8 %.

Pour le ministère, la remontée du chômage traduit aussi d'autres

phénomènes. Quelque 4 500 inscriptions résulteraient ainsi de la fin du service militaire et environ 3 000 de celle des conventions de conversion supprimées avec l'application du plan d'aide au retour à l'emploi. « Si l'on tenait compte de ces effets, il y aurait eu une quasi stabilité du chômage », affirme-t-on dans l'entourage d'Elisabeth Guigou. Il est vrai, aussi, que, traditionnellement, août est un mois atypique parce que les entreprises embauchent moins. Mais cette atonie est souvent compensée par les métiers saisonniers. Bref, ce n'est pas la meilleure période pour tirer des conclusions définitives. Autrement plus déterminants seront les résultats de septembre, publiés fin octobre. C'est en effet à la lecture du prochain bilan que pourra commencer à se lire l'impact éventuel de « l'effet World Trade Center ».

Isabelle Mandraud

M. Pisani-Ferry juge que la perspective du plein-emploi reste « pertinente »

L'AVERTISSEMENT de l'auteur est juste : « Ce livre ne vient pas à son heure », écrit Jean Pisani-Ferry, en introduction à son livre *La Bonne Aventure. Le plein-emploi, la marche, la gauche*, publié le 4 octobre aux éditions La Découverte.

« Il traite du plein-emploi (...) alors que la baisse du chômage a marqué le pas. Il est optimiste alors que l'humeur est devenue plus morose. »

L'ancien conseiller de Dominique Strauss-Kahn, aujourd'hui président délégué du conseil d'analyse économique (CAE) rattaché à Matingon, a rédigé ces lignes sur fond de ralentissement économique. Il ne pouvait, évidemment, pas prévoir que surviendrait, en plus, les attentats aux Etats-Unis... « L'incertitude est certes aujourd'hui très forte mais, à horizon de cinq ou dix ans, la question du plein-emploi reste pertinente », assure M. Pisani.

« En France, écrit-il, nous n'avons guère la culture du cycle, et nous avons trop facilement tendance à prolonger les courbes : quand la croissance est de 3 % ou 4 %, nous projetons qu'elle va rester sur cette pente pendant dix ans. Quand elle est de 1 % ou 2 %, nous faisons de même. Erreur. » Piqué au vif par les critiques qui avaient entouré sa « Propositions pour un retour au plein-emploi », contenues dans un rapport du CAE (Le Monde du 6 décembre), l'auteur, étiqueté alors social-libéral par une partie de la gauche, récidive.

Il dresse le portrait d'une France, en 2010, où la fiscalité, « simplifiée et réformée », aurait « fait une place importante à l'impôt négatif ». Le taux de chômage atteindrait 5 %, les ouvriers ne représenteraient plus qu'un cinquième de la population

active ». Il n'y aurait « plus beaucoup de grandes entreprises françaises ».

Les 35 heures n'existeraient plus. L'individualisation serait la « norme » et les cadres, « à l'image des Japonais de jadis », stockeraient des jours de congé. Une nouvelle réforme des retraites se profilerait, celle engagée en 2003 n'étant pas achevée. Sous l'impulsion de Nicole Notat, à la tête de la Confédération européenne des syndicats (CES), les gouvernements européens étudieraient « ce qu'ils pourraient faire pour que la zone euro fonctionne mieux ». Bref, un nouveau « contrat social » serait à l'œuvre. Telle est la « bonne aventure » que continue de prévoir M. Pisani.

En attendant, la gauche, estimée-t-il, piétine. « Attachée à la thématique du changement, fière de ses réformes sociales, elle se voit toujours comme le parti du mouvement mais, faute d'un projet économique qui lui soit propre, elle a du mal à en définir la direction ». Elle semble tétanisée par le mouvement de « résistance » que l'auteur fait naître avec les grèves de novembre-décembre 1995, qui ont rencontré, depuis, « un écho certain » dans les mouvements antimondialisation ou contre les organismes génétiquement modifiés (OGM). « L'esprit de conquête a déserté, et aucune utopie ne structure la coalition des refus », dénonce l'auteur.

La politique de Lionel Jospin, inspirée « en droite ligne des intuitions de Keynes, qui soulignait à quel point "l'état de confiance" est décisif dans un système économique enclin à l'instabilité », a certes fait ses preuves, assure M. Pisani-Ferry. Mais il ajoute que les politiques de relance, parce qu'elles reposent « sur une vision simpliste du comportement des entreprises et des ménages », sont vouées à l'échec.

I. M.

LAGARDERE

RÉSULTATS SEMESTRIELS 2001

FORTE PROGRESSION DU RÉSULTAT D'EXPLOITATION DE LAGARDERE MEDIA : +13,8%
LE RÉSULTAT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ DU GROUPE PROGRESSE DE +20,1 % (*)

Le Conseil de Surveillance, réuni le 26 septembre 2001, a examiné les comptes du premier semestre 2001 présentés par MM. Jean-Luc Lagardère, Gérant, Arnaud Lagardère et Philippe Carus, co-gérants.

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ DU GROUPE

Le chiffre d'affaires consolidé de LAGARDERE s'élève à 6,277 M€ au premier semestre 2001, en hausse de 11,6 % (à comparer à 5,627 M€ au premier semestre 2000 sur une base pro forma).

- Dans un environnement plus difficile, Lagardère Media confirme sa dynamique de croissance interne : +4,7 % (contre +3,6 % un an plus tôt).
- Matra Automobile enregistre un niveau d'activité stable : +0,1 % à données comparables.
- Sur une base pro forma, le pôle Hautes Technologies enregistre une croissance élevée de ses activités (+34 %). Il bénéficie également de la consolidation par EADS des activités Airbus à 100 % contre 80 % auparavant.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ DU GROUPE

• **Lagardère Media**
Le résultat d'exploitation de Lagardère Media s'inscrit en forte progression : +13,8%. Il s'élève à 110 M€.

Cette progression est conforme à l'engagement pris de faire progresser le résultat d'exploitation de Lagardère Media de plus de 10 % au cours de l'exercice.

- Les branches Livre et Distribution & Services sont les principales contributrices à la progression de ce résultat : 42 M€ contre 19 M€ au premier semestre 2000.
- En dépit d'une nette dégradation du marché publicitaire nord-américain, la branche Presse parvient à maintenir son résultat d'exploitation.
- Enfin, Lagardère Active continue à supporter les coûts de développement de ses activités de forte croissance dans les secteurs numériques (TV thématique, services interactifs et Internet).

De façon générale, la performance globale reflète les premiers résultats du plan d'amélioration de la rentabilité, qui sera évidemment poursuivi.

Par ailleurs, le portefeuille d'activités de Lagardère Media offre un bon équilibre entre des activités peu, voire non sensibles à l'environnement publicitaire (Livre, distribution & services, TV thématique), et d'autres plus exposées (presse et radio) : soit environ 20 % du chiffre d'affaires réalisé par Lagardère Media, ainsi qu'une répartition géographique harmonieuse (43 % France, 36 % reste de l'Europe et 21 % reste du monde).

• **Hautes Technologies**
Comme prévu, les comptes du premier semestre sont impactés par une augmentation significative de la charge de Recherche & Développement, liée en particulier au programme A380. Dans le même temps, le résultat d'exploitation d'EADS bénéficie de la consolidation à 100 % d'Airbus contre 80 % un an plus tôt.

Au total, "même sans la consolidation à 100 % d'Airbus, EADS aurait atteint une croissance du résultat d'exploitation à deux chiffres, grâce à une bonne performance de l'ensemble de ses activités" (Axel Arendt, Directeur Financier d'EADS). Au total, la contribution d'EADS s'élève à 29 M€ pour l'ensemble du premier semestre 2001 dans les comptes consolidés de LAGARDERE, contre 4 M€ pour la même période de l'année 2000 (comptes pro forma).

• **Matra Automobile**
L'Espace a été le pionnier d'une catégorie de véhicules dont il est devenu le nom commun. Malgré une concurrence toujours plus vive, l'Espace de Matra-Renault résiste remarquablement bien.

La marge d'exploitation s'inscrit en léger repli. Elle reste néanmoins à un niveau élevé (6,1 %) en dépit de l'impact des frais de développement industriel et de lancement de l'Avantime.

en M€

	1 ^{er} sem. 2001			1 ^{er} sem. 2000		
	Group Lagardère	Hautes Technologies	Total Groupe Lagardère	Group Lagardère	Hautes Technologies	Total Groupe Lagardère
	Res. Hautes Technologies	Technologies	Pro forma	Res. Hautes Technologies	Technologies	Pro forma
Chiffre d'affaires	4,228,6	1,048,3	5,276,9	4,125,8	1,502,9	5,628,7
Résultat d'exploitation	167,8	28,8	196,6	160,1	4,9	165,0
Résultat financier	31,9	8,4	40,3	2,6	(6,1)	(3,5)
Résultat courant	198,8	37,2	236,0	162,7	(1,2)	161,5
Résultat exceptionnel	(54,2)	366,4	312,2	118,3	(3,1)	115,2
Autres	(70,3)	(6,0)	(76,3)	(59,6)	(1,1)	(60,7)
Résultat net des sociétés intégrées	74,3	316,6	390,9	76,3	(1,1)	75,2
Contribution des sociétés mises en équivalence	12,7	5,8	18,5	3,3	9,1	12,4
Part des minoritaires	(7,2)	2,1	(5,1)	(22,0)	2,2	(19,8)
Résultat net - part du groupe	79,6	324,5	404,1	77,6	(0,8)	76,8

Enfin, LAGARDERE a signé au cours du premier semestre deux lignes de crédit d'un montant global de 1,91 milliard d'euros, dont 0,69 milliard étaient tirés au 30 juin 2001. Ces lignes ont été mises en place pour des durées comprises entre 5 et 10 ans, et donnent au Groupe accès à un financement durable de son développement dans les années à venir.

PERSPECTIVES

A fin août, Lagardère Media est en ligne avec ses prévisions de taux de croissance à deux chiffres de son résultat d'exploitation annuel. Les événements tragiques intervenus le 11 septembre aux Etats-Unis créent évidemment un nouveau contexte pour les mois qui viennent.

Dans ces conditions et du fait de l'impact du ralentissement attendu sur les trois prochains mois, la progression du résultat d'exploitation, que nous prévoyons de l'ordre de 12 %, devrait s'établir pour l'ensemble de l'exercice 2001 entre 5 et 12 %.

(*) Par rapport aux comptes pro forma du premier semestre 2000. Dans les comptes pro forma consolidés LAGARDERE, la participation de 25,14 % dans EADS se substitue à celle de 33 % dans Aérospatiale Matra.

www.lagardere.com

Des centaines de plaintes ont été déposées après l'explosion de l'usine AZF à Toulouse

Les habitants de la ville, où le premier ministre était attendu vendredi, accusent TotalFinaElf, l'Etat et la municipalité

Alors que le premier ministre, Lionel Jospin, devait annoncer, vendredi 28 septembre à Toulouse, les mesures gouvernementales d'aide à la

reconstruction et au relogement, les plaintes se multipliaient, une semaine après l'explosion de l'usine AZF, qui a causé la mort de 29 personnes.

Les habitants accusent péle-mêle les élus, les industriels et l'Etat de les avoir trompés sur les risques du site chimique dans l'agglomération.

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

Après l'état de choc, après le recueillement, Toulouse exprime sa colère. Elle crie justice et peut-être aussi vengeance. Elle est aujourd'hui prise d'un haut-le-corps contre ceux qui, toutes ces années, l'ont bercé d'un « Dormez tranquilles, bonnes gens », alors qu'elle se savait en danger. Les victimes de l'explosion du 21 septembre (qui a causé la mort de 29 personnes et fait des milliers de blessés) se disent déterminées à contraindre ceux qu'ils estiment responsables de s'expliquer devant un tribunal.

Les plaintes se multiplient, par centaines déjà, et peut-être bientôt par milliers. La Société des transports toulousains compte parmi les plaignants. L'avocat Guy Deubuisson comptabilisait dix-huit dépôts de plaintes dans son cabinet, mercredi matin. Jeudi soir, il en répertoriait 200. Des familles de personnes décédées, des blessés qui resteront traumatisés, aveugles pour certains, mais aussi des entrepreneurs réclament un coupable. L'avocat attaque le directeur de l'usine, mais également le PDG de TotalFinaElf, Thierry Desmarest, pour « mise en danger de la vie d'autrui » et « coups et blessures volontaires ». « On ne peut plus parler d'un accident tant il était évident que cela arriverait, affirme-t-il. La population est révoltée. »



Dans les cellules de crise, des avocats se relaient bénévolement pour offrir un conseil juridique aux personnes en détresse. Ils sont débordés. « Nous sommes là pour les aider dans leurs démarches pratiques, pas pour recruter des clients, explique M^e Jean-Philippe Monteix. Mais, deux fois sur trois, les gens nous demandent comment aller au pénal. Et il est impossible de temporiser. C'est un exutoire. Ces personnes n'ont plus de logement,

leurs enfants n'ont plus d'école, alors ils ont besoin de prouver qu'ils existent. Il leur faut un coupable pour épancher leur douleur. Ils exigent la réprobation sociale, une sanction, contre les dirigeants d'AZF ou les pouvoirs publics qu'ils estiment responsables de leur situation. »

Jean-Luc Matheu, le bâtonnier de Toulouse, s'inquiète de cette « frénésie de plaintes » et s'interroge sur ses confrères qui les précipi-

tent. Il aurait préféré que ses pairs, à l'instar des avocats de New York après l'attentat contre le World Trade Center, décrètent une trêve, le temps que l'enquête sur les causes de l'explosion progresse. Il estime également plus judicieuses, plus rapides et plus profitables, des actions en réparation au civil. Mais ce langage raisonnable se heurte à la soif de justice de ceux qui ont tout perdu et ont l'impression d'avoir été dupés. Individuellement ou en association, ils se ruent vers les prétoires.

Rue Sainte-Bernadette, une des plus touchées par le souffle, les habitants se sont regroupés en collectif, du moins les présents, « ceux qui ont encore la chance de pouvoir dormir dans leur maison », explique Jean Lagarde, retraité de la SNCF, qui anime cette association. « Bien sûr que nous allons porter plainte au pénal, affirme-t-il. Car nous ne voulons pas que de l'argent. Nous voulons savoir pourquoi cela est arrivé et faire payer ceux qui en sont la cause. C'est un ras-le-bol général, comprenez-vous ? »

« IL FAUT QU'ILS S'EXPLIQUENT »

Toulousain d'origine, M. Lagarde a bourlingué à travers la France pour son métier avant de revenir couler des jours paisibles dans sa ville. « Quand je suis parti, ces usines faisaient déjà peur, se souvient-il. Quand je suis revenu, elles étaient toujours là. Toutes ces années, nous avons vécu dans la crainte d'un accident, sous une chape de silence. Aujourd'hui, il faut qu'ils s'expliquent, tous : Atofina, l'Etat, la municipalité. » Des décennies de peurs refoulées, où se mêlaient le risque chimique des usines Seveso et les craintes suscitées par ces avions de l'aéroport de Blagnac qui survolaient sans cesse l'agglomération, s'extériorisant soudain.

Dans les conversations de la rue s'installe l'idée d'un complot du silence que les informations parcimonieuses et contradictoires données par les autorités ne contribuent pas à apaiser. L'enquête sur les origines de l'explosion suscite elle aussi le scepticisme. Ici, l'idée d'un accident n'a jamais convaincu. La thèse apparaît trop commode. La population refuse obstinément cette fatalité, estime qu'il s'agit d'une ultime duperie. Elle préfère privilégier l'idée d'un acte de malveillance rendue possible par des carences dans la sécurité. Parmi les multiples conséquences durables de la catastrophe, la perte de confiance de la population toulousaine dans ceux qui la dirigent risque de ne pas être la moindre.

J. P. B.

Benoît Hopquin

M. Jospin tente de réveiller une gauche « ensommeillée »

Le chef du gouvernement juge que « les chances de gagner les prochaines échéances existent » et invite la majorité plurielle à resserrer les rangs

NANTES

de nos envoyés spéciaux

Promis, les socialistes ne devaient pas parler de l'élection présidentielle, mais Lionel Jospin lui-même n'a pas hésité à évoquer le « beau rendez-vous » de 2002 et même la « chance de victoire ». Juré, le premier ministre devait rester dans son costume de chef du gouvernement, mais, lors des dernières journées parlementaires socialistes de la législature, jeudi 27 septembre, à Nantes, il a répondu à ceux qui estiment qu'il n'a pas l'étoffe d'un candidat à l'Elysée, notamment au sein du PS. « Je n'ai pas eu le temps d'aller me faire un costume sur mesure ni de passer sous la lampe à bronzer », a-t-il ironisé d'entrée de jeu, à l'hôtel de ville, tout en se disant prêt, le moment venu, à accepter « quelques petites modernisations » de son image.

En se montrant à la fois décontracté, souriant et combatif, M. Jospin a répondu aux attentes de parlementaires ne voulant pas se laisser abattre par la sinistrose consécutive aux attentats du 11 septembre aux Etats-Unis. Des événements qui ont permis à Jacques Chirac d'occuper le devant de la scène. Il a rappelé que le gouvernement jouait aussi son rôle. « Ce n'est pas, et j'ai peut-être été un des premiers à le dire, un conflit de civilisations », a-t-il déclaré, en appelant à la « responsabilisation des Etats » pour « juguler le terrorisme ».

« Aucun désordre du monde ne justifie la barbarie du 11 septembre », a poursuivi M. Jospin, qui entend « traiter ce désordre ». Il a observé que les « mesures de régulation » économiques décidées par son gouvernement étaient « reprises soudainement par d'autres pays », à commencer par les Etats-Unis. Au passage, il a lancé une nouvelle pierre dans le jardin de M. Chirac en saluant le « rôle extrêmement important » d'Hubert Védrine et d'Alain Richard dans la conduite de la politique étrangère et de défense.

« La vie doit continuer, c'est aussi une réponse au terrorisme », a-t-il enchaîné, invitant le PS à ne pas oublier les prochaines échéances électorales et s'adressant à la majorité plurielle : « Nous avons su résister à la tentation de division, ce serait bien de poursuivre. » Résolu à motiver ses troupes, il a même lancé : « La chance de gagner les prochaines échéances existe. » Et pour mettre les parlementaires en ordre de bataille, rien ne vaut une critique de l'adversaire et, en creux, de son chef, le chef de l'Etat. « Les épreuves, les ouragans, les catastrophes, c'est toujours nous qui les avons gérées. (...) Les Français savent bien que c'est nous qui tenons la maison,

en quelque sorte. » La droite, a-t-il asséné, au lieu d'échanger des idées – « s'il y a idées », « est en train de retrouver son ton de dureté ». « Elle cherche un peu à nous intimider pour faire croire que les jeux seraient faits », a ironisé M. Jospin. Puis lui faisant la leçon, il a ajouté : « Ce sont les Français qui feront leur choix librement. Nous n'avons aucune raison d'être intimidés. »

Si la gauche est encore, selon son expression, « ensommeillée », le candidat toujours non déclaré ne doute pas qu'« elle se lève ». « Cette force politique n'a pas encore eu l'occasion de se déployer. Quand elle va se mettre en mouvement, je pense que ça va – Comment vous dites ? Faire mal ? Non faire du bien. »

« BAVARDAGES MALSAINS »

Les socialistes se sont fait du bien, quitte à recourir à la méthode Coué, tout au long de cette journée. Non, les événements du 11 septembre ne bouleversent pas le rapport de forces entre les deux têtes de l'exécutif. Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a fustigé les « bavardages malsains autour des statues respectives » du chef de l'Etat et du premier ministre. « Vouloir statifier l'un pour abaisser l'autre est une imposture et une injure à la dignité de l'Etat », s'est-il exclamé. « Les événements justifient une cohérence de l'action et une unité d'expression au sommet de l'Etat », a souligné François Hollande, pour lequel « chacun doit plus que jamais faire son travail là où le suffrage l'a placé ». Mais le premier secrétaire du PS pense que « ce serait un bien mauvais service à rendre à la démocratie que de gommer les clivages et les nécessaires confrontations ».

L'après-midi a été consacré à un débat sur les conséquences des attentats du 11 septembre auquel ont participé de nombreux ministres, comme Laurent Fabius, Daniel Vaillant, Hubert Védrine ou Alain Richard, qui se sont employés à valoriser l'action du gouvernement. Henri Emmanuelli s'est appesanti sur l'attitude de Georges W. Bush qui, en procédant « à une injection massive de fonds publics, a dit : Vive Keynes ! ». « Moi qui depuis des années tournait autour de la tombe de Keynes pour déposer un bouquet mais n'osait pas parce que ça faisait archaïque, je vais aller le déposer », a ironisé le président de la commission des finances de l'Assemblée. « Pour une fois que l'Amérique nous donne un bel exemple, a-t-il conclu, engouffrons-nous ! »

Clarisse Fabre et Michel Noblecourt

M. Douste-Blazy réclame un « plan Marshall » pour sa ville

TOULOUSE

de notre correspondant régional

Le premier ministre devait annoncer, vendredi 28 septembre à Toulouse, au cours d'une réunion avec le maire de la ville et les élus locaux, les mesures que le gouvernement va prendre pour venir en aide à la ville sinistrée. Auparavant, Lionel Jospin aura pris connaissance d'un long document que lui a adressé, jeudi, le maire (UDF) de la ville, Philippe Douste-Blazy, qui lui demande « un plan Marshall » pour Toulouse. « Cette catastrophe exceptionnelle appelle des mesures exceptionnelles », écrit le maire. Il en appelle donc à l'Etat au nom de « la solidarité nationale » pour fournir à Toulouse les moyens de surmonter « le choc ».

Ce plan, selon le maire, doit se traduire par toute une série d'aides pour la reconstruction des logements – dont plus de 20 000 ont été endommagés – et des équipements publics – écoles, lycées, université du Mirail, crèches, hôpital psychiatrique, piscines, Stadium, Palais des sports, Parc des expositions, Zénith, usine d'incinération –, par des aides d'urgence, par le doublement de la participation de l'Etat au grand projet de ville, par la suppression des taxes locales pour les locaux sinistrés, par l'assouplissement des procédures d'assurance et du code des marchés publics, par un programme d'expertise généralisée de la solidité des bâtiments, par la prise en charge des loyers des logements sinistrés, par le rachat des copropriétés en difficultés, par un additif au contrat de plan Etat-régions... Impossible à chiffrer précisément, ce plan s'élèverait à plusieurs milliards de francs.

M. Douste-Blazy réitère dans sa lettre sa détermination de voir transférer « sans délai » hors de Toulouse les trois usines de la zone chimique (Le Monde du 17 septembre). Il est appuyé dans cette démarche par les Verts, qui le demandent depuis des années, et par le président (PS) du conseil général, Pierre Izard, qui estime que « la bombe a retardé et éclaté et qu'il faut arrêter immédiatement et définitivement l'activité du site ».

Ce choix, à la mesure de l'émotion et du traumatisme de la population, soulève de nombreuses réserves dans les milieux économiques. Ceux-ci s'interrogent sur une mesure qui priverait Toulouse de sa chimie fine et d'un millier d'emplois. Les syndicats FO et CFDT s'y opposent tandis que la CGT s'interroge, de même que le PCF et le PS. Le président (PS) du conseil régional, Martin Malvy, se fait le porte-parole de ces interrogations, estimant que la symbolique d'une telle mesure « signifiera la suppression de l'industrie chimique en France ». « La présence de ces usines sera refusée partout (...), considère le président de Midi-Pyrénées. M. Malvy estime qu'il peut y avoir « un après-Toulouse, comme il y a eu pour le football un après-Furiani, si on édicte des règles draconniennes ». Il propose qu'on applique à tous les établissements à risques les règles du secteur nucléaire, en établissant des commissions locales d'information où siègent des experts, élus et associations : « La transparence doit accompagner le renforcement des mesures de sécurité pour redonner confiance aux populations. »

J. P. B.

Benoît Hopquin

Plusieurs témoignages évoquent des causes « extérieures » à l'explosion

TOULOUSE

de notre correspondant régional

Le procureur de la République de Toulouse, Michel Bréard, a-t-il parlé trop tôt ? Trois jours après l'explosion d'un silo de nitrates d'ammonium de l'usine AZF, le 21 septembre, M. Bréard avait déclaré qu'il s'agissait « à 99 % » d'un accident. Or nombre d'interrogations demeurent, malgré la célérité avec laquelle ont été tirées les conclusions de l'enquête, qui mobilise plus de cent spécialistes de la police scientifique et semble très complexe. Si l'orientation choisie par le parquet conforte les déclarations effectuées, le jour de l'explosion, par Jacques Chirac et Lionel Jospin, soucieux d'apaisement dans le contexte international actuel, le maire (UDF) de Toulouse, Philippe Douste-Blazy, exprime désormais publiquement ses doutes.

De nouveaux témoignages, recueillis mercredi 26 et jeudi 27 septembre par les policiers, pourraient accréditer l'hypothèse d'un acte de malveillance. Selon des sources proches de l'enquête, plusieurs témoins ont fait état de la présence d'« éléments extérieurs » près du lieu de l'explosion, qui auraient pris la fuite peu avant la déflagration. Trois membres d'une même famille habitant aux abords

de l'usine auraient vu, juste avant l'explosion, « une sorte d'éclair voler par-dessus les toits et venir heurter le hangar ». Dans son édition de vendredi, Le Figaro a publié le récit de deux de ces témoins, qui affirment que la police, le premier jour, a refusé de les écouter. « Nous, nous l'avons vu, il s'agit d'un attentat et rien d'autre », affirment-ils.

Par ailleurs, des mouvements suspects d'un petit groupe de personnes, décrits comme jeunes, auraient été remarqués par le concierge d'un gymnase des alentours. Une voiture s'éloignant à grande vitesse vers Labège (une commune de la périphérie du site chimique) aurait été signalée. Autant de témoignages à vérifier, mais qui pourraient amener la police à réorienter son enquête sur la piste d'un acte criminel. Une hypothèse que la police n'aurait « jamais abandonnée », indique un enquêteur.

Le procureur devait tenir, vendredi, une conférence de presse et annoncer l'ouverture d'une information judiciaire pour « homicide involontaire ». La thèse de l'accident, jusqu'à présent privilégiée et qui demeure, « à 99 % », la version officielle, indique que l'explosion serait due à un lent processus physico-chimique ayant causé un « auto-allumage » du stock de nitra-

te, auquel des impuretés se seraient mélangées. Les mauvaises conditions d'entretien du hangar, où étaient entreposées les 300 tonnes de nitrate, sa vétusté et les relâchements des systèmes de contrôle expliqueraient, selon le procureur, la formation des conditions d'une réaction chimique qui aurait provoqué l'élévation de température et l'explosion.

Les auditions des employés révèlent la précarité des conditions de stockage et l'état d'abandon du hangar

Les auditions des employés révèlent la précarité des conditions de stockage et l'état d'abandon du hangar. Elles n'apportent pas, pour l'heure, la certitude que l'explosion en fut la conséquence directe. Les enquêteurs disposent aussi, selon le parquet, d'un élément clé qui accredit la thèse de l'accident. Ils auraient déterminé avec exactitude l'épicentre du sinistre, qui se situe-

rait au niveau du sol et au milieu du stock. Cet élément tendrait à prouver que l'explosion a eu lieu au cœur des 300 tonnes, du bas vers le haut, et qu'elle n'aurait donc pas été provoquée par une circonstance extérieure.

L'explication d'une explosion spontanée par un phénomène d'auto-allumage au terme d'une longue « fermentation chimique » reste cependant peu crédible pour nombre de chimistes (Le Monde du 28 septembre). Ceux-ci font remarquer que la condition essentielle d'une telle explosion tient dans l'apport d'une grande quantité d'énergie (200 °C environ). L'auto-échauffement ne suffirait pas pour lancer le processus explosif ; il faut une « allumette ».

Les personnels de l'usine, eux, contestent la thèse d'un accident causé par les défauts d'entretien. L'intersyndicale (CGT, CFDT, FO, CGC) de l'usine AZF a affirmé, mercredi, que les ouvriers du site n'auraient « jamais accepté de travailler dans une usine pouilleuse » et qu'ils « n'acceptent pas les accusations de négligence ». De son côté, le directeur de l'usine, Serge Biechlin, persiste à dire, malgré les accusations, que « les consignes de sécurité ont été respectées ».

Jean-Paul Besset

Corse : le gouvernement entend poursuivre le processus de Matignon

NANTES

de notre envoyée spéciale

Minimiser, relativiser à tout prix. Au lendemain de la décision de Corzica Nazione de « suspendre » son soutien au processus de Matignon (Le Monde du 28 septembre), le gouvernement et les socialistes ont multiplié les déclarations rassurantes, jeudi 27 septembre à Nantes, lors des journées parlementaires du PS. « En quoi quelqu'un peut-il arrêter ce processus ? La seule instance avec laquelle nous avons travaillé, ce sont les élus de l'Assemblée territoriale », a lancé Daniel Vaillant.

Employant la même expression que le président (DL) de l'Assemblée de Corse, José Rossi, le ministre de l'intérieur a indiqué que le gouvernement entendait « garder le cap ». Le ministre a ainsi opposé une fin de non-recevoir aux demandes de suspension du processus, qui ont été formulées par Jean-Pierre Chevènement et par plusieurs responsables de la droite. Le projet de loi « va poursuivre sa route au Sénat puis à nouveau à l'Assemblée nationale », a indiqué M. Vaillant.

Dans son discours devant les parlementaires socialistes, vendredi, Lionel Jospin devait rappeler que le gouvernement a « tracé une perspec-

tive en Corse pour mettre fin à la violence » dans l'île et que l'Assemblée de Corse « a massivement approuvé ces orientations », qui ont été « traduites » dans le projet de loi. « Le texte peut encore être amélioré au Sénat », devait déclarer le premier ministre. M. Jospin veut aussi repousser l'argument selon lequel le gouvernement serait responsable de l'interpellation de neuf personnes – relâchées depuis – par la police, les 22 et 23 septembre, dans l'enquête sur l'assassinat de Jean-Michel Rossi, en août 2000 – parmi lesquelles figuraient des proches du chef de file des nationalistes, Jean-Guy Talamoni.

« J'ai toujours dit qu'il convenait que la légalité républicaine prévale en Corse et que les auteurs de crimes seraient recherchés, arrêtés et jugés, devait affirmer M. Jospin. Le gouvernement n'a aucune part dans la conduite des enquêtes qui relèvent en toute indépendance de la responsabilité des juges. Les actes judiciaires relatifs à ces enquêtes ne peuvent faire l'objet d'aucune discussion avec le gouvernement. »

Clarisse Fabre

► www.lemonde.fr/corse

Les assises des Yvelines examinent les circonstances qui ont conduit le policier Hiblot à tuer un homme

L'accusé plaide la légitime défense mais l'enquête a établi que la voiture sur laquelle il a tiré s'enfuyait

« Cette fois-ci je ne me suis pas posé de questions. Les véhicules continuaient toujours à avancer et j'ai tiré... », c'est ainsi que Pascal Hiblot a

relaté, jeudi 27 septembre à Versailles, devant la cour d'assises des Yvelines, l'enchaînement des événements de cette soirée de juin 1991 au cours

de laquelle, toujours sous le choc de la mort de sa collègue pendant une nuit d'émeute, il a tiré une balle mortelle sur Youssef Khaïf.

ÊTRE POLICIER à Mantes-la-Jolie en 1991 n'était pas une sinécure et l'accusé Pascal Hiblot, gardien de la paix renvoyé pour avoir mortellement blessé Youssef Khaïf, un Algérien de vingt-quatre ans (*Le Monde* du 28 septembre), n'a guère de peine, jeudi 27 septembre, à en convaincre la cour d'assises des Yvelines. Il dit son quotidien d'alors, les horaires du service, nuit ou jour, les vols, les incendies volontaires, l'incessante chasse aux « rodéos » de véhicules volés, les barrages en pleines rues, les interpellations impossibles dans la cité du Val-Fourré. Et jusqu'aux pompiers qu'il fallait escorter.

Puis vient le récit de cette nuit du 8 au 9 juin, comme un hoquet tragique, où, par deux fois, il a sorti son arme. Pour couper la retraite de voitures suspectes, un barrage a été installé. Une Renault 9 a foncé. « Il fallait que je me rende à l'évidence. Il ne ralentissait pas. Je me suis senti en danger. J'étais la cible. J'ai sorti mon arme. Mais on n'appuie pas comme cela. A Mantes, il y avait eu la mort d'un jeune [NDLR : Aïssa Ilich], quinze jours avant, en garde à vue [survenue à la suite d'une crise d'asthme]. Alors je n'ai pas appuyé. »

Après les émeutes, le Val-Fourré a continué à décliner malgré les efforts financiers

DEPUIS les émeutes de 1991, au cours desquelles Youssef Khaïf fut tué par le policier Pascal Hiblot, le Val-Fourré a connu toutes les thérapies prodiguées aux cités dites « sensibles ». Environ 220 millions de francs ont été octroyés, entre 1995 et 2000, à la « plus grande ZUP de France », dans le cadre de la politique de la ville. Huit tours ont été démolies au cours des neuf dernières années. Dans le centre culturel Le Chaplin, il y a désormais une salle de spectacle, un espace d'exposition, un cinéma... Moribond au début des années 1990, le centre commercial « Mantes 2 » a été relancé et compte aujourd'hui de nombreuses boutiques ainsi qu'un magasin de « moyenne surface ».

Les exonérations fiscales accordées dans la zone franche urbaine ont attiré quelque 210 sociétés. Du début 1997 à la fin 2000, environ 780 emplois ont été créés ou transférés grâce à ce dispositif mais cela n'a pas profité – loin s'en faut – qu'aux habitants du Val-Fourré ; le nombre de riverains embauchés n'est, au demeurant, pas connu, affirme Fabrice Amic, de l'Epamsa, l'établissement public qui « pilote » la zone franche urbaine. Toutefois, précise-t-il, « nous savons que les entreprises nouvellement installées respectent l'obligation de recruter 20 % des personnes vivant dans la zone ». « Cette proportion est même, en moyenne, de 25 % », conclut-il. Malgré tous les crédits déboursés

Au dernier moment la Renault 9 a viré, puis percutant le véhicule de police placé en travers de la rue, a fauché la gardienne de la paix Marie-Christine Baillet, sa collègue, qui en sortait. « Je n'ai pas compris tout d'abord que c'était elle. J'ai regardé la tête ensanglantée. J'ai vu la terre dans ses yeux. Je croyais au début que c'était un passager de la voiture volée. Elle râlait. » Alors le policier a réagi.

Un quart d'heure plus tard, à une rue de là, un autre groupe de voitures est signalée : une Mazda, une Volkswagen Jetta, une Renault 11. Face au policier Hiblot, la scène précédente est réactivée. « Je me suis dit : "Ou tu gicles, ou t'es sur le capot." Alors j'ai sorti mon arme. Et cette fois-ci je ne me suis pas posé de questions. Les véhicules continuaient toujours à avancer et j'ai tiré. Combien de fois, j'en sais rien. A quel moment, j'en sais rien. Sur qui, j'en sais rien. Tout ça s'est passé trop vite. »

Mais au récit qui fleure aujourd'hui la légitime défense, l'audience oppose quelques constatations. Dans la Jetta, qui a dérivé et heurté un mur une cinquantaine de mètres plus loin, Youssef Khaïf a été tué d'une balle dans la nuque. Sur une photo de l'identité judiciaire, avant que la vitre ne cède, un impact est visible sur la lunette arrière. Le médecin légiste estime qu'il a dû

s'agir d'un tir quasi horizontal et lointain. Un balisticien affirme que le tir a eu lieu à une distance comprise entre 10 et 50 mètres et que « la probabilité d'atteinte était très aléatoire ». Enfin, l'une des trois balles décochées a été retrouvée dans la plaque d'immatriculation arrière de la Renault 11.

UN VIRAGE À 90°

Ainsi, tout concourt à penser que le policier, à proximité des véhicules qui étaient obligés d'emprunter un virage à 90° sous ses yeux pour éviter un mur, toujours sous le choc de ce qu'il avait vu quelques minutes plus tôt, a tiré alors que les véhicules s'enfuyaient. En outre, lors de ses premières déclarations, Pascal Hiblot avait indiqué avoir « laissé passer deux véhicules », puis avoir sorti son arme et tiré. Au juge d'instruction, il avait ajouté : « de façon instinctive ».

L'avocat général Alain Junillon, qui a requis le renvoi du policier aux assises contre l'avis du juge d'instruction, déplore les conditions dans lesquelles l'enquête a été menée et le peu d'indices qui ont été récoltés. A la barre, un collègue de l'accusé dit sa conviction qu'il a pu s'agir d'un ricochet. Pour un enquêteur de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), il n'y a « ni fait essentiel, ni témoins visuels ».

Les avocats de la partie civile pro-

testent, qui demandent la lecture de la déposition d'un témoin qui n'a pu venir. Une voisine avait été réveillée par le bruit du premier drame. Puis elle s'était trouvée sur le trottoir au moment où les voitures prenaient le virage devant le policier. Elle indique les avoir vu « reprendre la ligne droite », quand elle a entendu : « C'est la voiture ! Tirez ! ». Puis elle a vu le policier tirer.

Mais l'audience ne s'appesantit pas sur ces détails. La présidente Suzanne Muller, par ses questions répétitives aux occupants des véhicules volés, paraît surtout préoccupée par la vitesse à laquelle pouvaient rouler la Mazda, la Jetta et la Renault 11 lorsqu'elles se dirigeaient vers le virage où se trouvaient l'accusé. Aujourd'hui presque trentenaires, magasinier, réceptionniste en grande surface, ou ouvrier chez Peugeot, ces témoins ont peut-être l'oubli et l'euphémisme faciles, pour avoir frayé hors la loi. Mais est-ce leur procès ? L'un d'eux, aujourd'hui marié et père de deux enfants, reconnaît qu'à la vue d'un véhicule de police ils ont accéléré. « Cela fait dix ans... J'étais jeune », dit le témoin. Alors, dans la bouche du magistrat, cette phrase, incongrue, dans l'assemblée perçue comme un mépris de trop : « Vous avez dix ans de plus, on ne dirait pas. »

Jean-Michel Dumay

et en dépit de la mobilisation de l'ensemble des collectivités publiques, de nombreux habitants ont aujourd'hui le sentiment d'être abandonnés, livrés à eux-mêmes. « Les assistantes sociales sont débordées », déplore William Lederer, médecin généraliste et président de l'Association des professionnels de santé du Val-Fourré. Le travail de fond qu'elles assuraient encore il y a une dizaine d'années a régressé. Du coup, nous nous occupons aussi des problèmes d'argent de nos patients, de leurs dossiers de demande de couverture maladie universelle, etc. »

« RÉHABILITATION DE L'HABITAT »

Plusieurs associations s'estiment insuffisamment soutenues, voire ignorées, par la municipalité. D'après le PCF, le MDC, le PRG et Decil – un collectif de gauche qui a présenté une liste aux municipales –, les aides de l'Etat et de la région sont « au profit quasi exclusif de la réhabilitation de l'habitat et de l'urbanisme », ce qui nuit à « une véritable politique sociale, culturelle et de prévention ». Guillaume Quevarec, secrétaire de la section du PS à Mantes-la-Jolie, pense, lui aussi, que l'effort de la ville en faveur du social « a été réduit au strict minimum ». Pourtant, Pierre Bédier, le maire (RPR), dit avoir encouragé la création d'associations et ouvert des lieux d'accueil pour elles. Mais ses détracteurs rétorquent qu'il a la

bienveillance sélective. « Il fait du clientélisme en "arrosant" ceux qui lui apporteront des voix », persiflent-ils.

Bien des habitants confient leur désarroi face au climat d'insécurité sans précédent – selon eux – qui enveloppe la cité. « La violence a atteint des niveaux catastrophiques », se désole Laurent Boutillier, directeur d'une école primaire sise dans le quartier. Ce n'est pas à l'intérieur de l'établissement que le problème se pose, mais dehors. Quand nous quittons nos classes le soir, nous nous faisons caillasser. Nous devons parfois sortir groupés. Et je dois me battre pendant des jours pour obtenir le retrait d'une baignoire qui a brûlé à proximité de notre école. » Pour sa part, le docteur Lederer estime qu'une dizaine de braquages ont été commis contre des professionnels de la santé en dix ans.

Conséquence : une partie des forces vives du quartier s'évapore. « Dans quelques mois, certains généralistes vont partir à la retraite et ils n'ont, pour l'heure, pas de successeur », explique M. Lederer. D'autres, qui ont l'intention de s'en aller, auraient déjà trouvé un point de chute. La désertification sanitaire est en cours. »

Laurent Boutillier assure, lui, qu'une cinquantaine de nouveaux instituteurs viennent d'effectuer leur première rentrée au Val-Fourré, alors que l'on dénombre un

peu moins de 300 enseignants dans les établissements primaires et maternels de la cité. « Cela donne une idée de la vague de mutations observée à la fin de la précédente année scolaire », analyse-t-il.

La ZUP est-elle en train de plonger ? Certains s'accrochent à quelques indices porteurs d'espoir, comme « le fourmillement d'initiatives locales, l'énergie de jeunes diplômés qui maîtrisent les outils de la nouvelle économie », énumère Yann Angneroh, cofondateur de Radio Droit de Cité (RDC), qui émet du cœur même du Val-Fourré. Alain Koegler, sous-préfet de l'arrondissement de Mantes-la-Jolie, récuse lui aussi tout fatalisme. Il tient, par exemple, à « casser l'idée reçue selon laquelle aucun patron ne voudrait employer des jeunes du Val-Fourré ». La preuve ? Environ 180 résidents du quartier ont trouvé du travail à l'issue de la journée « Un dialogue, un emploi », qui eut lieu au printemps à Mantes-la-Jolie. Dominique Gomis, vingt-six ans, directeur de RDC, s'inscrit un peu dans la même perspective : il assigne à « sa » radio une mission pédagogique : « Nous voulons inciter les jeunes à réfléchir, prendre la parole et déjouer leurs préjugés, lance-t-il. Aujourd'hui, c'est le référent négatif qui a la cote ; à nous de mettre quelque chose de positif dans les têtes. »

Bertrand Bissuel

Les aides-éducateurs veulent des « réponses concrètes sur leur devenir »

LES EMPLOIS-JEUNES de l'éducation nationale étaient en grève, jeudi 27 septembre, pour obtenir des « réponses concrètes concernant leur devenir ». Ce mouvement national, lancé unanimement par tous les syndicats de l'enseignement (FSU, UNSA, CFDT, SnaC-CSEN, FO), a été suivi en moyenne, selon le ministère, par 20% de ces personnels tandis que le SNUipp-FSU (syndicat majoritaire dans le premier degré) estimait « qu'un sur deux était en grève dans les écoles ». Les annonces faites en juin par le gouvernement (*Le Monde* des 5 et 8 juin) ont déçu les quelque 65 000 aides-éducateurs.

Selon les syndicats, les aménagements décidés – fin de contrat repoussée d'un an pour les premiers recrutés, possibilité de doubler son temps de formation les deux dernières années du contrat – ne correspondaient pas aux attentes de ce personnel précaire, dont les grandes revendications – statut public, droits sociaux et syndicaux –, constantes depuis le début

du dispositif en 1997, n'ont pas été entendues. En outre, malgré les déclarations du ministère, qui assure « ne vouloir voir aucun aide-éducateur au chômage », l'inquiétude demeure sur l'avenir individuel de chacun. Le refus de Jack Lang de créer de « nouveaux métiers » à partir d'activités exercées par les aides-éducateurs (bibliothèques scolaires, maintenance informatique, aide à l'intégration des enfants handicapés...) a été perçu comme un dénigrement de ces fonctions, qui, dans le même temps, sont reconnues comme indispensables désormais au système éducatif.

CONCOURS DE « TROISIÈME VOIE »

Les conventions avec diverses entreprises privées, qui ouvrent, selon le ministère, un potentiel de 50 000 embauches, n'ont permis pour l'instant que 9 000 recrutements. Enfin, la création de concours dits de « troisième voie » (à côté des concours internes – inaccessibles aux aides-éducateurs puis-

qu'ils ont un contrat de droit privé – et des concours externes) semble elle aussi provoquer quelques désillusions. Cette perspective, qui ne concerne pas le plus grand nombre puisque 60% des aides-éducateurs n'ont que le baccalauréat, suscite de vrais espoirs chez les jeunes qui ont le niveau DEUG (bac+2) et ne peuvent se présenter aux concours d'enseignants où la licence (bac+3) est requise. Mais le nombre de places offertes sera limité (10% des recrutements aux concours internes et externes). Selon le SNUipp-FSU, « cela aurait représenté cette année environ 1 000 places au concours de professeurs des écoles pour 25 000 jeunes remplissant les conditions ».

En outre, le dispositif lui-même est sujet à discussion entre les syndicats et le ministère. Ce dernier envisage d'ouvrir une « brèche importante », selon le SNES-FSU, dans le niveau de recrutement aux métiers de l'enseignement. Contrairement aux annonces faites en juin, où l'expérience d'aide-éducateur devait

être validée afin de donner un niveau licence (bac+3) à ceux qui n'avaient qu'un bac+2, le « projet de décret », envoyé aux organisations syndicales « pour information » le 19 septembre, prévoit d'ouvrir, « à titre transitoire » pour les trois ans à venir, ce concours de troisième voie aux titulaires d'un bac+2 justifiant de quatre ans d'« activité professionnelle accomplie dans le domaine de l'éducation et de la formation ».

La validation formelle de l'expérience et le niveau licence ont disparu. Les syndicats déplorent qu'à partir « d'un vrai sujet qu'est l'avenir des aides-éducateurs », on contourne « le niveau d'exigence de la licence ». Certains craignent même qu'« on profite de la crise des recrutements qui s'annonce pour introduire une baisse du niveau requis ». Le caractère « transitoire » de la mesure, introduit au fil des négociations, ne semble pas suffire à calmer les réticences.

Marie-Laure Phélippeau

Des milliers d'agents hospitaliers dénoncent l'accord sur les 35 heures

QUATRE FÉDÉRATIONS syndicales (CFDT, SNCH, UNSA et CFE-CGC) sur huit ont signé, jeudi 27 septembre, l'accord sur les 35 heures à l'hôpital. Le même jour, plusieurs milliers d'agents manifestaient à Paris et en province à l'appel des non-signataires (CGT, FO, CFTC, Sud-CRC) pour dénoncer l'insuffisance des créations de postes (45 000) prévues par le gouvernement pour accompagner la réduction du temps de travail. Les manifestants étaient, selon les syndicats, entre 8 000 et 10 000 à Paris, 2 000 à 3 000 à Marseille, un millier à Nice, plus de 600 à Lyon, 500 à Limoges. La CGT (30 % des voix aux dernières élections professionnelles) et FO (24,5 %) sont deux des syndicats les plus influents au sein des 780 000 agents de la fonction publique hospitalière.

Noël Mamère reste le candidat de Daniel Cohn-Bendit

DANIEL COHN-BENDIT a déclaré, jeudi 27 septembre, sur LCI, qu'il « a toujours dit que [son] candidat, c'est Noël Mamère ». Avec lui, souligne-t-il, « on peut avoir une position très claire sur le terrorisme, sur la nécessité de changer radicalement la politique internationale, sur une pression pour qu'il y ait un règlement du conflit au Moyen-Orient et surtout sur la mondialisation ». Le député européen est « persuadé » qu'Alain Lipietz, dont la candidature est fortement contestée chez les Verts, va se retirer sans qu'il soit nécessaire d'organiser une nouvelle consultation des militants. Dans un entretien au *Parisien* (27 septembre), M. Lipietz affirme qu'il est prêt à soumettre sa candidature à un nouveau vote des Verts et assure qu'il se pliera à leur décision. « Je ne fais pas de la résistance, mais je refuse de capituler », déclare-t-il.

Un an de prison avec sursis pour l'escroquerie du Lagon Vert

DEUX DIRIGEANTS du Lagon Vert, une société de vente de vacances en temps partagé, ont été condamnés jeudi 27 septembre à un an d'emprisonnement avec sursis par la 12^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Le sursis accordé aux frères Scott et Steven Miller est suspendu pour trois ans à l'obligation de rembourser les victimes et à l'interdiction d'une quelconque activité dans le *timeshare*. Le tribunal était saisi de poursuites pour « escroquerie en bande organisée, publicité mensongère et abus de confiance », mais il a relaxé les dix prévenus des deux derniers délits et n'a retenu que « l'escroquerie simple » contre les frères Miller et l'un de leurs associés, Alain Zémour, condamné à la même peine. Près de 1 700 plaintes avaient été déposées dans un procès qui s'était tenu en mai et juin (*Le Monde* du 7 juin). La plupart des parties civiles présentes jeudi à l'audience ont jugé les peines très faibles.

Un couple condamné pour esclavage domestique

LE TRIBUNAL correctionnel de Versailles (Yvelines) a condamné, jeudi 27 septembre, les époux Gori pour avoir exploité une jeune Malgache. Jean-Yves Gori, ingénieur de 42 ans, et son épouse Sylviana Rakotomavo, 38 ans, gérante de société à Madagascar, étaient poursuivis pour « aide au séjour irrégulier, emploi et hébergement contraires à la dignité humaine » et « travail et rétribution contraires à la dignité humaine » en abusant de la vulnérabilité de la victime.

Durant deux ans, le couple avait retenu à son domicile la jeune femme privée de ses papiers d'identité et l'avait contrainte à travailler de longues journées sans la payer régulièrement et en l'hébergeant des conditions « contraires à la dignité humaine » (*Le Monde* du 7 juillet 2001). Le tribunal les a condamnés à six mois de prison avec sursis et 30 000 F (4573,47 euros) d'amende chacun ; ils devront en outre verser 100 000 F (15244,90 euros) de dommages et intérêts à la jeune victime.

DÉPÊCHES

■ **SANTÉ** : les pédiatres des hôpitaux parisiens ont déposé un préavis de grève pour le vendredi 28 septembre, afin de dénoncer l'absence d'accroissement des effectifs après l'instauration du repos de sécurité suivant les gardes. Craignant de ne pouvoir faire fonctionner leurs unités, 91 pédiatres hospitaliers dont 43 chefs de service ont signé une lettre dans laquelle ils menacent de démissionner si la pénurie en personnel médical perdure.

■ **CORSE** : la brigade de gendarmerie de Borgo, en Haute-Corse, a été mitraillée jeudi 27 septembre vers 21 h 00, sans faire de blessés. Par ailleurs, Pascal Rogliano, un chauffeur-livreur de 31 ans, a été tué d'une quinzaine de balles de calibre 9 mm, mercredi 26 septembre à Oletta (Haute-Corse). Enfin, Jacques Mariani a été mis en examen jeudi pour « assassinat, séquestrations et détention d'armes » dans le cadre de l'enquête sur le double assassinat de Moriani-Plage le 21 août.

■ **PROXÉNÉTISME** : la partie française d'un réseau de proxénétisme bulgare opérant dans le Haut-Rhin a été démantelé par la police aux frontières à Colmar et à Mulhouse. Cinq hommes et une femme, arrêtés mardi 25 septembre à Mulhouse et placés en garde à vue, sont soupçonnés d'appartenir à une filière organisée qui faisait travailler une quarantaine de prostituées bulgares, notamment à Colmar, depuis les mois de mai.

■ **FAIT DIVERS** : un gendarme de trente-quatre ans est mort, jeudi 27 septembre, fauché par une voiture sur l'autoroute A81 près d'une aire de repos en Mayenne, alors qu'il effectuait des contrôles de vitesse. Le gendarme se trouvait sur la bande d'arrêt d'urgence lorsqu'il a été fauché par un véhicule dont la conductrice a été interceptée quelques mètres plus loin par un autre gendarme. En état de choc, la conductrice a été transportée à l'hôpital.

MÉDAILLE D'OR 2000 CONCOURS NE AMEUBLEMENT DETAILLANT - GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

RECOMMANDÉ PAR PARIS PAS CHER

MATELAS • SOMMIERS
Vente par téléphone possible fixes ou rélevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...
Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac...
CUIRS - TISSUS - ALCANTARA
Steiner - Coulon - Dha - Burnas - Duvivier etc...
5500 m2 d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO
• 239 à 247, rue de Belleville
Paris 19ème - M° Télégraphe
• 50, avenue d'Italie
Paris 13ème - M° Place d'Italie
01.42.08.71.00 - 7/17

NOMINATION

AMÉNAGEMENT
DU TERRITOIRE
ET ENVIRONNEMENT

Jean-Paul Albertini, conseiller référendaire à la Cour des comptes, a été nommé directeur du cabinet d'Yves Cochet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Il succède à Jean-François Collin, ancien directeur du cabinet de Dominique Voynet, qui avait conservé cette fonction auprès d'Yves Cochet.

[Né le 26 octobre 1964 à Suresnes (Hauts-de-Seine), licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Jean-Paul Albertini a intégré la Cour des comptes à sa sortie de l'ENA, en février 1991. Il a été notamment conseiller technique au cabinet de Pierre Moscovici au ministère délégué aux affaires européennes de septembre 1997 à octobre 1999. Depuis cette date, Jean-Paul Albertini était membre du cabinet de Dominique Voynet au ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, d'abord comme conseiller technique, puis comme directeur adjoint du cabinet à partir de janvier 2001, fonction qu'il avait conservée après le remplacement de Dominique Voynet par Yves Cochet en juillet 2001.]

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du mercredi 26 septembre sont publiés :

● **Terrorisme** : un décret réglementant les relations financières avec certaines personnes ou entités soupçonnées de financer le terrorisme.

● **Catastrophe naturelle** : un arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans plusieurs départements.

DEBARRAS

intégral, tous locaux,
récupérations.
BIGUES BENNES
01 49 95 95 42
Service rapide
tous les jours

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Martine JABIEN
fait part au monde de la naissance de son petit-fils.

Matthys GOUGANE,

le 2 mai 2001.

Sa maman s'appelle
Alice.

Léo

est arrivé le 19 septembre 2001 dans les Alpes suisses, avec la première neige.

Katharine Patula
et Sébastien Aebischer,
Chalet Katja,
3775 Lenk (Suisse).

Anniversaires de naissance

– 29 septembre 1935,
29 septembre 2001.

**Giambattista, Jean-Baptiste
ROSANI**.

Joyeux anniversaire, papa.

La famille Rosani/Weber.

Avec de gros bisous.

Décès

– Yannis Angelopoulos,
son mari,
Bruno, Bernard, Robert et Chantal,
ses frères et sœur,
Loïc, Olivier, Laurent et Marina
Julienne Egmont Angelopoulos,
ses enfants,
Agnès, Isabelle, Martine et
Antoine,
leurs conjoints,
Olympe, Europe, Achille, Alice, Paul,
Nicolas, Tiffany, Delphine, Marie et
Aristide,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacqueline ANGELOPOULOS,
née RAGUET.

Yaya reposera en Grèce, à Oropos,
près de ses fleurs et de ses oliviers.

– Sa famille
a la tristesse d'annoncer le décès de

Michel BILA,

à l'âge de soixante-douze ans.

37, rue Gabrielle,
94220 Charenton-le-Pont.

– Paris. Anglet.

Ses neveux,
Et ses nièces
ont la douleur de faire part du décès de

Mlle Mathilde BOEKLAGE,

survenu dans sa quatre-vingt-
quatorzième année.

– Le président-directeur général,
Le conseil d'administration,
La conférence médicale
d'établissement,

Et le personnel de l'Hôpital européen
de Paris La Roseraie,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Ariane BRAUN,
née ROZAN,

directeur général de l'HEP La Roseraie,

survenu le jeudi 27 septembre 2001.

L'inhumation aura lieu le 1^{er} octobre,
au cimetière parisien de Pantin, à
15 h 15, heure précise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

120, avenue de la République,
93308 Aubervilliers Cedex.

– On apprend le décès, survenu le
18 septembre 2001, dans sa quatre-vingt-
quatrième année, de

Jean BREGER,

ancien élève
du lycée Henri-IV (1912-1924),
ECP 30,
chevalier de la Légion d'honneur.

De la part de
Annette, Gérard, Jacques, Pierre
Breger,

ses enfants,
David, Romain, Frédéric, Julia,
Benjamin, Maxime,
ses petits-enfants,
Joëlle et Marie Christine,
ses belles-filles,
Et de toute la famille.

Il ne sera pas envoyé de faire-part.

J. Breger,
94 bis, rue Didot,
75014 Paris.

**Tous les jours
dans le
« Carnet du Monde »
NAISSANCES,
ANNIVERSAIRES,
MARIAGES,
FIANÇAILLES, PACS**

600 F TTC - 91,47 € FORFAIT 10 LIGNES
TARIF ABONNÉS 491 F TTC - 74,85 €
FORFAIT 10 LIGNES
La ligne suppl. : 60 FTTC - 9,15 €
☎ 01.42.17.39.80 + 01.42.17.38.42
Fax : 01.42.17.21.36
e-mail: carnet@mondepub.fr

– Grenoble. Québec. Saint-Martin-
d'Uriage. Paris. Rieubach.

Françoise et Henri Brondel-Cabanac,
Michel Jean-Claude et Marie-Claude
Cabanac-Boniot,

Pierre et Jacqueline Cabanac-
Guillaume,

Henri et Christine Cabanac-
Bonmartin,

Ses dix-sept petits-enfants,
Ses trente-deux arrière-petits-enfants,
Et Karin Cabanac,
sa sœur,

font part de la mort, à l'âge de quatre-
vingt-seize ans, le 26 septembre 2001, de

Jean CABANAC,

professeur honoraire
de la faculté de médecine,
ancien chirurgien des Hôpitaux,
chevalier de la Légion d'honneur.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

Un culte de reconnaissance sera
célébré le samedi 29 septembre, au
temple protestant de la rue Hébert, à
Grenoble.

« Il expira, il mourut
dans une heureuse vieillesse,
âgé et rassasié de jours. »
Gen. 25/8a.

« Heureusement
nous avons l'Espérance. »
Jean Cabanac, 7 février 1993.

Les familles Cabanac, c/o F. Brondel,
6, passage du Lycée,
38000 Grenoble.

– Rouen. Le Val-de-la-Haye.
Cavalaire. Paris.

Bernard et Jean-Jacques Lobel,
ses enfants,

Evelyne et Danièle,
leurs épouses,
Elie, Nathalie et Benjamin,
ses petits-enfants,
Et les familles Czernichow,
ont la douleur de faire part du décès de

Germaine LOBEL,
née MANDEL,

survenu le 13 août 2001.

L'enterrement a eu lieu au cimetière
du Montparnasse, à Paris.

Ils rappellent la mémoire du

docteur Henri LOBEL,

son époux,

décédé en 1985.

36, boulevard de Sévigné,
35700 Rennes.
44, rue Raymond-Poincaré,
92420 Vaucresson.

– Mme Adrienne Lebrun,
sa mère,
M. et Mme Mary-Marceau,
son beau-frère et sa sœur,
Elouan, Jade, Garance,
ses neveu et nièces,
Mlle Sophie Le Naoures,
sa collaboratrice,
Sa famille,
Ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Fabrice MARY-LEBRUN,

survenu à l'âge de vingt-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le lundi 1^{er} octobre 2001, à 14 h 30, en
l'église de Sartilly (Manche).

21, rue Auguste-Vacquerie,
75116 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires,
bénéficiant d'une réduction sur les
insertions du « Carnet du Monde »,
sont priés de bien vouloir nous com-
muniquez leur numéro de référence.

– La FFGE,
René Tijou,

son président,

Et le conseil d'administration,
ont le regret de faire part du décès de son
secrétaire général,

Fabrice MARY-LEBRUN.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le 1^{er} octobre 2001, à 14 h 30, en l'église
de Sartilly (Manche).

– Irène,

son épouse,

David, Eve, Sarah, Judith,
ses enfants, et leurs conjoints,

Ainsi que ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part de la
disparition de

Jean-Claude OBERT,

survenue le 22 septembre 2001.

Les obsèques ont eu lieu dans
l'intimité, le 25 septembre.

« Je vais vous préparer une place
je reviendrai et je vous prendrai
avec moi. »
Jean 14, 2.3.

Famille Obert,
16, traverse Saint-Pierre,
13100 Aix-en-Provence.

– Martine Peaudecerc-Plessier,
sa femme,

Alix et Gabriel,
Régis et Karine,
Claire,

ses enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Pierre PEAUDECERF,

à l'âge de soixante-trois ans, le
22 septembre 2001.

Chaque samedi avec

Le Monde
DATÉ DIM./LUNDI

retrouvez

**LE MONDE
TELEVISION**

Le docteur Gustave Schmutz,
son époux,
M. Alain Schmutz,
M. et Mme Wolfgang Strobel-
Schmutz,
Amélie et Maximilian,
M. et Mme Philippe Schmutz-Joffre,
Cassandre, Honorine, Ferréole et
Léopold,
M. et Mme Christian Schmutz-Goupil,
Timothée, Jonathan, Benjamin et
Théophile,
Mlle Catherine Schmutz,
ses enfants et petits-enfants,
Ainsi que toute sa famille,
ont la profonde tristesse de faire part du
décès de

Mme Rose-Marie SCHMUTZ,
née MARCHAL,

survenu à Nice, le 24 septembre 2001, à
l'âge de soixante-douze ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le
lundi 1^{er} octobre, à 14 h 30, à
Strasbourg, au Temple-Neuf.

8, place du Marché-Neuf,
67000 Strasbourg.

– Gourdon. Montbronn.

Germaine Sidot,
son épouse,
Claudine et Francis,
ses enfants,
Ses frère, belles-sœurs, nièces et
neveux,
ont la tristesse de faire part du rappel à
Dieu de

Léon SIDOT,

ancien directeur
de l'Union régionale Centre-Est,

le 17 septembre 2001.

16, parc des Loges,
71300 Gourdon.

Lucien STAB

s'est éteint le 26 septembre 2001 et il a
été incinéré, selon ses souhaits, entouré
de

Nicole, « Nysa »,
sa femme,
Olivier et Michaël,
ses fils.

Cet avis tient lieu de faire-part.

28, rue des Fossés-Saint-Bernard,
75005 Paris.

Anniversaires

– Le 6 août 2000,

Mme Suzanne LION,
née HABERER,

rejoignait son mari,

Roger LION,

décédé le 17 avril 1967.

Elle aurait eu cent ans aujourd'hui,
29 septembre 2001.

LES **CAHIERS
CINEMA** PRÉSENTENT

FESTIVAL

cinéma italien d'aujourd'hui
du 26 septembre au 2 octobre à L'Arlequin
76 rue de Rennes, Paris 6^e tél. 01 45 44 28 80

OFUP
ITALIA
C2 - Théâtre municipal de Paris
SAN PELLEGRINO

CAHIERS
CINEMA
SEAN PENN

N° 560 EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX. 35 FRANCS

Participez à la 5^e édition du

Prix Le Monde
de la recherche universitaire

Si vous avez soutenu votre thèse entre le 1^{er} octobre 2000 et le 31 octobre 2001,
le Prix Le Monde de la recherche universitaire vous offre la possibilité
de publier vos travaux dans la collection « Partage du savoir ».

Date limite d'envoi des dossiers : 5 novembre 2001
Renseignements : 01-44-97-54-95, chupin@lemonde.fr

OFUP
fph
Fondation Charles Léopold Meyer
M
de l'éducation
FONDATION
DE FRANCE
MINISTÈRE
DE LA
RECHERCHE
puf

Les agriculteurs sont confrontés à une pénurie de saisonniers

Les conditions de travail pénibles et les bas salaires expliquent en partie le manque de main-d'œuvre. Les exploitants agricoles souhaitent pouvoir employer des travailleurs originaires des pays de l'Est ou d'Afrique du Nord. Reportage dans la Drôme

VALENCE (Drôme)

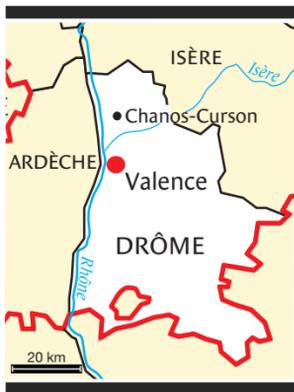
de notre envoyée spéciale

« Un temps doux comme aujourd'hui, c'est bien. Mais ce n'est pas toujours comme ça », soupire Patricia. Depuis quatre mois, elle taille les branches et cueille des cerises, des abricots, des pommes, des poires ou des kiwis, près de Valence. Elle subit les caprices du temps : froid, pluie, et grosse chaleur au plus fort de la saison. Car, la récolte n'attend pas. « C'est dur, mais je n'ai encore jamais vu quelqu'un s'effondrer d'épuisement », lance-t-elle, amusée. Ce travail trouve de moins en moins preneur. Cette année, les exploitants agricoles, en particulier les arboriculteurs, ont encore eu beaucoup de mal à constituer leurs équipes.

Dans le département de la Drôme, quelque 30 000 contrats, de quelques jours (moins de trois semaines dans la majorité des cas) à quelques mois, sont signés chaque année, selon les statistiques officielles. Depuis deux ans, les exploitants se plaignent de la « pénurie » de main-d'œuvre. « Avant, on refusait du monde. Maintenant, huit jours avant la récolte, on ne sait pas si l'équipe sera au complet », raconte François Tardy, viticulteur installé à Chanos-Curson.

« TROP DE SOCIAL »

Que s'est-il passé ? L'employeuse de Patricia, propriétaire d'une centaine d'hectares, a son idée. « On fait trop de social, ça n'encourage pas les gens à travailler », affirme-t-elle, en demandant à conserver l'anonymat. S'il est « plus facile de rester chez soi », ce n'est pas, selon la jeune femme, parce que le salaire du saisonnier n'est pas assez attractif, mais parce que les indemnités de chômage sont trop élevées. Pour l'exploitante, le seul moyen d'améliorer la paye serait de verser les charges patronales aux saisonniers. « Nous ne pouvons pas nous permettre d'augmenter les



salaires dans la conjoncture économique actuelle », affirme-t-elle. Pour la première fois cette année, les abricotiers n'ont pas été taillés dans cette exploitation, faute de main-d'œuvre.

Chez Marc, un autre arboriculteur, quinze ouvriers réunis à grand-peine s'activent autour des pommiers chargés de fruits. « La reprise économique fait que les gens ont le choix », constate l'agriculteur. Choix entre l'usine, avec ses horaires fixes, ses 35 heures par semaine payées un peu plus que le Smic, et le travail saisonnier, pénible, où les horaires sont fluctuants, le salaire faible et la durée des contrats limitée. Les étudiants deviennent difficiles à trouver et la main-d'œuvre portugaise et espagnole se fait rare. Pour Thierry, l'un des ramasseurs de Marc, c'est une question d'argent : « Je gagne 7 000 ou 8 000 francs par mois en faisant beaucoup d'heures. Celui qui reste au chômage en faisant un petit boulot au noir, en se débrouillant bien, gagnera plus que moi. Je le sais, je l'ai fait », assure-t-il avant de poursuivre sa cueillette.

Une fois le personnel recruté, les difficultés ne font parfois que commencer. « La saison dernière, cinq jeunes du nord de la France étaient

venus pour faire la fête, raconte Marc. Tous les jours à midi, je devais aller les chercher dans la rivière pour les mettre au travail. On n'est pas là pour faire de la réinsertion sociale. » Les abandons sont nombreux. Le travail demande de l'endurance et beaucoup de soins. Surtout pour la cueillette des pommes, encore plus fragiles que les pêches. Un choc, et le fruit taché devient invendable.

« TRAVAILLEURS OMI »

Quand on est coincé, les « prestataires de services » sont là. Marc a eu recours à leurs services lorsque les cinq jeunes du Nord ont fini par rentrer chez eux. « Vous téléphonez et, vingt-quatre heures après, quinze personnes sont chez vous qui font le travail », raconte-t-il. La facture est payée, à l'hectare, au « prestataire », le chef de l'équipe. L'exploitant ignore ce que perçoivent les ouvriers et s'ils sont déclarés ou non. Le travail est bien fait et dans les temps, mais l'agriculteur risque d'être inquiété par les pouvoirs publics. « Plusieurs d'entre nous ont été convoqués par les gendarmes, mais que voulez-vous qu'on fasse ? », poursuit-il.

Les exploitants proposent une solution : faire venir, pour quelques mois, des travailleurs étrangers, originaires des pays de l'Est ou d'Afrique du Nord. On appelle ces ouvriers les « travailleurs

le seul but de travailler, éloignés de leur famille, ils ne comptent pas leurs heures. Parfois, on les dit « corvéables à merci ». En 2000, près de 500 contrats OMI ont été autorisés dans la région Drôme-

cette année, et au bouche à oreille. L'Association drômoise pour l'emploi en agriculture (ADEA) associe les exploitants aux autorités locales, afin de faciliter le recrutement.

La famille est mobilisée. Les voisins donnent un coup de main. Pierre Veyrat, arboriculteur et viticulteur, membre de la Confédération paysanne, partage son équipe avec ses voisins. « Les salaires que nous offrons sont insuffisants, reconnaît M. Veyrat. Mais nous n'avons pas les moyens de les augmenter. »

Les conditions de travail ont aussi leur importance. Traditionnellement, les ouvriers agricoles étaient logés et nourris. Cela est devenu exceptionnel. Aujourd'hui, les dépenses de logement, de nourriture et de transport sont à retrancher du salaire. La question du logement est sérieusement étudiée par de nombreux exploitants : offrir une chambre permettrait de recruter en dehors des frontières de la région. Un autre enjeu n'est pas négligeable, selon M. Veyrat : la « reconnaissance du travail des saisonniers et la prise en considération de leur personne ».

Gaëlle Dupont

Les pouvoirs publics veulent une moralisation du secteur

POUVOIRS publics et exploitants agricoles sont au moins d'accord sur un point : les causes de la pénurie de saisonniers. Tout d'abord, les campagnes se dépeuplent. En douze ans, un tiers des exploitants agricoles ont disparu. Or la principale main-d'œuvre agricole a longtemps été familiale. Le mouvement de spécialisation a accru les besoins. Enfin, la multiplication des offres d'emplois peu qualifiés, dans l'industrie et le bâtiment notamment, dessert l'agriculture. Parallèlement, les conditions de travail se sont détériorées.

« Depuis dix ans, les contraintes économiques et la baisse des prix payés aux producteurs ont entraîné une course à la productivité. La main-d'œuvre a été la variable d'ajustement, explique Yves Van Haecke, inspecteur général de l'agriculture, auteur d'un rapport sur la question des saisonniers. Une bonne partie des emplois permanents a été transformée en emplois temporaires. Dans certaines régions, il existe un « smic portugais » : les ouvriers sont payés à la caisse remplie. Celui qui ramasse doucement ne gagne pas le smic », relève M. Van Haecke.

Selon les derniers chiffres disponibles, 66 000 exploitations françaises emploient 100 000 saisonniers pendant plus de trois mois, 200 000 saisonniers de vingt jours à trois mois, et 500 000 saisonniers moins de vingt jours chaque année. L'emploi saisonnier se concentre dans l'Ouest, le Sud-Ouest et la vallée du Rhône, grands producteurs de fruits et de vin. Ces chiffres ne reflètent qu'une partie de la réalité, étant donné l'importante du travail au noir dans ce secteur.

Les pouvoirs publics et l'ANPE reprochent aux exploitants de ne pas payer assez leurs salariés. Les agriculteurs sont unanimes : ils ne peuvent pas se le permettre. Depuis le 1^{er} juillet 2000, l'allègement des taux de cotisations patronales de sécurité sociale a été por-

té de 75 % à 90 % pendant cent jours. Pour les viticulteurs, le taux d'allègement est passé de 58 à 75 % pour la même durée. « Il est difficile de faire plus », estiment les pouvoirs publics.

EFFORT DE TRANSPARENCE

Arboriculteurs et viticulteurs sont invités à améliorer les conditions de travail des saisonniers. Un effort de transparence leur est également demandé. « Des personnes sont employées au noir, dans une proportion que nous ne connaissons pas. Mais la pratique la plus courante consiste à ne déclarer qu'une partie des heures travaillées. C'est un secteur très opaque. Notre ambition est désormais de savoir qui emploie, et qui est employé dans ce secteur, pour quel salaire réel », poursuit M. Van Haecke. Une enquête est en cours à ce sujet.

L'Etat souhaite également favoriser l'annualisation des emplois saisonniers et la formation des personnels par l'intermédiaire du Fafsea (Fonds national d'assurance formation des salariés des exploitations et entreprises agricoles) grâce aux groupements d'employeurs, qui peuvent embaucher sur une longue période, offrir de vrais contrats de travail. Certains exploitants jugent la solution illusoire, au motif que les besoins seront toujours plus importants l'été.

« Si rien n'est fait rapidement, on ne trouvera bientôt plus de saisonniers du tout », prévient M. Van Haecke. Cette année n'a pas été catastrophique : la récolte est moins importante que prévu, étant donné les mauvaises conditions météo. Mais déjà, certains exploitants ont réduit leur surface plantée, notamment à cause de cette question de la main-d'œuvre. Et traditionnellement, une bonne année succède à une mauvaise. L'inquiétude pour la récolte 2002 est déjà perceptible.

Ga. D.



TERRORISME Les enquêtes déclenchées par les autorités boursières mondiales autour d'éventuelles transactions suspectes avant les attentats du 11 septembre tournent

court. ● **LES AUTORITÉS BOURSIÈRES** à Paris, à Amsterdam et à Francfort, ont relevé de forts mouvements sur certains titres sans pouvoir prouver une spéculation concer-

tée organisée par les terroristes. ● **AUX ÉTATS-UNIS**, de très gros bénéfices ont été réalisés mais aucun indice sérieux n'a été trouvé. Même résultat en Grande-Breta-

gne. La City a tendance à considérer que les recherches boursières ont été une perte de temps. ● **CES INVESTIGATIONS** mettent en évidence l'opacité de l'actionariat

des grandes institutions financières internationales. Conçues lors de la vague libérale des années 1980, les lois qui régissent le marché apparaissent aujourd'hui inadaptées.

Les enquêtes sur les transactions boursières avant les attentats tournent court

De Paris à New York, en passant par Londres ou Amsterdam, les autorités de contrôle des marchés ont relevé d'amples mouvements sur certaines valeurs. Pourtant, à ce stade, une spéculation organisée par des mouvements terroristes ne peut pas être établie

LE SCÉNARIO d'une vague de spéculations boursières conduite par des terroristes pour accompagner les attentats américains semble se déliter. Au fil des jours, les autorités boursières, les unes après les autres, avouent que leurs pistes ne débouchent sur rien. Après la Deutsche Börse, qui a déclaré, en fin de semaine dernière, ne rien avoir trouvé, le ministre des finances néerlandais Gerrit Zalm a indiqué, mardi 25 septembre devant le parlement, que l'enquête des autorités boursières néerlandaises (STE) avait établi qu'il n'y avait pas eu de délit d'initiés à la Bourse d'Amsterdam avant les attentats aux Etats-Unis. A Londres et à New York, les gendarmes de la Bourse en arrivent au même constat : pour le moment, ils n'ont rien trouvé de suspect (*lire ci-dessous*). « Ce n'est pas faute d'avoir cherché », a indiqué Howard Davies, président de la Financial Services Authority (FSA), le régulateur boursier londonien.

A Paris, la Commission des opérations de Bourse (COB) se contente juste de déclarer que l'enquête se poursuit. « Il est trop tôt pour avoir une image claire des personnes et des motivations qui ont pu être à l'origine des mouvements

anormaux repérés sur certains titres », explique-t-on au siège de l'autorité boursière française. Selon nos informations, la COB se heurte, en fait, aux mêmes difficultés que ses homologues étrangers. Elle a relevé des activités très intenses sur des titres de groupes particulièrement sensibles aux effets des attentats. Mais rien ne permet à ce stade, d'étayer la thèse d'une spéculation concertée, de délit d'initiés ou de manipulations de cours.

AXA, EADS, AIR FRANCE, LVMH...

L'hypothèse d'un complot terroriste financier avait été évoquée, dès le lendemain des attentats américains, par le ministre de la défense italien, Antonio Martino, qui avait parlé publiquement « d'Etats et des organisations terroristes derrière cette spéculation ». Selon le journal italien *Corriere della sera*, les services secrets de différents pays européens soupçonneraient l'organisation d'Oussama Ben Laden d'avoir utilisé à maintes reprises une maison de courtage milanais pour opérer sur les marchés financiers européens.

Frappées par la chute des cours atteignant notamment les valeurs de l'aéronautique, de l'assurance



et de la banque – premiers secteurs touchés par le contre-coup des attentats –, les autorités boursières américaines, européennes et asiatiques ont décidé chacune d'ouvrir des enquêtes et de coopé-

rer. En France, une dizaine de valeurs de groupes ont été soumises à examen par la COB. Les noms n'ont pas été donnés mais certains sont aisément reconnaissables. Les groupes appartiennent

au secteur de l'assurance (le nom d'Axa a été évoqué plusieurs fois), l'aéronautique avec EADS, issu du mariage entre Aerospatiale et l'allemand DASA, le transport aérien (Air France), le luxe (LVMH), la grande distribution et les télécommunications. Cette liste de secteurs est assez proche de celle de la SEC (l'autorité américaine).

Les marchés dérivés ont particulièrement été examinés, les positions sur les futures et les options permettant de spéculer facilement à la baisse sur un titre. Une montée importante de contrats, pris juste avant les attentats, a été repérée sur des actions comme American Airlines, les réassureurs Swiss Re et Munich Re ou l'assureur Axa. Mais les enquêteurs n'arrivent à rien prouver. « Le marché était déjà baissier avant les attentats. Beaucoup d'intervenants rentraient de vacances et reprenaient des positions. Certains mouvements, comparés à ceux de juin, ne sont finalement pas si anormaux que cela dans un climat économique de récession », dit un proche du dossier.

Bien que semblant se heurter à une impasse, la COB ne semble pas pressée d'annoncer la clôture de l'enquête. Le dossier, ouvert

dans des circonstances exceptionnelles, lui permet de faire jouer les dispositifs de coopération internationale, prévus de longue date mais jusque-là peu utilisés. La COB se félicite en particulier de la très bonne marche du réseau des Bourses européennes, le Fescopal, qui facilite les échanges d'informations et les investigations croisées dans les pays partenaires.

Tirant parti du contexte, les autorités boursières françaises semblent en profiter pour examiner de plus près des opérations, des intervenants, de fonds sur lesquels elles se sont posé de nombreuses questions par le passé. L'enquête pourrait lui permettre notamment de mettre des noms derrière certains « hedge funds » ou certains fonds d'investissements très actifs mais très secrets, le nom de leurs actionnaires ou de leurs porteurs de parts n'étant jamais révélé. Ces tentatives d'éclaircissement risquent cependant de se heurter à de nombreux obstacles. Ne goûtant guère la lumière, le monde financier a construit de grands obstacles pour se protéger. Même en période d'attentat, il n'est pas prêt à renoncer à toutes ses protections.

Martine Orange

« Une perte de temps », selon la City

LONDRES

de notre correspondant à la City
« Une perte de temps » : tel est le sentiment de la City sur l'enquête de l'autorité britannique des services financiers, la Financial Services Authority (FSA), concernant les étranges mouvements boursiers avant les attentats aux Etats-Unis, qui n'a révélé, pour le moment, aucune irrégularité.

« Un mauvais canular... C'est ainsi qu'en privé les banquiers de la première place financière européenne qualifient cette enquête, lancée il y a dix jours, et qui n'a donné pour le moment aucun résultat. Ce n'est pas faute d'avoir cherché. L'organisme de régulation britannique a mobilisé plusieurs centaines de fonctionnaires qui ont contacté plus de la moitié des 8 500 établissements financiers soumis à sa tutelle pour qu'ils passent au peigne fin les bordereaux d'opérations boursières effectuées à la veille du 11 septembre. A l'instar de la COB, la FSA avait constaté des mouvements inhabituels à la baisse des cours (assurances, compagnies aériennes) ou de matières premières (or, pétrole) juste avant le drame. Le rôle de premier plan joué par Londres dans le recyclage des avoirs arabes et la requête de Washington d'entraide judiciaire sont venus donner une touche d'urgence supplémentaire.

« Super-régulateur » du secteur financier britannique, la Financial Services Authority voit dans cette absence d'indices probants la preuve de l'efficacité de son arsenal de poursuite et de répression des délits financiers. Ses experts, aujourd'hui, ont beau jeu de souligner que de telles anomalies boursières s'expliqueraient par les anticipations des mauvais résultats des compagnies concernées sur fond de déprime du marché.

Ainsi, les compagnies d'assurance-vie, déjà touchées par la baisse des valeurs, subissaient de surcroît les retombées des scandales Equitable et Independent. La compagnie aérienne British Airways était dans le collimateur des analystes en raison des effets du ralentissement économique américain sur le trafic transatlantique qui intervient pour la moitié des revenus de l'avionneur. Quant à l'or, il se languissait au plus bas, à la suite des ventes des banques centrales et de la surproduction mondiale. « Cette enquête a été une pure perte de temps. Si les opérations d'achat ou de vente en Bourse sont facilement traçables, tel n'est pas le cas des options de vente (put) pariant sur la

baisse de l'actif en question réalisées par exemple sur le marché à terme Liffe qui ne sont pas aussi bien réglementées », souligne un consultant londonien. D'autres s'interrogent sur les activités des filières des négociants en matières premières (pétrole, métaux, café) ou les *hed-*

La FSA, l'autorité britannique, espère que la fin de cette coûteuse traque au délit d'initiés lui laissera faire son métier en paix

ge funds, qui échappent, eux, à toute surveillance.

La FSA espère maintenant que la fin de cette coûteuse traque au délit d'initiés lui laissera faire son métier en paix. Londres entend mener la guerre à l'argent de la terreur sur quatre fronts. D'abord, élaborer un code de conduite informel pour lutter plus efficacement contre les

comportements spéculatifs inacceptables sur les marchés. A commencer par la technique des ventes à découvert, par lesquelles les spéculateurs empruntent des actions aux investisseurs institutionnels qu'ils cèdent en tablant sur leur dépréciation future pour les racheter par la suite à un prix inférieur. Deuxièmement, le gel des avoirs détenus ou contrôlés par les talibans est plus que jamais à l'ordre du jour. Les fonds suspects bloqués à ce jour s'élèvent à près de 50 millions de livres (80 millions d'euros). La National Criminal Intelligence Service enquête, elle, pour savoir si les argentiers de Ben Laden ont effectué des transactions au profit de la nébuleuse terroriste. La troisième priorité est la mise au pas des paradis fiscaux de la Couronne (îles Anglo-Normandes, Man, Cayman, îles Vierges, Gibraltar...) où sont placés les fonds déposés dans les banques de la City et qui regimment à collaborer. La FSA a estimé, jeudi 27 septembre, qu'ils « sont confrontés à un futur morose » s'ils n'améliorent pas leurs contrôles. Enfin, le régulateur aidera les compagnies d'assurance mises à mal par le coût des attentats aux Etats-Unis.

Marc Roche

Aux Etats-Unis, de très gros bénéficiaires mais pas d'indices

NEW YORK

de notre correspondant

L'autorité américaine des marchés financiers, la SEC (Securities Exchange Commission), n'a pas plus avancé dans ses recherches sur d'éventuelles irrégularités boursières et délits d'initiés avant les attaques terroristes du 11 septembre que ses homologues européennes. Paul O'Neill, le secrétaire d'Etat au Trésor, a même déclaré à plusieurs reprises ne pas avoir le moindre indice prouvant que des parties liées aux organisations terroristes aient pu retirer des profits financiers des attentats. Pour autant, l'enquête continue. Le FBI (police fédérale) y est étroitement associé. Il s'est intéressé dans un premier temps au marché des options de Chicago (Chicago Board Options Exchange ou CBOE) et à une augmentation inhabituelle au début septembre des achats d'options de vente (« puts ») de deux titres de compagnies aériennes, United Airlines (UAL) et American Airlines (AMR). Faute de découvertes probantes, les enquêteurs ont élargi leurs recherches à d'autres valeurs et sont remontés dans le temps plusieurs mois avant les attaques.

« Nous avons décidé d'aller plus en profondeur et d'élargir nos investigations », explique-t-on à la SEC. L'enquête ne concerne plus seulement le CBOE, le plus important marché d'options des Etats-Unis, mais aussi d'autres places qui échantent ce type de titres, comme l'American Stock Exchange, le Philadelphia Stock Exchange, le Pacific Exchange et le New York's International Securities Exchange. Le 6 septembre, le nombre d'options de vente achetées sur le titre UAL était cinq fois plus important que d'ordinaire. Le lendemain, le volume était encore deux fois supérieur à la moyenne. La veille de l'attaque, les transactions sur les puts AMR étaient dix fois plus importantes qu'en temps normal.

Les autorités cherchent à identifier les donneurs d'ordres qui ont réalisé de considérables plus-values. Le plongeon des cours d'AMR et UAL au lendemain du 11 septembre a fait s'envoler la valeur des options. Selon l'agence Bloomberg, une seule position suspecte aurait permis à son bénéficiaire d'empocher un bénéfice de 2,4 millions de dollars. Il est en théorie difficile à ceux qui spéculent sur les marchés d'options de cacher leur identité. Un courtier ou un investisseur détenant une position supérieure à 200 options est obligé de s'identifier auprès des autorités de contrôle afin de vérifier notamment sa solvabilité. La SEC a ensuite tout pouvoir pour bloquer le versement des profits aux propriétaires des puts s'ils sont soupçonnés de pratiques illégales. Mais ce qui intéresse surtout les autorités, c'est de savoir d'où est venu l'argent et où il est reparti.

VÉRIFICATION DES FICHIERS

Une société spécialisée dans la vente d'options, le Susquehanna Investment Group de Philadelphie, a alerté la SEC et le FBI sur l'achat de puts portant sur des actions de compagnies aériennes et l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo le 7 et le 10 septembre. Les autorités s'intéressent aussi à la vente d'options portant sur les actions Morgan Stanley et celles du courtier en assurance Aon, deux entreprises ayant des bureaux dans le World Trade Center.

Par ailleurs, l'autorité boursière américaine a demandé aux opérateurs de vérifier dans leurs fichiers l'éventuelle présence des 27 personnes et organisations dont le gouvernement américain a ordonné lundi 24 septembre le blocage des comptes.

Eric Leser

La planète financière découvre les excès de la déréglementation des années 1980

LES ENQUÊTES sur les nébuleuses financières des réseaux terroristes, engagées après les attentats du 11 septembre, mettent en évidence l'opacité de l'actionariat

ANALYSE

L'emboîtement de sociétés intermédiaires fait obstacle à la lisibilité de l'actionariat

des grandes institutions financières internationales. « Le manque de transparence dépasse largement les établissements situés dans les émirats ou dans les paradis fiscaux. Il peut s'avérer aussi difficile de connaître finement l'identité des actionnaires d'une banque de renom dans un grand pays occidental, que celle d'une banque de Bahrein », relève un proche de la Commission bancaire française, l'autorité de tutelle des banques. Faut-il voir dans cette opacité un défaut de contrôle des Etats ? « On est en droit de penser qu'aucune véritable réflexion internationale sur ce sujet

n'a encore été lancée, pas plus pour les banques que pour les sociétés cotées, par manque de volonté politique », estime cette source.

Considérer que rien n'a été entrepris serait toutefois inexact. En 1995, quatre ans après le scandale de la faillite de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) – cette institution financière britannique détenue par l'émirat d'Abou Dhabi, dont l'opacité rendait impossible tout contrôle efficace – une directive a été adoptée par la Commission européenne. Cette réglementation a injecté un zeste de régulation dans le système financier. Désormais, tout actionnaire détenant plus de 5 % du capital d'une banque européenne a l'obligation de se faire connaître des autorités de marché.

Certains pays se sont dotés de systèmes plus contraignants. Il en va ainsi de la France, où existent des obligations de déclarations statutaires au sein des sociétés cotées. Les actionnaires détenant des participations même faibles, de l'ordre de 0,5 % ou 1 %, doivent se faire connaître des dirigeants.

Des procédures ont été imaginées pour permettre aux sociétés inquiètes sur leur actionariat d'en obtenir une photographie (le Titre au porteur identifiable). La loi de mai 2001 sur les nouvelles régulations économiques a renforcé ce dispositif, privant de droit de vote les actionnaires refusant de se faire connaître, donc susceptibles d'agir avec un « faux nez ».

CENTRES OFFSHORE

Toutefois, le système actuel, efficace en France et dans d'autres pays acquis au principe de transparence (Allemagne, Espagne etc.), présente des failles. Il perd de son efficacité dès qu'il se heurte à des sociétés investissant pour des tiers, dont l'identité n'est pas révélée. Même en France, il est impossible de savoir qui se cache derrière les sociétés écrans, souvent établies dans les paradis fiscaux et dont l'objectif est de ne pas se faire connaître du marché, mais aussi derrière de banals fonds d'investissement ou des holdings.

« Quand la Commission bancaire française a avalisé le rachat du Cré-

dit commercial de France (CCF) par HSBC, dont le capital est émitte, elle a dû admettre qu'elle ne connaissait pas précisément les actionnaires du géant financier britannique ; mais elle a agi conformément à sa mission, jugeant que l'assise financière du groupe préservait la stabilité financière du CCF », se souvient un acteur du dossier. Un autre banquier relate comment la faillite en 1988 de la banque Al Saoudi, agréée en France mais détenue par une holding aux Pays-Bas, n'a pu être anticipée.

Pour Dominique Garbiol, chef du service de l'inspection au Conseil des marchés financiers (CMF), l'emboîtement de sociétés intermédiaires fait obstacle à la lisibilité de l'actionariat. Mais au-delà, les lois qui régissent les marchés, conçues dans la vague de libéralisation des années 1980, ne sont plus adaptées au contexte. « La question qui se pose est très nouvelle, jusqu'ici la réglementation n'a pas été conçue dans l'idée de se protéger contre tel ou tel mais pour informer le marché d'un phénomène économique susceptible de l'intéresser »,

analyse M. Garbiol. « Il faut se poser la question du libre accès aux marchés des pays qui jouent l'opacité ; les événements du 11 septembre favorisent cette réflexion. Jusqu'où ira-t-elle ? », s'interroge-t-il.

De fait, la réflexion est en marche. Une source à Bruxelles indique qu'il faudra repenser le droit communautaire. Mais pour beaucoup, l'urgence est de faire revenir le droit dans les centres offshore. « La réponse réside moins dans une réglementation hypertrophiée que dans le renforcement de la coopération entre les places financières », estime Florence Roussel, chef du service juridique de la Commission des opérations de Bourse (COB). Daniel Lebègue, directeur général de la Caisse des dépôts (CDC), indique au Monde que « le moment est venu de mettre les centres offshore hors la loi ». « Si ce résultat était obtenu, dit-il, nous aurions fait plus de progrès en quelques semaines dans la lutte contre la criminalité financière qu'au cours des dix dernières années. »

Anne Michel

Telecom Italia abandonne la France et se recentre sur ses activités de base

Le nouvel actionnaire de référence, le groupe Pirelli, dévoile sa stratégie

Pirelli, aidé par Benetton, a pris le contrôle fin juillet d'Olivetti et de sa filiale Telecom Italia. Les dirigeants ont dévoilé leur stratégie jeudi 27 septembre. Le grou-

pe va procéder à une très importante augmentation de capital et se désengager de certaines participations comme celle qu'il détient dans Bouygues Telecom.

MILAN
correspondance

Deux mois après avoir pris le contrôle de Telecom Italia (*Le Monde* du 1^{er} août) et de sa maison mère Olivetti avec l'aide du groupe Benetton, Marco Tronchetti Provera, le patron de Pirelli, a dévoilé, jeudi 27 septembre, les grandes lignes du plan industriel et financier mis au point par les nouveaux actionnaires. M. Provera, également président de Telecom Italia, a annoncé une énorme augmentation de capital pour Olivetti, destinée à réduire l'endettement de la holding, ainsi que le recentrage du groupe de télécommunications sur ses activités de base. La vente des activités non stratégiques devrait rapporter 6 milliards d'euros en deux ans. Telecom Italia coupera ainsi une bonne partie de ses participations étrangères, notamment en France, où il est présent dans la téléphonie mobile avec Bouygues Telecom et dans la téléphonie fixe avec 9 Télécom. Les activités françaises, a indiqué M. Tronchetti Provera, sont placées d'emblée dans la série des activités internationales destinées à être cédées.

Carlo Buora, également dirigeant de Pirelli, aura la haute main sur la gestion, la finance et la réorganisation de Telecom Italia. L'autre administrateur délégué,

Enrico Bondi, supervisera les secteurs d'activité. La téléphonie fixe est confiée à Riccardo Ruggiero, qui s'occupait, depuis l'été, des activités françaises. Celui qui fut l'artisan du succès d'Infostarda, le deuxième opérateur italien de téléphonie fixe (fusionné depuis l'été avec le groupe Wind), devra se concentrer sur le marché intérieur et les services à valeur ajoutée. La téléphonie mobile (TIM), forte de ses brillants résultats, reste sous la houlette de Marco de Benedetti. TIM se focalisera dans la Péninsule sur l'offre de services à valeur ajoutée. Le groupe veut devenir leader en Amérique latine et sélectionnera ses aires de présence en Europe.

RÉDUIRE L'ENDETTEMENT

Il n'est pas question de vendre le secteur des pages jaunes et d'Internet. L'objectif est au contraire d'augmenter les parts de marché et le trafic pour l'accès à Internet et de développer les synergies avec la téléphonie fixe et mobile. En revanche, Telecom Italia cherche un partenaire ou un acquéreur pour le groupe de télévision racheté en 2000. La 7 (ancienne Telemontecarlo), qui venait de lancer sa formule de chaîne généraliste à destination des jeunes, est en attendant transformée en chaîne d'information continue, de façon à réduire les coûts.

L'augmentation de capital d'Olivetti (qui contrôle Telecom Italia et est contrôlée à son tour à 27 % par Olimpia, société créée par Pirelli et Benetton) sera réalisée dès octobre pour un montant maximal de 4 milliards d'euros. Elle comprendra une émission d'actions de la valeur nominale de 1 euro, et une émission d'obligations convertibles en actions. Cette opération devrait permettre à terme de réduire l'endettement d'Olivetti à 13,5 milliards d'euros, contre plus de 17 milliards aujourd'hui. Vu la situation actuelle des marchés, l'augmentation de capital a fait tordre le nez à nombre d'investisseurs institutionnels. Mais, selon M. Tronchetti Provera, elle est absolument nécessaire.

Malgré la chute des cours en Bourse de toutes les entreprises du groupe ces dernières semaines, Marco Tronchetti Provera a défendu son investissement. « Le secteur est anticyclique, il produit du "cash-flow", et il n'est pas touché par les événements extraordinaires », a-t-il expliqué.

Marie-Noëlle Terrisse

Schneider et Legrand prêts à négocier leur projet de fusion avec Bruxelles

Les services européens de la direction de la concurrence s'opposent au rapprochement des deux groupes alors que l'offre publique d'échanges a été menée à son terme en août

BRUXELLES

de notre bureau européen

Schneider a ouvert vendredi 28 septembre en baisse de plus de 20 %, à 40 euros à la Bourse de Paris, tandis que Legrand reculait de 10 %, à 138 euros. Les marchés réagissaient à la nouvelle révélée la veille par les entreprises elles-mêmes : les services de la direction de la concurrence de la Commission européenne s'opposent à la fusion entre les deux français, leaders mondiaux des équipements électriques basse tension, telle qu'elle leur a été transmise. Ils ont transmis un avis négatif au comité consultatif des Etats-membres, qui devait se réunir ce vendredi. La Commission prendra sa décision définitive le 12 octobre. « Schneider et Legrand expriment leur totale surprise et leur incompréhension », ont expliqué les deux groupes, qui estiment que « les discussions menées avec [les services de la Commission] permettaient d'être confiants dans l'aboutissement de la procédure ».

Depuis le début, la fusion des deux groupes pose des problèmes de concurrence, dans un secteur

où les acteurs mondiaux sont moins d'une dizaine. La fusion de deux français risquait de conforter des positions déjà très puissantes en France et en Italie. Le nouveau groupe aurait une part de marché dominante sur les tableaux électriques dans ces deux pays, atteignant même 70 % en France.

FRANCHES CONCESSIONS

Après avoir lancé fin mars une enquête approfondie, la Commission avait envoyé début août une lettre de griefs puis procédé fin août à des auditions des parties prenantes, alors que des concurrents comme l'américain General Electric, l'helvético-suédois ABB ou l'allemand Siemens avaient, disait-on avant la fusion, des vues sur Legrand. Les deux français avaient jusqu'au 14 septembre pour apporter les corrections jugées nécessaires. Ils ont alors annoncé leur intention de céder des activités représentant 400 millions d'euros, soit 12 % du chiffre d'affaires de Legrand mais un tiers de ses activités en France et en Italie. Dans ces deux pays, les parts

de marché sur les produits posant problèmes seraient, dit-on, redescendues au-dessous des positions initiales de Legrand. L'entreprise a cru, suite à ses échanges avec la Commission, que le dossier était réglé. Cela n'a visiblement pas suffi à la Commission, qui a décidé de faire monter la pression d'un cran. Vendredi dans la matinée, Schneider-Legrand a déclaré au *Monde* qu'il était prêt à négocier avec la Commission. Il risque de devoir faire des concessions franches s'il veut convaincre le commissaire européen à la concurrence, Mario Monti. Un accord est d'autant plus indispensable que la fusion financière des deux groupes est réalisée depuis début août, Schneider détenant 98 % de Legrand. La revente sur le marché serait des plus compliquées, vu l'état du marché. Si le veto bruxellois était maintenu, il signifierait qu'il convient d'attendre le feu vert définitif des autorités de la concurrence avant de réaliser toute opération financière.

Arnaud Leparmentier

L'avenir de 9 Télécom en question

La filiale française de Telecom Italia, 9 Télécom, est le troisième opérateur de téléphonie fixe grand public en France, derrière Cegetel et Tele 2. Elle revendique 900 000 clients. Le groupe 9 Télécom s'est renforcé avec l'acquisition de la société lyonnaise Jet Multimédia, qui a développé une expertise de centres serveurs audiotel, et avec l'acquisition du portail Internet Mageos. Globalement, l'entreprise emploie 1 200 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs en 2000 (183 millions d'euros). Au premier semestre 2001, l'activité téléphonie de 9 Télécom a affiché un chiffre d'affaires de 81 millions d'euros et continue à subir des pertes opérationnelles importantes de 79 millions d'euros. Pour l'instant, les salariés de 9 Télécom n'ont été informés d'aucune évolution de l'actionariat de leur entreprise.

L'OPEP annonce une réduction de sa production

LE MINISTRE du pétrole saoudien Ali al-Naimi a déclaré, vendredi 28 septembre, à Vienne qu'une réduction de la production de brut pourrait dépasser les 500 000 barils par jour si les cours du brut ne se redressent pas. Interrogé par Reuters pour savoir si une réduction pourrait dépasser les 500 000 barils par jours stipulée par le mécanisme de marge de cours de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), il a répondu : « Ça pourrait être plus ». « Je pense que respecter les règles est une bonne chose et nous y apportons un engagement accru, comme cela a été discuté lors de la réunion », a expliqué le ministre saoudien. « Nous respecterons les règles le plus qu'il soit possible et c'est un engagement très ferme de la part de tous les ministres », a-t-il ajouté.

Bertelsmann prudent après une année record en trompe-l'œil

BERTELSMANN a dévoilé, jeudi 27 septembre, à Berlin des résultats records, dus à des éléments exceptionnels : le chiffre d'affaires a progressé de 21 %, à 20 milliards d'euros, du fait de la consolidation de la société audiovisuelle RTL Group. Le bénéfice avant impôts et amortissements des survaleurs a lui bondi de 79 %, à 3,16 milliards d'euros sur l'exercice 2000-2001, clos le 30 juin. Mais une large partie de ces profits proviennent de cessions de participations, comme la vente en mars 2000 à l'américain America Online (AOL) des 50 % que Bertelsmann détenait dans le fournisseur d'accès à Internet AOL Europe. Si la plupart des divisions du groupe sont bénéficiaires, la branche musicale, Bertelsmann Music Group (BMG), a dégagé une perte de 5 millions d'euros et a dû absorber des coûts de restructuration de 293 millions d'euros. De plus, les pertes liées à Internet se sont élevées à 888 millions d'euros. Lors du prochain exercice, Bertelsmann compte réduire de moitié les dépenses dans ce secteur. — (Corresp.)

PriceWaterhouse Management rejoint Andersen en France

LES ÉQUIPES françaises de PriceWaterhouse Management Consultants (PwMC) ont rejoint le groupe de conseil Andersen France. Le projet a pour objectif de regrouper les activités de conseil stratégique et opérationnel d'Andersen France avec PwMC. L'opération a été signée, jeudi, les associés de PwMC ayant apporté leurs actions à Andersen. Le nouvel ensemble représente environ 900 consultants, dont 40 associés, pour un chiffre d'affaires de l'ordre de 150 millions d'euros, et sera dirigé par l'actuel patron de l'activité de conseil stratégique et opérationnel d'Andersen, Olivier Chatin. Le nouveau cabinet prévoit de doubler par croissance interne son chiffre d'affaires à l'horizon 2005, et est confiant dans la croissance du secteur du conseil.



Venez découvrir toutes les nouveautés du monde Mac.

Les Revendeurs Apple vous proposent de leur rendre visite à l'occasion des "20 jours Mac", du 26 septembre au 13 octobre 2001.

Venez nombreux découvrir *Mac OS X v10.1*, assister aux nombreuses démonstrations organisées par les revendeurs et bénéficier de leurs offres.

Pour connaître le programme complet de ces journées et trouver le revendeur le plus proche de chez vous : www.apple-expo.com ou appelez le 0800 95 30 03.*



La guerre des images de New York dynamise les agences photographiques

Les milliers de clichés pris lors des attentats ont mis à jour de nouvelles pratiques commerciales entre des agences en grandes difficultés financières et la presse magazine. Accentuant sa situation dominante, « Paris Match » a fait jouer en France un droit de « première vision »

« C'EST le paradis ! » Il se reprend : « C'est aussi l'enfer. » En deux formules, Göksin Sipahioglu, président de Sipa, résume l'état d'esprit des agences photographiques quinze jours après les attentats du World Trade Center. Pour les spécialistes, c'est « un événement photo exceptionnel » par la quantité et la qualité des images, et par le nombre de publications. Par le prix des photos aussi. Confirmant un vieux tabou, craignant d'être accusés de « faire de l'argent sur le dos des victimes », les agences et magazines restent extrêmement discrets sur les énormes enjeux financiers.

Le lieu des photos est concentré dans les ruines des Twin Towers. « Tout le monde se fout du Pentagone », constate Laurent Abadjian, de Télérama. New York est une capitale de l'image et, naturellement, des centaines de photographes se sont retrouvés à Manhattan : une vingtaine pour Associated Press, dix-huit pour Gamma, seize pour Corbis-Sygma, onze pour Magnum, un bon paquet pour le *New York Times* mais aussi des spécialistes du portrait glamour ou de la publicité. Et de nombreux amateurs... Entre les images « capturées » sur l'écran de télévision et les photos, l'offre était gigantesque, accélérée par la transmission numérique, de « bureau à bureau », dans le monde entier. Gamma-New York a envoyé 2 500 images en quatre jours contre 400 habituellement. « 3 000 photos sont arrivées à Paris-Match dans les heures qui ont suivi l'attentat ; on a pu refaire le numéro avant minuit et avancer la sortie de 24 heures », ajoute Alain Genestar, directeur de la rédaction.

La qualité spectaculaire des images est indéniable. « La télévision res-

tera pour les avions mais les photos ont mieux donné l'idée de désastre », juge Mallory Langsdon, de Reuters. « Des images d'une surprenante beauté sur une ville spectacle », pour Alain Genestar. Le nombre de photos en couverture et en double page, dont la comptabilité est en cours, marque une date. « Je n'ai pas connu une telle intensité en vingt-sept ans d'activité », confirme François Caron, directeur commercial de Gamma.

Une coutume proche des enchères veut que les magazines, dans les pays occidentaux, s'affrontent à coup de centaines de milliers de francs pour obtenir en exclusivité

les meilleures photos. Mais en France, il y a *Paris-Match* et les autres magazines qui ne peuvent – ou ne veulent – pas lutter financièrement. Il y a vingt ans, *VSD* avait « emporté » contre *Paris-Match* une photo de la guerre des Malouines pour 420 000 francs. Le nombre et la densité des images new-yorkaises, le fait qu'il n'y a pas une seule photo qui se dégage du lot, aurait empêché d'atteindre des records de plusieurs centaines de milliers de francs. La photo la plus chère de la première semaine aurait été celle de désespérés aux fenêtres d'une tour (plus de 200 000 francs, soit 30 489 euros). La diversité des sources,

le travail remarquable des agences « filaires », Associated Press en tête, ont permis aux magazines d'obtenir ce qu'ils voulaient dans la masse des images refusées par *Paris-Match*. Mais le prix moyen des photos aurait grimpé de 20 % à 30 %. « M'étonnant d'un prix, un vendeur a répondu : "C'est la guerre" », explique un responsable de magazine.

C'est en fait la pratique du « droit de première vision » qui a marqué l'événement : une agence photo s'engage, contre une somme conséquente, à montrer sa production en priorité à un journal ; libre à ce dernier d'acheter. Le magazine allemand *Focus* aurait réparti une enve-

loppe de 500 000 deutschemarks (0,98 million d'euros) entre Gamma, Corbis-Sygma et Sipa pour voir en premier leurs images. En France, depuis longtemps, les représentants des agences se rendent d'abord à *Paris-Match* : « Leur tirage est le plus gros, leur maquette la plus efficace et leur compte en banque le plus fourni », explique un vendeur.

Paris-Match ne donnant aucun chiffre, ses concurrents avancent des forfaits « pour voir » entre 200 000 et 700 000 francs. Un vendeur de photos affirme que « dans les trois heures qui ont suivi l'attentat, *Paris-Match* avait déjà dépensé 1,3 million de francs ». Beaucoup

concluent que les 34 pages de photos du numéro qui a suivi l'attentat auraient coûté « beaucoup plus que 2 millions de francs ».

UNE BOUFFÉE D'OXYGÈNE

Le résultat mérite-t-il autant d'argent ? « On pensait prendre une claque, on attendait mieux de *Paris-Match* », répondent les concurrents. « On leur fourgue n'importe quoi à n'importe quel prix », dit Pierre Langlade du *Nouvel Observateur*. « Faire un magazine de l'image et non un illustré coûte cher », répond Alain Genestar. Il y a eu des enchères. Nous avons bataillé deux nuits contre le *Figaro Magazine*. » Le magazine du groupe Hachette aurait vendu son numéro « La Guerre » à 1,5 million d'exemplaires contre 760 000 en temps normal. « On nous reproche d'avoir gagné beaucoup d'argent, alors nous avons fait une donation d'un million de dollars à la ville de New York », se défend Alain Genestar.

Reste le sursaut, photographique et commercial, des agences « magazines », Gamma, Corbis-Sygma ou Sipa, qui, depuis des années, perdent des millions de francs et sont en plein doute. « C'est une bouffée d'oxygène », dit Göksin Sipahioglu. Pour Gamma, dont la « couverture » de l'événement est saluée par les journaux, c'est aussi une façon de consacrer son récent bureau new-yorkais. « La tour de 48 étages a été évacuée sauf Gamma ; pendant cinq jours et cinq nuits, on a le sentiment d'avoir été seuls et les meilleurs », disent les dirigeants de Gamma à New York, Jean-Pierre Laffont et Jean-Pierre Pappis.

Nicole Vulser

Michel Guerrin

« Paris Match » prend un risque judiciaire en publiant des photos des victimes de Toulouse

DIX PHOTOS de victimes : une jeune femme blessée au visage et à une jambe, ses deux jumeaux de dix-huit mois atteints à la tête qui attendent du secours. D'autres blessés ensanglantés, en état de choc, le regard hébété, le visage entaillé. Un conducteur mort, broyé par la carcasse de son véhicule... Un reportage dur, difficilement supportable. *Paris Match* publie en couverture et sur 18 pages dans son numéro du 21 septembre, des photographies tragiques prises par Thierry Bordas de *La Dépêche du Midi*, après l'explosion de l'usine AZF de Toulouse, qui a provoqué la mort de 29 personnes et en a blessé 2 442.

L'hebdomadaire assume tout à fait la publication des photos des victimes, « en dépit de la loi qui l'interdit au nom d'une prétendue protection des citoyens ». « Montrer, c'est informer et dénoncer une tragédie qui, jamais, n'aurait dû se produire », affirme Alain Genestar, directeur de la rédaction, dans son éditorial (chronique de Pierre Georges dans *Le Monde* du 28 septembre).

L'article 9 du code civil dispose que « chacun a droit au respect de sa vie privée ». C'est d'ailleurs sur cette disposition que l'hebdomadaire avait

déjà été poursuivi lors de la publication d'une photographie d'une victime de l'attentat de la station RER Saint-Michel à Paris en 1995 (*Le Monde* du 24 février). La victime avait toutefois été déboutée par le tribunal de grande instance de Paris le 2 septembre 1997, qui avait estimé que la photographie prise « sans procédé », était « justifiée par les nécessités de l'information et de l'actualité ». La cour d'appel avait infirmé ce jugement le 30 octobre 1998, avant que la cour de cassation ne donne raison à l'hebdomadaire le 20 février 2001.

LES MODIFICATIONS DE LA LOI GUIGOU

La haute cour avait estimé que la photo ne portait pas atteinte à la dignité de la victime, car elle « était dépourvue de toute recherche du sensationnel et de toute indécence ». La cour réaffirmait que « la liberté de communication des informations autorise la publication d'images des personnes impliquées dans un événement, sous la seule réserve du respect de la dignité humaine ».

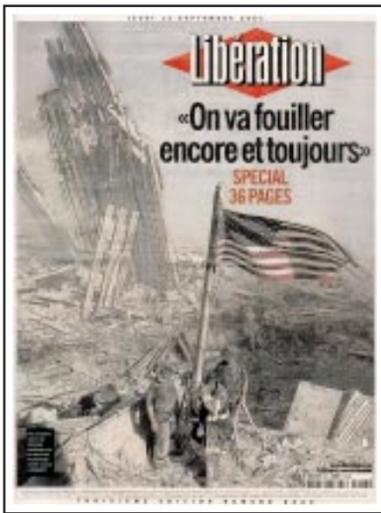
La loi Guigou, censée mieux protéger les victimes d'attentats, a modifié la loi sur la presse le

15 juin 2000. L'article 35 précise que la diffusion « de la reproduction des circonstances d'un crime ou d'un délit, lorsqu'elle porte atteinte à la dignité d'une victime ou qu'elle est réalisée sans l'accord de cette dernière, est punie de 100 000 francs d'amende ». Si l'explosion de l'usine à Toulouse est d'origine accidentelle, cette mesure semble difficilement applicable.

L'hebdomadaire, qui a déjà suscité une polémique en publiant les photos des victimes de l'accident de téléphérique de Saint-Etienne-en-Devouly (Haute-Savoie) en juillet 1999, pourrait à nouveau être poursuivi, pour infraction au code civil. Les attentats de New York n'ont fait l'objet de presque aucune publication de photographies de victimes ensanglantées ni de morts, dans les magazines français ou américains. Ce qui s'explique à la fois par une retenue des médias, une censure plus ou moins explicite et l'impossibilité d'accéder à la zone du désastre. *Paris Match* en a décidé autrement avec l'explosion de l'usine de Toulouse.

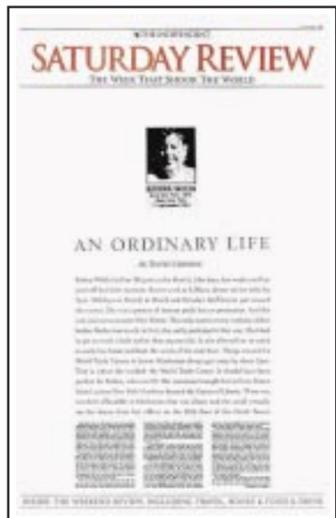


■ « UNE » DU NUMÉRO SPÉCIAL DE « TIME » « 11 SEPTEMBRE 2001 ». Aux Etats-Unis, trois hebdomadaires d'informations générales ont publié une édition spéciale deux jours après les attentats : *Time*, *Newsweek* et *US News*. Les choix visuels de ce numéro de *Time* sont considérés comme les plus précis et aboutis de l'ensemble de la presse internationale. Les magazines américains mythifient un décor dévasté, montrent « peu de corps mais plus d'images de vie et d'apocalypse », dit François Caron, de Gamma. La photo de couverture est due à un photographe publicitaire américain, Lyle Owerko, qui habite à côté des Twin Towers et est descendu dans la rue avec son appareil 6 x 6, d'une bonne précision optique. « Un photographe de Gamma l'a croisé dans la rue et l'a amené par la main au bureau ; on ne le connaissait pas », affirment Jean-Pierre Laffont et Jean-Pierre Pappis, de Gamma-New York.



■ LE DRAPEAU DANS LES DÉCOMBRES À LA « UNE » DE « LIBÉRATION » DU 13 SEPTEMBRE. Cette photo, également publiée en couverture du numéro spécial du mensuel *Le Monde* 2, ouvre la voie aux innombrables images de drapeaux dans les ruines des tours. Prise par Ricky Flores pour le *Journal News* de New York, elle est proposée, en France, par Associated Press (AP) aux quotidiens et par Corbis-Sygma aux magazines. « Pendant trois jours, la confusion fut totale, je n'avais jamais vu ça, affirme un cadre de AP. Les enjeux financiers étaient tels qu'on ne savait plus à qui appartenait cette image, à qui on pouvait la vendre. »

■ LES NEW-YORKAIS DE SUZANNE PLUNKETT, PARUE DANS « VSD » DU 13-19 SEPTEMBRE. Le lendemain des attentats, la majorité des photos publiées par les quotidiens sont signées Associated Press (AP). « C'est normal, notre siège est situé à quelques minutes des tours ; New York est notre territoire », dit-on au bureau parisien d'AP. Cette photo d'un trader face à l'avalanche de fumée est une des plus publiées. Elle montre que les agences « filaires » (AP, Reuters, AFP), qui vendent surtout aux quotidiens, n'ont rien à envier aux agences « magazines », comme Gamma, Sipa ou Corbis-Sygma.



■ « THE INDEPENDENT », 15 SEPTEMBRE. « A *New York*, il y a une grande qualité d'images, pas une grande diversité », affirme Laurent Abadjian, de Télérama. De la même façon, les magazines, américains, allemands, italiens ou français, se ressemblent dans leurs choix. Le quotidien britannique *The Independent*, par ses audaces visuelles qui tirent parti de sa grande taille, surprend. En publiant en petit format, à la « une » de son supplément de fin de semaine, une photo des jours heureux, représentant une des 6 500 disparus du World Trade Center, accompagnée du récit de sa vie, le quotidien traite sobriement des questions des corps disparus et du deuil.



■ COUVERTURE DE « PARIS MATCH » DU 27 SEPTEMBRE. Ce numéro est dominé par la couverture et les double-pages de l'Américain James Nachtwey, « le plus grand photographe de guerre ». Rentré la veille de France pour remplacer un collègue sur une commande anodine, Nachtwey, qui réside à trois blocks des tours, est réveillé par le premier impact. Il est présent cinq jours, sélectionne vingt-six photos dont celle d'un pompier tué deux minutes après la prise de vue. Il a refusé que ses images soient imprimées en cartes postales, affiches, sur des T-shirts. Dix jours avant l'attentat, Nachtwey, démissionnaire de Magnum, créait avec six confrères l'agence VII. « Son travail est exceptionnel pour notre lancement », affirme Ashley Woods, représentant de VII à Paris. Ce dernier ajoute que *Paris Match* a donné « beaucoup d'argent » pour l'exclusivité des images de Nachtwey ; sans doute des centaines de milliers de francs.

■ BEN LADEN PAR ROBERT FISK, « LE MONDE » DU 19 SEPTEMBRE. Après le 11 septembre, l'Occident a découvert le visage d'Oussama Ben Laden, les agences photo ayant déniché des portraits désormais précieux. Sipa en détient beaucoup grâce à ses « connexions dans les pays arabes ». Des spécialistes en cherchent d'autres, datant de la guerre en Afghanistan ou prises en famille. La plupart des documents, hormis ceux extraits de cassettes de propagande, montrent un Ben Laden « officiel » et inquiétant. L'Anglais Robert Fisk, journaliste à *The Independent*, prend le contre-pied et réalise, en 1996, son portrait intime dans son bunker en Afghanistan.



■ LA SEULE IMAGE DE MOLLAH OMAR. Alors que les photos de New York arrivent par milliers, le personnage central de l'Afghanistan, Mollah Mohammed Omar, chef spirituel des talibans, qui dit recevoir ses ordres de Mahomet, n'aurait jamais été photographié. On ne connaît qu'une image de lui, extraite d'un film réalisé, à son insu, par la BBC en 1996. Cette image au statut de document, comme toutes celles tirées de vidéos montrant les impacts des avions dans les tours du World Trade Center, marque l'importance nouvelle des « captures d'écran télévisé » devenues photos dans la presse.

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIES

● FIAT : le constructeur automobile italien va réduire sa production de 30 000 véhicules en Italie

et envisage de mettre 20 000 employés au chômage technique pour quelques jours en octobre et novembre, a annoncé, jeudi, le groupe turinois, pour faire baisser ses stocks. Le groupe a par ailleurs annoncé, vendredi 28 septembre, 700 suppressions d'emplois dans ses usines polonaises, sur un total de 7 000, en raison d'une « baisse dramatique des demandes de voitures sur ce marché ».

● **SOFRER : le tribunal de commerce de Nanterre (Hauts-de-Seine)** a accordé, mercredi 26 septembre, un sursis jusqu'au 16 octobre à la société d'installation de réseaux de télécommunications (870 salariés) en dépôt de bilan depuis le retrait de son actionnaire américain, Spectrasite Inc. (*Le Monde* du 11 septembre).

● **AT & T : le géant américain des télécommunications aurait proposé à l'opérateur BellSouth de fusionner** les activités de télécommunications des deux groupes, affirme, jeudi, le magazine *Newsweek* dans son édition en ligne. Parallèlement, AT & T projeterait aussi de fusionner ses activités câblées avec le numéro trois américain du secteur, Comcast, rapporte de son côté le *Wall Street Journal* sur son site Internet.

SERVICES

● **HACHETTE FILIPACCHI-HERSANT : les deux groupes de presse font fusionner leur deux suppléments féminins** *Femina Hebdo* (HFM) et *Version Femme* (Hersant).

● **CANAL+ : les employés de CanalNumedia, la filiale Internet du groupe Canal+ (Vivendi Universal),** étaient appelés à suivre, vendredi 28 septembre, un mouvement de grève lancé par le syndicat SNRT-CGT, pour protester contre « les suppressions de services et les cessations d'activités ».

● **DI GROUP : le leader mondial du luxe LVMH a confirmé, jeudi, la nomination de Christian Bregou** à la tête

de son pôle média, en remplacement de Fabrice Larue (*Le Monde* du 28 septembre).

● **VODAFONE : le géant britannique de la téléphonie a finalisé, jeudi, l'acquisition de 25 % de l'opérateur suisse Swisscom** avec le versement de 2,3 milliards de francs suisses (1,5 milliard d'euros). Cette somme constitue la première tranche de la transaction, qui s'éleva au total à 4,5 milliards de francs suisses.

● **CORSAIR : la compagnie aérienne française, filiale de Nouvelles Frontières, a reçu un avis favorable** pour réaliser des vols charter entre la France et l'Algérie, mais pas des liaisons régulières, a indiqué jeudi le président du conseil de surveillance de Nouvelles Frontières, Jacques Maillot.

● **PIERRE ET VACANCES : le numéro un français des résidences de tourisme a cédé à la société Sofival** 75 % de la société Domaine skiable de Valmorel, qui exploite les remontées mécaniques de la station de Valmorel, jeudi, pour un montant de 6,5 millions d'euros.

FINANCES

● **AXA : l'assureur français et BNP Paribas ont annoncé, vendredi 28 septembre, la signature d'un protocole d'accord** aux termes duquel les deux groupes ont « réaffirmé leur volonté de poursuivre des coopérations industrielles ». Ce protocole comprend une clause de maintien d'une participation réciproque minimale (respectivement de 4,9 % d'Axat dans BNP-Paribas et de 22,25 % de BNP Paribas dans Finaxa) et de concession d'un droit de préemption mutuel en cas de changement de contrôle du capital de l'un d'entre eux.

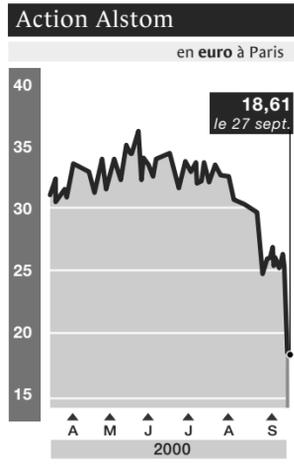
● **SERVICES FINANCIERS : les ministres européens ont approuvé jeudi 27 septembre un projet de directive** qui fixe les droits des consommateurs dans la vente à distance de services financiers (téléphone, fax ou Internet). Le projet de directive doit encore recevoir l'aval du Parlement européen.

● **CAISSES D'ÉPARGNE : la banque a annoncé jeudi la création avec Cetelem d'une filiale de crédit** à la consommation, qui sera opérationnelle en janvier 2002.

VALEUR DU JOUR

Alstom subit la faillite de Renaissance

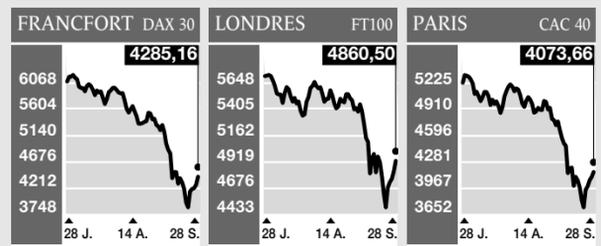
ALSTOM a battu un record, jeudi 27 septembre, à la Bourse de Paris : celui du deuxième plus fort recul d'une valeur du CAC 40 en une seule séance. A la clôture, le titre du groupe affichait une baisse de 26,88 %, à 18,61 euros. Le précédent record était détenu par Alcatel, qui avait perdu 38 % au cours de la séance du 17 septembre 1998. A l'origine de ce « dévissage », il y a l'annonce de la mise sous administration judiciaire (Chapter 11) du groupe de croisières américain Renaissance Cruises et de ses conséquences sur la santé financière d'Alstom. En effet, si tous les bateaux, au nombre de huit, ont été livrés au croisiériste, Alstom partage malgré tout une partie des risques et des gains qui sont associés à certains des ces bateaux. Dans un communiqué rendu public mercredi matin, Alstom a précisé qu'il avait « une responsabilité de dernier rang pour une part des prêts à long terme consentis par les institutions financières pour financer l'acquisition de ces navires de croisière », tout en précisant que ces prêts à long terme étaient garantis par des hypothèques de premier rang sur tous les navires concernés. Dans son communiqué, l'entreprise ajoute qu'elle considère être couverte « de manière adéquate contre les risques potentiels, encore incertains aujourd'hui, associés à cette affaire ». Les analystes redoutent qu'Alstom ait d'autres engagements de ce type avec d'autres croisiéristes à



une période où ce secteur souffre des attaques terroristes du 11 septembre. Pourtant, l'activité marine représente 7 % des entrées de commandes d'Alstom en 2000-2001 et 5 % du chiffre d'affaires du premier trimestre 2001-2002. Dans une note, CIC EIFB souligne les inquiétudes suscitées par l'affaire Renaissance mais maintient sa recommandation d'achat avec un objectif de cours à douze mois de 33,50 euros. En outre, certains analystes estiment qu'une défiance vis-à-vis du transport aérien domestique aux Etats-Unis pourrait relancer le transport ferroviaire et bénéficier à Alstom qui réalise dans le secteur transport un chiffre d'affaires de 4 milliards d'euros et détient une part de marché de 17 %.

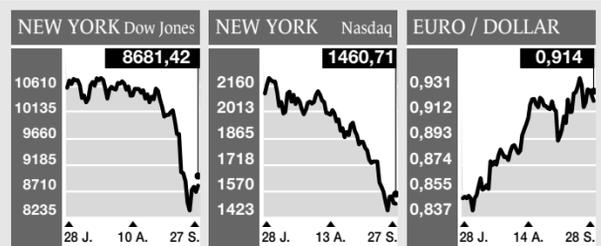
François Bostnavaron

EUROPE



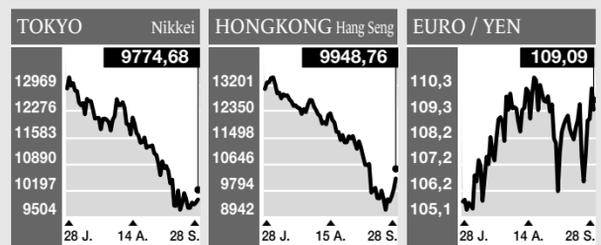
Europe 9 h 57	Indices sélection	cours 28/09	Var. % 27/09	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3283,44	2,65	- 31,20
EUROPE	STOXX 50	3308,59	2,68	- 27,40
EUROPE	EURO STOXX 324	270,77	2,35	- 30,89
EUROPE	STOXX 653	263,52	2,25	- 26,76
PARIS	CAC 40	4073,66	1,51	- 31,26
PARIS	MIDCAC	....	....	....
PARIS	SBF 120	2769,57	1,42	- 31,15
PARIS	SBF 250	....	....	....
PARIS	SECOND MARCHÉ	....	....	....
AMSTERDAM	AEX	444,69	2,43	- 30,26
BRUXELLES	BEL 20	2594,24	1,67	....
FRANCFORT	DAX 30	4285,16	2,41	....
LONDRES	FTSE 100	4860,50	2,03	- 21,89
MADRID	STOCK EXCHANGE	7348,50	2,09	- 19,33
MILAN	MIBTEL 30	28678	2,07	- 34,40
ZURICH	SPI	5944,30	1,96	....

AMÉRIQUES



Amérique 9 h 57	Indices sélection	cours 27/09	Var. % 26/09	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	8681,42	1,33	....
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1018,61	1,07	- 22,85
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	1460,71	- 0,23	- 40,87
TORONTO	TSE INDEX	6669,45	0,22	- 25,34
SAO PAULO	BOVESPA	10404,72	....	- 31,81
MEXICO	BOLSA	296,66	- 0,36	- 6,12
BUENOS AIRES	MERVAL	248,58	1,60	- 40,36
SANTIAGO	IPSA GENERAL	99,33	- 1,41	3,47
CARACAS	CAPITAL GENERAL	6953,47	- 0,29	1,88

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 9 h 57	Indices sélection	cours 28/09	Var. % 27/09	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	9774,68	0,81	- 29,10
HONGKONG	HANG SENG	9948,76	3,62	- 34,09
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	1324,46	1,04	- 31,26
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	58,91	1,52	- 7,01
SYDNEY	ALL ORDINARIES	2988	1,58	- 5,28
BANGKOK	SET	18,21	1	- 2,25
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	2774,87	2,19	- 30,14
WELLINGTON	NZSE-40	1860,66	0,64	- 2,16

SUR LES MARCHÉS

PARIS

LE CAC 40 a ouvert en hausse de 1,61 %, vendredi 28 septembre, à 4 077,66 points. L'indice de référence de la Bourse de Paris s'était apprécié de 0,95 %, jeudi, cotant 4 013,23 points en clôture.

FRANCFORT

RÉFÉRENCE du marché allemand des actions, l'indice DAX des trente premières valeurs a débuté la séance en légère hausse de 0,31 %, vendredi, s'inscrivant à 4 197,35 points. L'indice DAX avait grimpé de 2,18 %, jeudi, finissant à 4 184,50 points.

LONDRES

COMPOSÉ des cent premières capitalisations boursières cotées sur la place britannique, l'indice Footsie progressait de 0,38 %, vendredi à l'ouverture, à 4 781,80 points. L'indice Footsie avait progressé de 1,44 %, jeudi, terminant à 4 763,60 points.

TOKYO

LES VALEURS JAPONAISES ont terminé la séance du vendredi 28 septembre en légère hausse. L'indice Nikkei des deux cent vingt-cinq premières valeurs cotées à la Bourse de Tokyo a progressé de 0,81 %, à 9 774,68 points. La séance de vendredi est la dernière du trimestre fiscal, au cours de laquelle l'indice Nikkei a perdu 24,8 %. En effet, l'indice Nikkei avait terminé le précédent trimestre, clos le 31 mars, à 12 999,70 points.

NEW YORK

LES MARCHÉS AMÉRICAINS ont été soutenus, jeudi 27 septembre, par une chasse aux bonnes affaires qui a permis aux principaux indices de se redresser peu avant la clôture. L'indice Dow Jones, principal indicateur de Wall Street, a progressé de 1,33 %, à 8 681,42 points. L'indice élargi Standard & Poor's 500 s'est apprécié de 1,15 %, à 1 018,61 points. L'indice Nasdaq a cédé 0,23 %, à 1 460,71 points, après avoir perdu jusqu'à 3 % en cours de séance. Les analystes de Goldman Sachs ont révisé à la baisse leurs prévisions de résultat et de chiffre d'affaires pour les sociétés du secteur des semi-conducteurs, en conséquence des attentats. L'indice des semi-conducteurs de la Bourse de Philadelphie, principale référence du secteur, a encore cédé 2,33 %, à 362 points, son plus bas niveau depuis mars 1999.

TAUX

LE RENDEMENT des emprunts d'Etat se tendait très légèrement sur les marchés obligataires européens, vendredi matin. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) français à dix ans s'établissait à 4,90 %. Celui du Bund, son homologue allemand, s'établissait à 4,79 %.

MONNAIES

L'EURO rebondissait de quelques fractions face au billet vert, vendredi matin, cotant 0,9150 dollar. Le yen grignotait du terrain face à la devise américaine, à 119,11 yens pour un dollar.

ÉCONOMIE

Chômage record au Japon

LE TAUX de chômage du Japon a atteint pour le deuxième mois consécutif en août son niveau record de 5 %, un seuil qui n'avait pas été atteint depuis la seconde guerre mondiale, a annoncé le gouvernement vendredi 28 septembre. Le nombre de sans-emplois a continué d'augmenter de 260 000 personnes par rapport à août 2000, pour s'élever à 3,36 millions. Les dépenses des ménages salariés japonais, elles, ont reculé de 0,8 % en août sur un an, marquant la cinquième baisse consécutive en glissement annuel, selon le ministère des affaires publiques. Il s'agit de la plus longue période de baisse pour la consommation japonaise depuis celle comprise entre août 1999 et janvier 2000, lorsque les achats des familles avaient diminué pendant six mois.

Dans le même temps, les prix à la consommation ont poursuivi leur recul en août, avec une baisse de 0,7 % de l'indice de référence par rapport au même mois de 2000. Il s'agit du 24^e mois consécutif de baisse des prix au Japon, a indiqué le ministère des affaires publiques. De son côté, la production industrielle a rebondi de 0,8 % en août sur un mois, après une forte baisse de 3 % en juillet, a annoncé le ministère de l'économie.

FRANCE : le nombre des demandeurs d'emploi a de nouveau augmenté en août, pour le quatrième mois consécutif, progressant de 0,5 % (+ 11 100 personnes par rapport à juillet), à 2 127 800, selon les statistiques du ministère de l'emploi publiées vendredi (*lire page 13*).

Les prix industriels en France (énergie et industries agroalimentaires incluses) ont reculé de 0,2 % en août par rapport à juillet, après une baisse plus marquée de 0,7 % en juillet, et ont progressé de 0,7 % sur un an, selon les chiffres de l'Insee publiés vendredi.

L'inquiétude des industriels français, manifeste avant même les attentats aux Etats-Unis, n'a pas encore entraîné une baisse significative de la production, mais leur sentiment négatif sur le contexte général pourrait les conduire à une prudence peu favorable à la croissance. C'est ce qui ressort de l'enquête mensuelle dans l'industrie manufacturière publiée jeudi par l'Insee.

ÉTATS-UNIS : les ventes de logements neufs ont augmenté de 0,6 % en août par rapport à juillet, avec un volume de 898 000 unités en rythme annuel, a annoncé jeudi le département du commerce

ce. En juillet, ces ventes avaient augmenté de 0,8 % (chiffre révisé), à 893 000.

SUÈDE : le produit intérieur brut (PIB) a crû de 1,1 % au deuxième trimestre par rapport à la même période de l'an 2000, après une hausse de 2,3 % au premier trimestre, a indiqué mercredi l'office national des statistiques (SCB).

DANEMARK : le PIB a augmenté de 0,6 % au deuxième trimestre par rapport au premier, en chiffres corrigés des variations saisonnières, soit une hausse de 1,3 % sur un an, a indiqué jeudi l'Institut national de la statistique. Ce résultat est supérieur aux prévisions des analystes.

GRÈCE : Athènes va réviser à la baisse, à 4 %, ses prévisions de croissance pour 2002, pour prendre en compte les retombées économiques des attentats du 11 septembre, a déclaré jeudi le secrétaire d'Etat aux finances, Georges Drys. Les précédentes prévisions faisaient état d'une hausse de 4,6 %.

RUSSIE : le gouvernement a décidé, jeudi, de se donner un mois supplémentaire pour adopter un projet de réforme du secteur bancaire, dont la reconstruction est indispensable pour consolider l'économie.

BULGARIE : une mission du FMI s'est partiellement opposée jeudi à la réforme de la fiscalité engagée par le nouveau gouvernement bulgare, appelant à une politique fiscale « prudente ».

MEXIQUE : le FMI a incité les autorités mexicaines à demander une ligne de crédit préventive, même si leur politique économique est satisfaisante, dans sa revue annuelle de l'économie mexicaine dont les conclusions ont été rendues publiques jeudi.

BRÉSIL : la banque centrale a annoncé des mesures, jeudi, pour tenter de freiner la baisse du réal face au dollar, par rapport auquel il a perdu plus de 30 % de sa valeur depuis le début 2001. La nouvelle stratégie de l'institut monétaire vise à restreindre les opérations des banques avec des dollars sur le marché pour réduire le niveau de spéculation sur le billet vert, selon les analystes.

PÉTROLE : les pays consommateurs doivent réduire leurs taxes pétrolières plutôt que de se plaindre des prix du brut et de faire peser sur la seule OPEP la responsabilité des cours du pétrole, a estimé jeudi à Vienne le président de l'organisation, l'Algérien Chakib Khelil.

Taux de change fixe zone Euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC.....	6,55957	EURO.....	0,15245
DEUTSCHEMARK.....	1,95583	DEUTSCHEMARK.....	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000).....	1,93627	LIRE ITAL. (1000).....	3,38774
PESETA ESPAG. (100).....	1,66386	PESETA ESPAG. (100).....	3,94238
ESCUDO PORT. (100).....	2,00482	ESCUDO PORT. (100).....	3,27190
SCHILLING AUTR. (10).....	1,37693	SCHILLING AUTR. (10).....	4,37603
PUNT IRLANDAISE.....	0,78756	PUNT IRLANDAISE.....	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS.....	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS.....	2,97660
FRANC BELGE (10).....	4,03399	FRANC BELGE (10).....	1,62607
MARKKA FINLAND.....	5,94573	MARKKA FINLAND.....	1,10324
DRACHME GREC. (100).....	3,40750	DRACHME GREC. (100).....	1,92503

Hors zone Euro

Euro contre	27/09
COURONNE DANOISE.....	7,4364
COUR. NORVÉGIENNE.....	8,0850
COUR. SUÉDOISE.....	9,8752
COURONNE TCHÈQUE.....	33,9170
DOLLAR AUSTRALIEN.....	1,8850
DOLLAR CANADIEN.....	1,4478
DOLLAR HONGKONG.....	7,1794
DOLLAR NÉO-ZÉLAND.....	2,2925
FORINT HONGROIS.....	257,5500
LEU ROUMAIN.....	28013
ZLOTY POLONAIS.....	3,8592

Cours de change croisés

28/09 9 h 57	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR.S.
DOLLAR.....	.....	0,83861	0,91485	0,13945	1,46890	0,61958
YEN.....	119,24500	.....	109,09500	16,62500	175,16000	73,88500
EURO.....	1,09308	0,91663	.....	0,15245	1,60560	0,67740
FRANC.....	7,17085	6,01355	6,55957	.....	10,53180	4,44315
LIVRE.....	0,68078	0,57090	0,62280	0,09495	.....	0,42185
FRANC SUISSE.....	1,61400	1,35350	1,47655	0,22505	2,37030	.....

Taux d'intérêt (%)

Taux 27/09	Taux j. j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE.....	3,79	3,50	4,90	5,61
ALLEMAGNE.....	3,76	3,64	4,79	5,52
GDE-BRETAG.....	5,25	4,55	4,86	4,76
ITALIE.....	3,76	3,59	5,15	5,88
JAPON.....	0,03	0,01	1,40	2,38
ÉTATS-UNIS.....	3,13	2,37	4,70	.....
SUISSE.....	1,90	2,22	3,21	3,85
PAYS-BAS.....	3,73	3,59	4,94	5,58

Matif

Cours 9 h 57	Volume 28/09	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
DÉCEMBRE 2001	291	89,21	89,30
Euribor 3 mois		NC	NC
JANVIER 2001.....		NC	NC

Pétrole

En dollars	Cours 27/09	Var. % 26/09
BRENT (LONDRES).....	23,18	+ 1,71
WTI (NEW YORK).....	23,25	+ 0,87
LIGHT SWEET CRUDE.....	22,80	+ 1,79

Or

En euros	Cours 27/09	Var. % 26/09
OR FIN KILO BARRE.....	10100	+ 0,50
OR FIN LINGOT.....	10230	+ 0,69
ONCE D'OR (LO).....	266,40	.....
PIÈCE FRANCE 20 F.....	59,80	+ 0,67
PIÈCE SUISSE 20 F.....	59,90	- 0,17
PIÈCE UNION LAT. 20.....	58,50	- 1,68
PIÈCE 10 DOLLARS US.....	185	+ 1,37
PIÈCE 20 DOLLARS US.....	365,50	.....
PIÈCE 50 PESOS MEX.....	376	- 1,38

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse

VALEURS EUROPÉENNES

Le titre du chimiste allemand BASF s'est octroyé 0,20 %, à 36,66 euros à Francfort, jeudi 27 septembre, alors que la société a déclaré qu'il lui serait de plus en plus difficile de respecter son objectif de croissance des résultats sur trois ans.

L'action du géant britannique de la téléphonie Vodafone, qui a finalisé, jeudi, l'acquisition de 25 % du suisse Swisscom avec le versement de 2,3 milliards de francs suisses (1,56 milliard d'euros) en numéraire, a perdu 1,88 % à Londres, à 143,75 livres.

Le Crédit suisse Asset Manage-

ment (CSAM), une filiale du Crédit suisse, a annoncé vendredi racher un portefeuille immobilier d'1,2 milliard de francs suisses au fonds de pension de Novartis. Cette opération complexe, qui a été permise par une modification du droit fiscal en Suisse, permet à Novartis de conserver un intérêt indirect dans l'immobilier par l'intermédiaire d'un fonds géré par CSAM. Le titre du groupe pharmaceutique s'est établi à 62,1 francs suisses, en hausse de 2,64 %, jeudi. Le groupe belgo-néerlandais de services financiers Fortis a gagné 2,6 % à Amsterdam comme à Bruxelles, jeudi soir, à plus de 25 euros.

Table of stock prices for 28/09 10h05, including columns for Code pays, Cours en euros, and % Var. 27/09. Includes sub-section AUTOMOBILE.

Table of stock prices for 28/09 10h05, including columns for Code pays, Cours en euros, and % Var. 27/09. Includes sub-section BANQUES.

Table of stock prices for 28/09 10h05, including columns for Code pays, Cours en euros, and % Var. 27/09. Includes sub-section PRODUITS DE BASE.

Table of stock prices for 28/09 10h05, including columns for Code pays, Cours en euros, and % Var. 27/09. Includes sub-section CONSOMMATION CYCLIQUE.

Table of stock prices for 28/09 10h05, including columns for Code pays, Cours en euros, and % Var. 27/09. Includes sub-section CHIMIE.

Table of stock prices for 28/09 10h05, including columns for Code pays, Cours en euros, and % Var. 27/09. Includes sub-section CONGLOMÉRATS.

Table of stock prices for 28/09 10h05, including columns for Code pays, Cours en euros, and % Var. 27/09. Includes sub-section TÉLÉCOMMUNICATIONS.

Table of stock prices for 28/09 10h05, including columns for Code pays, Cours en euros, and % Var. 27/09. Includes sub-section CONSTRUCTION.

Table of stock prices for 28/09 10h05, including columns for Code pays, Cours en euros, and % Var. 27/09. Includes sub-section SERVICES FINANCIERS.

Table of stock prices for 28/09 10h05, including columns for Code pays, Cours en euros, and % Var. 27/09. Includes sub-section CONSOMMATION CYCLIQUE.



Table of stock prices for 28/09 10h05, including columns for Code pays, Cours en euros, and % Var. 27/09. Includes sub-section ALIMENTATION ET BOISSON.

Table of stock prices for 28/09 10h05, including columns for Code pays, Cours en euros, and % Var. 27/09. Includes sub-section PHARMACIE.

Table of stock prices for 28/09 10h05, including columns for Code pays, Cours en euros, and % Var. 27/09. Includes sub-section BIENS D'ÉQUIPEMENT.

Advertisement for 'On en apprend toutes les semaines. The Economist' with a red background and white text.

Table of stock prices for 28/09 10h05, including columns for Code pays, Cours en euros, and % Var. 27/09. Includes sub-section ÉNERGIE.

Table of stock prices for 28/09 10h05, including columns for Code pays, Cours en euros, and % Var. 27/09. Includes sub-section SERVICES FINANCIERS.



Table of stock prices for 28/09 10h05, including columns for Code pays, Cours en euros, and % Var. 27/09. Includes sub-section COMMERCE DISTRIBUTION.

Table of stock prices for 28/09 10h05, including columns for Code pays, Cours en euros, and % Var. 27/09. Includes sub-section ASSURANCES.

Table of stock prices for 28/09 10h05, including columns for Code pays, Cours en euros, and % Var. 27/09. Includes sub-section HAUTE TECHNOLOGIE.

Table of stock prices for 28/09 10h05, including columns for Code pays, Cours en euros, and % Var. 27/09. Includes sub-section MEDIAS.

Table of stock prices for 28/09 10h05, including columns for Code pays, Cours en euros, and % Var. 27/09. Includes sub-section BIENS DE CONSOMMATION.

Advertisement for 'EURO NOUVEAU MARCHÉ' with a red background and white text, listing various market indices and their values.

VALEURS FRANCE

Le groupe pétrolier TotalFinaElf a poursuivi sa reprise, ouvrant en hausse de 2,09 %, à 146,8 euros, vendredi 28 septembre, après que l'OPEP a décidé, jeudi, de ne pas modifier ses quotas de production et malgré les événements de Toulouse qui impliquent une filiale chimique du groupe. Le groupe de distribution PPR a ouvert en hausse de 2,24 %, à 123,4 euros vendredi, alors que son président, Serge Weinberg, a indiqué maintenir ses objectifs de croissance pour l'exercice 2001. Les valeurs technologiques ouvraient en hausse vendredi, après avoir subi des prises de bénéfice dans la foulée du Nasdaq, et clôturé en baisse jeudi soir après une cascade d'avertissements sur les résultats. Cap Gemini Ernst and Young gagnait 2,87 %, à 59,1 euros à l'ouverture, et le fabricant de semi-conducteurs STMicroelectronics 3,40 %, à 22,21 euros. France Télécom gagnait 1,79 %, à 64,61 euros, à l'ouverture vendredi. CAI Cheuvreux avait intégré la veille le titre dans sa liste de valeurs recommandées. L'agence de notation Fitch a toutefois abaissé la note sur la dette à long terme du groupe, après S & P et Moody's. SEB, en hausse de 0,52 %, à 44,7 euros, à l'ouverture, devait finaliser son offre de reprise de Moulinex vendredi (lire page 33).

PREMIER MARCHÉ

Table of market data for the first market, including 'Cours à 9 h 57' and 'Demier jour de négociation des OSRD : 25 octobre'. Lists various indices and their values.

Main table of stock market data for the first market, listing various companies and their stock prices.

Main table of stock market data for the first market, continuing from the previous table.

Table of international market data, including 'International' and 'Cours en euros'.

NOUVEAU MARCHÉ

Table of market data for the 'NOUVEAU MARCHÉ' section, including 'Cours relevés à 18 h 16'.

Main table of stock market data for the 'NOUVEAU MARCHÉ' section.

Advertisement for Volkswagen Passat Break Carat V6 TDI 4Motion, featuring an image of the car and technical specifications.

SECOND MARCHÉ

Table of market data for the 'SECOND MARCHÉ' section, including 'Cours relevés à 9 h 57'.

SICAV et FCP

Table of market data for SICAV and FCP, including 'Cours de clôture le 27 septembre'.

Main table of market data for SICAV and FCP, listing various funds and their values.

Main table of market data for SICAV and FCP, continuing from the previous table.

Table of market data for SICAV and FCP, including 'SC ASSET MANAGEMENT'.

SCIENCES Pendant sa toute première jeunesse, au début de l'hadéen (4,56 à 3,8 milliards d'années), la Terre a connu une vie très agitée et riche en événements.

● **TRÈS RAPIDEMENT**, environ 80 millions d'années après sa naissance, notre planète a commencé à se « différencier » en formant un noyau, une protocrôte, une atmo-

sphère primitive et une hydrosphère. ● **MALGRÉ LES CONDITIONS très dures** qui régnaient à la fin de cette époque, la vie – des organismes hyperthermophiles capables

de s'accommoder de cet environnement extrême – a surgi dans les océans et s'y est développée. C'était il y a presque 4 milliards d'années. ● **SANS LE SECOURS** des

horloges géologiques que sont certains isotopes radioactifs, l'histoire et la datation de tout premiers chapitres de la turbulente enfance de la Terre n'auraient pu être écrits.

La turbulente enfance de la Terre n'a pas empêché l'apparition de la vie

Quatre-vingts millions d'années ont suffi pour qu'apparaissent sur notre globe une croûte, une atmosphère et une hydrosphère. A en croire les plus vieux indices, la vie, malgré un environnement surchauffé, serait née 700 millions d'années plus tard

BEAUCOUP de choses se sont passées pendant le premier demi-milliard d'années de l'existence de la Terre. C'était au temps de l'hadéen (4,56 à 3,8 milliards d'années), une période mouvementée ainsi nommée en référence à Hadès, le dieu grec des Enfers. Que s'est-il passé alors ? Quels bouleversements géologiques majeurs se sont produits dans un temps aussi court ? Comment la vie a-t-elle pu naître et résister dans un environnement aussi extrême alors que la planète était soumise au bombardement meurtrier des astéroïdes géants et des comètes ?



Hier, les chercheurs se contentaient, quand ils évoquaient cette période essentielle de l'histoire de la Terre, de scénarios à la chronologie imprécise. Qu'est-ce que quelques millions d'années de plus ou de moins pouvaient bien faire quand l'histoire terrestre se raconte en épisodes de centaines de millions, voire de milliards d'années ? Aujourd'hui, les géologues ne peuvent se contenter d'approximations et doivent être plus précis. Une tâche délicate et dif-

L'eau a été heureusement préservée

Tous les scénarios relatifs à l'enfance de la Terre s'accordent sur un point. « L'eau, contrairement à ce qui s'est passé sur Mars et Vénus, a été heureusement préservée », souligne Urs Schärer, professeur de géochimie et de géochronologie à l'université Paris-VII. « Cette eau, de l'avis général, était liquide pendant les premiers 500 millions d'années de l'histoire de la Terre, à l'exception peut-être des pôles », précise-t-il. Cependant, « pour que cette eau reste liquide, il faut que le dioxyde de carbone de l'atmosphère soit fixé. Cela a été réalisé il y a longtemps dans des carbonates d'origine chimique. Mais aussi dans des carbonates d'origine biologique, ce qui laisse supposer que cette opération aurait été faite par les premiers organismes primitifs terrestres », précise Urs Schärer. Sur les autres planètes telluriques, l'eau a progressivement disparu en raison d'un effet de serre important dû à une trop grande quantité de dioxyde de carbone dans leur atmosphère.

ficile, car les maigres indices laissés dans les roches se brouillent au fur et à mesure que l'on remonte le temps. Certes, les changements majeurs que la Terre a connus ont été rares et peu étendus pendant une grande partie de sa maturité. Ainsi, la période archéenne, qui suit l'hadéen, semble avoir été une époque plutôt douce. Presque idyllique, pourrait-on dire. Une période qui s'étend de l'origine de la vie – entre 4 et 3,8 milliards d'années – à l'apparition d'une vie complexe et à l'élévation de la concentration de l'oxygène dans l'atmosphère il y a environ 2,5 milliards d'années. Une période encore qui a été marquée par une lente et progressive évolution de la vie marine unicellulaire.

JEUNESSE TUMULTEUSE

A cette maturité tranquille de la Planète bleue s'oppose sa jeunesse tumultueuse. La Terre, comme les autres planètes du système solaire, s'est formée, il y a 4,56 milliards d'années, à partir des éléments (gaz, poussières et petits corps rocheux, les planétésimaux) contenus dans le disque de matière en orbite autour du Soleil naissant. Au tout début de cette époque, notre globe n'a cessé d'être bombardé par des corps célestes – météorites, comètes, astéroïdes géants – qui ont mis la Terre en fusion. Comme dans un four de fonderie, le fer liquide a pénétré au cœur de la Terre, laissant les résidus former en surface un manteau rocheux. Ce processus de différenciation s'est produit moins de 50 à 100 millions d'années après la formation de la planète. Puis, il y a 4,45 à 4,46 milliards d'années, la Terre a été quasiment déchiquetée par une collision avec un astre particulièrement massif. De ce choc et de la matière volatilisée qui en a jailli est née la Lune. Quant à la Terre, elle a été transformée en une boule en fusion, dans une atmosphère de roches pulvérisées.

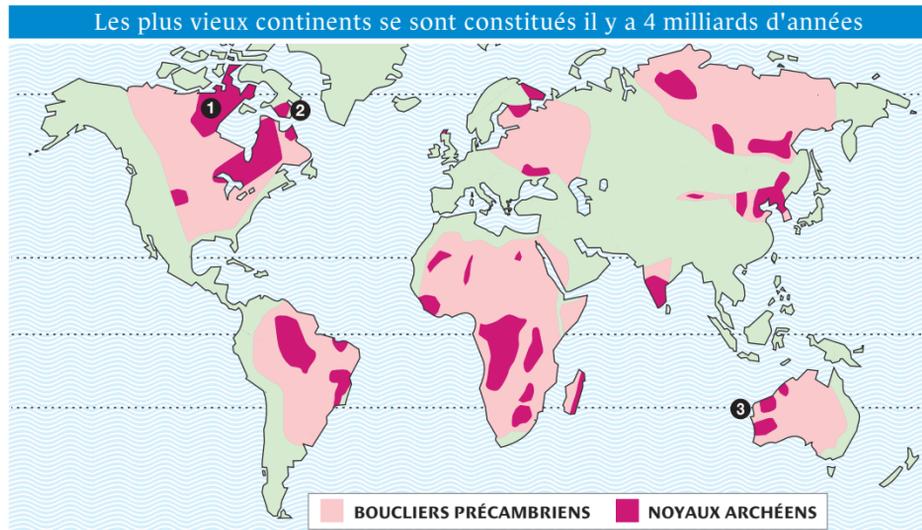
Pourtant, à peine 50 millions d'an-

LES COLLISIONS ont bercé la jeune Terre pendant son premier milliard d'années d'existence. Des chocs à côté desquels la guerre nucléaire se résume à un modeste feu d'artifice. Comètes chargées d'eau et astéroïdes rocheux géants – reliquats de la formation du système solaire – sont alors tombés sans discontinuer, portant des portions entières d'océans à ébullition et stérilisant d'autres zones comme la flamme stérilise une aiguille.

Pourtant, la vie est apparue et s'est adaptée à ces conditions infernales. Elle s'est même développée dans cet environnement extrême. Non sans mal. Certains chercheurs pensent même que la vie a débuté à plusieurs reprises dans les océans primitifs et que, plusieurs fois, elle a été anéantie par cette pluie de météorites. Selon eux, la vie ne serait donc pas un accident, mais un phénomène inévitable. Une thèse que les géologues américains Euan Nisbet et Norman Sleep, par exemple, défendent vaillamment, arguant que la vie ne laisse passer aucune occasion de s'étendre.

chercheurs en ont exhumé de plus vieilles encore dans des sédiments : quelques cristaux de zircon – des silicates de zirconium – datés de 4,26 et 4,4 milliards d'années (*Le Monde* du 21 mars). Une découverte qui a été rendue possible parce que ces minéraux très durs et très lourds résistent à l'altération et peuvent résister à plusieurs cycles sédimentaires. Leur présence suggère l'existence à la surface du globe d'une croûte continentale à l'époque où ils ont été formés.

Faute de disposer d'échantillons de roches continentales encore plus anciennes, car elles ont été recyclées très rapidement vu les mouvements de convection – plus actifs qu'aujourd'hui – du manteau terrestre, les chercheurs se rabattent sur d'autres indices. Ceux laissés par des isotopes radioactifs de longue période et de courte période présents dans les



ÂGE DES PLUS VIEILLES ROCHES TERRESTRES (en milliards d'années)

1 Lac des Esclaves (Canada) 4,1

2 Isua (Groenland) 3,9

3 Jack Hill (Australie) 4,4

Source : Muséum national d'histoire naturelle

Sur tous les continents actuels, il subsiste quelques éléments des premiers îlots continentaux nés il y a environ 4 milliards d'années. Pendant l'Archéen (3,8 à 2,5 milliards d'années), leur volume ne représentait alors que 30 % du volume continental actuel. Ces noyaux archéens se sont ensuite agrandis par adjonction de croûte nouvelle et ont formé avec les sédiments les boucliers précambriens.

nées plus tard, selon les dernières constatations géologiques, notre planète portait des continents et des océans. En janvier, deux équipes internationales de géologues ont d'ailleurs démontré grâce à la décroissance radioactive de certaines espèces chimiques que des mers existaient sans doute sur notre planète il y a 4,4 milliards d'années. Différentes formes d'oxygène présentes dans des minéraux du nom de zircons provenant d'Australie montrent en effet que ces échantillons de roches très anciennes ont bien été en contact avec l'eau sous sa forme liquide.

Cinquante millions d'années, cela paraît long. Mais est-ce suffisant pour refroidir toute la Terre qui, de boule de feu, est devenue une plan-

te capable d'avoir de l'eau sous sa forme liquide ? « Cela me paraît difficile », précise le géochimiste Herbert Palme, de l'université de Cologne, en Allemagne. Pas d'accord, rétorque le géophysicien Norman Sleep, de l'université Stanford, en Californie. Une écorce solide, avancé-t-il, a pu se constituer sur l'ensemble du magma à peine 2000 ans après la formation de la Lune. La roche pulvérisée résultant du choc Terre-astre géant, et encore présente dans l'atmosphère, se serait condensée en poussières, réfléchissant la lumière du Soleil et accélérant ainsi le refroidissement de la Terre. Selon Sleep, 2 millions d'années auraient suffi pour que la température de surface chute jusqu'à celle de l'ébullition de l'eau.

Le problème n'est pas, pour lui, de savoir comment la Terre a pu suffisamment se refroidir, mais comment elle a pu rester suffisamment chaude. La chaleur de notre étoile a en effet augmenté avec le temps : elle était pendant l'hadéen 30 % inférieure à celle d'aujourd'hui. Si le Soleil d'alors brillait sur la Terre actuelle, nos océans seraient pris par les glaces d'un pôle à l'autre. Ce phénomène de planète « boule de neige » s'est produit au moins une fois, et beaucoup plus tard, il y a 700 millions d'années. Mais l'enfer a parfaitement pu geler, estime Norman Sleep et son collègue Kevin Zahnle du Centre de recherche Ames, en Californie. « Il est même possible, affirme Norman Sleep, que l'hadéen, entre 4,4 et 4 milliards d'an-

nées, ait été pour l'essentiel une période polaire. »

Les deux chercheurs étayaient leur hypothèse en faisant remarquer que la Terre de l'hadéen comportait peu de dioxyde de carbone, un des principaux gaz à effet de serre. Etant donné la faiblesse des rayons du jeune Soleil, il y a sans doute eu à ce moment-là une Terre « boule de neige ». Le gaz carbonique se serait fixé dans des carbonates et aurait été brûlé dans les profondeurs du globe à un rythme plus rapide qu'aujourd'hui. Par ailleurs, les débris des impacts de comètes et d'astéroïdes auraient pu réagir avec le gaz carbonique et l'éliminer de l'atmosphère.

Si les océans ont gelé alors qu'ils étaient à peine formés, cela a laissé à la vie très peu de temps pour apparaître. L'étude des organismes primitifs semble montrer que les premières cellules vivantes ont été des hyperthermophiles (vivant dans des eaux dont la température est comprise entre 80 et 110 °C). Si notre planète est passée d'un océan de magma à un monde glacé, elle a connu une période où les océans étaient chauds. Ces conditions, avance l'équipe de Norman Sleep, ont pu persister au plus quelques millions d'années, mais probablement moins de 1 million d'années.

A l'échelle du temps géologique, c'est très court. Hélas, les traces géologiques du passé sont comme la littérature de la Grèce antique : elles sont pour l'essentiel perdues ou détruites. Ce qui en reste est fragmentaire et difficile à interpréter. Nous ne pourrions jamais savoir avec certitude quand la vie est apparue. Nous pourrions simplement établir quand elle est apparue au plus tard. Il se pourrait aussi que l'on ne sache jamais exactement à quel moment se sont formés les océans après l'énorme impact avec la Terre qui a créé la Lune. Une chose est sûre, en revanche. L'hadéen fut une époque très agitée.

Philip Ball

La vie, un accident inévitable

Les plus anciennes preuves de sa présence sur Terre ont été découvertes en 1996 dans des roches vieilles de 3,8 milliards d'années trouvées au sud-ouest du Groenland. Ces roches contiennent des composés carbonatés riches en une espèce particulière – un isotope léger – du carbone. Or, seuls les processus biologiques sont connus pour produire ce type de séparation des isotopes du carbone. Autrement dit, ce carbone aurait été fabriqué par des cellules vivantes avant d'être incorporé à la roche.

AIDE EXTÉRIEURE

Reste qu'il n'est pas facile de faire naître des cellules vivantes à partir d'une soupe de substances chimiques. C'est pourquoi certains scientifiques pensent que notre planète a pu bénéficier d'un peu d'aide extérieure. En 1908, le chimiste suédois Svante Arrhenius a été le premier à formuler une telle hypothèse, la panspermie, qui évoque la possibilité d'un ensemencement de la planète par des spores gelées venues d'un autre monde. Une idée qui a été reprise ultérieu-

rement par d'autres chercheurs. Si nous savions à quoi ces premiers organismes ressemblaient, nous aurions plus de chances de découvrir d'où ils viennent. Faute de détenir ces premières traces de la vie, disparues depuis longtemps, les scientifiques font appel à la phylogénie moléculaire. En analysant les gènes des organismes actuels, ils tentent de savoir quelle était la place des premiers organismes dans l'arbre du vivant. Selon la dernière classification en vigueur, cet arbre comporte trois grands embranchements ou « domaines » : les eubactéries, les eucaryotes (auxquels appartiennent les plantes et les animaux) et les archaebactéries. Ces dernières ont la faculté de s'épanouir dans des environnements extrêmes, apparemment impropres à la vie, tels que les sources chaudes ou encore les eaux très salées ou acides. Les bactéries thermophiles supportent ainsi une température comprise entre 60 °C et 80 °C, et les hyperthermophiles entre 80 °C et 110 °C.

Comme les archaebactéries et les eubactéries sont plus primitives que les eucaryotes, on

pense que les organismes les plus anciens ont pu être des thermophiles. Les premiers d'entre eux auraient survécu aux terribles bombardements de la période hadéenne parce que leur habitat se trouvait au fond des mers, au voisinage des sources hydrothermales installées sur les dorsales océaniques. Certains chercheurs estiment que la présence dans ces zones-là de sources de chaleur et de minéraux en quantité a fourni l'énergie chimique nécessaire à l'émergence de la vie et à son maintien au cours de ces premiers âges. Si la vie est robuste et saisit toutes les occasions qu'elle rencontre comme le pensent certains, on peut imaginer qu'elle existe sur d'autres mondes apparemment inhabitables. Sur Europe, par exemple, un satellite de Jupiter qui semble posséder une mer cachée sous une calotte de glace. La réponse à cette question devra sans doute attendre le lancement par la NASA du vaisseau spatial Europa Orbiter, en 2008.

Ph. B.

La mémoire du plomb, dépositaire de l'histoire mouvementée du globe

L'ÉTUDE géologique des premiers âges de la Terre représente pour les scientifiques un tour de force, car les continents primitifs qu'elle avait ont disparu depuis belle lurette sous l'effet de la tectonique des plaques, de l'érosion et des importants bombardements météoritiques subis par notre globe pendant ses 700 premiers millions d'années d'existence.

Les plus vieilles roches existant encore à la surface du globe ne dépassent pas en effet les 4 milliards d'années alors que la planète a 560 millions d'années de plus. Une des roches trouvées à Isua, au Groenland, affiche 3,9 milliards d'années. Au Canada, dans la région du lac des Esclaves (Territoires du Nord), les géologues en ont trouvé une de 4,1 milliards d'années. Dans la partie ouest de l'Australie, les

météorites et les roches terrestres et ceux des gaz rares de notre atmosphère. Connaissant leur rythme de désintégration, les géochimistes et les géophysiciens peuvent ainsi dater les météorites et les roches présentes sur Terre.

« UNE DATATION PLUS PRÉCISE »

La cosmochronologie et la géochronologie ont ainsi permis de reconstituer les événements relatifs à la création du système solaire et aux premiers âges de notre planète. Un domaine que l'ancien ministre de la recherche, Claude Allègre, un des premiers à avoir analysé des échantillons de roches lunaires d'origine soviétique, a fait considérablement progresser, ce qui lui a valu d'être lauréat du prix Crafoord en 1986.

Les isotopes à longue période

utilisés pour ces études sont essentiellement le rubidium 87, le potassium 40, le samarium 147, le thorium 232 (qui se transforme en plomb 208) et l'uranium 238 et 235, qui deviennent respectivement du plomb 206 et 207. L'uranium 238, par exemple, se désintègre lentement en plomb 206 au bout de 4,46 milliards d'années. Les trois derniers « ont permis la datation la plus précise pour l'âge absolu des météorites », explique Urs Schärer, professeur de géochimie et de géochronologie à l'université Paris-VII. « Avec cela, on a pu dater la formation du système solaire à 4,56 milliards d'années et déduire que la Terre s'était agglomérée en même temps. »

Les scientifiques font également appel à la radioactivité éteinte des isotopes à courte période (cent mille à quelques millions d'années). Bien

qu'ayant disparu depuis longtemps dans les météorites, ils ont engendré une descendance, des isotopes « fils », stables, dont l'analyse permet de remonter à leurs pères. De telles mesures ont permis de dresser une chronologie de la formation de la Terre et de préciser que notre planète avait connu un dégazage et une différenciation très précoces en un noyau de fer, une protocrôte et une atmosphère primitive aujourd'hui disparue. « Ce processus a été très violent et très rapide, et s'est fait en quelque 60 à 80 millions d'années selon les modèles. Ce qui est un temps très court comparé à l'échelle géologique. La Terre utilisait alors l'énergie importante fournie par la gravitation et les bombardements météoritiques. Ensuite, les processus ont été plus longs », ajoute Urs Schärer.

« La modélisation des isotopes des

gaz rares nous indique que l'atmosphère s'est vraisemblablement stabilisée très tôt, vers 4,3 milliards d'années », indique pour sa part Bernard Marty, professeur de géochimie à l'École nationale supérieure de géologie de Nancy. Ce qui a permis le développement de l'eau liquide à la surface du globe, nécessaire à la création de la croûte continentale. « Sans eau, impossible d'en faire », explique le chercheur. Et s'il y a de l'eau, il peut y avoir de la vie. Ce qui fait dire à certains que la vie était présente sur Terre bien avant 3,8 milliards d'années.

Christiane Galus

★ Page réalisée par les rédactions du Monde et d'El Pais et de la revue scientifique Nature. Traduction de l'anglais par Sylvette Gleize.

Sentou Galerie, une aventure humaine

En dix ans, Pierre Romanet a ouvert quatre boutiques à Paris. Ses passions : l'art de vivre, les rencontres avec les créateurs. Son objectif : installer le design dans l'univers du quotidien

« **SENTOU GALERIE**, c'est d'abord une réussite humaine. » Ce fut aussi beaucoup de travail et de ténacité. Mais Pierre Romanet, le directeur de Sentou, balaie les difficultés rencontrées, pour mieux revenir à ce qui est sa raison d'être, son moteur. Il n'en démontre pas : son succès, il le doit surtout aux rencontres et aux liens qui se sont créés, au fil des années, au sein de son équipe et avec les créateurs. « *Il y a une dimension affective chez Sentou. Et je m'y sens comme un chef de famille.* » Voilà sa fierté.

Cette dimension affective accompagne son aventure depuis dix ans. Elle en détermine même l'origine. En 1990, Pierre Romanet, vingt-quatre ans, tout juste sorti de l'école Boule, rencontre Robert Sentou, fondateur en 1947 d'une usine de meubles, Les Bois du Périgord, et créateur, à Paris, de l'enseigne Sentou Boutique (1977), puis Sentou Galerie en 1986, une enseigne dont la vocation est de fournir du mobilier et des aménagements sur mesure aux professionnels de la décoration, grâce à l'activité constante des ateliers du Sud-Ouest. Entre les deux hommes, le courant passe. Après quel-

ques mois de collaboration, Robert Sentou, séduit par ce jeune garçon qui aime le travail bien fait, l'artisanat et le design, décide de lui confier les rênes de son entreprise.

L'époque n'est pas à l'euphorie. Le marché est atone, les ventes de mobilier chutent, et les architectes subissent la crise de plein fouet. Pierre Romanet ne se décourage pas. Il signe avec la Fondation Noguchi à New York un contrat d'exclusivité de distribution et de représentation, organise une exposition consacrée à la collection Akari, luminaires sculptures en papier de Noguchi, développe un département objets et art de la table. Fin 1992, sa rencontre avec deux jeunes créatrices encore méconnues, pleines de talent et de projets - les Tsé-Tsé -, marque une étape importante dans l'histoire de Sentou qui s'ouvre à l'édition. Suivront d'autres créations : les objets en résine de Migeon & Migeon, les textiles de Robert le Héros, les luminaires d'Arik Levy. La réputation de l'enseigne est bien assise. Le manque d'espace commence à se faire sentir. Pierre Romanet décide, en 1994, d'ouvrir une deuxième boutique dans le Marais, à Paris ; puis, une troisième, l'année suivante, boulevard Raspail. Il crée aussi son propre label, Sentou Edition, qui lui permet d'éditer et de diffuser les projets qui lui tiennent particulièrement à cœur. Entre autres, ceux de Roger Tallon, Charles Eames, Droog Design, Alvar Aalto, Tom Dixon, Enzo Mari...

Aujourd'hui, Pierre Romanet fête sa décennie à la tête de Sentou. Un anniversaire marqué par l'ouverture, début septembre, d'un nouvel espace situé au cœur du Marais, à deux pas des deux galeries existantes. Entièrement consacré aux meubles pour l'habitat et la collectivité, ce lieu - 300 mètres carrés répartis sur trois niveaux - a été agencé par Christian Biecher, à qui l'on doit notamment l'aménagement du restaurant Korova et du magasin Joseph à Paris.

UNE IMPRESSION DE FLUIDITÉ

Pour Sentou, il est resté fidèle aux formes déliées qui font sa signature tout en conservant l'esprit des lieux. Résultat : des volumes intérieurs fluides - aux dimensions domestiques - ponctués de poteaux à la structure arrondie, et rythmés de cercles (plafond du rez-de-chaussée, caissons lumineux, balcon intérieur), un élément constant qui conduit le regard sans le retenir, ponctue l'espace sans jamais le morceler. Les deux escaliers hélicoïdaux de Roger Tal-

lon, qui permettent la circulation entre les étages, renforcent l'impression de fluidité. Au sous-sol, les caves ont été nettoyées pour faire apparaître la pierre des voûtes qui se confrontent à un sol en résine rouge et un plafond en plâtre lisse et blanc. A l'étage : plafond bleu et parquets blonds.

Cette galerie, plus vaste que les autres, a valeur de symbole. Elle s'inscrit dans une dynamique globale qui tend à installer le design dans le paysage quotidien. Ces dernières années, on évoquait un « *frémissement* ». Aujourd'hui, on n'hésite pas à parler d'un véritable mouvement. Les boutiques consacrées à la création se multiplient. Il y a quelques mois, deux mastodontes du design italien, Cappellini et Kartell, ouvraient leurs premières boutiques à Paris. Une arrivée qui ne fait pas figure d'anecdote. « *C'est un signe prometteur, et je suis ravi*, constate Pierre Romanet. *Avant, sur les Salons étrangers, on passait pour des gentils. Aujour-*



d'hui, c'est différent. Et si les Italiens viennent ici, c'est qu'ils sentent bien qu'il y a désormais un marché design à Paris. » A l'appui, il évoque, le concernant, « *une explosion sur l'édition* » et rappelle que le luxe commence à « *lorgner sur les entreprises de design* ». De quoi garder confiance et se réjouir. Mais Pierre Romanet repart sur sa lancée, regrette qu'il n'y ait pas d'association professionnelle pour soutenir le design, souhaiterait mettre en place un outil de réflexion, une fédération capable de regrouper les différents secteurs de la création. Il espère, un jour, faire un hôtel où chaque chambre serait signée d'un designer différent. Il a des projets plein la tête, la vie devant lui... Il n'a que trente-cinq ans.

Veronique Cauhapé

★ Sentou Galerie : 29, rue François-Miron, 75004 Paris ; téléphone : 01-42-78-50-60.

Lampe June-Bird d'Arik Levy (2000), 240 F (36,59 €).
Chaise Eno, de Lars Pettersson(2001),
12 900 F (1 966,59 €).



Escalier hélicoïdal, de Roger Tallon (1964). Modèle alu, hauteur sol à sol de 2 m 60, 35 800 (5 457,67 €).

Tables She, de Johanna Egnell (2001), 5 130 F (782,06 €) la petite, 6 320 F (963,48 €) la grande.

Fauteuil Tongue, de Pierre Paulin, 9 140 F (1 393,38 €).

Tapis Egg, de Bigert et Bergström (2000), 7 570 F (1 154,04 €), ci-contre à gauche.

Lampe Silikon, de Monica Sörster (1999), 1 135 F (173,03 €), ci-dessous.

Tupperware s'expose

Inventée en 1946 par un chimiste du Massachusetts, Earl Tupper, la boîte Tupperware est un peu devenue la madeleine de Proust de chacun. Incassables et inusables, les fameux récipients en plastique aux couleurs pastel ont franchi les générations, accompagné tous les pique-nique, occupé tous les réfrigérateurs. Quarante ans plus tard, Tupperware France se pose comme numéro un de la vente de produits de conservation des aliments et des ustensiles de cuisine pour micro-ondes. Une place gagnée grâce à des programmes constants de recherches techniques et esthétiques, des études de comportements et de tendances. Une des caractéristiques de Tupperware, c'est aussi sa vente à domicile, qui favorise le contact direct. Le système n'est pas à remettre en question, mais il prive aujourd'hui la marque d'une partie du public jeune, et surtout masculin. Deux cibles réticentes aux réunions à la maison. Pour fêter ses quarante ans, Tupperware s'offre donc une sortie. Du 10 octobre au 10 novembre 2001, une sélection de produits seront exposés (avec démonstration et vente) chez Sentou (au 24, rue du Pont-Louis-Philippe, à Paris). Avec une mise en scène signée... les Tsé-Tsé.

La mode de l'été 2002 défile sous haute tension

LA SEMAINE des collections de prêt-à-porter printemps-été 2002, qui avait débuté à New York le vendredi 7 septembre avec le défilé Tommy Hilfiger, a été immédiatement interrompue après l'attaque terroriste contre le World Trade Center. Sur les quatre-vingts défilés programmés, une quarantaine étaient prévus entre le 11 et le 14 septembre, incluant des poids lourds de l'industrie textile américaine, tels Ralph Lauren ou Donna Karan. Toutes les soirées ont été également supprimées, comme l'inauguration du mégastore rénové Yves Saint Laurent Rive gauche sur Madison Avenue, l'ouverture de la boutique et du nouveau siège du Japonais Issey Miyake dans TriBeCa et de deux magasins Armani. Au lendemain de la tragédie, les organisateurs de la Fashion Week

ont annoncé son éventuel report fin octobre. Mais certains créateurs ont préféré montrer rapidement leurs collections en show-room devant un parterre réduit, comme Michael Kors, Donna Karan ou Calvin Klein, le 20 septembre. Ce dernier s'est également déplacé à Milan pour présenter son prêt-à-porter aux acheteurs et à la presse européenne. Défilant à New York depuis 1995, le couple français Marithé et François Girbaud s'est greffé in extremis sur le calendrier parisien.

DÉSERTION DES AMÉRICAINS

A Londres, les défilés ont été maintenus du 17 au 23 septembre malgré l'absence, les premiers jours, d'une partie de la presse, des acheteurs et des mannequins bloqués à New York. La London Fashion Week, déjà boudée par Alexander McQueen et Hussein Chalayan qui ont décidé il y a quelques mois de transférer leurs défilés à Paris, a souffert du désistement de quelques griffes majeures comme Burberry ou Paul Smith, jouant le moment « *inapproprié* ». « *Dans l'ombre des atrocités de la semaine dernière, trouver la note juste n'est pas une affaire facile, surtout pour une industrie peu réputée pour son tact et ses ambitions morales* », pouvait-on lire le 18 septembre dans le quotidien britannique *The Independent*. Les présentations milanaïses,

commencées le dimanche 23 septembre, suivent le programme initial si ce n'est l'annulation des festivités « *people* » et l'absence de nombreux acheteurs américains et japonais. A Paris, les défilés se dérouleront comme prévu du 5 au 13 octobre. « *Nous avons décidé de maintenir la session des collections du printemps, suivant ainsi l'exemple de nos prédécesseurs dans de semblables circonstances, et d'être vigilants dans le cadre du plan Vigipirate sur les règles de sécurité* », a déclaré Didier Grumbach, président de la Fédération française du prêt-à-porter des couturiers et des créateurs de mode. Si la plupart des journaux américains ont confirmé leur venue à Paris, la participation de tous les bureaux d'achats est moins certaine. « *Les grands magasins américains seront peu représentés* », explique Didier Grumbach, qui n'a pas encore eu la confirmation d'enseignes comme Bergdorf Goodman et Saks, dont l'activité a été sérieusement affectée par les événements (désertion des magasins, annulation de commandes en cours...). Sur le millier d'acheteurs qui suivent habituellement les collections, 250 viennent des Etats-Unis, avec des équipes d'une vingtaine de personnes. Des annulations non négligeables, alors que 10 % des exportations françaises d'habillement féminin sont réalisées aux Etats-Unis.

Anne-Laure Quilleriet



Découvrez le Vietnam de Hanoi à Ho Chi Minh-Ville

du 2 au 10 décembre 2001

Le Monde vous invite à rencontrer des personnalités politiques, économiques et culturelles dans les différentes villes visitées.



Prix par personne : 22 000 FTTC (3 353,88 €)
comprenant : le transport aérien sur vol régulier • l'hébergement 6 nuits • tous les repas (hors boissons alcoolisées) • les transferts • les taxes d'aéroports • l'assistance rapatriement • le visa d'entrée au Vietnam.

Extension possible aux temples d'Angkor.

Renseignements et inscriptions :
Danielle Van Hooren
ITI 12, rue d'Aguesseau, 92100 Boulogne-Billancourt LI 092 95 028
Tél : 01 46 05 44 33 - Fax : 01 46 05 57 88
E-mail : dvh@it-international.com

COORDINATION : JFD 5*STEM

PERRONO - BIJOUX
Anciens - Occasions - Argentierie
Pierre précieuses - Brillants
Création et transformation
Achats, Ventes,
Echanges, Réparations
Sélectionné par le guide
"PARIS PAS CHER"
OPERA angle bd. des Italiens
4, chaussée d'Antin
ETOILE 37, avenue Victor Hugo
ouverts du mardi au samedi

Le Stade toulousain se change les idées en Coupe d'Europe

Pour leurs débuts dans la compétition, les Rouge et Noir doivent se rendre en Irlande afin de rencontrer Leinster. Une occasion d'oublier un quotidien assombri par la catastrophe du 21 septembre

Alors qu'il se déplace à Leinster, en Irlande, pour la première journée de la Coupe d'Europe de rugby, vendredi 28 septembre, le Stade toulousain n'a pas vraiment la tête au jeu. La tragédie qui a endeuillé la ville rose,

le 21 septembre, pèse de tout son poids sur le moral des hommes de l'entraîneur Guy Novès. Malmenés dans un championnat nouvelle formule, où ils ont enregistré deux défaites, les Toulousains comptaient sur la

compétition européenne pour retrouver le moral. « Après les malheurs qu'on vient de vivre, il est difficile de penser au plaisir de jouer. Mais il faut se ressaisir », a expliqué Guy Novès. « Nous devons maintenant nous

donner les moyens de gagner des matches », a estimé le troisième-ligne Didier Lacroix. Mais les semaines à venir s'annoncent difficiles puisque le club jouera ses quatre prochaines rencontres à l'extérieur.

Football : les Bleus en finale du Mondial des moins de 17 ans

LA FRANCE s'est qualifiée pour la finale du championnat du monde de football des moins de 17 ans en battant l'Argentine (2-1), en demi-finales, jeudi 27 septembre, à Port of Spain (Trinité-et-Tobago). Les Français affronteront en finale, dimanche 30 septembre, le Nigeria, lauréat de la compétition en 1985 et 1993, qui a battu le Burkina Faso (1-0). Les joueurs de Jean-François Jodar, favoris de la compétition après leur victoire contre le Brésil (2-1), tenant du titre, en quarts de finale, se sont fait surprendre par les jeunes Argentins en début de seconde période mais ont rétabli la situation grâce à Anthony Le Tallec (55') puis Jérémie Berthod (57').

DÉPÊCHES

■ **CYCLISME** : les sprinteurs français – Laurent Gané, Florian Rousseau et Arnaud Tournant – ont remporté la médaille de la vitesse par équipes des championnats du monde sur piste, jeudi 27 septembre, à Anvers (Belgique). L'équipe de France, invaincue dans cette épreuve depuis 1997, s'est imposée devant l'Australie.

■ **L'Italien Michele Bartoli**, licencié par l'équipe Mapei, a annoncé, jeudi 27 septembre, qu'il portera les couleurs de la formation Fassa Bortolo, dès le Tour d'Emilie, qui démarre samedi 29 septembre, jour de la Saint-Michel.

■ **FOOTBALL** : Bordeaux et Troyes, sur le terrain, et le Paris Saint-Germain, sur tapis vert, se sont qualifiés, jeudi 27 septembre, pour le deuxième tour de la Coupe de l'UEFA, tandis que Sedan et Strasbourg ont été éliminés. Vainqueurs de Debrecen (5-1) à aller, les Girondins ont été menés 3-0 et ont craint un quatrième but, synonyme d'élimination. Mais le Portugais Pauleta a inscrit le but libérateur à la 80^e minute (3-1). Troyes a également été battu (1-0) en Slovaquie par Ruzomberok mais était tranquille compte tenu du score réussi à l'aller (6-1). Le PSG a, lui, obtenu sa qualification deux jours après son match face aux Roumains du Rapid Bucarest, qui l'avaient tenu en échec (0-0) à l'aller : Paris a gagné sur tapis vert (3-0). Une panne d'éclairage avait empêché la rencontre d'aller à son terme, mardi 25 septembre, en Roumanie (Le Monde du 27 septembre). Le Rapid a fait appel. En revanche, Strasbourg, pensionnaire de la Division 2, battu 2-0 à l'aller par les Belges du Standard de Liège, a concédé un match nul (2-2), synonyme d'élimination ; tandis que Sedan, vainqueur de Příbram (3-1), n'a pas réussi à remonter le 4-0 encaissé à l'aller, en République tchèque.

■ **Le nouveau directeur général de l'Olympique de Marseille, Etienne Ceccaldi**, a annoncé, jeudi 27 septembre, qu'il entendait exercer « la totalité des pouvoirs de direction » que lui a confiés l'actionnaire principal du club de football, Robert Louis-Dreyfus. « Robert Louis-Dreyfus a souhaité que ce club, qui était géré d'une manière amateur, devienne un vrai club professionnel », a indiqué le nouveau patron de l'OM, qui a dit ne pas vouloir « polémiquer » sur l'éviction du directeur financier, Pierre Dubiton (Le Monde du 28 septembre).

■ **HOCKEY SUR GLACE** : le Canadien Mario Lemieux, joueur des Penguins de Pittsburgh (Etats-Unis), vainqueur de six titres de la National Hockey League (NHL), la ligue professionnelle nord-américaine, et de deux coupes Stanley, effectuera son retour sur la glace, mercredi 3 octobre, à 36 ans. Il avait abandonné la compétition en décembre 2000.

■ **OLYMPISME** : le nouveau président du Comité international olympique (CIO), Jacques Rogge, a une nouvelle fois tancé les autorités grecques lors de sa visite à Athènes, mercredi 26 septembre, leur reprochant de ne pas tenir les délais de construction des infrastructures sportives et de transports prévues pour les Jeux d'été de 2004. De source proche du CIO, on estime que rien n'est compromis mais à condition d'« accélérer » la cadence.



Comme ses nouveaux coéquipiers, le pilier Benoît Lecouls (ici en blanc) a du mal à oublier la tragédie du 21 septembre.

TOULOUSE

de notre envoyé spécial
La rénovation attendra. Deux mois, six mois, peut être plus ; nul ne sait. Pour l'heure, seule l'urgence dicte ses règles. « Certains ont perdu leur outil de travail. Pour nous, cela ne fait que perturber un projet. Bien sûr, cela aura des conséquences financières importantes, cela va retarder les travaux d'agrandissement du stade des Sept-Deniers, reculer les échéances, mais tout cela n'est rien comparé à la gravité de la catastrophe », relativise Didier Lacroix, troisième-ligne du Stade toulousain. Il s'en est fallu de trois jours, et les champions de France se retrouvaient à la rue. Tout avait été programmé depuis des mois. De septembre 2001 à octobre 2002, les Rouge et Noir devaient délaissé leur antre, le temps pour les bâtisseurs de conduire à bien l'opération baptisée « Sept-Deniers nouvelle formule ».

« SE REMETTRE AU TRAVAIL »

Ce grand chantier devait durer quatorze mois et l'équipe-phare de la capitale du rugby s'exiler vers le Stadium, qu'elle aurait partagé avec les footballeurs du Toulouse Football Club (TFC). Les premières pelleteuses devaient commencer leur ouvrage le 24 septembre en début de matinée. Elles ont été décommandées à la dernière minute. L'explosion survenue le 21 septembre dans l'usine AZF à la sortie sud de la Ville rose a mis hors d'usage l'enceinte sportive édifiée sur l'île du Ramier, à moins d'un kilomètre du lieu de la déflagration. Balayée par le souffle, la couverture du toit s'est soulevée avant de retomber toute froissée. La fermeture du Stadium a jeté le TFC sur le pavé. Résultat : ce dernier pourrait évoluer aux Sept-Deniers.

Mardi 25 septembre. Quatre jours après la tragédie, Toulouse est encore sous le choc. Si les artè-

res de la cité ont été nettoyées des bris qui l'ont parsemée juste après le désastre, le traumatisme marque toujours les esprits. « Tout le monde a été touché d'une manière ou d'une autre. Moi, j'ai passé mon samedi et mon dimanche à rafistoler la maison de mes parents, qui a subi des dommages », raconte Guy Novès, manager-entraîneur du Stade. Ce matin, dans le vestiaire, avant l'entraînement, Didier Lacroix a dressé la liste des initiatives d'aides et de soutien en cours. Toulousain d'origine, Didier Lacroix n'a connu que ce club depuis qu'il l'a rejoint, voilà maintenant dix-neuf ans, alors qu'il était benjamin.

« On a mis des choses en place,

mais chacun, individuellement, fait ce qu'il a envie de faire. Sans publicité ni médiatisation d'aucune sorte », insiste ce « vieux » stadiste, chargé de la communication de l'équipe première. Dons du sang, visite dans les écoles et dans les quartiers touchés, plusieurs actions ont ainsi été menées sans caméras ni photographes. D'une voix forte et sur un ton ferme, Guy Novès s'est exprimé. Le manager a rudoyé un peu ses joueurs. « Après les malheurs qu'on vient de vivre il est difficile de penser au plaisir de jouer. Mais il faut se ressaisir. Il fallait se recentrer sur le sport. J'ai essayé de pointer l'importance du match de vendredi », admet-il.

Doux euphémisme. L'entraîneur aux sept titres de champion de France sait que son équipe, fragilisée, doit très vite se rassurer sur le terrain. Au plan purement sportif, les semaines à venir s'annoncent difficiles : il faudra jouer quatre rencontres d'affilée à l'extérieur. La première, en Coupe d'Europe, aura lieu, vendredi 28 septembre, en Irlande. Elle avait été initialement programmée samedi 29 septembre, au Stadium, mais les Toulousains ont obtenu de l'European Rugby Cup (ERC) et de leurs adversaires irlandais du Leinster l'inversion de l'ordre des rencontres.

« On apprécie le geste des Irlandais », souligne Christian Gajan,

une défaite. Les premiers de chaque poule (six équipes) et les deux meilleurs deuxièmes accéderont aux quarts de finale. En cas d'égalité entre deux équipes d'une même poule, les équipes seront départagées selon les critères suivants : le nombre de points inscrits lors des rencontres entre les équipes concernées (deux points pour une victoire, un point pour un nul, zéro pour une défaite) ; le nombre d'essais inscrits lors des rencontres entre les équipes concernées ; la différence entre les points marqués et encaissés lors

des rencontres entre les équipes concernées (goal average particulier). Si l'égalité persiste ou si les deux équipes à égalité ne font pas partie de la même poule, elles seront départagées selon les critères suivants : le nombre d'essais inscrits lors de tous les matches de la première phase ; la différence entre les points marqués et encaissés lors de tous les matches de la première phase (goal average général) ; le nombre de joueurs exclus lors de la première phase ; tirage au sort.

Yves Bordenave

Vingt-quatre équipes représentant six nations

● Les équipes

Poule 1 : Leicester (Ang), Perpignan, Llanelli (PdG), Calvisano (Ita)
Poule 2 : Trévise (Ita), Wasps (Ang), Stade français, Ulster (Irl)
Poule 3 : Swansea (PdG), Bath (Ang), Biarritz, Edimbourg (Eco)
Poule 4 : Munster (Irl), Harlequins (Ang), Castres, Bridgend (PdG)
Poule 5 : Glasgow (Eco), Northampton (Ang), Montferrand, Cardiff (PdG)
Poule 6 : Toulouse, Newcastle (Ang), Leinster (Irl),

Newport (PdG)

● Le calendrier

1^{re} journée : 28, 29, 30 septembre
2^e journée : 5, 6, 7 octobre
3^e journée : 26, 27, 28 octobre
4^e journée : 2, 3, 4 novembre
5^e journée : 4, 5, 6 janvier
6^e journée : 11, 12, 13 janvier
Quarts de finale : 25, 26, 27 janvier
Demi-finales : 27, 28 avril
Finale : 25 mai
● Le règlement
Chaque équipe marque deux points pour une victoire, un point pour un match nul, et zéro pour

Les farces et attrapes du rugby d'Albion

QUELQUES mauvaises langues ont toujours assuré que les sportsmen anglais avaient inventé le fair-play pour leurs adversaires, qu'ils sommaient de pratiquer leur discipline avec rigueur et honnêteté, pendant qu'eux-mêmes s'autoriaient quelques largesses avec la lettre et l'esprit du jeu. Ces allégations sont très répandues de ce côté de la Manche, et notamment dans le Sud-Ouest, où les gens du rugby ont de tout temps dénoncé ces outrages à la vertu. Après un siècle de confrontations franco-britanniques, la preuve est sur le point d'être faite : les rugbymen anglais trichent, eux aussi.

« Des joueurs utilisent du faux sang pour détourner le règlement », a révéilé le Sunday Times, le 23 septembre. Selon Dick Best,

ancien entraîneur du XV d'Angleterre et des London Irish, des rugbymen utilisent des capsules de faux sang, qu'ils se procurent dans des magasins de farces et attrapes, pour simuler des coupures. Le règlement du rugby stipule que tout joueur victime d'une blessure entraînant un saignement est autorisé à sortir pour aller se faire soigner, avant de reprendre sa place sur le terrain, si tel est le souhait de son entraîneur.

« UNE PRATIQUE COURANTE »

Ces va-et-vient, justifiés ou non, peuvent aussi permettre à un joueur essoufflé de se reposer, ou à un entraîneur de procéder à des aménagements tactiques, notamment en fin de match. « Il s'agit d'une pratique courante dans le championnat anglais, précise Dick Best. Je pense que ce sont les mêmes capsules que celles qu'on peut trouver sur le plateau de tournage d'un film pour une scène avec des cascadeurs. »

Ces pratiques ne sont apparemment pas limitées au cadre du championnat d'Angleterre. Dans l'hémisphère Sud, des témoins assurent avoir assisté à d'autres tours de passe-passe : Bob Dwyer, le coach de la Nouvelle-Galles du Sud, a entendu parler de soigneurs appliquant des ban-

dages souillés de sang sur le crâne de leurs joueurs, avant de les conduire vers la touche.

Richard Cockerill, l'ancien talonneur du XV d'Angleterre, a avoué que, lors d'un match international, un médecin lui avait volontairement ouvert une blessure au doigt afin de le faire sortir en prétextant un saignement, ce qui permettrait de le faire revenir en jeu, « si nécessaire ».

Plus récemment, en avril, le match opposant l'Angleterre à la France, dans le Tournoi des six nations, avait donné lieu à un étrange aller-retour. Pour sa première titularisation au sein du XV de la Rose, le jeune deuxième-ligne Steve Borthwick avait quitté

Les Anglais, grands favoris

Les clubs anglais ont remporté les trois dernières éditions de la Coupe d'Europe auxquelles ils ont participé, en 1998 (Bath), 2000 (Northampton) et 2001 (Leicester) – en 1999, ils avaient préféré se tenir à l'écart de la compétition européenne pour des raisons financières, et les Irlandais de l'Ulster s'étaient imposés en finale. Ce palmarès, ajouté à la domination du XV d'Angleterre dans le dernier Tournoi des six nations, fait des six clubs anglais engagés les grands favoris de l'édition 2001-2002.

En revanche, aucun club français n'a remporté la Coupe d'Europe depuis les victoires de Toulouse (1996) et de Brive (1997). Les représentants du rugby anglais paraissent également les mieux placés pour s'imposer dans la « petite » Coupe d'Europe, le Bouclier européen, à laquelle participent dix clubs français (Colomiers, La Rochelle, Béziers, Dax, Montauban, Narbonne, Pau, Bordeaux-Bègles, Bourgoin, Agen).

le match après seulement 30 minutes de jeu, pour céder sa place au plus expérimenté Martin Corry. Il était revenu en jeu dans les cinq dernières minutes, alors que ses coéquipiers avaient match gagné.

Rien, dans ce cas précis, ne permet d'affirmer qu'une capsule de faux sang avait été utilisée, mais le retour du joueur sur le terrain après une aussi longue absence constitue à coup sûr une lecture abusive du règlement. De nombreux médecins anglais, embarrassés, souhaitent une clarification. L'un d'eux, Terry Crystal, envisage d'instaurer « une fenêtre de dix minutes » au-delà de laquelle un joueur blessé jusqu'au sang ne

pourrait plus reprendre sa place.

Après les révélations du Sunday Times, la Fédération anglaise de rugby (RFU) a décidé de se pencher sur la question du faux sang « en interne ». Pour Fabien Pelous, capitaine du XV de France lamié en Angleterre, « il ne faut pas aller chercher la petite bête ». « Si cette histoire est vraie, ce n'est pas bien grave, poursuit-il. Ce sont les petites choses du rugby, ça ne change pas fondamentalement la philosophie de ce jeu ou le déroulement d'un match. La victoire des Anglais à Twickenham ne tient sûrement pas à une capsule de sang. Ils étaient plus forts. S'ils trichent, les plus honteux, ce doit être eux. »

Sur les terrains français, Fabien Pelous avait bien « entendu parler de blessures simulées, à l'époque où un joueur ne pouvait sortir que sur blessure, avant l'autorisation du coaching », mais de faux sang, « jamais ». Philippe Benetton, le capitaine du SU Agen, a été « étonné » de découvrir ces pratiques. « En France, à ma connaissance, cela n'existe pas », assure celui qui vient d'entamer sa quatorzième saison au plus haut niveau. Pour un peu, il se réjouirait de la nouvelle : « Les Anglais, ces éternels donneurs de leçons, se sont fait attraper. »

Eric Collier

À NOS ABONNÉS
Pour vos changements d'adresse ou suspensions d'abonnement durant vos vacances
un seul numéro
0825 022 021
(0,99 F TTC/mn)
ou par Internet :
www.lemonde.fr
(rubrique « Services aux lecteurs »)

TENDANCES

La poubelle, nouveau territoire sociologique

IL Y A vingt ans, les experts prédisaient une augmentation exponentielle des déchets domestiques. Il fallait s'attendre à un raz de marée d'ordures et de nauséabondes montagnes de détritus. La déferlante n'a pas eu lieu, nous apprend une étude réalisée par le Crédoc (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie) à la demande de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Sobrement intitulée « Nouveau regard dans nos poubelles » (*Consumation et Modes de vie*, n° 152, juillet 2001), cette recherche constate que, si l'activité économique a engendré un accroissement du poids des produits consommés (916 kilos de denrées alimentaires par Français en 1979 contre 954 en 1999), les quantités de déchets provenant des ménages n'ont que modérément progressé (15 millions de tonnes, contre 18 millions). Compte tenu de l'augmentation numérique et, simultanément, de la diminution de la taille moyenne des ménages, le poids de la poubelle de chaque foyer a même légèrement reculé, de 779 à 751 kilos par an. Bref, la gestion des ordures est encore loin d'être parfaitement

maîtrisée, mais cela aurait pu être pire.

Ce résultat tient pour l'essentiel à la baisse du poids des produits non alimentaires, alors que les produits alimentaires engendrent des rejets grandissants, à cause principalement de leurs emballages. La part des matières putrescibles, de loin les plus génératrices de déchets, diminue, mais pas celle du verre et des matières plastiques. Edifiante, cette vision quantitative ne dit cependant pas tout. Se pencher sur le contenu de nos ordures n'a rien de très ragoûtant mais offre un curieux poste d'observation de la société. Au fond des poubelles, surgissent des inégalités sociales, se révèlent de nouvelles habitudes de consommation et se trahissent de petites hypocrisies.

Ces dernières années, d'intrépides équipes de sociologues ont joué aux éboueurs. Conseiller scientifique pour l'environnement et ancien professeur à l'université du Mans, Jean Gouhier a été le premier à théoriser la rudologie (du latin *rudus*, qui signifie une ruine, des décombres), autrement dit la « science des ordures ». Pendant presque deux ans, il a exploré avec ses étudiants les poubelles de plusieurs quartiers

du Mans et d'Angers, recensant avec patience et méthode épluchures, pots de yaourt, reliefs divers et variés. Dans son *Manuel de rudologie* (Presses universitaires de Rouen et du Havre, 2001), il livre le fruit de cette collecte. « Les rejets des logements des grands ensembles illustrent une

individuelle, même en ne prenant pas en compte les « rejets verts ».

La profusion d'emballages n'est pas seulement imputable aux excès du packaging industriel, mais tient aussi aux modifications de certains us et coutumes alimentaires. « La déstructu-

mal à se débarrasser, remarque Gérard Bertolini, du CNRS. On ne jette pas comme cela un vieil ordinateur. Il finira quoi qu'il arrive au rebut, sur le trottoir, mais, auparavant, il transitera plus ou moins longtemps dans une sorte de sas, à la cave ou au grenier. » Entre jeter et donner, l'ambiguïté s'insinue. Plutôt que de les abandonner à la poubelle, on se donne bonne conscience en empaquetant un tas de vêtements anciens, mais on évite de se poser la question de savoir si cette garde-robe pourra vraiment être portée ou présentera un quelconque intérêt pour les associations caritatives destinataires de ce « don ». « Le contenu de ce que nous collectons s'est appauvri. En fait, beaucoup de gens cherchent à se débarrasser par notre intermédiaire d'objets sans valeur devenus envahissants. Ils gardent le meilleur pour les dépôts-vente ou les vide-greniers », soupire un militant de l'association Emmaüs.

Hier soigneusement contour-nées, poubelles et bennes à ordures sont devenues des lieux de prédilection pour chineurs et bricoleurs, forcés de la « récup », amateurs de kitsch ou créateurs de mosaïques en quête de miroirs cassés. En observant quelques

messieurs et dames, parfois très élégants, examiner sans complexe et avec un œil expert les reliquats d'énormes entassés au pied d'un gros conteneur vert qu'un sans-abri poussant un chariot vient de quitter, on se dit que l'endroit pratique un bien curieux brassage social.

Pour autant, les Français – largement incapables de trier leurs déchets, contrairement à leurs voisins britanniques ou allemands – restent de piètres rudologues. Or, dans ce domaine, on ne change pas facilement les comportements. « En 1883, lorsque le préfet Poubelle rendit obligatoire les conteneurs en fer galvanisé à Paris, il déclencha un tollé de la part des chiffonniers qui dénonçaient un manque à gagner, des concierges mécontents de devoir assurer une corvée et des propriétaires d'immeubles, furieux de supporter une dépense supplémentaire », rappelle Catherine de Silguy, ingénieur à l'Ademe. « Il a fallu deux générations pour que l'usage de la poubelle rentre dans les mœurs, mais, assure-t-elle avec un bel optimisme, il faudra beaucoup moins de temps pour généraliser le tri sélectif. »

Jean-Michel Normand

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 229

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

HORIZONTALEMENT

I. Titille les sens. Moins discrète, elle titille aussi les sens. - II. Supplice du passé, opération d'aujourd'hui. - III. Une fête qui n'est pas du goût de tout le monde. Jouer comme un débutant avec les billes. - IV. Moins important qu'il ne paraît. Pour passer à l'attaque. - V. Le silicium. Sont passées de l'Eglise à l'écran. - VI. Facteur qui descend directement du singe. Ouverte. - VII. Fait des bulles. Note. - VIII. Boulette pour l'apéritif. Dans la poche du

Moscovite. - IX. Sur les hanches. N'a rien à cacher. - X. Protections en mer. Beaucoup de choses en peu de mots.

VERTICALEMENT

1. Capable du meilleur. - 2. Ne supporte pas les systèmes organisés. Secoue le chef. - 3. Le dernier sur les épreuves. - 4. Qui ne tardera pas à bouillir. - 5. Mauvais pour la peau. Etats-Unis. Coutume. - 6. Réfugié en campagne. - 7. On le dit fort. Le petit est le plus fort. - 8. Participe contre

son gré aux fêtes de fin d'année. Manque de finesse. - 9. Lieu de déballeage. Ouvre les portes de l'entreprise aux jeunes. - 10. Fait l'ouverture. Suit et est suivi. - 11. Frontière germano-batave. Fait face à l'arrêt. - 12. Recherché. Assure un bon contact.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 01 - 228

Horizontalement

I. Fleurs. Argot. - II. Rappeur. Erre. - III. Redressées. - IV. Noire. Gisait. - V. Casino. Ce. La. - VI. Es. Stuc. Malt. - VII. Me. Vénérer. - VIII. EPO. Aréole. - IX. Nuitée. Té. Oc. - X. Testostérone.

Verticalement

1. Froncement. - 2. La. OAS. Pue. - 3. Epris. Mois. - 4. Upérisé. Tt. - 5. Redent. Aeo. - 6. Sür. Ouvrés. - 7. Reg. CEE. - 8. Sic. Note. - 9. Ressemeler. - 10. Gréa. Are. - 11. Oreille. On. - 12. Testatrice.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'Administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex



Président-directeur général : Dominique Aidun
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

PRINTED IN FRANCE

PHILATÉLIE

Val-de-Reuil (Eure)

LA POSTE mettra en vente générale, le lundi 1^{er} octobre, un timbre à 3 francs (0,46 €) consacré à Val-de-Reuil (Eure). La « ville nouvelle du Vaudreuil », rebaptisée Val-de-Reuil en 1985, dont la première pierre fut posée en juin 1973, accueillit ses premiers habitants en 1975.

Située à 110 kilomètres de Paris et à 25 kilomètres de Rouen, elle compte environ 13 000 Rolivalois. Un tim-

bre paru en 1975 renvoie au concept de « villes nouvelles », né en 1965, qui symbolise la politique d'aménagement du territoire de l'époque.

Le timbre, au format horizontal 35 x 22 mm, dessiné par Louis Briat, imprimé en héliogravure en feuilles de cinquante, représente *L'Astrolabe*, une sculpture d'Alain Le Boucher, dans un environnement urbain dominé par les couleurs verte, bleue et rouge.

La vente anticipée se déroule les samedi 29 et dimanche 30 septem-



bre, à Val-de-Reuil, au Théâtre des Chalands, rue Grande.

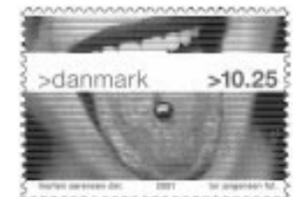
Pierre Jullien

EN FILIGRANE

■ VENTES. La vente à prix nets de septembre de La Poste aux lettres (Paris, tél. : 01-47-70-74-57), négociant spécialisé en marques postales anciennes, disperse 1211 lots, dont une marque manuscrite « De Turin » du 7 janvier 1739, bureau français non signalé par les catalogues à cette date, taxe 6 pour Lyon annulée et retaxée pour Châlons-sur-Saône à 2 400 francs (365 euros).

Cochinchine, Gabon, Madagascar, Saint-Pierre-et-Miquelon, de 600 à 30 000 francs... : Roumet (Paris, tél. : 01-47-70-00-56) clôture le 9 octobre sa vente d'une collection des anciennes colonies françaises. Notons, de Nouvelle-Calédonie, une lettre d'un déporté de la Commune, datée de l'île de Nou d'octobre 1876 avec cachet à date Nouméa et taxe 7 pour la France (prix de départ 2 500 francs).

■ PRÊTS-À-POSTER PRÉSIDENTIELS. La Poste de Bétheny (Marne) diffuse une série de cinq prêts-à-poster illustrés, avec les timbres *Euro* (enveloppes avec ou sans fenêtre) ou *Magritte*, pour le centenaire de la visite du tsar Nicolas II et du président de la République française Emile Loubet, au prix de 3,05 euros (20 francs) la série (La Poste, 51450 Bétheny).



■ CURIOSITÉS. Plusieurs émissions de timbres récentes témoignent de l'imagination des administrations postales du monde entier. Les Etats-Unis ont émis le 23 août une série sur les plantes carnivores ; Hongkong, le 9 septembre, quatre timbres sur l'art du thé ; l'Italie, le 1^{er} septembre, six valeurs sur le design mobilier contemporain, tandis que, le 22 août, le Groenland a illustré, entre autres, le piercing (une première !).

Abonnez-vous en toute liberté

Vous faites arrêter votre abonnement quand bon vous semble

Votre abonnement est prolongé chaque mois tacitement. Vous pouvez, bien sûr, le faire arrêter à tout moment en nous envoyant une simple lettre.

Vous ne payez rien d'avance

Avec le prélèvement automatique, vous ne payez rien d'avance, puisque le montant correspondant aux exemplaires servis pendant un mois n'est prélevé qu'au début du mois suivant. Cette formule vous permet en outre d'échelonner votre règlement au lieu d'effectuer le paiement en une seule fois.

Vous êtes sûr de ne manquer aucun numéro

Après signature de votre autorisation de prélèvement et envoi de votre R.I.B. ou R.I.P., vous n'avez plus à vous soucier des règlements. *Le Monde* s'occupe de tout. De ce fait, vous ne courez plus aucun risque de voir votre abonnement suspendu pour cause de simple oubli.

SPÉCIAL VACANCES :

J'ai bien noté que je peux faire suspendre mon abonnement pendant mes vacances.

Pour les vacances ou un déménagement, un numéro exclusif : **0 803 022 021**

(0,99F TTC/min)

Devenez Citoyen du Monde

Abonnez-vous pour seulement

173F* par mois



... Et entrez dans un espace privilégié d'information et de réflexion : actualité internationale, économique et politique, technologies, médias, sciences, art et culture... Chaque jour, passionnez-vous pour *Le Monde*

* Offre d'abonnement postal valable uniquement en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2001.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Offre à retourner au *Monde* : Service Abonnements, 60646 Chantilly Cedex. Tél. : 01 42 17 32 90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi.

OUI, je désire m'abonner au *Monde* pour seulement 173 F par mois (26,37€) par prélèvement automatique

Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier

M. Mme Mlle 101MQAN2

Prénom :

Nom :

Adresse :

Code Postal : [] [] [] [] Ville :

Date et signature obligatoires :

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*. Je pourrai suspendre à tout moment mon service au journal *Le Monde*.

Vous vous abonnez au *Monde* : vos nom, prénom et adresse sont communiqués à nos services internes et, le cas échéant plus tard, à quelques publications partenaires, sauf avis contraire de votre part. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces publications, merci de nous le signaler.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031	ORGANISME CRÉANCIER Le Monde 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris CEDEX 05		
TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER			
Nom :			
Prénom :			
N° :	rue :		
Code postal : [] [] [] []	Ville :		
NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)			
N° :			
rue :			
Code postal : [] [] [] []	Ville :		
DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER			
Code Établissement	Code Guichet	N° de compte	Clé RIB

ÉTATS-UNIS Les studios de Hollywood sont plongés dans un profond marasme depuis les attentats du 11 septembre. ● SELON le FBI, ils seront une cible possible des terroris-

tes en cas de frappes américaines sur l'Afghanistan. Ils ont donc adopté des mesures de sécurité draconiennes. ● SURTOUT, les majors ont dû retarder la sortie d'une quarantaine

de films et abandonner de nombreux projets, dont le contenu téléscopait l'actualité. ● AJOUTÉS à une possible baisse d'affluence dans les salles, ces ajournements menacent la santé

financière des studios. Disney prévoit 4 000 licenciements supplémentaires. ● AU-DELÀ du cinéma, c'est toute l'industrie culturelle qui s'inquiète de cette conjoncture morose. ● VENDREDI

21 septembre, de nombreuses stars ont chanté en chœur *America The Beautiful*, vieux tube en mémoire des héros, lors d'un téléthon en faveur des victimes des attentats.

Hollywood, inquiet, choisit l'omerta pour préparer l'après-attentats

La sortie d'une quarantaine de films au « contenu sensible » a été reportée. Des scénarios sont abandonnés ou remaniés. Les studios s'alarment de l'impact de ces événements sur leurs finances et s'interrogent sur l'avenir des scènes de violence au cinéma. Avec un mot d'ordre unanime : « No comment »

LOS ANGELES

de notre correspondante

Selon le FBI, une menace terroriste pèse sur les studios d'Hollywood en cas d'attaque américaine en Afghanistan. En état d'alerte, la ville du cinéma se souvient des attentats de New York et se repasse certaines images qu'elle a elle-même produites, de *Piège de cristal* à *Couvre-feu* ou *Independence Day*... Des scénarios qui, depuis le 11 septembre, provoquent de nombreuses questions : est-ce que les ingrédients du film d'action vont changer ? Le public va-t-il se détourner de certaines formes de violence ? Le film catastrophe a-t-il un avenir ? Il serait limité, selon Woody Allen, seul artiste à cette date qui se risque à esquisser une réponse.

L'inquiétude, l'anxiété même sont palpables dans les studios de Los Angeles, qui ont pris des mesures de sécurité draconiennes : gardes armés, détecteurs, vérifications d'identité, fouilles systématiques. Les patrons s'interrogent par ailleurs sur les résultats économiques à venir. La sortie d'une quarantaine de films au « contenu sensible » a été reportée ou décalée, les premières et présentations à la presse ont été annulées.

En récoltant plus de 150 millions de dollars (162,95 millions d'euros) avec le téléthon vendredi 21 septembre - programme repris par trente chaînes et 8 000 stations de radio -, l'industrie a montré sa capacité à faire face aux situations d'urgence, mobilisant l'émotion et le talent des plus grandes stars du cinéma, de la télévision et de la chanson. Cet hommage qui, avec 89 millions de téléspectateurs, a fait davantage d'audience que les Oscars a même inclus les chansons « déconçues » après les attentats (*Le Monde* du 21 septembre), comme *Imagine*, de John Lennon, interprétée par Neil Young, ou *Bridge over Troubled Water*, interprétée par son auteur, Paul Simon.

Mais que chanter, que montrer, que dire désormais ? se demandait-on dans les coulisses d'Hollywood. Chacun dans les studios, pour une fois à l'unisson, a la même réponse : « On attend de voir ».

Selon les analystes qui évaluent l'impact des événements sur les industries du spectacle, le public va boudier, en tout cas dans une première phase dont la durée est incertaine, les activités de loisirs hors du domicile. Les concerts, spectacles,



Un parterre de stars chante « America The Beautiful », le 21 septembre, à Los Angeles, lors du téléthon en faveur des victimes des attentats du 11 septembre.

parcs d'attractions, croisières de luxe et autres rencontres sportives sont les premiers concernés. Le box-office va bientôt rendre son verdict, avec les premiers thrillers distribués depuis les attentats - dès ce week-end, *Don't Say a Word* (Fox), réalisé par Gary Fleder, avec Michael Douglas dans le rôle d'un père qui sauve sa fille d'un kidnapping brutal et, la semaine prochaine, *Training Day* (Warner) avec Denzel Washington en flic véreux. La chute sensible d'audience de *Band of Brothers*, série de HBO produite par Steven Spielberg et Tom Hanks, depuis sa première le 9 septembre, indique que les Américains ont moins d'appétit pour les images de guerre.

Les bureaux new-yorkais du mini-studio Miramax étaient proches des Twin Towers. S'ils ont été fermés pendant une semaine, ils n'ont pas subi de dégâts. L'électricité est

revenue à Artisan Entertainment, situé à six blocs du World Trade Center, mais les distributeurs du *Blair Witch Project* n'avaient toujours pas de téléphone mardi. Vivendi Universal se veut optimiste alors qu'AOL Time Warner a déjà révisé ses prévisions à la baisse.

PROJETS DE FILMS AJOURNÉS

Disney est le premier studio touché par la crise des marchés, qui a contraint un de ses principaux actionnaires à vendre près de deux milliards d'actions, précipitant la chute du titre. La compagnie prévoit 4 000 licenciements supplémentaires. Comme les autres studios propriétaires d'une chaîne de télévision (Time Warner, CNN et WB ; Paramount, CBS ; Twentieth Century Fox, les chaînes Fox), Disney subit aussi l'augmentation des budgets d'information du network ABC, alors que les pertes en revenus publicitaires pour le secteur de la télévision, entre le 11 et le 15 septembre, sont estimées à 500 millions de dollars.

Partout, les scénarios, les films en préparation et en production sont remis en question. A Paramount - un studio qui se félicite de n'avoir programmé aucune sortie au contenu « incendiaire » -, un « no comment » poli est opposé à toute question sur les détails. Idem à la Fox. Interrogé sur les films problématiques de Warner, une responsable de la communication, visiblement excédée, lance : « Nous sommes trop occupés pour donner des interviews, ici nous traitons des problèmes réels de la vie », avant de raccrocher ! Warner a reporté *sine die* *Collateral Damage*, dans lequel le personnage d'Arnold Schwarze-

negger perd sa famille dans un attentat terroriste et veut se venger. Heureusement pour le studio, *Harry Potter*, qui est bien le seul à avoir l'air heureux en ce moment (sur la couverture de *Vanity Fair*), est un sujet tranquille.

Disney a reculé la sortie de *Bad Company*, avec Anthony Hopkins et Chris Rock dans le rôle d'agents de la CIA, et de *Big Trouble*, dont l'histoire inclut des terroristes, celle de *Tick Tock*, où Jennifer Lopez interprète une amnésique soupçonnée de poser des bombes. Mais MGM dément avoir renoncé à *Nose Bleed*, projet pour Jackie Chan dont la première mouture, désormais périmée, montrait un laveur de carreaux qui découvre un complot visant à faire sauter le World Trade Center. Miramax n'a dû enlever que deux secondes (un plan des Twin Towers) de leur

comédie romantique *Serendipity*, qui sort le 3 octobre. Mais Bravo ne diffusera pas un épisode de « Inside the Actor's Studio », qui comportait une interview de Bruce Willis parlant de la série des *Die Hard* et du terrorisme.

Aux premières heures du 11 septembre, les scénaristes de *Collateral Damage*, David et Peter Griffith, ont vite compris que « c'était fichu pour leurs films » mais sont presque les seuls à avoir parlé ouvertement, à Patrick Goldstein de *Los Angeles Times*. Leur projet suivant, *Deadline*, produit par James Cameron, implique des terroristes détournant un avion de ligne, et était en préparation chez Fox. « Les patrons des studios sont très conservateurs en temps normal ; désormais, ils sont pris d'une vraie hystérie conservatrice », affirme Peter Griffith, qui reconnaît que la

sortie de *Collateral* « serait de mauvais goût ». Faut-il pour autant éviter la violence dans tous les scénarios ? « Nous avons besoin de films avec une perspective politique plus sophistiquée. La violence est présente dans le monde, mais si nous nous contentons de la refléter sans vraiment l'examiner plus profondément, nous n'exprimons rien du tout. »

REPLI SUR LA CALIFORNIE

Edward Zwick (*The Siege*, *Traffic*) et Marshall Herskovitz vont plus loin dans les colonnes du *New York Times*, évoquant la question de la parenté entre la fiction cinématographique et la réalité du terrorisme : « Ce que cet événement a révélé, avec ses vrais corps en morceaux et ses vraies explosions provoquant l'écroulement des immeubles, c'est la vraie noirceur derrière tant de produits sortant d'Hollywood ces temps-ci. Pourquoi tout à coup remettre en question un genre classique d'Hollywood ? Ou alors cette honte était latente et il a fallu cet acte haineux pour la rendre visible ? »

Côté production, d'après John Calley, président de Sony Pictures, la tendance est au « home, sweet home » : « Je pense que nous avons intérêt à tourner aux Etats-Unis tout ce que nous pouvons, et à Los Angeles autant que possible. » Les studios se replient vers la Californie, renonçant aux économies de coûts qu'offraient le Canada ou l'Australie. Steve Reuther, producteur de *Collateral Damage*, préparait un film qui devait être tourné en Afrique. « Je vais avoir du mal à le monter maintenant. Il me sera impossible de convaincre un acteur. »

Claudine Mulard

Le doute s'insinue dans toute l'industrie culturelle

Alors que les Américains s'étaient récemment ouverts aux musiques du monde, certaines portes risquent aujourd'hui de se refermer. La tournée *Desert Rose and Arabian Rhythms* est ainsi annulée. Elle devait réunir, dans dix grandes villes comme New York, Washington, Los Angeles, le chanteur algérien de raï Khaled et la pop-star égyptienne Hakim. « Vous imaginez trente-quatre musiciens du Moyen-Orient, avec des noms à consonance arabe, embarquant dans un avion à destination des Etats-Unis ? Comment nous aurait-on traités ? », se sont demandé les artistes. L'industrie musicale s'attend à une baisse de la fréquentation des concerts, mais pas forcément de la vente des albums. La presse « people » s'interroge, elle, sur sa couverture des célébrités dans un climat sérieux et maussade. L'incertitude est totale aussi pour le secteur des jeux vidéo, aux contenus souvent violents, qui réalise l'essentiel de ses ventes en fin d'année. Tandis que Broadway annule certains de ses spectacles ou que les troupes ont accepté des réductions de salaire pour continuer les représentations, la rentrée littéraire ne semble pas réellement perturbée. Les maisons d'édition confirment toutes les sorties prévues cet automne, mais ont laissé à leurs auteurs le choix d'effectuer, ou non, leurs tournées à travers le pays.

« America The Beautiful », un vieux tube en mémoire des héros

LOS ANGELES

de notre correspondante

America the beautiful, vieux titre repris en chœur partout depuis le 11 septembre, fait un come-back foudroyant. En finale du téléthon, Willie Nelson à la guitare, accompagné par Stevie Wonder à l'harmonica et un chœur de stars, en a donné une interprétation mémorable. L'ode bucolique et romantique fut écrite en 1893 par Katharine Lee Bates, après son ascension à dos de mule du Pike's Peak, sommet du Colorado d'où l'on peut

admirer un immense paysage. « Il y a une chanson qui célèbre l'Amérique, et nous invite à ce que nous pouvons devenir... », a lancé Clint Eastwood, grave, avant de réciter : « America ! America ! God shed his grace on Thee/And crown Thy good with brotherhood/From sea to shining sea » (« Amérique ! Que Dieu t'accorde la grâce/Et couronne ta bonté de fraternité/D'océan à océan lumineux »), laissant Willie Nelson et son timbre vibrant entamer : « O Beautiful for spacious skies/For amber waves of grain/For

purple mountain majesties/Above the fruited plain » (« Si belle pour ses grands cieux/Pour ses vagues de blé ambrées/Pour la majesté de ses monts violets/Au-dessus de la plaine fruitière »).

Visage buriné, cheveux longs et blouson noir, la grande voix rebelle de la country a mené un enregistrement qui rappelait celui, tout aussi émouvant, de *We are the World*, contre la famine en Afrique. Et quels choristes ! De Muhammad Ali, qui susurrerait les mots, à Mariah Carey et Whoopi Goldberg

en duo, avec une mention spéciale à tous ceux qui maîtrisaient vraiment les paroles, comme Jack Nicholson, Paul Simon, Al Pacino, Robin Williams, Sylvester Stallone, Sally Field, James Wood, Dennis Franz, Cuba Gooding Jr, Michael Keaton, Brad Pitt au côté de Julia Roberts, et le groupe féminin Dixie Chicks, superbe, à plusieurs voix... La sortie du disque et du DVD de ce *Tribute to Heroes* est prévue avant les fêtes de Noël.

Cl. M.

www.loopproductions.com T. 01 46 21 08 37

LOOP PRODUCTIONS

JVC JAZZ Festival PARIS

DU 20 AU 29 OCTOBRE 2001

SALLE PLEYEL
20 octobre 2001/20h
CHICK COREA SOLO PIANO
SHIRLEY HORN TRIO

OLYMPIA
22 octobre 2001/20h
LUCKY PETERSON
OLU DAKA OKRA ORCHESTRA

BATACLAN
23 octobre 2001/20h
JEAN JACQUES MILITEAU
& MIGHTY MO RODGERS
BLUES ODYSSEY

29 octobre 2001/20h
DR JOHN

également au new morning, sunset, sunside et jazz club du méridien

ISF PARIS PREMIERE

scope MAIRIE DE PARIS

JAZZ

fonds soutien

subventionnés par la Mairie de Paris

Tribulations sonores du Pakistan à New York

Trois albums de musiques du monde en résonance avec l'actualité

C'EST aux studios RealWorld, installés par leur propriétaire, Peter Gabriel, près de Bath en Angleterre, que les frères Rizwan et Muazzam Ali Khan ont enregistré leur deuxième album, *Better Destiny*. Ces deux jeunes Pakistanais ont repris le flambeau du chant dévotionnel *qawwal*, d'inspiration soufie. Efficace machine rythmique, le *qawwal* a franchi les frontières indo-pakistanaïses à la fin des années 1980 avec les Sabri Brothers, nés en Inde et partis au Pakistan lors de la création de cet Etat musulman en 1947, puis grâce à Nusrat Fateh Ali Khan (à écouter : *The Final Studio Recording*, derniers enregistrements effectués à Los Angeles avant sa mort, en 1997, chez Sony Music).

Nusrat Fateh Ali Khan chantait dans la pure tradition des « *fous de Dieu* », ainsi dénommés non pour leur fanatisme mais pour leur capacité illimitée à transmettre les sentiments de la foi, sur des poèmes anciens aux inspirations croisées (persane, arabe, hindoue). Il savait aussi marier son art avec celui du *banghra*, la musique produite par la jeune génération des Indo-Pakistanaïses de Londres ou de Liverpool, et avait enregistré chez RealWorld un anthologique *Mustt Mustt* (« Ivre de Dieu ») remixé avec Massive Attack. Nusrat avait aussi croisé les Sabri Brothers sur les pelouses du moulin de Bath, avant la mort

subite de Gulham Farid, l'un des deux compères, géant aux cheveux teints au henné et aux yeux peints au khôl.

Rizwan et Muazzam Ali Khan, proches parents de Nusrat, nés comme lui à Faïçalabad, cité industrielle du Penjab pakistanaïse, ont une petite vingtaine d'années chacun. C'est donc un peu démunis d'expérience vocale qu'ils se lancent à l'assaut de *khazal*, de *dhamal* et autres odes, romances, prières éperduement adressées au Prophète ou aux saints soufis qui hantent l'imaginaire du monde musulman jusqu'au Maroc.

L'IVRESSE DES SENTIMENTS

Appuyés par une armée de frappeurs de main, par les harmoniums portables introduits par les colonisateurs portugais, et des tablas diaboliques, les deux frères, par ailleurs joueurs de cricket, chantent en ourdou l'ivresse et le raffinement des sentiments. Ici, on interpelle Allah ou Ali, le gendre du Prophète, vénéré dans l'islam chiite, reprenant ainsi la tradition frondeuse du soufisme, qui se passait des mollahs et des pouvoirs religieux constitués pour converser avec Dieu en direct.

Big Drum : Small World, grand tambour, petit monde ; le titre choisi par le percussionniste et joueur de tambour *dhol* Johnny

Kalsi en dit long sur le rétrécissement des distances. Ce musicien, né en Angleterre dans une famille originaire du Penjab, a créé en 1991 une école, The Dhol Foundation, et joué aux côtés de FunDaMental, Trans Global Underground (on retrouve ici la voix de Natacha Atlas) ou Afro Celt Sound System. Musique hybride, à base de percussions tournée en boucle par les machines, le *néo-banghra* de Johnny Kalsi rétablit l'idée que l'on produit toujours la musique du monde de quelqu'un, une fois admis que tout terroir génère un style de vie, donc un son particulier.

Ainsi existe-t-il un son typiquement new-yorkais, du moins dans sa version souterraine. Publiée par la compagnie allemande Public Propaganda, attachée à diffuser le rock alternatif et la pop progressiste des années 1980, une compilation intitulée *Anti NY* rassemble sept perles de l'underground new-yorkais enregistrées entre 1978 et 1984 (signées Konk, Sexual Harassment, Gray, le groupe du peintre Jean-Michel Basquiat, The Del/Byzanteens, celui du cinéaste Jim Jarmush, etc.) et leurs versions contemporaines.

Les titres ont été rassemblés par un amateur, ex-usager du Mudd, un club où se croisaient Arto Lindsay, John Lurie ou Brian Eno, mais aussi Vivien Goldman et bon nombre de femmes (Jane Friedman, Lisa



MARK SIMMONS/VIRGIN

Les deux frères pakistanais Rizwan et Muazzam Ali Khan ont repris le flambeau du chant dévotionnel « *qawwal* ».

Stroud, Ruth Polsky...) aux dimensions artistiques et politiques importantes. Ensemble, ils ont contribué à dessiner cette *new wave* et *no wave* new-yorkaises où tous les mystères du monde étaient incorporés, digérés et mis au goût local – sous étiquette rock, New York produisait un son aussi spécifiquement autochtone que celui de Faïçalabad. Death Comet Crew crée un hip-hop noirci aux bas-fonds ; Vivien Goldman, future complice du Japonais mondialiste Riuchi Sakamoto, des Bristolien de Massive Attack ou des Londoniens ultrapolitisés de Coldcut, joue ici avec George Oban, le bassiste d'Aswad,

premier groupe reggae créé à Londres (1975) par des Jamaïcains de la deuxième génération.

Véronique Mortaigne

★ Rizwan et Muazzam Khan, *Better Destiny*, 1 CD RealWorld 7243-810618-2, distribué par Virgin. *Dhol Foundation, Big Drum : Small World*, 1 CD Shakti 72438-10588-2, distribué par Virgin. *Anti NY, Rare Music From the Early 80's New York Underground*, 1 CD Gomma 013CD, distribué par Public Propaganda.

► www.lemonde.fr/disques

SÉLECTION DISQUES

WILHELM KEMPPF

Schumann : « *Fantaisie pour piano* ». Beethoven : « *Bagatelles op. 126* ». Brahms : « *Sonate en fa mineur op. 5* »

Plus fêté en terre francophone et italienne qu'en Allemagne, Wilhelm Kempff ne fut invité qu'une fois au Festival de Salzbourg – le 3 juillet 1958. Les jeunes générations ne peuvent le savoir, mais Kempff a été l'un des artistes les plus aimés du public français, et ce jusqu'en province, car l'artiste appartenait à une génération qui ne jouait pas que devant le public des capitales. Le lendemain de son récital, les critiques autrichiens, dont le pianiste Erik Werba, rendaient compte avec ferveur de cette apparition météorique. Publié aujourd'hui pour la première fois, ce récital rend à la vie les interprétations inspirées, libres, vivantes, soumises à l'inspiration impérieuse qui traversait Kempff comme le soleil traverse les nuages pour éclairer un paysage qui serait toujours le même et serait pourtant toujours différent. Les doigts accrochent parfois, l'absence de préméditation expliquant ceci qui ne doit pas être attribué à une technique défaillante : celle de Kempff est un objet de dévotion pour Brendel, Lupu, Freire et quelques autres pianistes du même acabit. Ces interprétations renferment quelques-uns des moments d'inspiration les plus émouvants conservés sur disque du Cortot allemand.

Alain Lompech

★ 1 CD Orfeo « Salzburger Festspiele Dokumente » C 570 011 B. Distribué par Harmonia Mundi.

FRANZ LISZT

Années de pèlerinage : *Italie, Venise et Napoli*

Frederic Chiu (piano)

Sous les doigts de Frederic Chiu, le deuxième volume des *Années de pèlerinage* témoigne d'un Liszt impressionniste que l'on appréhen-

de généralement à partir de pièces beaucoup plus tardives tels *Nuages gris* ou *La Lugubre Gondole*. Toutefois, le *sfumato* mélodique de *Sposalizio* ou l'harmonie infinitésimale d'*Il Penseroso* légitiment localement l'option esthétique défendue – avec quel toucher ! – par le pianiste américain. Très intérieurs, les *Sonnets de Pétrarque* confirment que l'interprétation de Frederic Chiu tend à mettre à nu le cœur battant de la musique plutôt que d'en accentuer les palpitations. L'exquise retenue qui en résulte convient davantage au triptyque *Venezia e Napoli* qu'à l'essai de sonate *Après une lecture du Dante*, alors dépourvu d'ampleur dynamique. Pierre Gervasoni

★ 1 CD Harmonia Mundi HMU 907263

PARIS

Jean-Philippe Rameau : « *Castor et Pollux* » (*Suite de ballet*). Wolfgang Amadeus Mozart : « *Symphonie n° 31 "Parisienne"* ». Hector Berlioz : « *Les Francs-Juges* » (*ouverture*). Gérard Grisey : « *L'icône paradoxale* ».

Catherine Dubosc (soprano), Lani Poulson (mezzo-soprano), Orchestre symphonique de la SWR de Baden-Baden et Fribourg, Sylvain Cambreling (direction).

Pour illustrer la thématique parisienne à travers les siècles, on aurait pu trouver programme plus significatif que celui-ci, monté artificiellement à partir des archives récentes de la radio SWR. Toutefois, le résultat est loin d'apparaître négligeable. Les jalons du passé connaissent une restitution soignée, sur le plan du ton pour Rameau (majestueux de bout en bout), de l'esprit pour Mozart (dramatique et ornemental) et de la matière pour Berlioz (volumés savamment dosés). La plage contemporaine a valeur de référence. *L'icône paradoxale* (Homage à Piero della Francesca) est, en effet, la dernière œuvre de Gérard Grisey

(1946-1998) utilisant l'orchestre, inédite au disque à notre connaissance. Divisée en deux groupes, encadrés (au sens pictural) par deux voix solistes, la formation symphonique effectuée en trois épisodes une synthèse très probante des recherches du compositeur sur le temps musical. Sylvain Cambreling, créateur de l'œuvre en Allemagne peu après sa première américaine, en donne une version qui justifie sa place dans la collection « Faszination Musik » du label Hanssler.

P. G. ★ 1 CD Hanssler Classic 93.018. Distribué par Intégral.

RENÉ URTREGER

Onirica

Jazzman, c'est ainsi que le pianiste René Urtreger s'est toujours défini, au point d'intituler ainsi l'un de ses enregistrements. Jazzman, déclaration d'intention, affirmation, cri de guerre. L'homme a joué avec Don Byas, Miles Davis, Daniel Humair, Pierre Michelot, Dexter Gordon..., avec Claude François aussi, pour survivre. Il a tenu son rang, au plus haut, sans trahir la musique, dans divers clubs qui ne considéraient le jazz que comme un accompagnement pour consommer. Son nouvel album, *Onirica*, est traversé par une douceur, une élégance, des idées qui évacuent le romantisme à trois voix. Dix compositions, dont *Chimeric*, repris, transformé en punctuations. Des mélodies, des ballades qui s'étirent, tout en conservant la notion de concision propre aux plus belles chansons (*Facile à dire, Valsajane, St Eustache*). Surtout, René Urtreger sait que le swing est la marque du jazz. La prise de son de Gérard de Haro est une merveille : les graves, les profondeurs du clavier, ont des résonances lumineuses, le découpage du phrasé est rendu avec intensité. Sylvain Siclier

★ 1 CD Sketch SKE 333017, distribué par Harmonia Mundi.

SIMIEN

Chemistry Is What We Are

Sur la pochette du premier disque de ce quatuor anglais, un artiste allemand, Thomas Grünfeld, décline les images assez fascinantes de mutations génétiques imaginaires (chien à tête de mouton, agneau à tête de lapin). Dans ce traitement futuriste d'animaux familiers, on peut voir la description assez juste d'une musi-

que passionnée d'innovations électroniques comme de classicisme pop. Marqué par les chercheurs excentriques du rock – Brian Wilson, Joe Meek, Silver Apples, les Beatles du « double blanc » –, Simian fouine, invente sans jamais renoncer à composer des chansons. Entêtantes, fantasques, ces dernières précipitent (au sens chimique du terme) l'étrange pureté des harmonies chorales au creux de cornues dans lesquelles bouillonnent instruments traditionnels et bidouillages informatiques.

Stéphane Davet ★ 1 CD Source CDSOUR021/7243 528510 0 3. Distribué par Virgin.

JAMIROQUAI

A Funk Odyssey

Une voix blanche tentée par le falsetto noir, une spectaculaire aptitude à la danse, un curieux profil de nightclubber écolo et la parfaite assimilation des groove pré-techno de la musique noire américaine, ont permis à Jay Kay – alias Jamiroquai – de transcender la vague acid-jazz britannique dont il était issu pour accéder au statut de star du funk. Dans cette *Odyssey*, les violons disco et les basses ondulantes se laissent parfois séduire par les pulsions électroniques, dans un parcours qui rencontre, à rebours, celui de figures de la house comme Daft Punk ou Basement Jaxx. Jamiroquai n'a rien perdu de sa vivacité, ni de sa capacité à écrire des tubes (*Little L, Feel So Good*), il n'a rien gagné non plus en puissance émotive ou en chaleur charnelle, ses chansons étant depuis toujours lestées de mélodies surgelées et de feeling de synthèse.

S. D. ★ 1 CD Epic 504069 2. Distribué par Sony.

MARC GAUVIN

J'suis ton mec

On ne pourra pas tant reprocher à Marc Gauvin ses sonorités par trop britanniques (selon les critères de la mode : le *easy listening* de la néo-bossa ou encore le désespoir traînant des sons bristolien), puisqu'il vit de l'autre côté de la Manche, et qu'il vient de réaliser cet album mélancolique à la perfection avec les musiciens de Portishead, John Parish, Invisible Pair of Hands, etc. La tonalité parfaitement celtique (*Elle est une île*) construit un univers en demi-teinte, en brumes légè-

res et intrigantes. L'écriture est soignée – des regards noyés, des balancements mécaniques et fascinants, contemplatifs et obsédants (*Train de nuit*). On pourra cependant reprocher à Marc Gauvin l'uniformité de la voix, ou au contraire aimer sans retenue ces murmures élégants.

V. Mo. ★ 1 CD East West 02562-2

THE COOL CROONERS

Blue Sky

On connaissait la bonne humeur contagieuse des Mahotella Queens, voici un autre groupe vocal d'Afrique australe tout aussi engagé dans une certaine pédagogie du bonheur. D'un âge respectable, les Cool Crooners viennent de Bulawayo, au sud du Zimbabwe. Comme Dorothy Masuka, l'une des chanteuses célèbres du pays, native de la même ville, ils ont participé à l'effervescence créative qui agitait la musique au cours des années 1950 et 1960 dans les centres urbains de la région. Éparpillés en deux groupes alors rivaux, les Golden Rhythm Crooners et les Cool Four, ils se sont regroupés dans les années 1990. Entre-temps, ils ont connu la guerre de libération, parfois la prison. Des épreuves qui n'ont pas émoussé leur joie de vivre ni altéré leurs voix rayonnantes, d'une justesse parfaite. Reprenant leur propos là où ils l'avaient laissé, ils chantent dans la tradition du chant choral zoulou un jazz solaire mêlé de *mbaqanga*, style joyeux sud-africain. Claquements de doigts, swing jubilatoire. Cette légèreté irrésistible dissimule parfois des textes graves évoquant la lutte de libération ou la misère.

Patrick Labesse ★ 1 CD Globe Music EPC 502305 2. Distribué par Sony Music.

FIAC2001

ONE-MAN SHOWS
GROUP SHOWS
PERSPECTIVES
EDITION
VIDEO CUBE

10-15 OCTOBRE, 2001

PARIS EXPO, PORTE DE VERSAILLES, FRANCE

www.fiac-online.com

Information:
Reed-OIP, 11, rue du Colonel Pierre-Avia - BP 571 - 75726 Paris Cedex 15
Tél : +33 (0)1 41 90 47 80 - Fax : +33 (0)1 41 90 47 89 - Email : fiac@reed-oip.fr

ART PARIS
Carrousel du Louvre

COLETTE BRUNSCHWIG

Galerie Vieille du Temple
Stand E5

Du 29/09/01 au 02/10/01
01.40.29.97.52 - De 12H à 20H

royaumont

Samedi 29 septembre - 20h45

QUATUOR ARDITI
hommage à Xenakis :
Xenakis, Dusapin, Markéas (création)

abbaye de Royaumont - 95270 Asnières 9/Oise
Tél : 01 34 68 05 50
www.royaumont.com

Weekend de 10h. à 20h.
Lundi de 12h. à 23h.
Mardi de 12h. à 20h.

du 29 septembre au 2 octobre 2001

Carrousel du Louvre
99 rue de Rivoli Paris 1er

ART PARIS
foire d'art contemporain
75 galeries 400 artistes

www.artparis.fr

LE FIGARO magazine
Officiel des Arts
francesco smalto PARIS
création d'Arts Noëlette 01 53 36 08 88

Le plaidoyer pour le corps de Lia Rodrigues

Dans le sensuel « Ce dont nous sommes faits », la chorégraphe brésilienne clame son amour de la vie, servi par des danseurs nus

CE DONT NOUS SOMMES FAITS, de Lia Rodrigues. Marcela Levi, Micheline Torres, Marcela Sampaio, Rodrigo Maja, Amalia Lima, Jamil Cardoso, Anna Carolina Rodrigues, Renata Brandao. Zeca Assumpção (musique). Milton Giglio (lumière). Prochains spectacles : *Parcours solo*, les 29 et 30 septembre, Cité internationale. *Nacera Belaza*, du 9 au 11 octobre, studio du CND. Tél. : 01-41-83-27-27.

Il y a dans *Ce dont nous sommes faits* un amour de la vie si lumineux qu'on en reste interloqué. Une générosité si belle qu'elle met un bémol à toute tentative de sarcasme. Et pourtant, se dit-on, un peu lassé : « *Encore des corps nus !* » La Brésilienne Lia Rodrigues, bouleversant les codes à la mode qui veulent que la nudité soit châtée, méprisée, ou martyrisée, chante le nu (plus que la nudité) avec bonheur, avec ferveur.

Quand, à la fin du spectacle, plusieurs personnes remercient la chorégraphe pour cette vision du corps qui les a lavées, purifiées, on est d'accord sans l'être : car rien n'est plus sexuel, sexué, que les différentes séquences qu'elle installe dans le studio du Centre national de la danse, obligeant le public à bouger. Agenouillé, assis, debout, ce dernier cherche à saisir un spectacle qu'il perçoit d'avantage qu'il ne le voit, trouvant des angles inattendus où un bout de nez ressemble à s'y méprendre à un bout de sein. Tête-à-tête périlleux avec corps en tête à queue.

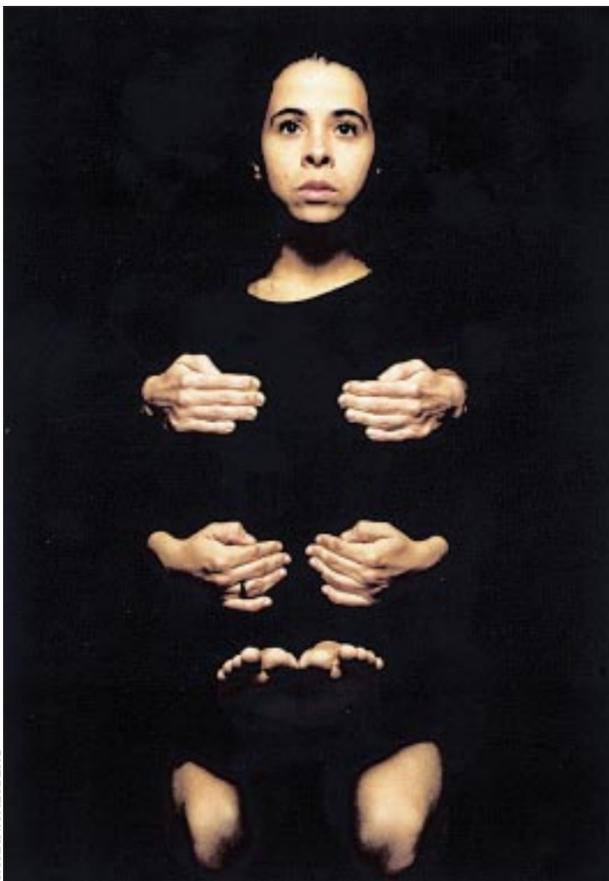
Toison noire d'une danseuse

qui se renverse. Pénis en roue libre. Caresse d'une chevelure ondulée. Dents luisantes, pommettes brillantes d'une peau mate. Omoplates et fesses rougies par des roulades convulsives au sol. Entassement dont le sens oscille entre le charnier et l'amas de poissons animés d'un dernier frémissement. Alignés, les danseurs se présentent, immobiles, de face, de dos, de profil. Lia Rodrigues réussit une mixture ambiguë faite de sensualité fluide et de description identitaire, au poil près. Les danseurs recherchent, non sans provocation, le contact physique avec le public : ils glissent au sol parmi les spectateurs. La salle n'est plus que flux et reflux. Des sourires, des mots murmurés donnent le sentiment d'une extase possible.

PERCEPTIONS BROUILLÉES

Ce dont nous sommes faits répondait en l'an 2000 à une commande pour célébrer la découverte du Brésil par les Portugais. Il s'agissait de partir d'une vie, ou plutôt d'un état, où les corps vivaient libres, épanouis dans l'espace et le temps. En une deuxième partie, la chorégraphe a voulu montrer ce que ces corps sont devenus. Une danseuse, tourbillonnant telle une enragée, crache les slogans publicitaires qui nous aliènent, les noms des chefs d'Etat qui nous gouvernent, jusqu'aux Ben Laden qui nous déchirent.

Les filles en quatuor dansent comme à la parade. Là encore, Lia Rodrigues brouille les perceptions : rythmes militaires, ou *bateria* des écoles de samba ? Il n'empêche qu'il y a de la colère dans l'air. Les danseurs ont les bras



TATIANA ALTBERG

Dans « Ce dont nous sommes faits », Lia Rodrigues bouleverse la mode qui veut que la nudité soit martyrisée.

armés façon karaté. Une interprète lit les droits inaliénables des hommes, posant la question de savoir quoi faire quand on est seul...

Entre Attac et réminiscences de Mai 68 – « *Soyons réaliste, demandons l'impossible* » –, cette deuxième partie à l'air d'une BD à l'usage des enfants. Lia Rodrigues est douée pour aimer, moins pour dénoncer. L'ensemble friserait le béat-bêta si la chorégraphe n'était pas habitée par une grâce qui, malgré ou à cause de sa naïveté, touche au cœur, nous laissant quelque peu « baba » que ça marche. On sait que Lia Rodrigues s'occupe des mères des favelas,

des enfants en danger. Qu'elle est une belle personne, plus rayonnante que le Christ du Corcovado qui domine Rio.

On l'avait découverte en 1996 à la Biennale de Lyon consacrée au Brésil. Elle présentait deux personnages de femme : la mère-ogresse (*Ma*), et la femme-magique de la forêt amazonienne (*Folia*). *Ce dont nous sommes faits* – donné, avant Paris, à la Maison de la danse de Lyon –, bien que d'une facture très différente, n'est pas sans lien avec la mémoire de cette terre brésilienne des origines. Avec la mélancolie de ce qui est perdu.

Dominique Fréard

La « Passion » selon « sainte » Sofia Goubaidouline

CONCERTO POUR PIANO, ORCHESTRE À CORDES ET TIMBALES, de Galina Oustvolovskaya. **PASSION SELON SAINT JEAN**, de Sofia Goubaidouline. Avec Sergueï Markarov (piano), Natalia Kornieva (soprano), Viktor Lutsiuk (ténor), Fyodor Mojayev (baryton), Gennadi Bezzoubenkov (basse), Chœur de chambre de Saint-Pétersbourg, Chœur et orchestre du Théâtre Mariinski de Saint-Pétersbourg, Valéry Gergiev (direction). **THÉÂTRE DU CHÂTELET**, le 26 septembre à 20 heures.

Véritable concert de rentrée du Châtelet, ce soir, avec la création française de la *Passion selon saint Jean*, de Sofia Goubaidouline. Une commande passée en 2000 par l'Internationale Bachakademie de Stuttgart, dans le cadre de l'Année Bach (250^e anniversaire de la mort du compositeur) et créée le 1^{er} septembre 2000 au Festival européen de Stuttgart. Signalons que dans le même temps furent confiés au Sino-Américain Tan Dun l'Évangile de Matthieu, à l'Argentin Osvaldo Golijov celui de Marc, tandis que l'Allemand Wolfgang Rihm travaillait au texte de Luc.

C'est donc à la Russe Sofia Goubaidouline

qu'échut le « disciple bien-aimé », l'auteur du quatrième évangile, dont le récit se démarque des trois synoptiques par son aspect moins narratif, profondément empreint de mysticisme. Un esprit qui inspira fortement les versets de l'Apocalypse que Goubaidouline entremêle au texte évangélique, superposant ainsi le temps terrestre de la Passion et le hors-temps céleste du Jugement dernier. Matière sonore rutilante et structure monumentale, l'œuvre se veut avant tout procès, accusatrice par l'entremise des chœurs, narratrice par la voix double de la basse et du baryton, cependant que l'orchestre s'érige en témoin, voire en juge.

Aprement défendue par Valéry Gergiev et ses musiciens (presque surnaturellement engagés), la *Passion selon saint Jean* ne manque pas de beautés (scènes du *Lavement des pieds* et *Marche sur le Golgotha*). Mais on attendait davantage de déréliction mégalomane dans les évocations apocalyptiques (*Liturgie au ciel* et surtout *Sept coups de courroux divins*). Toujours est-il que, le temps passant, s'installe la sensation d'une dilution : le statisme devient longueur, le leitmotiv redondance, l'écriture par blocs systématisme. Sous couvert de la foi, le prosélytisme menace. « *Mon œuvre, que je soumetts au jugement du public, tente de révéler la*

parole de Dieu qui nous a été donnée et qui vit en nous (...) », nous dit « sainte Sofia ». Le public applaudit la silhouette frêle de la compositrice, l'étonnante fraîcheur de ses soixante-dix ans. Dire qu'il n'y a pas dans ce succès la rançon des récents événements new-yorkais ? La musique de Goubaidouline, comme la télévision, nous convie à la ratiocination du sensationnel.

En guise d'introduction, l'autre dame russe du moment, Galina Oustvolovskaya, avec son *Concerto pour piano* de 1946. Plutôt un « déconcerto », tant piano et orchestre s'ingénient à l'ignorance mutuelle. L'anti-Goubaidouline (restée au pays en dépit des sirènes de l'Ouest, dédaigneuse des honneurs et pratiquant l'autocensure jusqu'à la destruction) puise, nous dit-on, sa marginalité dans la puissance de son refus. Certes. On reconnaîtra ça et là quelques relents post-romantiques straussiens aussitôt balayés par un néo-classicisme grinçant. Quelques connotations grosso-concertantes bientôt rejetées par l'irruption claire de la musique de chambre. Quant aux larges plages cadenciennes, toutes bleues de dissonances, les voilà longuement raturrées de coups d'archet rageurs – comme si finir ne pouvait signifier autre chose qu'« en finir ».

Marie-Aude Roux

Massimo Campigli, styliste de l'archaïsme

MASSIMO CAMPIGLI, Mona Bismarck Foundation, 34, avenue de New-York, Paris-16^e. M^e Alma-Marceau. Tél. : 01-47-23-38-88. Du mardi au samedi de 10 h 30 à 18 h 30. Entrée libre. Jusqu'au 13 octobre.

Massimo Campigli (1895-1971), peintre italien, ne s'appelaient pas Massimo Campigli et n'était pas italien. De son père, on ne sait rien. Sa mère, Anna, est allemande. A sa naissance, à Berlin, il s'appelle donc Max Ihlenfeld. Anna n'a que dix-huit ans. Avec l'enfant, elle s'enfuit de Berlin et se réfugie chez sa grand-mère, une Toscane de Settignano, où Max passe pour le neveu de sa mère. Puis il va vivre avec elle et son mari, un Anglais qui vend des couleurs à Florence.

Quand, à quatorze ans, il apprend qu'Anna est sa mère, la famille habite Milan, où l'Anglais vend toujours des couleurs. L'année suivante, il meurt et, bientôt, Max doit trouver un emploi : il entre en 1914 au *Corriere della sera*, comme secrétaire d'un critique littéraire. Dans le monde artis-

tique, il se fait vite des amis : Carlo Carra, Umberto Boccioni. Il se met aussitôt à écrire dans le style poétique futuriste et publie dans la revue d'avant-garde *Lacerba*.

Mais, en 1914, parmi les futuristes, un poète qui signerait Max Ihlenfeld serait inacceptable : un Allemand ne peut être qu'un ennemi. Max devient Massimo et Ihlenfeld Campigli. Sous ce nom, quoique n'étant pas encore de nationalité italienne, il s'engage dans l'infanterie, combat dans les Alpes, est promu lieutenant et capturé par les Autrichiens, qui l'enferment dans une forteresse au nord de Vienne. Il s'en évade et, par la Hongrie et l'Ukraine, arrive à Moscou à l'automne 1917... Pour finir, il quitte la Russie sur un navire anglais et rejoint Milan. La nationalité italienne lui est enfin accordée. Il est alors le journaliste Massimo Campigli.

Mais pas le peintre. Peintre, il ne le devient qu'à Paris, où il arrive en 1919 comme correspondant du *Corriere della sera* et reste jusqu'en 1929. Entre-temps, il a épousé une artiste roumaine et abandonné la presse pour l'art.

Ces histoires d'identité ne seraient qu'étranges si la peinture de Campigli n'était pas saturée de références aux peuples cycladiques, aux Etrusques, aux Romains du temps de l'Empire, aux Byzantins et aux primitifs siennois et toscans.

IDOLES AUX SEINS RONDS

Ses tableaux ne sont qu'idoles de la fertilité aux seins ronds et aux hanches évasées, figures hiératiques aux yeux et aux bouches minces, compositions par niches. Les couleurs sont très claires, comme déjà effacées par le temps. La matière est granuleuse, striée d'empreintes parallèles, huiles sur toile imitant la fresque. Du reste, Campigli s'est essayé à cette technique, avant de lui préférer la mosaïque, qu'il emploie à la manière des Romains. Quant aux portraits, ils ont, naturellement, un côté Fayoum. Titres et sujets n'ont qu'une importance minime. Seul importe le primitivisme. Il faut que, dans chaque peinture, s'accomplisse la synthèse des civilisations méditerranéennes anciennes. On pourrait, à la lumière de son enfance, épiloguer sur le désir

absolu de se changer en homme du Sud qui obsède Campigli.

Dans l'Italie mussolinienne, sa célébration des racines nationales ne peut déplaire. Il obtient plusieurs commandes pour des ensembles décoratifs, ayant signé en 1933 avec Carra et Sironi un Manifeste pour la peinture murale. Mais il abuse moins que d'autres du soutien du régime, préférant s'enfoncer seul dans sa nostalgie, au risque de se répéter souvent. Cela se voit dans l'exposition, bien qu'elle ne compte qu'une quarantaine d'œuvres. Passée la première surprise – Campigli n'avait plus été montré à Paris depuis sa mort en 1971 –, il est difficile de ne pas voir en lui l'homme d'un poncif. C'en est à se demander si le genre de la rétrospective n'est pas le plus dangereux qui soit pour un artiste tel que lui. Une de ses peintures, considérée isolément, intrigue et séduit. En groupe, elles lassent. Pourtant, *Le Village*, *La Maison jaune*, *L'Idole assise* et les *Autoportraits* sont de beaux tableaux, dans leur genre.

Philippe Dagen

SORTIR

PARIS

La Ronde des étoiles

Après la petite ceinture en 2000, la deuxième édition de La Ronde des étoiles jette l'ancre pendant deux jours du bassin de La Villette au canal de l'Ourcq. L'édition 2001, articulée autour du thème « Le voyage dans la ville », propose promenades fluviales avec animations, spectacle itinérant au bord du canal, guinguette dansante (à partir de 20 h 30, le 29). Avec cet « événement urbain, artistique, ludique, faisant appel à la solidarité populaire », l'association Sirius, conceptrice et organisatrice, tente de démontrer qu'un « moyen de transport » doit « jouer pleinement son rôle dans le champ culturel et social ». La fête débute par un pique-nique musical, quai de la Loire (au menu, chansons de Paris et de marinières), et se poursuit à quai et sur l'eau. Les marionnettes géantes (hautes de trois à six mètres), conçues par Les Grandes Personnes, partenaire artistique, relèvent grâce à leurs longs bras rives et embarcations. *Quais de la Loire et de la Marne, bassin de La Villette et canal de l'Ourcq, Paris-19^e. M^e Jaurès. De 12 heures à 22 heures, les 29, 30. Tél. : 01-42-33-01-76. Accès libre et gratuit à la manifestation ; transports sur l'eau, 10 F, l'aller ; 15 F, l'aller-retour.*

Bernarda Fink

Le Britannique Sir Roger Norrington est l'un des musiciens les plus passionnants du moment : il déborde d'idées, a tout lu et connaît comme personne l'environnement intellectuel

GUIDE

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place).

Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Le Bourgeois gentilhomme

de Molière, mise en scène de Jean-Louis Benoît. *Comédie-Française, salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris-1^{er}. M^e Palais-Royal. 20 h 30, le 30 ; 14 heures, le 29. Tél. : 01-44-58-15-15. De 30 F à 200 F. Jusqu'au 30 janvier.*

Un contrat de Tonino Benacquista, mise en scène de Catherine Gandois. *Studio des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^e Alma-Marceau. 20 h 30, du mardi au vendredi ; 17 heures et 20 h 30, le samedi ; 15 h 30, le dimanche. Tél. : 01-53-23-99-19. De 98,39 F à 196,79 F. Jusqu'au 30 décembre.*

Stomp

La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris-18^e. M^e Pigalle. 20 h 30, les 2, 3, 4, 5 et 9 octobre ; 17 heures et 20 h 30, le 29 septembre et le 6 octobre ; 16 heures, le 30 septembre et le 7 octobre, jusqu'au 14 octobre. Tél. : 08-20-80-07-00. De 142 F à 235 F.

Quatuor Arditti

Œuvres de Xenakis, Dusapin, Markeas. *Asnières-sur-Oise (Val-d'Oise). Abbaye de Royaumont. 20 h 45, le 29. Tél. : 01-34-68-05-50. De 95 F à 125 F.* *Mory Kanté* Les Ulis (Essonne). Centre culturel Boris-

et artistique des grandes figures de l'histoire de la musique. Le seul hic, c'est qu'il n'est pas aussi passionnant interprète que musicologue et causeur et que, toutes engageantes que soient ses « expériences », conduites par lui aux quatre coins du globe, à la tête de formations sur instruments anciens, elles laissent parfois l'auditeur sur sa faim. Et pourtant, on y retourne toujours... *Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris-19^e. M^e Porte-de-Pantin. 20 heures, le 29. Tél. : 01-44-84-44-84. De 110 F à 165 F.*

Soli-Promenades

Sous le signe du solo, la saison du Centre national de la danse lance sa programmation 2001-2002 avec des spectacles, des rencontres, des hommages, des « leçons » de chorégraphes (Catherine Diverrès, Dominique Dupuy...) autour de leurs pièces en solitaire... Lancement de l'opération ce week-end, en collaboration avec le Théâtre de la Cité internationale. Au programme : un colloque sur « Le solo, figure singulière de la modernité », une rencontre entre Mathilde Monnier et le philosophe Jean-Luc Nancy, des soli-promenades dans les jardins et les coulisses du Théâtre de la Cité internationale (par Marion Ballester, Farid Berki, Michel Kelemenis, Frédéric Werlé...).

CND, Théâtre de la Cité internationale, 21, boulevard Jourdan, Paris-14^e. RER B Cité-Universitaire. Parcours solo, les 29 et 30 septembre, de 10 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 18 h 30. Spectacles à 8 h 30. Tél. : 01-41-83-27-26. De 9 € à 18 € (59,04 F) à (118,07 F).

Vian, rue du Morvan. 20 h 30, le 29. Tél. : 01-69-28-64-80. De 60 F à 105 F.

RÉGIONS

Discours sur le colonialisme d'Aimé Césaire, mise en scène de Jacques Delcuvelier, avec Younouss Diallo.

Bordeaux (Gironde). Porte 2 a, 16, rue Ferrère. 15 heures et 20 heures, le 30. Tél. : 05-56-51-00-78. 50 F.

Et après on verra bien mise en scène de Guy Allouche.

Metz (Moselle). Arsenal, avenue Ney. 16 heures, le 30 ; 14 h 30, le 1^{er} octobre. Tél. : 03-87-39-92-00. 80 F et 100 F.

Ensemble Elyma-Coro madrigalia Aliotti : Il Sansone. Mario Cecchetti (Sansone), Adriana Fernandez (Dalla), Yvan Garcia (Morfeo), Gabriel Garrido (direction).

Ambronay (Ain). Abbaye, place de l'Abbaye. 20 heures, le 30. Tél. : 04-74-38-74-04. De 70 F à 330 F.

Orchestre de Picardie Œuvres de Durflé, Fauré, Chostakovitch. Chœur Sainte-Cécile de Kosice, Edmon Colomer (direction).

Noyon (Oise). Cathédrale Notre-Dame, place du Parvis. 17 h 30, le 30. Tél. : 03-22-22-44-94. De 60 F à 130 F.

Juliette Hurel, Claire Désert Œuvres de Takemitsu, Dutilleul, Berstrand, Messiaen, Boulez, Pesson. Jolas.

Strasbourg (Bas-Rhin). Hôtel du Préfet, place du Petit-Broglié. 11 heures, le 30. Tél. : 03-88-23-47-23. 100 F.

Les Percussions de Strasbourg Œuvres de Leroux, Racot, Agobet, Fourès.

Strasbourg (Bas-Rhin). Palais des fêtes, 5, rue Sellénick. 20 heures, le 30. Tél. : 03-88-23-47-23. 100 F.

Ensemble William-Byrd Miserere d'Allegri, Leo, Scarlatti. Graham O'Reilly (direction).

Ambronay (Ain). Abbaye, place de l'Abbaye. 15 h 30, le 30. Tél. : 04-74-38-74-04. De 90 F à 220 F.

SM ART

1950.2000

salon du mobilier et de l'objet design

29 septembre au 2 octobre 2001

Carrousel du Louvre

Weekend de 10h. à 20h. • Lundi de 12h. à 23h.

Mardi de 12h. à 20h.

maison
moderne
logique

LCIEL

Organisation : Art Paris - France Conventions
55 avenue Kléber 75784 Paris cedex 16
Tél. (33+1) 56 26 52 00 - Fax (33+1) 47 55 19 31
contact@artparis.fr - www.artparis.fr

Le « New Yorker » raconte l'horreur

En contrepoint d'une presse américaine qui s'est abstenue de diffuser les scènes les plus violentes des attentats du 11 septembre, le magazine new-yorkais apporte son témoignage. Sans concessions

LES MÉDIAS américains ont été d'une extrême discrétion sur les horreurs qui ont accompagné les sanglants attentats du 11 septembre contre le World Trade Center de New York et le Pentagone à Washington. Décence dans un moment aussi grave, autocensure ou censure, le débat reste entier. Mais, en lisant les journaux américains ou en regardant la télévision, on a souvent eu l'impression d'un massacre aseptisé dans lequel les victimes avaient disparu corps et biens, épargnées de l'humiliation d'avoir été déshabillées par la machine infernale allumée par Oussama Ben Laden. Le magazine *The New Yorker* a voulu échapper à cette imagerie d'Épinal en publiant un long texte rassemblant les récits de vingt-deux correspondants sous la plume de David Remnick.

Le témoignage le plus frappant est celui rapporté par un journaliste du magazine financier *Waters*, Kirk Kjeldsen, qui se rendait à une conférence organisée au 106^e étage du World Trade Center quand son ascenseur a été stoppé net par la première explosion. « C'est incroyable comme la fumée a rapidement rempli l'atrium où nous nous trouvions en quittant l'ascenseur. (...) Ma première pensée a été de sortir de là et je me suis retrouvé sur une sorte de plate-forme d'observation. Elle était recouverte de douzaines de chaussures. Hauts talons. A lacets. Quelques mocassins et chaussures d'hommes d'affaires. Il y avait des corps, des bagages, des torses. Des gens sautaient par les fenêtres. Au début, je ne pensais pas que



c'étaient des gens, mais je l'ai réalisé en voyant qu'ils agitaient les bras en tombant. J'ai sans doute vu un million de films dans lesquels les

gens tombent mais ça a toujours l'air d'un ballet bien chorégraphié alors que là, c'était horrible. On aurait dit des moutons sautant les uns après les autres. Quelque chose s'est écrasé tout près de moi et je suis rentré à l'intérieur. »

« UN MOTEUR D'AVION »

Là l'horreur continue, une horreur qui le poursuivra jusqu'à ce qu'il quitte la tour, et après. « Il y avait des gens qui mouraient. Il y avait ce type qui avait perdu sa peau et qui était recouvert de poussière blanche. On aurait dit un fantôme. Comme je marchais vite près de lui, il a aspiré de l'air par deux fois, comme deux "Hah! Hah!", puis il s'est arrêté et s'est raidi comme le ciment autour de lui. (...) Sorti dans

Church Street, j'ai vu les passagers émerger du métro pour voir des panneaux de verre de la taille de vitrines de magasin et des morceaux de métal de celle d'un camion plonger vers le sol. Alors que des milliers de passants les yeux pleins de larmes s'enfuyaient, certains se sont rassemblés autour d'un énorme cylindre de métal tordu qui s'était écrasé devant l'étal d'un vendeur de bagels. Il leur fallut une minute pour réaliser qu'il s'agissait d'un moteur d'avion.

» Pendant un bref moment, on a eu l'impression qu'on regardait un film catastrophe dans lequel la menace grandissait et grandissait jusqu'à ce qu'arrive un héros qui mettrait fin à cette tension en coupant quelques câbles électriques.

Mais, bien entendu, il n'y avait personne comme ça et de vraies personnes continuaient d'être écrasées et brûlées dans les bien réelles tours du World Trade Center. Dans la tour nord, certains sautaient des étages les plus élevés. La plupart s'accrochaient à des poutres et à des corniches qui s'étaient tordues comme du plastique fondu. Chaque minute, un autre de ces désespérés lâchait prise ou se laissait aller et sautait. Certains tombaient, rigides, jusqu'au sol. Un pompier a été écrasé par le corps d'un homme tombé d'une des tours. »

Depuis, explique Kirk Kjeldsen, « je me suis mis en pilote automatique ». On le comprend.

Patrice de Beer

DANS LA PRESSE

RTL

Alain Duhamel

Depuis le 11 septembre, Lionel Jospin a choisi ce que l'on pourrait appeler le « cohabitationnisme », c'est-à-dire la volonté de valoriser la coopération institutionnelle entre Jacques Chirac et lui-même. Face à la crise, face au terrorisme, face au ralentissement économique, face à la remontée du chômage, il écarte tout ce qui pourrait ressembler à de l'escrime politicienne, il met en avant la solidarité de l'exécutif dans l'épreuve. (...) C'est une attitude réaliste. Dans la période anxiogène que nous traversons, les Français prendraient mal que des rivalités politiques personnelles s'affichent et que des manœuvres parti-

sanées se déploient. (...) Cela n'implique aucun effacement. Lionel Jospin ne renonce à aucune bribe de pouvoir. (...) Il fait cependant le choix de se consacrer ostensiblement à la politique économique, à l'emploi et à la sécurité. Puisque Jacques Chirac incarne nécessairement la France, il s'occupe le plus visiblement possible des Français.

THE CHRISTIAN SCIENCE MONITOR (Etats-Unis)

Lawrence Modisett

Cette attaque a renforcé nos liens avec le reste du monde. Le flot de sympathie et de soutien international pour l'Amérique reflète le fait que beaucoup de ceux qui nous enviaient partagent désormais avec nous une expérience traumatisante qui nous affecte tous. Nous avons compris

que notre sécurité était liée au reste du monde. L'administration Bush a enfin réalisé que nous ne pouvions nous faire justice nous-mêmes, juger les responsables et empêcher ce drame se répète. On assiste aussi à un début de prise de conscience que notre sécurité à long terme requiert une coopération qui ne se limite pas à une action militaire, mais inclut des efforts pour remédier aux conditions économiques et sociales qui génèrent le terrorisme.

THE GUARDIAN (Londres)

Martin Woolcott

L'attaque contre les Etats-Unis a été justement perçue comme un signal que l'Occident devait changer fondamentalement de comportement. Mais ce signal s'adressait à tous. La situation actuelle montre

clairement que le désarroi dans lequel se trouve le monde musulman ne s'explique pas seulement par les erreurs de la politique occidentale. Les crises qui frappent les sociétés musulmanes sont liées entre elles et influent l'une sur l'autre d'Est en Ouest le long d'une courroie de transmission de tous les dangers. (...) Mais l'échec le plus patent est celui du Proche-Orient laïc. Les nouvelles Républiques ont apporté à leurs citoyens de mauvais gouvernements et n'ont pas été capables de maîtriser la puissance industrielle et militaire nécessaire pour faire face à un Israël soutenu par les Etats-Unis. (...) Dans ces nouvelles circonstances, il est clair que l'échec du monde musulman ne saurait être confondu avec celui de la politique musulmane de l'Occident.

www.archive.org

Des collections d'archives conservées dans une « bibliothèque publique de l'Internet » en libre accès



marchand Amazon. Il reçoit également des contributions de différents donateurs, dont le groupe informatique Quantum.

Par le biais de son association Internet Archive, M. Kahle travaille en liaison avec des organismes publics et des bibliothèques univer-

sitaires pour constituer un premier fond d'archives numériques. Il ne prétend pas à l'exhaustivité : « Le contenu d'archive.org est plutôt hétéroclite car il dépend des dons faits par des contributeurs très variés. » On y trouve ainsi l'histoire du réseau Arpanet, l'ancêtre de l'Inter-

net, racontée par plus de trois cents textes datant de 1973 à 1996. Le site a également mis en ligne, grâce à l'aide de la bibliothèque du Congrès, une vaste sélection de sites créés à l'occasion des campagnes présidentielles de 1996 et surtout de 2000. Par ailleurs, il sert de portail centralisé donnant accès aux archives des forums de discussion du réseau Usenet et à plus de cinquante mille bases de données permettant de télécharger des documents de toutes natures.

M. Kahle s'intéresse aussi au cinéma. Dans un premier temps, il a mis en ligne une collection de 956 courts-métrages, légués par un collectionneur privé, qui retracent l'histoire des Etats-Unis au XX^e siècle. Puis il a lancé un concours destiné aux cinéastes indépendants. Pour réaliser leurs œuvres, les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, emprunter des images de la collection en ligne. Les nouveaux films ainsi créés sont à leur tour mis en libre consultation sur le site.

Julie Krassovsky

Christian Colombani

SUR LA TOILE

APPEL AUX HACKERS

■ Vint Cerf, l'un des « pères fondateurs » de l'Internet, a lancé une campagne sur le Web et à la télévision pour convaincre les hackers américains de cesser leurs attaques contre des sites Web islamiques ou arabes. Selon lui, ces opérations nuisent au bon fonctionnement technique du réseau et amenuisent encore les possibilités de communication et de dialogue entre les peuples. - (AP.)

LICENCIEMENTS

■ Selon le quotidien britannique *Guardian*, le portail Internet Vivazzi, filiale de Vivendi et de Vodaphone, s'apprêterait à supprimer plusieurs dizaines d'emplois. Vivazzi, qui emploie actuellement près de 800 personnes en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne, fournit notamment des services de messagerie et d'information aux terminaux Internet mobiles. - (Reuters.)

HAUT DÉBIT

■ Le gouvernement suédois va consacrer 6,4 millions d'euros supplémentaires pour achever le réseau national de lignes Internet à haut débit d'ici à 2005. Le secteur privé devra investir une somme dix fois supérieure.

BREWSTER KAHLE est persuadé que l'essentiel de la nouvelle culture numérique en ligne tombera rapidement dans l'oubli si personne ne se préoccupe de la préserver : « Dès 1996, une amie m'a confié les soucis que lui causait la prochaine publication de son livre. Elle faisait de nombreux renvois à des documents Internet dans son ouvrage mais craignait que ses futurs lecteurs ne se heurtent à un message d'erreur en tentant de retrouver ces références. » C'est à la suite de cette conversation que M. Kahle a l'idée d'ouvrir le site archive.org, avec le désir de créer une véritable « bibliothèque publique de l'Internet ».

Techniquement, le projet est facile à monter pour cet ingénieur formé au MIT, spécialiste en intelligence artificielle. Concepteur de superordinateurs dans les années quatre-vingts, il invente et commercialise avec succès des outils d'édition électronique avant de fonder Alexa, un moteur de recherche intelligent. Aujourd'hui, archive.org reste financé en partie par Alexa, racheté depuis par le site

Comme un malaise

par Dominique Dhombres

IL S'EST PASSÉ quelque chose de génial, hier soir, sur France 2. L'émission de Frédéric Lopez « Comme au cinéma » durait depuis un petit moment. Cela parlait des films déjà faits, déjà vus, de ceux qui sont en cours, de ceux qui vont sortir. C'était la première de la saison. La belle Audrey Tautou, qui est Amélie Poulain pour les sept millions de Français heureux qui ont vu le phénomène en salle, était venue faire la promo de son nouveau film, *Dieu est grand, je suis toute petite*, avec son partenaire (dans le film, pas dans la vie) Edouard Baer. Tout allait bien. Amélie avait sa moue. Elle était douce et ferme, comme on l'aime. C'était parfait. Délicieux. Un peu convenu.

Et soudain, vlan !, ça dérape. Frédéric Lopez fait venir sur le plateau un certain Julien Boisseiller, un jeune comédien qui joue dans *Les Acteurs anonymes*, de

Benoît Cohen, un drôle de film dont la sortie est prévue pour le 10 octobre.

Et voilà que ce jeune homme semble pris d'un malaise existentiel. Il a peine à parler. Il a mal à l'âme, visiblement, à moins qu'il n'ait absorbé des tranquillisants. Peut-être qu'il vient de se faire jeter par sa copine juste avant l'émission ? En tout cas, il se prend la tête dans les mains, ne répond plus aux questions de Frédéric Lopez. La caméra s'attarde sur le visage bouleversé de la belle Audrey (on arrête de l'appeler Amélie).

Frédéric Lopez avait annoncé d'emblée que c'était « la première télé » de Julien. L'état de ce dernier s'aggrave à vue d'œil. « Ça va, Julien ? » « Excusez-moi », répond le questionné, le regard fixe. Edouard Baer se marre. « J'ai l'impression que la télé, c'est pas votre truc », commente Frédéric Lopez. Et on voit alors

Audrey Tautou se prendre à son tour la tête dans les mains et souffrir pour ce jeune comédien. Trop vite (je suis d'accord avec Catherine Jacob, le gag aurait dû durer quelques minutes de plus) Julien vend la mèche. Il n'est pas déprimé du tout. Il joue, tout simplement. *Les Acteurs anonymes*, comme on dit « les alcooliques anonymes », raconte l'histoire de comédiens qui vont se faire désintoxiquer, au cours d'un stage spécialisé, parce qu'ils sont devenus accros à leur métier. Ils sont déprimés au possible...

Diderot l'a décrit dans *Paradoxe sur le comédien* (1778). Cet effet de réalité est sublime au théâtre. Il est plus rare au cinéma. Il est rarissime à la télé. « Je suis traumatisée, moi », commentait Audrey Tautou, avec sa petite moue irrésistible. On applaudit très fort Frédéric, André, Audrey et Julien.

Abonnez-vous au Monde pour seulement 173^F par mois

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à : LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour 173^F (26,37€) par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : [] [] [] [] [] [] Localité : _____

Offre valable jusqu'au 31/12/2001 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 101MQPA1

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date : _____

Signature : _____

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR N° 134031

ORGANISME CRÉANCIER : LE MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom _____

Prénom _____

N° _____ rue _____

Code postal [] [] [] [] [] [] Ville _____

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT

DU COMPTE À DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

N° _____ rue _____

Code postal [] [] [] [] [] [] Ville _____

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

Code Etablissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a un dans votre chéquier.

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc : Téléphonez au 01.42.17.32.90 de 8h30 à 18h du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 803 022 021 (0,99^{HTC}/min)

"Le Monde" (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21, bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518

Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23461-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

18.30 Studio ouvert. La géopolitique de l'Islam. **Public Sénat**
21.00 Les Vieux Gréments. **Forum**
22.00 Tabarly « Homme libre, toujours tu chériras la mer... ». **Forum**
23.00 La Solitude du gardien de phare. **Forum**

MAGAZINES

18.40 et **1.10** Le Club de l'économie. Jean Peyrelevade. **LCI**
20.50 Thalassa. Brésil, le silence des dunes. **France 3**
21.55 Des livres et moi. **Paris Première**
22.40 On ne peut pas plaire à tout le monde. **France 3**
0.25 Ombre et lumière. Invités : Robert Badinter et Anne Gavalda. **France 3**

DOCUMENTAIRES

20.00 L'Aventure urbaine de l'éléphant. **National Geographic**
20.30 Ozd. Les laissés-pour-compte de la métallurgie. **Planète**
21.00 Le Terrorisme de guerre. A mort les Etats-Unis ! **Odyssee**
21.00 Cobras souverains de l'Inde. **National Geographic**
21.25 Sur les traces des ancêtres. [2/2]. Les Hittites. **Histoire**
22.00 La Grande Famine. [3/3]. L'héritage et les reproches. **Histoire**

Le Monde TELEVISION

France 3

20.50 Thalassa : **Brésil, le silence des dunes**
 Loin des agitations du nouvel ordre économique mondial, la poignée d'habitants de Queimada (Brésil), une centaine d'âmes perdues dans les dunes, vit de la pêche. Le parc national des Lençois Maranhenses, qui borde la côte atlantique à l'est de Sao-Luis-do-Maranhao, est un paradis écologique que nous font découvrir Sandrine Leonardelli et Georges Pinol.

22.00

22.00 Volcans ! **National Geographic**
22.00 Sur la route. Amazonie, la Terre, un enfant unique. **Voyage**
22.15 Au nom de l'humanité. Le Tribunal de La Haye. **Arte**
23.00 Quand la terre gronde. **National Geographic**
23.10 La Rue de la solidarité. **Planète**
23.30 Un voyage fantastique. **National Geographic**
23.50 Histoire du jazz français. [1/3]. De 1917 à 1940. **Histoire**

SPORTS EN DIRECT

20.00 Cyclisme. Championnat du monde sur piste. Poursuite dames et par équipes ; Vitesse dames. **Eurosport**

DANSE

21.00 La Nuit transfigurée. Chorégraphie de Jiri Kylian. Musique d'Arnold Schönberg. Par le Nederlands Dans Theater. **Mezzo**
21.30 Soirée Jiri Kylian. Torso. Musique de Toru Takemitsu. Enregistré en 1983. Par Le Nederlands Dans Theater. **Mezzo**
21.50 Petite mort. Musique de Mozart. Enregistré en 1996. Par Le Nederlands Dans Theater. **Mezzo**
22.00 Sarahbade. Musique de Bach. Par le Nederlands Dans Theater. **Mezzo**
22.20 Symphonie de Psalms. Musique d'Igor Stravinsky. Par le Nederlands Dans Theater. **Mezzo**
22.40 Les Hittites. **Histoire**
22.55 Ombre et lumière. Invités : Robert Badinter et Anne Gavalda. **France 3**

La Chaîne Histoire

22.05 Yasser Arafat
 Ce documentaire américain consacré à la vie mouvementée et à la personnalité complexe de Yasser Arafat retrace avec minutie le parcours du président de l'Autorité palestinienne. Alternant témoignages de proches et images d'archives, ce film produit par History Channel permet de mieux comprendre cet homme né en 1929, ingénieur de formation, devenu leader du peuple palestinien.

MUSIQUE

20.35 et **23.30** Pfitzner. Ouverture de *Käthen von Heilbronn*. Par l'Orchestre de la Suisse romande. **Mezzo**
21.00 Miles Davis joue Gil Evans. Montreux 1991. **Muzzik**
22.50 Mozart. *Divertimento KV 247*. Par le Wiener Kammerensemble. **Mezzo**
23.25 Bruce Springsteen & the E Street Band. New York, 2000. **Canal Jimmy**
23.55 Herbie Hancock Trio. Concert enregistré en Suisse. **Muzzik**

THÉÂTRE

21.05 La Visite de la vieille dame. Pièce de Friedrich Dürrenmatt. **Festival**

TÉLÉFILMS

19.30 Ardéchois, cœur fidèle. Pierre Gallo. [1/6]. **Festival**
20.45 Sors de ma vie. Franziska Buch. **Arte**
20.45 Divorce par balle. Charles Correll. **RTL 9**
20.55 Les Maîtres du pain. Hervé Baslé. [2/3]. **TMC**

SÉRIES

18.55 Le Caméléon. [2/2]. Instinct naturel. **M 6**
20.50 Sex and the City. Règles de rupture. Confidences sur l'oreiller (v.o.). **O. Téva**
20.50 La Crim'. Le sang d'une étoile. **France 2**
21.45 Central nuit. Accident diplomatique. **France 2**

Ciné Classics

0.00 The Verdict ■ ■
 Ce film de Don Siegel fut le dernier que Peter Lorre et Sydney Greenstreet tournèrent ensemble, après *Le Faucon maltais* ou *Le Masque de Dimitrios*. Greenstreet incarne, dans cette adaptation d'un roman d'Israël Zanwill, le commissaire Grodman et Lorre le peintre Victor Emmrick. Une œuvre rare qui distille un mystère oppressant entretenu jusqu'à son terme par la diction de Lorre et l'allure pachydermique de Greenstreet.

FILMS



15.10 Crimes sans châtiment ■ ■ ■
 Sam Wood. Avec Ann Sheridan, Robert Cummings (Etats-Unis, 1942, v.o., 130 min). **TCM**
16.00 Frankenstein ■ ■ ■
 Kenneth Branagh (Etats-Unis, 1994, 120 min) **O.** **CineCinemas 3**
16.35 1789 ■ ■ ■
 Ariane Mnouchkine (France, 1974, 150 min) **O.** **Histoire**
16.40 Monsieur Hire ■ ■ ■
 Patrice Leconte (France, 1989, 75 min) **O.** **Cinéstar 2**
17.00 La Bataille d'Alger ■ ■ ■
 Gillo Pontecorvo (Italie, 1965, v.o., 120 min) **O.** **CineClassics**
19.00 Les Aventuriers du fleuve ■ ■ ■
 Michael Curtiz (Etats-Unis, 1960, 105 min). **TCM**
21.00 Le Temps retrouvé ■ ■ ■
 Raoul Ruiz (Fr. - It. - Port., 1999, 160 min) **O.** **CineCinemas 2**
21.00 Une île au soleil ■ ■ ■
 Robert Rossen (Etats-Unis, 1957, 115 min) **O.** **CineCinemas 3**
21.10 Boys Don't Cry ■ ■ ■
 Kimberly Peirce (Etats-Unis, 1999, 115 min) **O.** **Canal + Vert**
22.05 Quasimodo, le bossu de Notre-Dame ■ ■ ■
 William Dieterle (Etats-Unis, 1939, v.o., 115 min) **O.** **CineClassics**
22.40 Camarade X ■ ■ ■
 King Vidor (Etats-Unis, 1940, v.o., 90 min). **TCM**

0.00 The Verdict ■ ■ ■
 Don Siegel (Etats-Unis, 1946, v.o., 90 min) **O.** **CineClassics**
0.10 Une étrange affaire ■ ■ ■
 Pierre Granier-Deferre (France, 1981, 100 min) **O.** **Cinéfaz**
0.15 Un cœur qui bat ■ ■ ■
 François Dupeyron (France, 1990, 95 min) **O.** **Cinéstar 2**
2.15 Promenades d'été ■ ■ ■
 René Féret (France, 1991, 85 min) **O.** **Cinéstar 1**

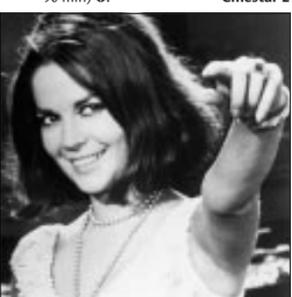
15.10 Une île au soleil ■ ■ ■
 Robert Rossen (Etats-Unis, 1957, 115 min) **O.** **CineCinemas 2**
13.10 Une vierge sur canapé ■ ■ ■
 Richard Quine (Etats-Unis, 1965, 115 min) **O.** **Cinétoilette**
13.25 La Fille seule ■ ■ ■
 Benoît Jacquot (France, 1995, 90 min) **O.** **TPS Star**
13.25 Des hommes d'influence ■ ■ ■
 Barry Levinson (Etats-Unis, 1998, v.o., 95 min) **O.** **Cinéstar 2**
14.55 La Bataille d'Alger ■ ■ ■
 Gillo Pontecorvo (Italie, 1965, v.o., 120 min) **O.** **CineClassics**
16.00 Docteur Jekyll et Mister Hyde ■ ■ ■
 Victor Fleming (Etats-Unis, 1941, 120 min) **O.** **TCM**

16.55

16.55 Le Petit Soldat ■ ■ ■
 Jean-Luc Godard. Avec Michel Subor, Anna Karina (France, 1960, 85 min) **O.** **CineClassics**
18.00 Show Boat ■ ■ ■
 George Sidney (Etats-Unis, 1951, 110 min). **TCM**
20.35 Des souris et des hommes ■ ■ ■
 Gary Sinise (Etats-Unis, 1992, 110 min). **RTL 9**
21.55 Conspiracy ■ ■ ■
 Lew Landers (Etats-Unis, 1939, v.o., 65 min) **O.** **CineClassics**
22.30 La Couleur pourpre ■ ■ ■
 Steven Spielberg (Etats-Unis, 1985, 160 min) **O.** **TCM**
23.00 Chronique des pauvres amants ■ ■ ■
 Carlo Lizzani (Italie, 1954, v.o., 105 min) **O.** **CineClassics**
23.00 La Fille seule ■ ■ ■
 Benoît Jacquot (France, 1995, 90 min) **O.** **Cinéstar 2**



23.15 Propriété interdite ■ ■ ■
 Sydney Pollack. Avec Natalie Wood, Robert Redford (Etats-Unis, 1966, v.o., 105 min) **O.** **Cinétoilette**
23.50 L'Inspecteur Harry ■ ■ ■
 Don Siegel (Etats-Unis, 1971, 105 min) **O.** **TSR**
2.00 Un cœur qui bat ■ ■ ■
 François Dupeyron (France, 1990, 95 min) **O.** **Cinéstar 2**
2.05 La Vie privée d'Henry VIII ■ ■ ■
 Alexander Korda (GB, 1933, v.o., 95 min) **O.** **CineClassics**
2.45 Lacenaire ■ ■ ■
 Francis Girod (France, 1990, 120 min) **O.** **CineCinemas 3**



23.15 Propriété interdite ■ ■ ■
 Sydney Pollack. Avec Natalie Wood, Robert Redford (Etats-Unis, 1966, v.o., 105 min) **O.** **Cinétoilette**
23.50 L'Inspecteur Harry ■ ■ ■
 Don Siegel (Etats-Unis, 1971, 105 min) **O.** **TSR**
2.00 Un cœur qui bat ■ ■ ■
 François Dupeyron (France, 1990, 95 min) **O.** **Cinéstar 2**
2.05 La Vie privée d'Henry VIII ■ ■ ■
 Alexander Korda (GB, 1933, v.o., 95 min) **O.** **CineClassics**
2.45 Lacenaire ■ ■ ■
 Francis Girod (France, 1990, 120 min) **O.** **CineCinemas 3**

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1
18.15 Exclusif.
18.50 Le Bigdil.
19.45 et **20.45**, **1.25** Star Academy.
19.48 Météo, Journal, Météo.
20.42 Traffic infos.
20.50 Plein les yeux.
23.10 Sans aucun doute.

FRANCE 2

18.30 Friends **O.**
19.00 On a tout essayé.
19.45 Un gars, une fille.
20.00 Journal, Météo, Point route.
20.50 Une soirée, deux polars, La Crim'. Le sang d'une étoile. **21.45** Central nuit. **Accident diplomatique.**
22.45 Bouche à oreille.
22.50 New York 911. Œil pour œil **O.**
23.35 A la Maison Blanche. Une rude journée **O.**
0.20 Journal, Météo.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.10 Tout le sport.
20.20 Tous égaux.
20.50 Thalassa. Brésil, le silence des dunes.
22.10 Météo, Soir 3.
22.40 On ne peut pas plaire à tout le monde.
0.25 Ombre et lumière.

CANAL +

16.05 Harry, un ami qui vous veut du bien ■ ■ ■
 Film. Dominik Moll **O.**
18.05 Lain **O.**
 ► **En clair jusqu'à 20.44**
18.50 Les Simpson **O.**
18.55 + de cinéma.
19.30 Le Journal, Le Zapping.
19.55 Les Guignols de l'info.
20.05 Burger Quiz.
20.45 Encore + de cinéma.
21.00 Nuit Star Wars. En attendant Star Wars. **22.30** Un nouvel espoir ■ ■ ■
 Film. George Lucas **O.**
0.30 L'Empire contre-attaque ■ ■ ■
 Film. Irvin Kershner **O.**
2.35 Le Retour du Jedi ■ ■ ■
 Film. Richard Marquand **O.**

ARTE

19.00 Tracks.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Putain d'Europe !
20.45 Sors de ma vie. Téléfilm. Franziska Buch.
22.15 Grand format. Au nom de l'humanité. Le Tribunal de La Haye.
23.55 Desperado City ■ ■ ■
 Film. Vadim Glowna (v.o.).
1.30 Le Dessous des cartes.

M 6

17.30 Spéciale Info.
17.55 Le Clown **O.**
18.54 C Koa le mobile ?
18.55 Le Caméléon **O.**
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 Madame est servie **O.**
20.40 Décrochages info, Caméra Café.
20.50 C'est la Jet Set.
22.55 Profiler. Le repaire de Jack **O.**
23.45 L'ombre des archanges **O.**
0.45 Burning Zone, menace imminente. Le temple du serpent **O.**

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Black and Blue. Adieu à Joseph A Joe Henderson, avril 1937-juin 2001.
21.30 Cultures d'Islam. Les Morisques, derniers musulmans d'Espagne.
22.10 Multipistes. Détruite dit-elle [5/5].
22.30 Surpris par la nuit. Les mille et une bouches [2/2].

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Concert franco-allemand. Par le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio France, dir. Myung-Whun Chung, Luba Orgonasova, soprano, Mariana Lipovsek, mezzo-soprano : Œuvres de Mahler.
22.30 Alla Breve (rediff.).
22.45 Jazz-club. Au New Morning.

RADIO CLASSIQUE

20.40 Piotr Tchaïkovski, ses premiers chefs-d'œuvre. Œuvres de Tchaïkovski, Bizet, Rubinstein, Saint-Saëns, Balakirev.
22.55 Concert. Par l'Ensemble Al-Kindî, dir. Julien Jalâl Eddine Weiss.

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.10 et **17.10** Le Monde des idées. Thème : La guerre qui vient. Invités : Alain Joxe ; André Glucksmann. **LCI**
19.00 Forum. Et l'Europe dans tout ça ? Sommes nous tous des Américains ? Invités : Ismail Kadaré ; Marc Ferro ; Ulrike Guerot. **Arte**
21.00 Chine, cinquante ans de communisme. **Forum**
22.00 Après Hongkong et Macao, quel avenir pour Taïwan ? **Forum**
23.00 Vivre la Chine... en France. **Forum**

MAGAZINES

12.30 Le Vrai Journal. Entretien avec Madame Benazir Bhutto. **Canal+**
13.25 C'est mon choix pour le week-end. **France 3**
13.45 Savoir plus santé. Contraception : des vérités qui dérangent. Invité : Martin Winckler. **France 2**
14.40 Place aux livres. Invités : Shan Sa, Leïla Marouane. **LCI**
17.55 Courts particuliers. Eric Caravaca. **Paris Première**
18.05 Le Magazine de la santé. Le choc posttraumatique. **La Cinquième**
18.15 Des racines et des ailes. Surdoués, le revers de la médaille. DHEA, la pilule miracle ? New York, la vie par-dessus tout. **TV 5**
18.55 Union libre. Doc Gyneco. **France 2**
20.25 Le Club. Laurent Heynemann. **CineClassics**
21.15 Numéro Un. Joe Dassin. **Canal Jimmy**
21.40 Metropolis. Brooklyn. Klaus Kinski. Stereo Total. **Arte**
23.02 Tout le monde en parle. **France 2**
0.55 Sorties de nuit. Les invités de Marine. Marciaç 2001. Invités : Gérald de Palmas ; François Morel. **France 3**

DOCUMENTAIRES

17.00 Quand la terre gronde. **National Geographic**
17.00 Les Cavaliers du mythe. [4/12]. Les Mongols. **La Cinquième**
17.10 Biographie. Stanley et Livingstone. **Chaîne Histoire**
17.15 Martin Luther King. Mort à Memphis. **Histoire**
17.25 Histoire de l'art. Art sumérien : Gudéa. **Planète**
17.25 Les Lumières du music-hall. Céline Dion. **Paris Première**
17.30 Gaïa. Les salins de Guérande un an après l'Erika. **La Cinquième**
18.00 Taxi pour l'Amérique. La Bolivie. **Voyage**

Le Monde TELEVISION

Radio Classique

20.30 La Villa Médicis
 Acquisée par Bonaparte, la Villa Médicis fut choisie en 1803 pour accueillir les artistes que l'Académie des beaux-arts, perpétuant la décision de Louis XIV, invitait à Rome. Le Roi-Soleil avait exclu les musiciens du voyage, à une époque où Lully s'efforçait d'assurer la supériorité du style français. Ce n'était pas l'avis du premier consul, qui jugea urgent d'envoyer à Rome les jeunes compositeurs.

18.05

18.05 Emmanuel Le Roy Ladurie. [4/4]. La vie de cour. **Histoire**
18.20 La Guerre d'Algérie vue par les actualités filmées. **CineClassics**
18.30 Sur la route. Amazonie, un opéra dans la jungle. **Voyage**
19.00 Pilot Guidés. L'Inde du Sud. **Voyage**
19.05 Sur les traces des ancêtres. [1/2]. Le pays de l'éléphant blanc. **Histoire**
19.15 Le Visage de l'Algérie. **CineClassics**
19.30 Sur les traces des ancêtres. [2/2]. Les Hittites. **Histoire**
19.55 Louis Farrakhan, ministre de la colère. **La Chaîne Histoire**
20.00 Voyage à Cythère. **Mezzo**
20.00 Inde, un mariage chez les Rajahs. **Voyage**
20.05 La Grande Famine. [3/3]. L'héritage et les reproches. **Histoire**
20.15 Design. Le Leica. **Arte**
20.30 Au-delà des mers, l'héritage portugais. [5/5]. Echanges et communication. **Planète**
20.45 L'Aventure humaine. A l'ombre des pharaons. **Arte**
20.45 Biographie. Arafat, du terroriste au pacificateur. **La Chaîne Histoire**
21.00 Inde, les trains du Raj. **Voyage**
21.00 Les Lycéens de l'Okavango. **National Geographic**
22.00 Sous l'eau et la boue, la vie. **National Geographic**
22.00 Histoire du jazz français. [3/3]. 1960-1980. **Histoire**
22.05 Des animaux et des stars. Richard Dreyfuss aux Galapagos. **Disney Channel**
22.40 Un mariage masqué. **Odyssee**
22.45 Bruce Springsteen. **Canal Jimmy**
22.50 La Fenice. Une mort à Venise. **Mezzo**
23.00 Aimé Césaire. **Histoire**
23.00 Pilot Guidés. La Californie. **Voyage**
23.20 Ozd. Les laissés-pour-compte de la métallurgie. **Planète**
23.50 Valéry Giscard d'Estaing, le président. [4/4]. **Histoire**
0.00 Les Blanchisseuses de Magdalen. **France 3**
0.15 La Lucarne. Élégie de la traversée. **Arte**

SPORTS EN DIRECT

14.30 Cyclisme. Tour d'Espagne (20^e étape) : Guadalajara - Alto de Abantos (176,3 km). **Eurosport**
14.50 Rugby. Coupe d'Europe (1^{re} journée) : Toulouse - Leinster (Irl.). **France 2**
16.45 Cyclisme. Championnats du monde sur piste. Finales vitesse et course aux points messieurs ; 500 m dames. **France 2**

22.00

17.15 Football. Championnat de France D1. Guingamp - Marseille. **Canal +**
20.30 Volley-ball. Pro A masculine. Paris - Asnières. **Eurosport**

MUSIQUE

17.00 Berlioz. *Nuits d'été* opus 7. Avec Barbara Hendricks (soprano). Par l'Orchestre de chambre de Lausanne, dir. Jesus Lopez Cobos. **Mezzo**
17.45 The Chandos Baroque Players. Avec M. Chance, contre-ténor. **Muzzik**
18.45 Brahms. *Concerto pour piano n° 2 en si bémol majeur* opus 83. Avec Pietro De Maria, piano. Par l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, dir. Eliahu Inbal. **Muzzik**
19.45 Brahms. *Concerto pour violon en ré majeur* opus 77. Avec Salvatore Accardo, violon. Par l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, dir. Eliahu Inbal. **Muzzik**
21.00 Attila. Opéra de Verdi. Par l'Orchestre et les Chœurs des Arènes de Vérone, dir. Nello Santi. **Mezzo**
23.35 Vivaldi. *Les Quatre Saisons*. Avec Enrico Onofri (violon). Par il Giardino Armonico, dir. Giovanni Antonini. **Mezzo**
0.15 Zarebsky. *Polonaise*. Christine Lindermeier, piano. **Mezzo**

TÉLÉFILMS

19.05 Les Ailes de la victoire. Gary Nadeau **O.** **Disney Channel**
19.10 Marie Curie, une femme honorable. Michel Boisrond. [3/3]. **CineCinemas 1**
20.30 Rouletabille chez les Bohémiens. Robert Mazoyer. **Festival**
20.50 Les Infirmières. Williams Crépin. [1 et 2/2]. **O. Téva**
20.50 L'Été des hannetons. Philippe Venault. **France 3**
22.10 Un château au soleil. Robert Mazoyer. [3/3]. **Festival**
22.35 Amour, amitié et radio libre. Tamas Sas. **Arte**

SÉRIES

20.05 C-16. Carte de séjour. **Série Club**
20.45 Gideon's Crossing. The Gift. **Série Club**
20.50 Gilmore Girls. Rendez-vous en série **O.** Scandale à Chilton **O.** Rendez-vous en série. **O. TF 6**
23.10 Roswell. L'esprit de Noël **O.** **M 6**
0.10 Rude Awakening. Un parrain à tout prix (v.o.). **O.** **Canal Jimmy**

SEB reprendrait la moitié des usines de Moulinex et aucune de Brandt

LE GROUPE FRANÇAIS de petit électroménager SEB devait remettre, vendredi 28 septembre à 14 heures, au tribunal de commerce de Nanterre, son offre de reprise d'une partie des activités de Moulinex Brandt, en redressement judiciaire. Vendredi dans la matinée, SEB mettait encore la dernière main à ce qui apparaît comme le plan de la dernière chance pour Moulinex. Après avoir obtenu à deux reprises de la justice un report de l'échéance de remise des plans, pour pouvoir finaliser son offre, SEB se devait de faire de meilleures propositions que le seul autre repreneur jugé recevable par les administrateurs, la compagnie financière Fidei, qui avait, elle, déposé son offre dans les délais, le 21 septembre.

Fidei, filiale du groupe américain Leucadia National Corporation, se propose de reprendre 5 379 emplois de Moulinex dans le monde (dont 2 940 en France) sur les 8 835 salariés que compte la branche petit électroménager (dont 5 590 en France). Le sort de Brandt SA, la filiale de gros électroménager (lave-linge, réfrigérateurs...), moins mal en point, sera réglé ultérieurement par les administrateurs, qui auraient obtenu des banques les moyens de poursuivre l'activité dans l'attente.

INTERROGATIONS SUR BAYEUX

SEB, qui ne s'intéresse lui-même qu'au petit électroménager – sous les marques Moulinex et Krups –, reprendrait à peine la moitié des usines de cette branche. Comme on pouvait s'y attendre, la firme rhodanienne ne souhaite pas se charger de l'usine de fours à micro-ondes de Cormelles-le-Royal (Calvados), activité lourdement déficitaire, qui est à l'origine des déboires de Moulinex. SEB ne reprendrait pas non plus le site de Falaise (Calvados), qui produit des aspirateurs.

Des interrogations demeurent vendredi matin sur le sort de Bayeux (Calvados), où sont assemblées des friteuses. Un domaine où SEB est déjà très fort sur le marché, et où il risquerait dès lors de se heurter à la fois aux autorités de la concurrence, pour position dominante, et à la difficulté de gérer un « doublon » de production. Même problème avec les cafetières et les bouilloires produites à Alençon (Orne), auquel s'ajoute le fait qu'il s'agit du site le plus ancien de Moulinex – son avant-dernier patron, Pierre Blayau, avait d'ailleurs envisagé de le fermer pour le remplacer par une usine toute neuve.

Au total, sur ces seuls quatre sites, ce sont quelque 2 800 emplois industriels qui sont directement menacés en France, principalement dans le département de Calvados. Il faudrait y ajouter un à deux milliers d'emplois indirects chez les fournisseurs. A l'étranger, SEB devrait abandonner à leur sort les usines de Moulinex au Brésil, où SEB est lui-même présent depuis le rachat du leader local Arno, et en Chine, où sont produits notamment des fours à micro-ondes.

Pascal Galinier

► www.lemonde.fr/restructurations

À NOS LECTEURS. En raison du préavis de grève déposé par certains syndicats de Météo-France, nous regrettons de ne pas être en mesure de transmettre les prévisions météorologiques habituelles.

Tunnel du Mont-Blanc : le poste de contrôle était vide lors de l'accident, affirme un routier

L'avocat des familles des victimes met en cause la « responsabilité de l'Etat »

« IL N'Y AVAIT personne dans le poste de régulation à l'entrée du tunnel du Mont-Blanc, le 24 mars 1999 » : cette déclaration d'un chauffeur routier britannique, récemment interrogé par le SRPJ de Lyon, chargé de l'enquête sur l'accident et l'incendie survenus ce jour-là et qui avaient provoqué la mort de 39 personnes, devrait permettre aux familles des victimes de poser de nouvelles questions sur cette tragédie. La société ATMB (Autoroutes et tunnel du Mont-Blanc) avait été mise en examen, le 13 juin, par le juge d'instruction du tribunal de Bonneville (Haute-Savoie). Il s'agissait de la neuvième mise en examen dans cette affaire.

Ce nouveau témoignage, révélé vendredi 28 septembre par *Europe*, et semble-t-il confirmé par un conducteur français, provient d'un chauffeur, qui n'avait jamais été entendu par les policiers, qui sont allés en Grande-Bretagne pour l'interroger. Il conduisait l'un des deux véhicules qui ont dépassé le camion qui a pris feu et derrière lequel sont venues s'agglutiner les voitures. « L'absence de surveillance explique les retards dans la mise en œuvre de l'intervention des

secours et donc le nombre important des victimes », commente Xavier Chantelot, porte-parole de l'association des victimes. En effet, le rapport final d'expertise, rendu public le 23 mars, affirme que si la procédure d'alerte avait été déclenchée à temps, il est « probable qu'on n'aurait eu aucune victime » (*Le Monde* du 26 mars). En effet, une fermeture plus rapide des entrées du tunnel aurait empêché les véhicules d'y pénétrer et d'être ainsi pris au piège.

INAUGURATION DU MÉMORIAL

« Ces nouveaux éléments vont nous permettre de poser à nouveau des questions sur le mystère de la cassette », a indiqué au *Monde* M^e Alain Jakubowicz, avocat de l'association des familles des victimes. Celles-ci soupçonnent, en effet, les responsables de l'ATMB d'avoir transmis aux enquêteurs une cassette du film des événements qui n'est pas celle qui a été réellement enregistrée. « Nous allons demander au juge de réinterroger l'agent chargé de la régulation qui devait être présent dans le poste de contrôle au moment de l'accident », précise M^e Jakubowicz, qui estime que « la responsabilité

de l'Etat est de plus en plus avérée dans ce dossier ».

Ce rebondissement dans l'enquête va dans le sens du rapport de police, remis fin février au juge d'instruction de Bonneville (Haute-Savoie), qui indiquait que l'ATMB avait réduit ses investissements en matière de sécurité depuis 1996. Ainsi entre 1995 et 1998, ceux-ci seraient passés de 29 millions de francs à 9 millions de francs. Selon la direction de l'ATMB, la raison de cette baisse tient à l'achèvement d'un programme pluriannuel, commencé en 1990.

Ces révélations sur les conditions de l'accident interviennent à la veille de l'inauguration du Mémorial aux victimes, construit à Chamonix, sur la rampe d'accès au tunnel. Un bloc de granit haut de 4,50 mètres, réalisé par Pierre Margara, sculpteur savoyard, symbolise la montagne.

Par ailleurs, Jean-Claude Gaysot, ministre de l'équipement et des transports, devrait annoncer, mardi 2 octobre, à Lyon, la date de réouverture du tunnel du Mont-Blanc, envisagée pour novembre.

Françoise Chiroit

Fin de la visite de Jean Paul II au Kazakhstan et en Arménie

EREVAN

de notre envoyé spécial

Une déclaration commune visant à renforcer les liens entre les Eglises catholique et arménienne et touchant à la situation internationale a conclu, jeudi 27 septembre, la visite de six jours du pape au Kazakhstan et en Arménie. Selon Jean Paul II et Karekine II, catholico de l'Eglise arménienne, dans l'affrontement actuel « entre le bien et le mal, l'obscurité et la lumière, l'humanité et l'inhumanité, la vérité et l'erreur », le christianisme permet de renverser les logiques manichéennes (« croisade contre djihad ») et d'inspirer « aux nations fortes et aux faibles, aux pays développés et aux pauvres » un autre ordre du monde fondé sur d'autres valeurs.

La campagne américaine contre le terrorisme et les tensions au sein du monde islamique ont marqué ce 95^e voyage du pape à l'étranger, d'une gravité exceptionnelle. Jean Paul II, qui fait du dialogue entre les religions un pilier de son action, refuse de voir dans la situation une confrontation planétaire entre islam et christianisme. Au Kazakhstan, pays majoritairement musulman, il a demandé un sursaut aux croyants de toutes les confessions. A Erivan, il a prêché un discours de paix en demandant à l'Arménie d'assouplir sa position dans le conflit avec l'Azerbaïdjan à propos du Karabakh.

La question de la paix hante un vieux pape, mais son « pacifisme » n'est pas naïf. Au Kazakhstan,

Jean Paul II a condamné le terrorisme islamique et laissé ses hommes de confiance, comme le cardinal allemand Walter Kasper, dire que le monde devait « éviter un bain de sang en Afghanistan ».

LA BULGARIE AU PRINTEMPS 2002

Sur le plan œcuménique, la visite du pape en Arménie a été considérée comme un succès. L'ultime signe de rapprochement entre les Eglises romaine et arménienne a été donné, jeudi 27, quand le pape a été autorisé par ses hôtes à célébrer, à leur siège d'Etchmiadzine (près d'Erivan), la messe en rite latin pour la minorité catholique arménienne.

La qualité des rapports entre Jean Paul II et Karekine II, nouveau catholico de tous les Arméniens (élu en 1999), d'une autre génération (cinquante ans) et sans expérience œcuménique, a été remarquée à Erivan. L'Eglise apostolique arménienne devient la plus proche, en Orient, de celle de Rome.

Le pape n'en finit pas de poursuivre son rêve de réconcilier le christianisme d'Occident et d'Orient. Il a déjà visité la Roumanie, la Géorgie, l'Ukraine, l'Arménie, mais le procès de prosélytisme qui lui est fait par les Eglises orthodoxes byzantines ne risque pas de cesser. Son prochain voyage, au printemps 2002, devrait le conduire en Bulgarie.

Henri Tincq

Un incident perturbe l'acheminement des premiers euros

BORDEAUX

de notre correspondant régional

Les premières pièces en euros, fabriquées à l'usine de la Monnaie de Pessac (Gironde), doivent être disponibles dans tous les établissements financiers à partir du 15 décembre. Mais leur distribution vient de connaître un premier raté.

Elle a été interrompue le vendredi 21 septembre. Problèmes techniques ? Défaut de frappe ? Selon la Monnaie de Paris, il s'agit seulement d'une défaillance humaine portant sur le conditionnement des sachets de lots de quarante pièces de différentes valeurs représentant une somme de 12,25 euros échangeables contre 100 francs. Même si les lots étaient facilement identifiables, toute la distribution a été bloquée et une enquête ouverte.

Le 22 septembre, un employé

chargé du contrôle d'une des chaînes de conditionnement a été placé en garde à vue et mis en examen le lendemain, a révélé jeudi 27 septembre le journal *Sud-Ouest*. L'enquête ouverte par la direction de la Monnaie et le SRPJ de Bordeaux aurait établi qu'il avait été coupable de négligence.

ACCUSATION DE SABOTAGE

Cet incident a révélé que l'emballage et l'expédition des pièces n'étaient pas effectués dans l'usine de Pessac mais dans les entrepôts du Sernam qui jouxtent la gare de Bordeaux. Ces opérations ont été confiées à des employés à contrat à durée déterminée. C'est l'un d'eux qui a été mis en examen pour sabotage et abus de confiance. Une qualification qui peut lui valoir la cour d'assises et quinze ans d'emprisonnement.

Selon son avocat, M^e Fabien

Ducos-Ader, l'intérimaire recruté pour ce travail en décembre dernier aurait été un peu dépassé par les événements à la suite du départ en congé maladie d'un de ses collègues, qui n'a pas été remplacé. A force de recompter les pièces manquantes, signalées par des balances précises au milligramme près, il aurait « laissé courir ».

Il conteste évidemment l'accusation de sabotage et pense que l'instruction ouverte va mettre en évidence « d'autres négligences infiniment plus graves, qu'il s'agisse de l'appel à la sous-traitance ou à du personnel non qualifié alors que du personnel des finances était théoriquement sur place pour contrôler le travail ». Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget, en visite jeudi à Bordeaux, s'est refusée à tout commentaire.

Pierre Cherruau

Ben Laden, partout

par Pierre Georges

DANS LES RUES de Mexico, des gamins, aux feux rouges, font la manche. Ils demandent la charité, tendent la main, comme d'habitude, comme avant. Mais la seule différence, ou la novation dans cette routine de la misère, c'est que, depuis peu, rapportait l'autre jour l'AFP, certains portent des masques en caoutchouc. Des masques d'Oussama Ben Laden ou des masques de George W. Bush.

Qui fait le bon, qui fait le méchant, en ce jeu des mendians ? Qui est Ben, qui est Bush dans ce scénario improvisé, cette danse des masques et de carnaval noir, et quel rôle paye le mieux, à l'indice des entrées, pardon des aumônes ? Le fabricant des masques se défend, mollement, d'avoir voulu faire de la provocation ou, plus simplement encore, du commerce de proximité universel. Il dit, ce fabricant de Cuernavaca : « Nous, ce qu'on fait, c'est du divertissement, de la fantaisie, de l'humour. »

Ben et Bush dansent devant les pare-brise des voitures de Mexico, s'embrassent, se serrent la main, fraternisent en ce jeu de rôle inventé par les gueux et les misérables. Et comme l'on dirait à Hollywood, toute ressemblance avec des personnages ou des situations ayant... ne serait pas purement fortuite.

Au Mexique toujours, des petits malins, masqués ceux-là, ont commencé à produire, à floquer des tee-shirts portant la photo de Ben Laden et l'inscription : « Ben Laden est mon héros. » On ne sait si le vêtement est facile à porter. On doute qu'il soit d'un chic ou d'un bon goût achevés. Mais c'est ainsi : en

trois semaines, pas même, celui qui n'était connu que des spécialistes, de ses partisans, d'une partie du monde comme le Père Joseph du terrorisme, est devenu, dans la représentation planétaire, l'ennemi public universel n°1 ou le héros d'un culte des rues ailleurs.

Oussama Ben Laden est partout. Absolument partout désormais. Postérisé, caricaturé, Wanted, photographié, brûlé, piétiné, célébré, filmé. Sur Internet, dans les journaux, en vidéo, à la télévision. Ben Laden à cheval. Ben Laden à la kalachnikov, Ben Laden enfant d'entre les enfants, Ben Laden posant près d'une Buick recolorisée rose. Ben Laden devant des masques et de carnaval noir, et quel rôle paye le mieux, à l'indice des entrées, pardon des aumônes ? Le fabricant des masques se défend, mollement, d'avoir voulu faire de la provocation ou, plus simplement encore, du commerce de proximité universel. Il dit, ce fabricant de Cuernavaca : « Nous, ce qu'on fait, c'est du divertissement, de la fantaisie, de l'humour. »

Ben et Bush dansent devant

les pare-brise des voitures de Mexico, s'embrassent, se serrent la main, fraternisent en ce jeu de rôle inventé par les gueux et les misérables. Et comme l'on dirait à Hollywood, toute ressemblance avec des personnages ou des situations ayant... ne serait pas purement fortuite.

Au Mexique toujours, des petits malins, masqués ceux-là, ont commencé à produire, à floquer des tee-shirts portant la photo de Ben Laden et l'inscription : « Ben Laden est mon héros. » On ne sait si le vêtement est facile à porter. On doute qu'il soit d'un chic ou d'un bon goût achevés. Mais c'est ainsi : en

« Le Monde » lance « Le Monde Initiatives »

LE MONDE lance, lundi 1^{er} octobre, un nouveau mensuel *Le Monde Initiatives*. Souhaitant « tisser des liens privilégiés avec tous les acteurs d'un monde du travail en pleine mutation », ce mensuel de 32 pages (au format du *Monde*) entend montrer la nécessité d'allier l'économique et le social et être un lieu d'informations, de rencontres, de débats autour de ces questions. Le Monde détient 51 % du capital de cette nouvelle filiale au côtés de partenaires de l'économie sociale (Crédit coopératif, Crédit mutuel, Caisse d'épargne, Groupe Chèque Déjeuner, Maif, Macif, GMF) et du *Monde diplomatique*. Jean-Marie Colombani préside le conseil de surveillance et Alain Lebaube le directeur. *Le Monde Initiatives* est diffusé dans un premier temps aux abonnés du *Monde*. Il est également vendu en kiosque au prix de 25 francs (3,81 euros).

DÉPÊCHES

PRESSE : le groupe Amaury, les Nouvelles messageries de la Presse parisienne (NMPP) et le Comité Inter du Livre parisien CGT ont signé, jeudi 27 septembre dans la soirée, un accord qui met un terme au conflit sur la distribution du *Parisien*, qui durait depuis le 19 septembre. L'accord stipule que la Société de distribution et des ventes du *Parisien* (SDVP) distribue le *Parisien* sur l'ensemble de la région parisienne, y compris sur Paris et sa proche banlieue. D'ici au 1^{er} décembre 2001, la SDVP et les NMPP négocieront un contrat aux termes duquel la SDVP sous-traitera à Paris Diffusion Presse (PDP) – la structure des NMPP chargée de la distribution de la presse sur Paris – la distribution des exemplaires du *Parisien* destinés à Paris intra-muros. L'accord confirme enfin l'engagement du *Parisien* d'intégrer 15 salariés de PDP à la SDVP.

SUISSE : un homme, vêtu d'un uniforme de policier, a fait irruption, jeudi 27 septembre, dans la salle du Parlement cantonal de Zoug (Suisse centrale) et a ouvert le feu, tuant 14 personnes et en blessant 14 autres. Friedrich Leibacher, âgé de 57 ans, s'est ensuite donné la mort. La police a précisé que le forcené était armé jusqu'aux dents. Il avait un fusil d'assaut, un pistolet et plusieurs chargeurs. Il a jeté une grenade en entrant dans la salle, puis a ouvert le feu, a rapporté un témoin. Une lettre du forcené a été retrouvée sur les lieux du drame. Il s'y plaignait d'une procédure administrative et désignait notamment les responsables de ses tracasseries, qui figurent parmi les victimes, a ajouté la police. « C'est une querelle avec un conducteur de bus [...] qui est à l'origine de ce geste », a déclaré un parlementaire, Robert Bisig... – (Reuters.)

Tirage du *Monde* daté vendredi 28 septembre 2001 : 611 655 exemplaires. 1-3 Nos abonnés trouveront associé au numéro d'aujourd'hui notre supplément Radio-télévision daté dimanche-lundi.

Afghanistan

Un pays méconnu, devenu la cible de la riposte américaine...

Dossier spécial

samedi 29 septembre

Le Monde

daté 30-1^{er}

Jupe : 40% acrylique, 35% polyamide, 20% laine, 4% polyacrylique, 1% nylon.



Jupe 199F
30,34 €

H&M

www.hm.com

N°Azur 0 810 222 444
PRIX APPEL LOCAL

PARIS/RÉGION PARISIENNE : Rivoli • Forum des Halles • Haussmann • Passage du Havre • Passy Plaza • Rennes • Val d'Europe • Espace St Quentin • Évry 2 • Les 4 Temps - La Défense • Parinor • Bercy 2 • Belle Épine • Créteil Soleil • Cergy 3 Fontaines.
PROVINCE : Annecy • Avignon • Bordeaux • Coquelles/Calais • Dijon • Dunkerque • Le Mans • Lille • Marseille • Nancy • Nice • Orléans • Rouen.